



## DÉBATS

La guerre du Golfe

## Interdire les ventes d'armes

par Pierre Beckouche

LES buts de guerre de Saddam Hussein sont connus : annexer autoritairement des champs pétrolifères ; brandir l'étendard d'une provocation arabe face aux Occidentaux. Les buts de guerre occidentaux sont moins clairs que ne le disent les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. La tragédie de la guerre civile-militaire de Bagdad doit se comprendre comme la conséquence d'une option militaire simple : au-delà d'une distinction entre cibles civiles et cibles militaires, le Pentagone a dressé une longue liste d'objectifs à bombarder qui énumère ce que le pays compte d'infrastructures : routes, ponts, installations portuaires, centrales énergétiques, raffineries, centres de recherche, le ministère de la justice, le palais des congrès, etc.

Le but de la guerre est désormais clair : faire reculer l'Irak dix ans en arrière. Au-delà s'éclaire le rôle que s'est assigné la Maison Blanche : contrôler l'accès à des ressources énergétiques stratégiques à bas prix, mais surtout prévenir l'émergence de puissances militaires dans les pays non occidentaux.

Sans doute plus qu'au titre d'envahisseur, c'est à celui de puissance militaire actuelle et virtuelle (l'atome) que l'Irak a fait l'objet de l'intervention armée des États-Unis.

## Les risques de l'intervention

Alors que l'évolution à l'est et l'après-guerre froide laissent tout juste entrevoir la possibilité de régler les conflits nationaux et régionaux de manière politique, le choix précipité de l'intervention armée recèle - quels que soient ses résultats militaires - trois risques considérables :

1) L'ONU ne sera pas un organe de régulation politique des conflits mais l'instrument d'une gendarmerie nord-américaine qui

aura des ramifications policières jusqu'aux niveaux les plus fins.

2) Pour faire régner l'ordre, les Occidentaux devront continuer à accumuler dans les pays dits sûrs un armement qui contribuera à rendre les situations régionales explosives. Les quelques Scud irakiens qui n'ont pas été interceptés par le Patriot indiquent qu'une défense ne peut pas être totalement imperméable : quand les succès de Scud seront devenus chimiques, nucléaires (dans deux ans ou dans cinq ans ou dans dix ans), et plus nombreux, leurs incursions seront dévastatrices. De surcroît on continuera à voir des pays « sûrs » d'acier changer de camp ; après l'Irak, lequel sera le prochain ? La Turquie, si elle n'est pas acceptée dans le Communauté européenne ? La Syrie ? L'Iran ou l'Irak à nouveau ? A vouloir écarter toute tête qui dépasse, on ne fait qu'attiser les candidatures nationales.

## Désamorcer les conflits régionaux

3) Car le troisième risque, le plus grave, est le maintien du fossé qui sépare les Occidentaux des pays du Sud en matière de niveau de développement. Gendamer la puissance militaire des pays requiert de limiter les ventes de technologies susceptibles de le servir : biotechnologies, chimie, informatique, électronique, matériaux... C'est l'ensemble du processus de développement qui serait enrayé car les technologies de base sont les mêmes pour une valorisation civile ou une valorisation militaire.

A terme, cela ne pourra que conduire à une confrontation entre pays occidentaux et pays gendarmés et, pour ce qui les concerne ce particulier, au renforcement d'une union politique du monde arabe autour de valeurs nationalistes et religieuses. Il faudra alors s'habituer à vivre avec la menace terroriste. Deux camps seront face à face, aussi simplistes l'on que l'autre dans leurs projets respectifs :

des Occidentaux recroquevillés sur l'illusoire garantie de leur pouvoir d'un côté, de l'autre le fantasme religieux d'une grande nation unie par l'islam et par des bous émissaires israéliens communs.

L'alternative consiste à prendre une direction exactement inverse : il faut accepter les ventes de technologies occidentales quelles qu'elles soient ; et il faut prohiber les ventes d'armes.

La prohibition des ventes d'armes et des équipements connexes (radars, systèmes de communication militaire...) comporterait plusieurs avantages. Le plus évident serait d'ôter aux conflits régionaux le caractère meurtrier que la vente d'armes sophistiquées leur a conféré, sans commune mesure avec les capacités politiques locales à contenir, tempérer ou résoudre les conflits. L'avantage pour les populations des pays en développement reviendrait à ne plus mettre entre les mains d'un petit nombre de chefs d'état-major des moyens de guerre aussi immédiatement performants. Les ventes d'armes occidentales ont toujours constitué un joli paquet-cadeau pour les régimes les plus antidémocratiques - et l'Irak est loin d'être le seul sur la liste.

L'avantage pour les Occidentaux serait d'ordre moral : à cesser de vendre des outils de destruction à n'importe qui, n'importe quand, dans le cadre d'une vulgaire concurrence commerciale, nous clarifierions nos relations aux pays tiers, et nous offririons à nos propres yeux une image de nous-mêmes plus conforme à l'idée des droits de l'homme. Car depuis les accords Sykes-Picot (qui installaient en 1917 le partage du grand Moyen-Orient), les nations occidentales se sont mises hors jeu pour prétendre régler entre le Moyen-Orient au nom d'une quelconque valeur morale.

## Un gage de démocratie

En revanche il faut autoriser et même susciter le transfert des technologies occidentales, pour deux raisons liées. Premièrement, les pays tiers n'accepteront jamais une infériorité militaire patente, notamment pas les pays musulmans. En dépit de ses vicissitudes, la période de la guerre froide a montré que jusqu'à présent la dissuasion entre pays de potentiel militaire comparable, si ce n'est égal, restait l'arme de paix la plus efficace et pouvait conduire à un désarmement équitable. Il n'y a aucune raison de penser que d'autres que les Occidentaux ne sauraient en faire l'expérience.

L'accès par voie commerciale aux technologies occidentales leur permettra de construire une défense autonome à partir d'un développement industriel local progressif et source de croissance économique. Deuxièmement, le développement technologique n'est pas seulement un gage de développement économique, c'est aussi un gage de démocratie. L'échec de l'URSS l'atteste : il a consisté à mener

une politique de puissance technologique à vocation militaire sans démocratie ; la contradiction a fait éclater le système parce que la circulation de l'information suppose la transparence, et parce que le développement technologique implique toujours davantage d'enseignants, de chercheurs, d'étudiants. Ce n'est pas une garantie absolue de démocratie mais c'est la seule alternative, il faut en prendre le risque.

Prohiber la vente d'armes supposera de constituer une industrie d'armement d'échelle européenne afin d'allonger les séries ; de consentir des sacrifices financiers du fait que les ventes d'armes dans les pays du Sud ne seront pas toutes ainsi compensées. Le choix devra être le même à l'échelle de l'Amérique du Nord et à celle de l'URSS.

Ces conditions réunies, l'ONU pourra se voir confier la direction d'une efficace politique de désarmement, équilibré et graduel, et d'intervention en faveur des pays bords d'état de bâtir une défense nationale autonome à moyen ou long terme.

► Pierre Beckouche est maître de conférences à l'université Paris-XII.

## TRAIT LIBRE



## Entre le bien et le mal

par Hélène Bleskine

CETTE guerre fait mal, non pas ici contre nos vies, mais elle fait mal d'y penser, car on ne peut trancher. Lorsque les informations annoncent le départ des avions, je ne peux m'empêcher de craindre ce qui va se passer. Les bombes qui vont tomber sont déjà une réalité de l'horreur. A quel point quelqu'un qui veut écouler l'autre, qui veut tenter un territoire de paix, et qui ne peut pourtant pas descendre dans la rue avec « les pacifistes » car rien ne dit s'ils sont des justes et des sages ?

Chaque argument trouve en s'énonçant sa propre limite. « Les démocraties ne se sont jamais fait la guerre. » C'est vrai, mais en même temps, elles fabriquent des armes et les vendent à ceux qui justement ne sont pas dans la démocratie. « Les foules musulmanes dans les pays maghrébins se réjouissent des bombes qui tombent sur Israël. » Mais ce ne sont pas toutes les foules, il y a des Arabes qui luttent pour la démocratie dans chacun de ces pays. « La lecture du Coran parle en elle-même la guerre sainte, la guerre de religion. » Mais on découvre en France une sagesse dans les communautés cherchant leur chemin dans la République, malgré la peur, malgré les bombes qui tombent justement sur ceux

qu'ils perçoivent comme des frères, parce qu'il a été impossible jusqu'à aujourd'hui d'exister sans un sentiment d'appartenance qui inscrit une identité.

Et cette appartenance ne se révèle pas seulement dans le repli sur soi vindicatif, dans la haine des autres, elle existe aussi d'une manière positive comme ce qui trace l'histoire, la géographie, l'être, la culture, tout ce qui fonde la diversité du monde, et il serait étrange de rêver à un monde où il n'y aurait plus aucune trace d'appartenance.

## Aucun idéal incarné

Cette guerre est terrible parce qu'il n'y a pas justement de bien vers lequel spontanément on pourrait pencher, il y a du mal des deux côtés et c'est pourquoi on ne peut accepter cette guerre que dans l'impression confuse qu'elle est épouvantable malgré tout. Il n'y a pas une seule argumentation qui ferait qu'elle deviendrait à un moment juste absolument.

Bien sûr, nous savons les bienfaits de la démocratie, qui n'est pas un état de fait, mais une lutte quotidienne, et une mémoire de lutte. La démocratie, c'est plus que la politique - le fait de pouvoir voter librement en suivant ses convic-

tions, - la démocratie, c'est ce que des milliers de gens ont gagné à force de grèves, comme libertés individuelles, droit à la protection, droit du travail, droit pour les femmes et les enfants. Et cette démocratie chaque jour peut être renversée, grignotée, affaiblie. Quand elle est remise en cause, il y a toujours un sursaut qui se manifeste et c'est ce qui permet de continuer à exister dans une idée du progrès de l'humanité quand même.

Rien ne fait plus plaisir que les déclarations faites dans les camps opposés qui tracent un pont, une passerelle. Que des intellectuels arabes désirent la démocratie pour leur pays est une nouvelle réconfortante, que les démocrates pensent à des lois qui pourraient contrôler à l'avenir le commerce des armes, et répartir au mieux les richesses pour sortir le monde de sa trahison Nord-Sud, qui de plus enthousiasment.

La Résistance pendant la seconde guerre mondiale, les Brigades internationales pendant la guerre d'Espagne, ont incarné l'idéal de l'engagement et du courage. Aujourd'hui, cette guerre n'incarne aucun idéal, c'est même le glas de l'espérance qui vient d'un seul coup refroidir les illusions que l'on portait en soi sur les acquis des droits des hommes entre eux.

C'est une guerre plus que triste, parce que, même si on sait qu'on doit y faire face, aucune bombe qui tombe n'apporte un soulagement.

► Hélène Bleskine est écrivain.

## BIBLIOGRAPHIE

## Horreurs japonaises

LA GUERRE BACTÉRIOLOGIQUE de Peter Williams et Daniel Wallace. Albin Michel, 374 p., 125 F.

Le Japon n'a jamais de bons souvenirs ni dans les pays d'Asie qu'il a envahis pendant la dernière guerre, ni chez les prisonniers occidentaux enfermés dans ses camps de concentration. Même si, depuis cette époque, l'armée nipponne est restée confinée sur l'archipel, ces souvenirs sont restés d'autant plus vivaces que le Japon - au contraire de l'Allemagne - n'a toujours pas exorcisé son passé. Des personnalités conservatrices comme M. Ishihara, gouverneur du Japon qui se dit non avec le PDS de Sony, continuent leur croisade pour réécrire l'histoire. L'une des pannes d'achoppement dans les relations nipponno-occidentales reste, par exemple, le débat sur la « sac de Nankin », dans lequel certains Nippons se refusent à voir autre chose qu'un douloureux événement aux responsabilités partagées (sic) alors

qu'au moins cent mille civils y furent massacrés.

La Guerre bactériologique rappelle un autre aspect des atrocités japonaises pendant la guerre. Un livre à ne surtout pas lire pour les âmes sensibles. Il raconte les exploits de l'unité 731, créée par le bactériologiste Shiro Ishii à Moukden, en Mandchourie, et de sa cousine, l'unité 516. Elle n'avait rien à envier à leurs homologues nazis.

Les expériences perpétrées sur des prisonniers de guerre - légalement protégés par les conventions de Genève - chinoises, soviétiques ou occidentaux se lisent comme un catalogue du musée des horreurs. L'ignominie se retrouve à la fois dans les prétentions scientifiques de ces tortionnaires et dans la redoutable efficacité d'une machine bureaucratique. Sans la moindre référence morale, si ce n'est de servir l'empire du Chrysanthème par n'importe quel moyen, elle rédigeait sur chaque victime une fiche en trois exemplaires.

Tous les moyens étaient bons pour trouver les virus nécessaires à une guerre bactériologique contre ces méprisables chimistes qui résistaient trop bien : inoculation de virus (anthrax, peste, syphilis...), embayes humains massacrés par milliers, disséqués vivants, gelés sur pied, nus dehors par un froid sibérien. Plus horrible encore, il aura fallu attendre quarante ans pour que l'affaire soit révélée, les Japonais ayant affirmé les auteurs - convaincus leurs vainqueurs américains de garder le silence.

Rares sont les « scientifiques » de l'unité 731 qui payèrent pour leurs crimes. Les auteurs donnent une liste de ceux qui se sont honorablement convertis dans la vie civile, comme ce Naïto, qui a fondé un géant pharmaceutique, La Croix verte, où il a employé de nombreux ex-membres de l'unité 731. Quant à Ishii, selon sa fille, il a été consacré, après 1947, à la religion. Les Japonais n'ont guère pu que l'on rappelle cette période noire de leur histoire. A eux de l'exorciser enfin.

PATRICE DE BEER

## Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lesourme, gérant.

Imprimerie  
du « Monde »  
12, rue M. Gansberg  
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux  
et publications n° 57 347  
ISSN 0243-1037

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourme, président  
Françoise Hugot, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-95-91-82 ou 45-55-91-71  
Téléc : MONDIPUB 206 136 F  
Téléc : 45-95-04-70 - Société filiale  
du journal Le Monde et Rège Presse SA

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LJM

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez joindre l'obligation de cette taxe des sous-papiers en capitales d'empressement

هنا من الأصل



# LA GUERRE DU GOLFE

## Le film des événements Rebondissements



« Ca fut vraiment une bonne journée », conclut, jeudi 21 février, presque à minuit sonnant, M. Vital Ignatenko, porte-parole du président Mikhaïl Gorbatchev, après avoir donné lecture du plan de paix soviétique en huit points auquel l'Irak avait décidé de se rallier. Journée, en tout cas, fertile en rebondissements, au cours de laquelle M. Saddam Hussein s'emploie, avec la talent qu'on lui connaît, à user les nerfs de ses interlocuteurs, à faire tourner un peu son monde en bourrique.

C'est avec une lenteur calculée que M. Tarek Aziz, chef de la diplomatie irakienne, avait rapiné le chemin du Kremlin pour y apporter la réponse tant attendue de Bagdad. Aussi, plutôt que de faire la pied de grue à Moscou, M. Alexandre Bessmertnykh, son homologue soviétique, décide de s'en aller assister, à Madrid, en tant qu'invité, au comité des ministres du Conseil de l'Europe. Autre médiateur très en vue, M. Ali Akbar Velejati, ministre iranien des affaires étrangères, commençait à perdre espoir et convenait que « les choses ne vont pas aussi bien que nous le pensions », laissant entendre que M. Saddam Hussein et les siens se servaient « des réelles difficultés de transport entre les

deux capitales, pour gagner du temps ». Alors que M. Tarek Aziz était en route pour Moscou via Téhéran, M. Latif Nassif Jassam, le très peu policé ministre irakien de l'information, adressait, lundi en début d'après-midi, quelques gracieusetés à M. Roland Dumas qui avait eu l'audace d'évoquer l'hypothèse d'une offensive terrestre, le quelifient de « minus » et de « vil dépendant des Américains ». Ces invectives ouvraient la voie au discours « important » - le troisième depuis le début de la guerre - prononcé, quelques instants plus tard, par son maître à penser et transmis en direct par la télévision algérienne.

### Des délais à fixer

« Notre peuple et notre armée veulent continuer la lutte. Ils sont prêts au sacrifice, lancait, tout de go, M. Saddam Hussein. Il n'y a pas d'autre voie que celle que nous avons choisie. » Et de s'en prendre aux forces de la coalition : « Ils voulaient le mot « retrait » mais, maintenant, ils ne s'en soucient plus et parlent d'autre chose. Ils veulent que nous nous rendions mais ils seront déçus. La « mère des batailles » sera notre victoire et notre martyre. »

Martyre : la mot était lâché. Presque unanimes, les observateurs alliés en concluaient que le dictateur de Bagdad signait ainsi son « suicide ». « Très déçavants », commentait brièvement le président George Bush. « Aucune fleur d'espoir », assurait M. John Major, premier ministre britannique. « M. Saddam Hussein prend la responsabilité de la poursuite de la guerre », déclarait le porte-parole de l'Elysée. « Nous n'avons pas d'autre choix que de procéder comme convenu pour libérer la Koweït », affirmait M. Dick Cheney, secrétaire américain à la défense, tandis que, lui faisant écho, M. Michel Rocard annonçait que « tout était prêt pour l'acte final ».

De son côté, en fin d'après-midi, Radio-Bagdad maintenait la pression en invitant les soldats irakiens à marcher contre « les hordes de l'athéisme, de l'agression et de la barbarie ». Pour autant, les responsables soviétiques qui entendaient de M. Saddam Hussein « une réponse claire à une question simple » ne désespéraient pas d'obtenir gain de cause. A Madrid, M. Bessmertnykh expliquait qu'il ne fallait pas confondre « l'éthérée et véritable diplomatie ». Sitôt débarqué, en début de soirée, de l'avion de la compagnie Aeroflot mis à sa

disposition, M. Tarek Aziz était introduit auprès de M. Gorbatchev qui avait modifié son emploi du temps pour la recevoir. Au terme de près de deux heures et demie d'entretiens, M. Ignatenko confirmait, à la surprise générale, l'acceptation par l'Irak du plan de paix soviétique.

Ledit plan prévoit le retrait « complet et inconditionnel » des troupes irakiennes du Koweït. Supervisé par des pays non belligérants, ce retrait qui s'effectuera « dans des délais fixes » commencera le lendemain du cessez-le-feu. Les sanctions économiques seront suspendues dès que les deux tiers des troupes de Bagdad auront quitté l'émirat. Les résolutions de l'ONU perdront leur validité dès que ce désengagement militaire sera achevé.

### Silence radio

L'annonce de ce plan de paix a provoqué des dissonances au sein de la coalition anti-irakienne. Tout en félicitant M. Gorbatchev pour ses efforts « inépuisables et utiles », le président Bush a aussitôt exprimé de « sérieuses préoccupations » sur plusieurs points. Un haut responsable américain a même affirmé, sous le couvert de l'anonymat, que la proposition

soviétique est « clairement inacceptable pour les Etats-Unis » car elle équivaudrait à un retrait conditionnel.

Si Israël n'a voulu voir, dans cette affaire, qu'un nouveau « stratagème » de M. Saddam Hussein, M. Meïor a relevé un « certain progrès » même si ce plan comporte « plusieurs très graves défauts ». Pour le Quai d'Orsay, qui en a souligné les « imprécisions », il s'agit d'un « pas dans la bonne direction » qui peut conduire « à la solution pacifique que [la France] a toujours souhaitée ».

L'Union soviétique aurait-elle pris ses désirs pour la réalité ? « Il n'est pas du tout clair » que ce plan ait reçu l'aval de Saddam Hussein, a insisté M. Meïor. Radio-Bagdad a, en effet, ouvert ses émissions, vendredi matin, sans faire la moindre allusion au plan soviétique. Bien en revanche, elle a repris ses attaques, en termes toujours aussi virulents, contre les « armées de la tyrannie », soulignant l'impudence de l'Irak de les « massacrer au nom de Dieu, et d'en faire un exemple à la face du monde ». Quelle « bonne journée », vraiment !  
JACQUES DE BARRIN

## Après l'accord de Bagdad aux propositions soviétiques

# Moscou reconnaît que « pas mal de choses » restent à discuter dans le plan de paix de M. Gorbatchev

D'autres négociations sont nécessaires pour parvenir à un accord final, a déclaré vendredi 22 février le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, après que le ministre, M. Alexandre Bessmertnykh, se fut entretenu vendredi matin avec son homologue irakien M. Tarek Aziz. Cet entretien portait sur le calendrier d'un retrait irakien du Koweït. « Il reste pas mal de choses à discuter. Nous avons bon espoir d'enregistrer de nouveaux progrès et d'arriver à une situation où nous pourrions mettre en œuvre le plan Gorbatchev », a déclaré le porte-parole, M. Vital Tchourikine.

### MOSCOU

de notre envoyée spéciale

M. Mikhaïl Gorbatchev réussit-il à compenser par sa diplomatie ses problèmes intérieurs ? Une satisfaction visible l'emportait, en tout cas, sur la prudence chez son porte-parole, M. Vital Ignatenko, venu dans la nuit de jeudi à vendredi 22 février annoncer à la presse que les entretiens qui venaient de s'achever au Kremlin entre le chef de l'Etat soviétique et le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, avaient abouti à un « succès ». L'Irak, a-t-il dit, a donné une réponse « posi-

tive » au plan de paix de M. Gorbatchev, en donnant son accord à un retrait du Koweït, qualifié, pour la première fois, de « total et inconditionnel ».

### Divergences avec les Etats-Unis

La prudence venait de ce que ce plan présenté comme « inconditionnel » comporte pourtant des modalités

telles que la Maison Blanche allait le juger « clairement inacceptable » en l'état. Un responsable du ministère soviétique des affaires étrangères a donc pris soin de préciser que les entretiens, s'ils ont abouti à un accord sur les « principes globaux » d'une paix, devaient se poursuivre vendredi sur les « détails » - comme le stipule le dernier point du plan - entre M. Tarek Aziz et son homologue soviétique, M. Alexandre

Bessmertnykh, revenu de Madrid. Il resta que les deux heures et vingt minutes d'entretiens entre MM. Gorbatchev et Aziz, auxquels assistait le conseiller du président, M. Evgeni Primakov, ont donné naissance à ce qui apparaît désormais comme un plan soviéto-irakien, se démarquant non seulement des positions américaines, mais aussi des résolutions de l'ONU, même si Moscou affirmait encore jeudi y rester

fidèle. Au cours de ces entretiens, a déclaré M. Ignatenko, les deux parties « ont confronté leurs positions et considéré qu'il est possible de dénouer le conflit dans le Golfe à partir des positions suivantes », a-t-il dit, avant d'énumérer huit points, dont le premier est l'accord de l'Irak pour un « retrait total et inconditionnel » de ses troupes du Koweït (voir ci-contre les détails du plan). Les applaudissements qui ont éclaté dans les rangs

de la presse arabe et soviétique, lorsque M. Ignatenko a achevé la lecture des huit points, traduisaient la portée du pas franchi vendredi par le président soviétique. Même si les prémisses en étaient déjà tracées avec le nouvel envoi à Bagdad, au début du mois, de M. Primakov, un « ami » de longue date de M. Saddam Hussein. Car l'accord soviéto-irakien finalisé vendredi à Moscou après des « inévitables » sur son sort exprimées par l'Irak, le troisième participant à ces tractations, suivait de quelques heures un nouveau discours « belliste » du dirigeant irakien. Cela s'est passé après M. Gorbatchev, qui peut maintenant se prévaloir, notamment auprès de ses propres militaires, de ne plus suivre aveuglément les désirs américains et d'avoir accentué les trahisons entre Washington et ses différents alliés.

Nul doute que la grande démonstration de force que devait organiser le parti communiste samedi à Moscou, à l'occasion de la fête de l'Armée, sera aussi placée sous le signe officiel du nouveau rôle pacifiste de l'Union soviétique. Mais, dans la rue, certains groupes auront sans doute plus à cœur de célébrer ce qu'ils ne manqueraient pas d'interpréter comme un retour de leur pays à ses vieilles alliances.

SOPHIE SHIHAB

## Les huit points

Voici les huit points du plan de paix soviétique, tels qu'ils ont été présentés, dans la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 février à Moscou, par M. Vital Ignatenko, porte-parole du président Gorbatchev.

1. L'Irak déclare le retrait complet et inconditionnel de ses troupes du Koweït.
2. Le retrait des troupes commencera le jour suivant la fin des hostilités.
3. Le retrait des troupes s'effectuera dans des délais (qui doivent encore être fixés).
4. Après le retrait des deux tiers de toutes les forces armées du Koweït, l'action des sanctions économiques prévues par l'ONU est suspendue.
5. Après le fin du retrait des troupes du Koweït, les raisons

mêmes pour lesquelles ont été adoptées les résolutions du Conseil de sécurité deviennent caduques et ces résolutions ne sont donc plus valides.

6. Immédiatement après le cessez-le-feu, tous les prisonniers de guerre sont libérés.
7. Le retrait des troupes est supervisé par des pays non participants au conflit, sous mandat du Conseil de sécurité de l'ONU.
8. Le travail sur les précisions de formulation et sur les détails concrets (du plan) se poursuit. Le résultat final de ce travail sera communiqué vendredi 22 février, aux pays membres du Conseil de sécurité des Nations unies et au secrétaire général des Nations unies. - (Reuters, AFP)



# « Bush, Fahd et Moubarak réclament aujourd'hui plus que le retrait » a déclaré le président irakien dans son discours du 21 février

Voici les principaux extraits du discours radiodiffusé prononcé jeudi après-midi 21 février par le président Saddam Hussein à l'adresse des citoyens et des forces armées de son pays :

Après une longue introduction sur les causes qui ont conduit à l'invasion irakienne du Koweït le 2 août 1990, le président irakien souligne « la grande difficulté de faire comprendre que ce qui s'est passé le 2 août - malgré la justice du droit historique - n'est pas la cause du conflit qui oppose l'Irak au sionisme, mais plutôt une conséquence de ce conflit antérieur au 2 août (...) ».

« Ce qui a augmenté l'incompréhension dans les milieux internationaux, notamment parmi les politiciens hostiles aux Arabes en Occident, c'est la complicité de certains gouvernements arabes, qui ont trahi les principes de la nation (...) et en l'absence de la place du traité Fahd (le roi d'Arabie) et l'inconsistant légat Hosni (Moubarak, le président égyptien).

### « Il n'y a d'autre voie... »

« (...) Ainsi, un voile a été dressé sur tout ce qui s'est passé avant le 2 août, et la Palestine elle-même a été négligée comme cause de ces événements, la Palestine dont la juste cause remonte à plus de quarante ans.

« Les médias tendancieux ont ainsi insisté sur les événements du 2 août (...), s'abstenant de se référer à aucune dimension historique qui explique aux étrangers la relation du Koweït à l'Irak et comment il en a été détaché par un complot de partition visant à affaiblir la nation arabe (...). Devant ce déluge de falsifications et le grand nombre des pays agresseurs (trente), il fallait des actes et des mesures qui permettent aux hommes de bien dépasser la désinformation des médias tendancieux, afin d'embarrasser les ennemis et de les pousser à des actes qui relèvent de nouvelles vérités aux médias hostiles. »

Il s'agissait, selon le président irakien, de leur faire découvrir que « l'essentiel et ce qui s'est passé n'est pas dû au 2 août et à ce qui

s'ensuivit ni à 1990, mais relève de chaque atome de dignité, de fierté, de foi et d'attachement au vrai, d'hostilité au sionisme criminel, d'appui aux pauvres, de lutte contre l'injustice et la corruption (...), tant de qualités qui caractérisent les Irakiens.

« Il n'y a d'autre voie que celle qu'on a choisie (...). C'est sur cette voie que nous marcherons malgré les efforts politiques que nous déployons et dont Tarek Aziz a porté à Moscou les modalités et les orientations et qui, si elles étaient rejetées, feraient tomber tous les voiles, laissant les intentions d'agression contre nous à découvert et sans confusion.

« Le mot de retrait est pris par les Irakiens et les hommes de bien dans le monde dans le sens de la

conception globale de l'initiative du 15 février [allusion aux propositions irakiennes d'un retrait conditionnel faites la semaine dernière]. Le rejet de cette initiative confirmera la détermination des Irakiens et renforcera leurs forces armées, après que les prétextes auront été démasqués.

« L'initiative du 15 février, issue de sa sœur [l'initiative] du 12 août [allusion au plan de règlement global présenté à cette date par le président irakien], Bush l'a refusée et l'a traitée de force cruelle avant de l'examiner, alors que Fahd, qui mûche ses mots (...), s'est transformé en orateur éloquent pour dire que la guerre se poursuivra contre l'Irak tant que celui-ci n'aura pas fait ceci et cela. Remarquez com-

ment Bush et Fahd aspirent à plus que ce qu'ils réclamaient après le 2 août et tout récemment encore. Remarquez comment ils demandent davantage, suivis sur cette voie par Hosni l'inconsistant, dévoilant ainsi leurs intentions par leur refus de l'initiative du 15 février.

« Rappelez-vous comment, avant cette initiative, ils affirmèrent avec d'autres en Occident que tout deviendrait possible, dès que le mot retrait sera cité.

« Qu'ils sont devenus plus voraces, juste avant la proclamation de cette initiative ! Leurs médias parlent maintenant de priver l'Irak de la force et de la puissance, des valeurs de renaissance et d'honneur (...). »



## LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions après l'acceptation

## Les alliés entendent, pour l'instant, maintenir leur pression sur le terrain

DHAHRAN

de notre envoyée spéciale

Embarras, prudence, la guerre continue. Annoncée au milieu de la nuit en Arabie saoudite, l'acceptation par l'Irak du plan de paix soviétique n'a suscité l'enthousiasme d'aucune des parties engagées au conflit qui ont à la fois le sentiment que cette acceptation risque de leur enlever la « victoire » militaire qu'elles voyaient à leur portée et qu'en tout état de cause, leur mission restera inachevée si le président irakien garde le pouvoir en Irak.

En attendant une décision politique, les militaires sont fermes. « La guerre ne s'est pas terminée. Nous n'avons pas reçu d'autres consignes de Washington que de continuer, et le rythme n'a pas changé », déclarait dans la nuit un porte-parole militaire américain. « Jusqu'à nouvel ordre, la bataille se poursuit », nous affirmait de même un porte-parole saoudien. Côté politique, la seule réaction est venue de la bouche de l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Bagdad, qui affirmait, à l'aube de vendredi 22 février, dans une interview à la chaîne américaine CNN, que le gouvernement saoudien étudierait très soigneusement la réponse irakienne avant de se prononcer.

D'ores et déjà, il ne fait toutefois pas de doute que si cette solution devait être acceptée peu ou prou en l'état, elle ne serait pas l'affaire de Ryad ni même de la plupart des pays du Golfe à l'exception peut-être du sultanat d'Oman, très prudent dans cette crise.

## Le problème de la présence militaire américaine

En affirmant brutalement mardi qu'il fallait en finir avec le régime de Saddam Hussein parce qu'il cause de lui le monde arabe ne peut tirer aucun profit de l'Irak. Cheikh Sabah Al Ahmad Al Sabah, ministre des affaires étrangères koweïtien, avait sans doute exprimé tout autant l'opinion de son pays que celle des Etats du Conseil de coopération du Golfe. Le maintien au pouvoir à Bagdad d'un président Saddam Hussein, certes affaibli, mais qui pourrait se vanter, sans en souligner le prix, d'avoir résisté plus d'un mois aux « impies américains » et leurs laquais, comme le dit la nouvelle phraseologie de Bagdad, ne pourrait qu'effrayer les pays du Golfe et leurs alliés arabes.

Pour les premiers, cette « menace » persistante les oblige à maintenir, sous une forme ou une autre, une importante présence militaire américaine dont ils savent bien qu'elle est mal acceptée par leurs peuples. Si cette éventualité présente moins de risques au

Koweït, où elle sera plus facilement acceptée, qu'à Bahreïn qui abrite déjà une très importante base américaine, il n'est pas de même en Arabie saoudite, gardien des lieux saints de l'islam. Cette question se pose pour le royaume non seulement sur le plan intérieur mais aussi en regard de son rôle de leader du monde islamique.

Si, depuis le début de la crise, celui-ci n'a pas été véritablement contesté — Ryad garde le soutien de la grande majorité des Etats islamiques — le vague d'anti-américanisme qui risque de déferler sur le monde arabe et, au-delà, sur le monde musulman (comme les manifestations au Pakistan par exemple le montrent) pourrait singulièrement lui compliquer la tâche. Ce n'est pas un hasard si les dirigeants saoudiens soulignent très fréquemment que « les forces armées (terme préféré aux « forces américaines » qui n'apparaissent jamais en tant que telles) partiront dès que la menace sera écartée », avec le secret espoir que cela se fasse vite.

## Le message « Scud »

Or c'est le contraire qui pourrait arriver, avec ce que les responsables saoudiens détestent le plus : une situation trouble, de tension, qui ne facilitera pas une éventuelle réconciliation au sein du monde arabe.

Devant cette nouvelle donne, Ryad devra cependant tenir compte de la position de ses alliés arabes. Si l'alléluie de l'Egypte n'est pas à craindre, que va faire Damas qui, au moins officiellement, a toujours soutenu que seule la libération du Koweït l'intéressait ? Dans son discours, dans lequel les insultes adressées au roi Fahd et au président Mubarak sont légion, le président irakien se garde une nouvelle fois d'évoquer le cas du président Assad, le plus menacé depuis le début de la crise par son ennemi irakien. Fin politique, le président Assad ne remettrait sans doute pas en cause les intérêts importants acquis qui lui a valu son attitude dans la crise, mais il pourrait tenter de freiner un peu les ardeurs.

Que va faire aussi le roi Hassan II du Maroc, qui a pris depuis le début d'un contingent de son armée en Arabie saoudite de plus en plus de distance avec la politique suivie ? Relativement loin du front, le contingent marocain — environ douze cents hommes — n'a jamais, contrairement à celui de l'Egypte et de la Syrie, été renforcé et on murmure à cet égard que le roi Hassan II aurait fait la sourde oreille aux demandes saoudiennes.

Sans véritable choix, l'Arabie

saoudite ne peut que prendre une position en accord avec celle de Washington, mais en encourageant des risques différents. En déclarant qu'« il faut faire quelque chose pour placer les ennemis dans une situation embarrassante ou dans une impasse », le président Saddam Hussein savait ce qu'il faisait et, de ce point de vue, il a provisoirement réussi.

Peu après cependant cette réponse positive au plan de paix soviétique, l'Irak envoyait vers 2 h 40 du matin encore un missile Scud en direction de la province est de l'Arabie saoudite, déclenchant pour la deuxième fois de la journée les sirènes d'alarme à Dhanran comme à Ryad. Ce missile qui provoquait le départ de missiles anti-missiles Patriot tant à Dhanran qu'à Bahreïn, à quarante kilomètres à l'est, était cependant intercepté dans le ciel de Bahreïn et ce, pour la première fois.

Cette alerte avait été précédée, vers 17 heures, d'une autre, quand l'Irak envoyait deux missiles « précisément », selon le porte-parole américain, en direction de la cité militaire de Ri Khaled, à une soixantaine de kilomètres au sud-ouest de Hafar-el-Batin. Interceptés par les Patriot, ces deux missiles se désintégraient en vol mais des débris tombaient à environ 9 mètres d'un trou de protection dans lequel était installé un soldat. « J'ai entendu le bang du Patriot, j'ai regardé, et il y avait des débris tombés partout autour de moi », devait déclarer ce soldat dont la nationalité ne peut être révélée en raison de la censure pratiquée par l'armée américaine.

Après avoir vérifié qu'il n'y avait aucun risque chimique, une inspection des avions près desquels s'étaient écrasés aussi des débris, était entreprise, pour conclure qu'aucun d'entre eux n'avait été endommagé. C'est en tout cas la première fois que des missiles Scud atteignent de façon aussi proche cette cité militaire qui sert d'important base logistique — elle possède un aéroport — aux alliés. Les missiles Scud s'étaient abattus la semaine dernière sur Hafar-el-Batin n'avaient pas été engagés par des Patriot vu le manque d'intérêt stratégique de cette ville.

Tôt jeudi matin, l'Irak avait aussi tiré deux missiles Frog, de fabrication soviétique, contre les forces alliées. Selon le porte-parole saoudien, l'un s'était écrasé dans le désert, l'autre ayant atterri près d'un camp des forces saoudiennes dont les cinq cents hommes sont déployés le long des eaux du Golfe, aux côtés des troupes marocaines. Sept soldats saoudiens avaient été blessés dont deux sérieusement. Avec 70 kilomètres de portée, les missiles Frog, qui peuvent être plus facilement équipés de têtes

chimiques, sont particulièrement redoutés par les alliés qui craignent que l'Irak ne les utilise sur les troupes lors du déclenchement d'une offensive terrestre.

## Poursuite des opérations terrestres

En attendant la réponse de Bagdad, les opérations terrestres s'étaient poursuivies jeudi avec une très forte intensité et, pour la première fois, une compagnie de l'armée saoudienne, soit environ de cent à cent cinquante hommes, traversait la frontière, dans ce que le porte-parole saoudien devait décrire comme « une opération de reconnaissance en force ». Définissant cette nouvelle attitude comme « la suite logique de notre campagne constituée de patrouilles agressives de reconnaissance et de contre-reconnaissance », le porte-parole américain, le général Neal, déclarait : « Les forces américaines et celles des pays de la coalition ont à plusieurs reprises franchi la frontière. » Ces opérations n'ont-elles de la frontière se poursuivront autant que nous considérerons que cela est nécessaire à la poursuite de notre campagne », devait-il ajouter.

Des éléments de la 101<sup>e</sup> division aéroportée qui avaient mercredi fait prisonniers quelque quatre cents irakiens (et non cinq cents comme annoncé auparavant) après la destruction d'un réseau de treize à quinze bunkers, y sont retournés jeudi et y ont fait de nouveaux prisonniers. Selon le nouveau bilan annoncé par le général Neal, les forces américaines avaient fait mercredi quatre-cent-vingt et en ont pris quatre-vingt autres jeudi. Finissant de « nettoyer » ces bunkers, les troupes américaines auraient d'autre part récupéré d'importants documents et se seraient saisies de trois canons de DCA, d'un mortier et de fusils d'assaut AK 47.

A ce déferlement de feu lancé à 19 kilomètres à l'intérieur de l'Irak par la première division blindée, les forces irakiennes n'ont pas répondu. Les troupes alliées, qui ont, d'autre part, poursuivi leur campagne aérienne particulièrement ciblée jeudi sur le sud-ouest de l'Irak, là où une percée pourrait être déclenchée, ont, semble-t-il, décidé de têter tout à tour les divisions irakiennes postées le long de la frontière pour, à la fois les détruire et montrer à celles qui les joignent ce qui les attend. Cette stratégie va, en tout cas, se poursuivre avec la même ampleur, dit-on, en attendant que les politiques fassent leur choix.

FRANÇOISE CHIPAUX

Suite de la première page

Deux heures après qu'à Moscou le porte-parole soviétique eut annoncé la « bonne » nouvelle, son homologue américain, M. Fitzwater, vint apporter une réponse provisoire : « Le président Bush a remercié le président Gorbatchev pour ses efforts intenses et utiles, mais n'a exprimé de sérieuses préoccupations à propos de plusieurs points du plan. Il a déclaré que les Etats-Unis consulteraient leurs partenaires de la coalition sur cette proposition. Nous sommes actuellement en train d'étudier l'initiative soviétique. Les Etats-Unis et leurs partenaires de la coalition continuent de faire la guerre. »

Pendant ce temps, M. Bush passait la soirée au théâtre, mais, après le spectacle, il eut une nouvelle réunion avec ses principaux collaborateurs, à la suite de quoi un officier « anonyme » vint apporter à la presse un commentaire « durcissant » sensiblement le premier réaction officielle : « La principale conclusion » de l'examen de la proposition soviétique est qu'elle « représente un retrait conditionnel », a indiqué le responsable. « La proposition, a-t-il précisé, mentionne en effet une levée des sanctions économiques et la levée des résolutions de l'ONU, ce qui revient à un retrait conditionnel qui serait inacceptable pour les Etats-Unis. »

Cela ne veut pas forcément dire que le projet soviétique est lui-même « inacceptable », mais peut-être seulement que Washington veut convaincre Moscou de le modifier pour le rendre plus conforme à ses exigences : de l'aveu même des Soviétiques, les entretiens de M. Aziz à Moscou ne sont pas terminés, et tous les détails de l'accord n'ont pas encore été mis au point.

La Maison blanche peut donc peser sur la suite des entretiens, même si les responsables américains se défendent d'envisager toute « négociation » avec l'Irak par Soviétiques interposés. De même les Etats-Unis peuvent espérer que l'Irak, poussé dans ses derniers retranchements, finisse par se rebiffer, auquel cas les choses changeraient à nouveau plus simples.

Dès à présent, l'accord soviétique apporte à Washington des satisfactions non négligeables, si on le compare à ce qui était contenu du projet soviétique initial.

## Pas question de réparations

En effet, non seulement Bagdad accepte un « retrait total et inconditionnel » du Koweït, mais toute référence à une tentative de règlement ultérieur du problème palestinien disparaît. En revanche, il est question d'une libération des prisonniers de guerre immédiatement après le cessez-le-feu, ce qui était une des préoccupations dont M. Bush avait fait part à M. Gorbatchev dans la lettre qu'il lui avait adressée après réception du « premier » projet soviétique.

JAN KRAUZE

## Les ultimes initiatives diplomatiques

— 29 janvier : douze jours après le début de la guerre, une déclaration soviéto-américaine affirme que les hostilités peuvent encore cesser « si l'Irak s'engage sans équivoque à se retirer du Koweït ».

— 2 février : dans un message, le président iranien, M. Hachemi Rastandjani, propose à M. Saddam Hussein « des solutions possibles à la guerre ».

— 9 février : le président iranien indique que la réponse irakienne n'a pas été au niveau de ce qu'on attendait.

— 10 février : le vice-premier ministre irakien, M. Saoudoun Hamadi, indique que Bagdad est « prêt à entamer des négociations sans préalable à condition que les Etats-Unis s'abstiennent d'intervenir dans ces négociations ».

— 12 février : arrivés à Bagdad de M. Evgeni Primakov, ambassadeur de M. Gorbatchev, M. Saddam Hussein lui affirme être prêt à coopérer avec l'URSS et d'autre pays pour parvenir à une solution pacifique des problèmes de la région.

— 15 février : Bagdad annonce être prêt à coopérer pour l'application de la résolution 660 du Conseil de sécurité (exigeant son retrait inconditionnel du Koweït), mais assortit cette proposition de conditions qui sont rejetées par les membres de la coalition anti-irakienne.

— 18 février : M. Gorbatchev propose à M. Tarek Aziz, ministre irakien des affaires étrangères, qu'il rencontre à Moscou, un plan de règlement de la crise. Le ministre irakien repart immédiatement pour Bagdad.

— 19 février : M. Bush affirme que le plan soviétique est « très insuffisant », mais que cette initiative doit être « complètement explorée ».

— 20 février : Bagdad annonce que M. Aziz doit se rendre à Moscou, porteur de la réponse irakienne au plan soviétique. Il quitte Bagdad le 21 via Téhéran. Il arrive à Moscou quelques heures après que Saddam Hussein a prononcé ses discours sur Radio-Bagdad. — (AFP)

## Les douze résolutions du Conseil de sécurité

— 2 août, résolution 660 : « Le Conseil de sécurité, alarmé par l'invasion du Koweït, le 2 août 1990, par les forces militaires de l'Irak, constatant qu'il existe, du fait de l'invasion du Koweït par l'Irak, une rupture de la paix et de la sécurité, agissant en vertu des articles 39 et 40 de la Charte des Nations unies :

1. Condamne l'invasion du Koweït par l'Irak ;

2. Exige que l'Irak retire immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces pour les ramener aux positions qu'elles occupaient le 1<sup>er</sup> août 1990 ;

3. Engage l'Irak et le Koweït à entamer immédiatement des négociations intensives pour régler leurs différends et appuie tous les efforts déployés à cet égard, en particulier ceux de la Ligue arabe ;

4. Décide de se réunir de nouveau (...) pour examiner les autres mesures à prendre afin d'assurer l'application de la présente résolution. Résolution votée à l'unanimité.

6 août, résolution 661 : le Conseil « prie » le boycottage commercial, financier et militaire de l'Irak, par 13 voix pour et 2 abstentions (Cuba et la Yémen). Ce boycottage inclut les importations de pétrole irakien et koweïtien.

9 août, résolution 662 : « L'annexion du Koweït par l'Irak,

quels qu'en soient la forme et le prétexte, n'a aucun fondement juridique et est nulle et non avenue » selon cette résolution qui appelle à « s'abstenir de tout contact qui pourrait être interprété comme une reconnaissance » de l'annexion. Le Conseil se déclare « déterminé à rétablir l'autorité du gouvernement légitime du Koweït » ainsi que « sa souveraineté, son indépendance et son intégrité territoriale ». Cette résolution s'est adoptée à l'unanimité.

18 août, résolution 664 : à l'unanimité, le Conseil « exige » que l'Irak « autorise et facilite le départ immédiat du Koweït et de l'Irak des nationaux des Etats tiers ».

25 août, résolution 665 : par 13 voix pour et 2 abstentions (Cuba et la Yémen), le Conseil de sécurité autorise l'usage de la force afin de faire respecter l'embargo contre l'Irak.

14 septembre, résolution 668 : le Conseil demande que l'aide alimentaire éventuellement envoyée à l'Irak et au Koweït soit acheminée et distribuée par l'ONU, le CICR et d'autres organisations internationales ou sous leur supervision.

16 septembre, résolution 667 : le Conseil condamne « énergiquement » et à l'unanimité l'Irak pour ses « actes agressifs contre des locaux et du per-

sonnel diplomatique au Koweït, y compris l'enlèvement de ressortissants étrangers qui se trouvaient dans ces locaux ». Le Conseil demande leur libération immédiate et celle de tous ceux qui sont actuellement retenus en otage aussi bien en Irak qu'au Koweït.

24 septembre, résolution 669 : le Conseil demande à l'unanimité au « comité des sanctions » d'examiner toutes les demandes d'exemption qui seront formulées par les pays éprouvant des difficultés économiques en raison de leur respect de l'embargo contre l'Irak.

25 septembre, résolution 670 : par 14 voix contre 1 (Cuba), le Conseil décide l'embargo aérien contre l'Irak et décide l'immobilisation de tout navire irakien relâchant dans un port étranger s'il est soupçonné d'avoir violé l'embargo.

29 octobre, résolution 674 : le Conseil condamne par 13 voix et 2 abstentions (Cuba et la Yémen) « les agissements des autorités et des forces d'occupation irakiennes » au Koweït. Il « rappelle à l'Irak qu'en vertu du droit international il est responsable de toute perte, tout dommage ou tout préjudice subi, s'agissant du Koweït et des Etats tiers ainsi que de leurs ressortissants et sociétés, du fait de l'invasion et de l'occupation illégale

du Koweït par l'Irak ». Le Conseil « décide de rester en permanence activement ois de la question jusqu'à ce que le Koweït ait recouvré son indépendance et que la paix ait été rétablie conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité ».

29 novembre, résolution 677 : le Conseil condamne à l'unanimité les tentatives irakiennes de modifier la démographie du Koweït et confie à l'ONU le garde d'une copie du registre d'état civil de ce pays.

29 novembre, résolution 678 : le Conseil exige que l'Irak se conforme pleinement à la résolution 660 (1990) et à toutes les résolutions pertinentes ultérieures et, sans revenir sur aucune de ses décisions, décide de lui accorder une période de grâce pour lui laisser une dernière chance de la faire. Il « autorise les Etats membres qui coopèrent avec le gouvernement du Koweït, si le 15 janvier 1991 l'Irak n'a pas pleinement appliqué les résolutions sus-mentionnées (...), à user de tous les moyens nécessaires pour faire respecter et appliquer la résolution 660 (1990) du Conseil de sécurité et toutes les résolutions pertinentes ultérieures, ainsi que pour rétablir la paix et la sécurité internationales dans la région ».

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

MAR



الشرق الأوسط

# LA GUERRE DU GOLFE

par l'Irak du plan de paix soviétique

## Paris : « Le cessez-le-feu et le retrait ne peuvent intervenir que concomitamment »

déclare M. Roland Dumas

M. Roland Dumas a déclaré, vendredi 22 février, que l'Irak devait « lever les ambiguïtés » qui subsistent dans le plan soviétique pour « conduire à la paix » dans le Golfe.

« Nous admettons qu'un enregistrement un progrès, mais des ambiguïtés demeurent. Il faut les lever », a dit le ministre, interrogé par Europe 1. « L'ultime effort doit être fait par l'Irak. Cet ultime effort qui peut conduire à la paix doit être entrepris dans les heures qui viennent », a-t-il ajouté. Il a précisé qu'il s'agit d'entendre à plusieurs reprises dans la nuit avec son homologue américain, M. James Baker, et qu'il entrerait dans les prochaines heures en contact avec les dirigeants soviétiques.

« Il faut, par l'intermédiaire de M. Gorbatchev, faire obtenir ce qui monque encore pour que cette avancée soit une avancée décisive », a-t-il expliqué. La France émet plusieurs réserves, notamment sur le calendrier prévu par l'Irak pour le

retrait. « On ne peut pas continuer à vivre dans l'équivoque. Le cessez-le-feu et le retrait ne peuvent intervenir que concomitamment. Or, les indications sur la durée du retrait nous laissent un peu dans le hasard », a souligné M. Dumas.

« On ne peut pas laisser plusieurs semaines » à Saddam Hussein, a poursuivi le ministre français avant d'ajouter : « Ce retrait nous amènerait à une date qui interdirait toute action ultérieure en cas de manquement à la parole ou à l'accord et qui rendrait les alliés impuissants (...). Ce serait lâcher la proie pour l'ombre. »

Roland Dumas s'est étonné de ce que le plan de Moscou ne fasse pas mention de la souveraineté du Koweït et s'est interrogé sur le sens de « la double articulation entre le discours très dur de Saddam Hussein jeudi après-midi et l'acceptation soudaine » du plan de paix soviétique. Il a ajouté qu'il se pose des questions sur le rôle actuel du président irakien.

Dans un communiqué publié vendredi matin, le Quai d'Orsay, rendant hommage aux efforts de M. Gorbatchev, a estimé que « plusieurs points déterminants demeurent imprécis » dans le plan soviétique. Voici ce texte :

« La France salue les efforts du président Gorbatchev. L'adhésion de l'Irak à ce plan constitue un pas dans la bonne direction et fait naître l'espoir d'une solution pacifique de la crise du Golfe. »

« Mais la France estime que plusieurs points déterminants demeurent imprécis. Il en est ainsi notamment de l'évacuation du Koweït, qui ne saurait être reportée ; son début doit être immédiat et son achèvement à terme rapproché. La validité des résolutions des Nations unies ne peut être écartée que par le Conseil de sécurité lui-même, sans qu'il soit préjudice de ses décisions. »

« La France considère que l'heure est décisive et que le chemin ouvert par le plan soviétique peut conduire à la solution pacifique qu'elle a toujours souhaitée. »

## Bonn : « Un pas dans la bonne direction »

selon M. Hans-Dietrich Genscher

**BONN**

de notre correspondant

Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a estimé, vendredi 22 février, que l'acceptation du plan soviétique par l'Irak était « un pas dans la bonne direction ». Il a néanmoins ajouté que des points décisifs de ce plan demandaient à être précisés, en particulier celui des délais dans lesquels ce retrait de l'émirat doit s'effectuer.

M. Genscher a rendu un hommage parallèle à MM. Mikhaïl Gorbatchev et George Bush, créditant le premier « d'efforts intensifs et opiniâtres » pour parvenir à une solution susceptible d'éviter l'affrontement terrestre, et le second d'avoir agi avec « responsabilité » pour faire respecter le droit international. « Il ne doit pas y avoir de prime à l'agression », a également affirmé le chef de la diplomatie allemande, qui estime qu'en acceptant le plan soviétique, M. Saddam Hussein ne fait que « reconnaître la situation sans issue dans laquelle il a placé son armée et son peuple ». En conclusion de sa brève intervention, M. Genscher a indiqué

que « la République fédérale fera tout ce qui est en son pouvoir pour que les chances de paix qui opposaient aujourd'hui ne soient pas gâchées ».

Les événements de la nuit moscovite ont bouleversé l'ordre du jour du Bundestag, qui devait discuter vendredi matin d'une déclaration gouvernementale sur la politique étrangère. Celle-ci avait été critiquée simultanément par l'opposition social-démocrate, qui reprochait au ministre l'insuffisance de sa « politique du carnet de chèques », et par la CSU bavaroise indisposée par le « défaut de solidarité active avec les alliés » qui aurait caractérisé l'attitude de M. Genscher depuis le déclenchement de la crise.

Le président du SPD, M. Hans-Jochen Vogel, apporte aujourd'hui son appui à l'attitude déficiente par M. Genscher, tout en lançant un appel pressant aux pays engagés sur le terrain à ne pas prendre de décision de lancer la bataille terrestre. « C'est à l'ONU de décider si une attaque terrestre doit être ou non déclenchée, et non à l'un ou l'autre des pays », a-t-il affirmé.

L. R.

## Les amabilités d'un ministre irakien

« Tu devrais être le dernier à parler d'une offensive terrestre ou autre, étant donné que tu es un vil dépendant des Américains. » « Tu n'as qu'à te taire, toi et tes semblables. » Ces propos peu diplomatiques s'adressent à M. Dumas. Leur auteur est le ministre irakien de l'information, Latif Nassif Jassam qui, depuis le début de la crise du Golfe, a été régulièrement distingué dans l'invective et l'insulte.

M. Dumas est encore qualifié de « minuscule » pour avoir évoqué le déclenchement d'un assaut terrestre. Son sort, finalement, sera le même que celui de tous les alliés, selon le ministre irakien : « si vous voulez tenter votre chance, vous serez bottés vers les poubelles de l'histoire ». — (AFP)

## Londres : « Ce n'est pas encore suffisant »

LONDRES

de notre correspondant

M. John Major a déclaré, vendredi matin 22 février, que le plan de paix soviétique constituait « certainement un progrès » par rapport aux propositions précédentes, mais qu'il « n'était pas encore suffisant ». Le premier ministre, qui parlait sur le ponton du 10 Downing Street, a indiqué que le cabinet allait se réunir pour étudier en détail le texte soviétique. M. Major estime que ce plan est encore très loin de ce qu'exigent les diverses résolutions des Nations unies et qu'il contient « plusieurs très graves défauts ». Il n'est d'ailleurs « pas du tout clair » qu'il ait été accepté par les Irakiens.

Les Britanniques ne rejettent donc pas d'emblée la démarche soviétique, mais ils expriment de très fortes réserves à propos de celle-ci. L'entourage du premier ministre avait exprimé un scepticisme plus grand encore au cours de la nuit. Un proche de M. Major avait alors fait savoir qu'à première vue « cela ne changeait rien puisque l'Irak continuait à poser des conditions préalables à son retrait du Koweït ».

Le texte soviétique a le défaut, aux yeux des Britanniques, de mettre la charrue devant les bœufs. Il prévoit que le retrait commencerait le deuxième jour qui suivrait le cessez-le-feu, alors que Londres insiste pour que l'ordre soit inverse : d'abord le retrait d'une partie importante des forces irakiennes, et ensuite seulement un cessez-le-feu. Il manque d'autre part des éléments jugés essentiels par Londres tels que l'acceptation formelle, par les Irakiens, du retour au pouvoir de la famille régnante des Al Sabah et le paiement d'indemnités en Koweït pour les dommages subis.

Les Britanniques estiment inacceptable que le dirigeant irakien puisse se retirer du Koweït en négociant pas à pas sa marche arrière. Ils veulent un départ immédiat qui ressemble à une défaite et qui soit annoncé par le dirigeant irakien lui-même.

Des consultations ont eu lieu pendant toute la nuit de jeudi à ven-

dredi avec les Américains. Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a ainsi été en contact avec son homologue américain, M. James Baker. Le conseiller diplomatique dont M. Major a hérité, sir Charles Powell, a eu également plusieurs conversations téléphoniques avec M. Brent Scowcroft, conseiller du président Bush pour les questions de sécurité nationale.

Tout paraissait beaucoup plus simple après le discours radiodiffusé du président Saddam Hussein, jeudi, dans lequel ce dernier appelait

à la poursuite de la « mère des batailles ». M. Major avait alors déclaré que ce texte « ne contenait pas une lueur d'espoir, pas une lueur de compromis ». « Une chance considérable a été perdue. Nous allons faire en sorte que le Koweït soit libéré et, à moins que Saddam Hussein n'applique intégralement les résolutions des Nations unies, il y aura une guerre au sol », avait ajouté le premier ministre.

DOMINIQUE DHOMBRES

## Le Caire : prudence

LE CAIRE

de notre correspondant

Prudence et expectative caractérisent l'attitude égyptienne à l'égard de la déclaration de Moscou. Vendredi matin, la seule réaction d'un responsable égyptien était celle d'un diplomate aux Nations unies, qui a estimé que l'acceptation par l'Irak du principe d'un retrait inconditionnel du Koweït était un très important premier pas vers une solution du conflit.

Cette prudence égyptienne est due au fait que les propositions de Moscou laissent dans l'ombre plusieurs questions jugées indispensables par Le Caire. La première est « la restauration du gouvernement koweïtien légitime », qui n'est pas mentionnée dans les huit points du plan soviétique, et qui n'a toujours constitué dans les déclarations égyptiennes le corollaire du « retrait total et inconditionnel ».

Quelques heures avant l'arrivée de M. Tarek Aziz à Moscou, le ministre égyptien des affaires étrangères accueillait favorablement l'initiative soviétique « à condition qu'elle puisse convaincre l'Irak de respecter totalement les résolutions du Conseil de sécurité, dont la première est le retrait total

et inconditionnel, et le retour de la légitimité au Koweït ». Une autre question qui, pour Le Caire, reste dans l'ombre est celle de la responsabilité de l'Irak dans le conflit du Golfe.

Pour le chef de la diplomatie égyptienne il ne fait aucun doute que l'Irak est le responsable de cette guerre, une déclaration sous-entendant que Bagdad devra dédommager Le Caire. Des dédommagements déjà évoqués dans les résolutions de la conférence des ministres arabes des affaires étrangères, qui s'était tenue ici quelques jours après l'invasion du Koweït.

Reste le problème plus épineux de la survie du régime irakien, qui considère l'Égypte ainsi que l'Arabie saoudite, comme des ennemis jurés. Cette hostilité que le chef de l'Etat irakien n'a pas cachée dans son discours du 21 février précède le président Mubarak. Dans un éditorial publié vendredi par le quotidien *Al-Ahram*, M. Ibrahim Nafae, qui est un proche du président égyptien, écrit : « Le maintien au pouvoir de Saddam Hussein après la guerre en fera un tigre blessé, qui donnera libre cours à sa rage contre son peuple et ses voisins, à plus ou moins long terme ».

ALEXANDRE BUCCIANTI

(Publicité)

## APPEL DE MÉDECINS DU MONDE

Médecins du monde, nous nous consacrons, chacun dans notre pays, à la lutte contre la douleur, la maladie et la mort.

Par temps de guerre, cette lutte est un devoir impérieux et universel.

Chacun d'entre nous se sent responsable de l'universalité du droit de tout individu à être secouru. Nous nous portons volontaires pour exercer ce devoir et ce droit d'assistance humanitaire médicale à tout être humain en danger.

Aujourd'hui, ce devoir nous appelle à intervenir auprès des populations réfugiées en Jordanie, en Iran, en Turquie, en Syrie, auprès des populations civiles menacées en Israël, dans les territoires occupés et au Liban.

Ce même devoir nous commande d'intervenir aussi auprès des victimes civiles des combats en Irak, au Koweït et en Arabie saoudite.

Nous demandons que toutes les frontières s'ouvrent à nos convois de soignants et de médicaments.

Nous demandons que les hôpitaux civils soient libres d'accès pour ceux qui n'ont d'autre souci que le geste médical qui porte secours.

Nous demandons que la sécurité de nos équipes soit garantie par les belligérants.

Médecins du monde, 67, avenue de la République, 75011 Paris. Tél. : (1) 43-57-70-70.

## Une copie à revoir

Suite de la première page

Il n'en est pas question pour les puissances occidentales engagées dans le Golfe. Il y a quelques jours, le président Bush (soudain de ne pas laisser à l'adversaire le temps de rapatrier tout son matériel militaire encore en état) ne voulait entendre parler que de quatre jours et M. Mitterrand était prêt à aller jusqu'à deux semaines. Ils seraient tombés d'accord, depuis, sur un délai d'une semaine, grand maximum. C'est, pour M. Roland Dumas qui faisait là allusion au butoir de la mi-mars et à l'arrivée des grosses chaleurs, le seul moyen d'éviter d'en arriver à « une date qui interdirait toute action ultérieure en cas de manquement à la parole ou à l'accord et qui rendrait les alliés impuissants ».

Conseil de sécurité - et certainement pas l'Irak - peut défaire ce qu'il a fait. Ensuite, parce que cette référence aux deux tiers résonne très désagréablement aux oreilles, lorsqu'on se souvient qu'avant d'envahir l'émirat, le 2 août dernier, Saddam Hussein revendiquait près d'un tiers de son territoire. Ne eberberait-il pas à conserver cette portion du Koweït, après s'être donné le temps de souffler, les moyens de s'approvisionner en armes et en munitions, l'étranger et surtout après avoir désorganisé, grâce au cessez-le-feu, la préparation de l'offensive terrestre de la coalition ?

## Le « lien » abandonné

D'autres questions font aussi problème. C'est ainsi que, en voulant s'arroger le droit d'enlever à sa convenance les résolutions du Conseil de sécurité, Saddam Hussein cherche à échapper aux dommages de guerre qu'il doit au Koweït en vertu de la résolution 674 adoptée dès le 29 octobre dernier. Là encore, fait-on remarquer dans la coalition, seul le Conseil de sécurité est compétent pour se déjuger s'il le veut.

On se déclare satisfait, en revanche - et pour des raisons différentes à Washington et à Paris, - de constater que Saddam Hussein a abandonné le lien qu'il établissait la semaine dernière encore entre l'évacuation du Koweït et la question palestinienne. D'abord parce qu'un tel maintien n'aurait fait qu'accroître l'envie israélienne de régler sous peu ses comptes avec l'Irak - et cette envie est jugée déjà de plus en plus intense. L'abandon

de cette condition prouve d'autre part qu'elle n'a jamais constitué qu'un argument de propagande de la part d'un Saddam Hussein plus soucieux de conquérir une légèreté régionale que de lutter pour que justice soit rendue aux Palestiniens. Nul doute que l'argument servira à la diplomatie française au Maghreb lorsque l'heure aura sonné de réparer outre-Méditerranée ce qui devra bien l'être.

Alors que les armes vont continuer, au moins les prochains jours, à parler, diplomates et chefs d'Etat vont beaucoup s'activer. Les dirigeants de la coalition, dont il serait vain de vouloir tenir la comptabilité des échanges téléphoniques tant ils sont nombreux, ne veulent laisser s'installer aucune divergence majeure entre eux. Il leur faut, encore et surtout, convaincre M. Gorbatchev de faire mieux. Et ce dernier devra faire la preuve, s'il veut réussir complètement le redressement en cours, que quand Saddam Hussein parle, c'est bien M. Tarek Aziz qu'il faut écouter. Une gageure qui n'est pas gagnée d'avance.

JACQUES AMALRIC

Le Monde ÉDITIONS

### GOLFE

clefs pour une guerre annoncée

Alain Gresh, Dominique Vidal

VENTE EN LIBRAIRIE

réactions après l'acceptation du dilemme de M. Bush

Les dernières initiatives diplomatiques

Radio C TÉLÉVISION



## LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions après l'acceptation par l'Irak du plan de paix soviétique

## Aux Nations unies, satisfaction et réserves

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

L'annonce de la réponse positive de l'Irak au plan de paix soviétique, jeudi soir 21 février, a suscité des réactions contrastées à l'ONU. Scepticisme prudent d'un côté, joie contenue de l'autre : telles étaient les premières réactions à l'ONU jeudi soir. « C'est le début d'une longue fin », résumait un diplomate occidental à l'annonce de la réponse irakienne au plan soviétique. En attendant la réunion du Conseil et le briefing soviétique prévus dans la journée de vendredi, les ambassadeurs, après de l'ONU, réunis pour la réception d'adieu de l'ambassadeur de Singapour, n'ont pas manqué de commenter la décision irakienne. Seuls absents, les représentants de l'Union soviétique et de l'Irak, qui se trouvent actuellement à Moscou.

Ainsi l'ambassadeur d'Arabie saoudite, M. Samir Shibabi trouvait qu'il y avait « trop de conditions à ce retrait dit sans conditions... ». Pour l'ambassadeur d'Égypte, M. Amr Moussa, la réponse de Bagdad n'était qu'« une première étape positive », en attendant le retour du gouvernement légitime du Koweït et les réparations dues par l'Irak.

## « Première bonne nouvelle depuis le 2 août »

Évoquant le quatrième point de la réponse irakienne demandant l'annulation de toutes les autres résolutions du Conseil, l'ambassadeur canadien M. Yves Fortier expliquait que chacune des douze résolutions du Conseil représentait « une réaction à une action de l'Irak », et estimait qu'il n'était « pas normal » que Bagdad ait accepté seulement la première de ces résolutions.

En général très prudent, l'ambassadeur chinois, M. Li Daoyu, exprimait de « grands espoirs » pour la paix dans la région et le représentant permanent du Yémen célébrait la réponse irakienne comme « la nouvelle que le monde attend depuis huit mois, la première bonne nouvelle depuis le 2 août ». Même enthousiasme chez son collègue cubain, M. Alarcon, qui annonçait « la guerre est finie » et préconisait que tout le reste du problème devrait être résolu « au Conseil de sécurité de l'ONU et non pas à Washington ». Quant à l'ambassadeur iranien M. Kamal Kharrazi, il affirmait : « Malheureusement, il sera très difficile pour les Américains de rejeter la paix ».

Quelques minutes après l'annonce soviétique de la réponse irakienne, le représentant de l'OLP, M. Nasser Al-Kidwa s'adressait, jubilant presque, aux journalistes pour affirmer qu'il n'était « pas du tout déçu » de l'absence de liens entre la crise du Golfe et la question palestinienne dans la proposition irakienne. « C'est le début du respect international pour les décisions du Conseil. Notre tour vient d'arriver ». A la mission d'Israël en revanche, les diplomates se disaient « choqués » par le plan soviétique.

AFSANÉ BASSIR POUR

Laa arévis à dépechaas des annonces spéciales au Irak da toutes les grandes agences da presse internationaleas sont soumia à la canaura préalablea daa autorités de Bagdad, qui e encadrant » les journalistes da presse des armées alliéas stationnéas an Arabie saoudita contrôlent la plupart des reportages diffusés par les chaînes da télévisiôn occidentaleas et axigent notamment qua les lieux da tournage ne soient pas indiqués avec précision. La censure militaire préalable n'est pas appliquée en Égypte ni en Jordanie. En Israël, elle existe, mais les autorités n'exigent pas de voir les articles des journalistes avant leur transmission.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
RADIO TELEVISION  
COMMUNICATION

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les Israéliens n'ont jamais caché leur position : ils tiennent tout autant au départ de Saddam Hussein du pouvoir qu'à celui des troupes irakiennes du Koweït. Toute perspective de dénouement de la crise du Golfe qui laisserait en place le régime irakien suscite méfiance et nervosité à Jérusalem.

L'annonce de l'acceptation par l'Irak du plan soviétique a surpris les dirigeants israéliens en pleine nuit. La radio n'en donnait pas moins, vendredi matin 22 février, une première réaction officielle traduisant un embarras certain : tout cessez-le-feu qui ne serait pas le résultat d'une « défaite politique et militaire claire de l'Irak », disait-on de manière un peu équivoque, « provoquerait de très graves problèmes ». On assurait faire

confiance au président Bush pour prendre les bonnes décisions. L'armée a encore accru son état d'alerte pour le cas où un rejet américain du plan soviétique entraînerait l'Irak, « dans un geste désespéré », à utiliser ses armes chimiques contre Israël.

La position israélienne avait été maintes fois réitérée ces derniers jours. A deux reprises au moins, le premier ministre, M. Yitzhak Shamir, a dit qu'il n'enviait pas de paix dans la région avec le maintien du président Saddam Hussein au pouvoir. Le scénario de retrait inconditionnel préparé par les Soviétiques et accepté par les Irakiens n'était pas encore connu qu'on le qualifiait déjà « de scénario catastrophe » à Jérusalem. Aux yeux des Israéliens, ce scénario cumule tous les inconvénients. Il assure la survie d'un des régimes les plus radicaux à Bagdad et le maintien au pouvoir d'un homme

qui n'a cessé de menacer Israël bien avant la crise du Golfe. Il peut permettre à Saddam Hussein « de transformer une défaite militaire en victoire politique » et de voir son prestige rehaussé dans le monde arabe et, notamment, auprès des Palestiniens.

## « Des arrangements de sécurité »

Avec le plan soviétique, la machine de guerre irakienne échappe à la destruction totale. Les Israéliens estiment que plus de la moitié du potentiel non conventionnel — nucléaire, chimique et bactériologique — irakien a été détruit et quelque 40 % des forces conventionnelles. « Ce n'est pas assez », nous disait récemment un haut fonctionnaire. Craignant un revirement de la politique soviétique au Proche-Orient, les

Israéliens redoutent de voir l'URSS reconstruire l'arsenal militaire irakien : l'armée rouge entend préserver ses positions d'influence dans la région, les armements sont à peu près la seule chose que l'URSS peut exporter et l'Irak, producteur de pétrole, peut payer en devises fortes.

On ne trouvait, cette semaine, que de rares voix dissidentes dans les milieux officiels pour faire entendre un son un peu différent. Ces minoritaires faisaient valoir que le bilan, même si la guerre devait s'arrêter à ce stade, restait largement positif pour Israël. Il n'est pas sûr que Saddam Hussein ressorte politiquement renforcé de l'affaire et il est acquis, en revanche, qu'un des appareils militaires les plus menaçants de la région a été largement entamé.

En tout état de cause, faisaient valoir les milieux officiels, tout projet de règlement négocié de la crise

du Golfe devra comprendre « des arrangements de sécurité » pour Israël, qui n'a cessé d'être la cible des missiles irakiens, alors même qu'il était étranger à ce conflit. L'affaire sera sûrement au centre de consultations entre l'Etat hébreu et les Etats-Unis. A s'en tenir à la version du plan soviétique donné par les médias, il n'est pas fait mention d'une assurance formelle que les attaques de missiles contre l'Etat hébreu devront immédiatement cesser.

Certains commentateurs expliquent que la perspective d'un règlement négocié fait encore peser une contrainte particulière sur les dirigeants israéliens. S'ils veulent mener une opération de représailles après les attaques dont Israël a été victime et éliminer le danger des missiles irakiens, alors le temps leur est peut-être compté...

ALAIN FRACHON



## Faudra-t-il rendre le Golan ?

Les Israéliens de ce territoire « annexé » s'inquiètent déjà d'un éventuel règlement avec la Syrie, après la guerre du Golfe

KATZIN

de notre envoyé spécial

Ici, on n'y croit pas beaucoup — ou du moins affecte-t-on de ne pas y croire — mais on ne commence pas moins à en discuter sérieusement. Avec, à l'esprit, « le couchant de Yamit », cette implantation israélienne bâtie dans le Sinai et dont l'évacuation, lors de la restitution en 1982 du territoire égyptien conquis en 1967, a provoqué un véritable drame.

M. Meir Monitz brandit une lettre du cabinet du premier ministre Itzhak Shamir, à l'appui du scepticisme qu'il affiche vis-à-vis des informations faisant état d'une possible restitution à la Syrie du plateau du Golan (occupé depuis 1967 et « annexé » en 1981) dans le cadre d'un règlement de paix négocié avec Damas sous la boulette des Etats-Unis.

Datée du 11 février, la missive promet que « la loi israélienne restera en vigueur sur le Golan pour l'éternité ». Donc, le maître adjoint de Katzin, localité israélienne de 3 600 habitants plantée en 1977 au beau milieu du plateau, ne veut pas croire qu'il pourrait un jour prochain évacuer sa ville, que le gouvernement pourrait accepter de rendre le Golan. Mais il n'est finalement pas si sûr d'être à l'abri de toute mauvaise surprise. Et cet ancien militaire de carrière de quarante-deux ans avoue être quelque peu inquiet depuis qu'il a vu à l'encre la machine de guerre américaine lancée contre l'Irak. Elle préfigure, craint-il « plus que tout », la détermination avec laquelle Washington fera pression sur l'Etat hébreu pour régler le conflit israélo-arabe.

Or, « une pression américaine peut nous faire craquer », dit-il et il s'agit dès maintenant « de convaincre les

Etats-Unis que le Golan est indispensable à Israël ». En tout cas, pour lui, « l'Irak fera une erreur en mettant le Golan sur la table de négociation ». D'abord, explique Meir Monitz, « on ne donne pas sa maison », ensuite le plateau contrôle l'essentiel de l'eau du pays et, enfin, il est une indispensable « zone-tampon entre Israël et la Syrie ». « On ne doit donc pas parler du Golan » dans les négociations de paix, estime-t-il. Quant aux dix mille juifs israéliens habitants Katzin et les treize kibboutz ou moshav (villages communautaires) du Golan, ils feront « tout pour que le plateau ne fasse pas l'objet de négociations, mais ils le feront dans le cadre de la loi ». Un « Golan autonome et démilitarisé » ? Meir Monitz trouve un tel projet « irréaliste, avec une dictature en face (en Syrie) dont les idées sont proches de celles de Saddam Hussein ».

L'hypothèse de l'autonomie n'est, en revanche, pas loin de séduire ce vétérinaire de trente-neuf ans, habitant une localité proche de Katzin, pour que le plateau « doive à tout prix rester une zone-tampon » qu'il est hors de question de rendre à la Syrie : « Si, sous la pression des Etats-Unis, on n'a pas le choix, l'autonomie est un projet réaliste ». « On peut vivre avec les Druzes et des civils syriens », dit-il et, dans ce cas, il restera, « car le Golan est une zone-tampon » ne lui poserait « aucun problème ».

## Résistance à une évacuation forcée

Une démilitarisation du Golan aurait, en tout état de cause, un effet immédiat sur une localité comme Katzin dont un tiers de la population est composé de soldats israéliens. Un autre tiers, selon Meir Monitz — arrivé, lui, en 1981 —, occupe des emplois industriels dans l'une des usines de la ville (eau minérale, informatique, électromagnétique, optique, plastique...). Le troisième tiers de la population, dont la moyenne d'âge, dit le maire adjoint, se situe entre trente et quarante ans, a une activité agricole.

A en croire Meir Monitz, le Golan reste attirant, en dépit des incertitudes qui peuvent peser sur le sort du plateau une fois que les armes se seront tues dans le Golfe. « Il y a un an, assure-t-il, il y avait deux cents logements vides à Katzin. Aujourd'hui il n'y en a plus un seul de libre, et nous avons un programme de construction de six cents nouveaux logements ». « Qualité de la vie, air pur, meilleures conditions de logement, emplois disponibles, prix plus avantageux qu'à Tel-Aviv ou Jérusalem » sont toujours, selon Meir Monitz, autant d'attraits dont bénéficie une ville remplie d'ambition, celle d'avoir « un jour » 25 000 habitants.

Cet optimisme, on le retrouve à Yamit, l'un des moshav du plateau. Trente-cinq familles y vivent actuellement, et vingt-cinq maisons supplémentaires sont prévues. Pourtant, derrière l'assurance de Dany « certain que le gouvernement ne rendra pas le Golan » — perçue la même crainte que celle de Meir Monitz : que les pressions américaines fassent « courber » les autorités israéliennes, « La est le vrai problème » dont parlent les habitants de Yamit. Si ça devait arriver, assure Dany, les Israéliens du Golan seraient « plus

forts que les habitants de Yamit, et aucun d'entre eux n'accepterait les offres d'argent (pour compensation) du gouvernement ».

Quelle forme prendrait la « résistance » à une évacuation forcée ? Dany ne le sait pas exactement mais il est sûr qu'il y en aurait une ; en tout cas, à Yamit, dont les terres agricoles sont situées à six kilomètres à peine de la frontière syrienne. Une agriculture qui constitue l'activité du moshav, avec vignes, pommiers, avocats et un cheptel (850 bovins) qui lui permettent de ne connaître aucun problème financier. A cela s'ajoute le fait que, à l'heure actuelle, « le Golan est l'un des endroits les plus sûrs d'Israël ». Dany, installé ici depuis quinze ans, se sentent « en sécurité ici, plus qu'on ne peut l'être aujourd'hui à Tel-Aviv », cible des missiles irakiens, malgré la proximité de la frontière syrienne.

## Des Druzes toujours syriens

« Le Golan pour prix de la position adoptée par la Syrie dans la guerre du Golfe : ce ne serait pas cher payé », disent certains. A Majdal Shams, la plus importante des quatre localités druzes du plateau, on paraît apprécier avec une grande prudence l'éventualité d'une restitution du Golan après-guerre. Avec prudence et un certain dépit, à en croire l'un des huit mille habitants de cette ville (quinze mille Druzes vivent sur le Golan. Préférant garder l'anonymat, il affirme qu'une très large majorité de Druzes désavoue la politique du président Hafez El Assad qui a « déçu » en se rangeant dans le camp de la coalition anti-irakienne. Il dit aussi qu'il y a « restitution (du Golan), sans cette condition de transaction, serait humiliante ».

« Nous sommes syriens », nous sommes une partie de la Syrie et espérons revenir à ce pays, mais pas comme ça », déclare-t-il, en expliquant qu'après une dure campagne, en 1982, pour refuser la carte d'identité israélienne, les Druzes du Golan avaient finalement dû l'accepter. Visiblement très aisé, il élude soigneusement toute question sur l'avenir économique d'un Golan rendu à la Syrie. Il affirme notamment « ne pas savoir » si ses conditions de vie seraient moins avantageuses que maintenant. « Je sais que le niveau de vie est plus bas en Syrie qu'en Israël » mais « de toute façon, on s'adapte ».

Pour l'heure, la vallée de Majdal Shams continue à entendre des conversations criées de part et d'autre des grillages et barbelés marquant la ligne de cessez-le-feu entre Israël et la Syrie. Sous le regard de militaires israéliens et d'observateurs de l'ONU, perchés sur leurs miradors, des familles échangent ainsi des nouvelles des uns et des autres, de Syrie d'un côté, du Golan « israélien » de l'autre. Amplifiées par les porte-voix dont nombre d'habitants se sont munis, les phrases hachées montent des champs en terrasses vers le mont Hermon.

YVES HELLER

## Cri d'alarme des organisations internationales humanitaires

## Le couvre-feu a des conséquences dramatiques dans les territoires occupés

Plusieurs organisations internationales humanitaires travaillent dans les territoires occupés depuis le 21 février, un cri d'alarme : soumise à un couvre-feu quasi ininterrompu depuis plus d'un mois, les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza vivent dans une situation de plus en plus difficile.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Conscientes des critiques qui leur sont adressées à ce propos, les autorités militaires avaient annoncé à la mi-février — le 14, puis le 18 — qu'elles allaient progressivement lever le couvre-feu : en tout état de cause, disaient-elles, les Palestiniens disposent chaque jour de quelques heures pour s'approvisionner. En fait, la plupart des observateurs ont pu faire le même constat que celui établi par le collectif d'organisations qui s'est adressé jeudi à la presse : dans de très nombreuses localités et camps de réfugiés de Cisjordanie et dans l'ensemble de la bande de Gaza, le couvre-feu est toujours appliqué, consignants à domicile, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, des dizaines de milliers de familles.

La décision dépend souvent d'un commandant de région. Les organisations humanitaires dénoncent une politique relevant de l'arbitraire le plus total et au caractère parfaitement imprévisible. Elle empêche les résidents des territoires de se rendre d'une ville à l'autre de peur d'être surpris par un couvre-feu qui les laisserait loin de chez eux plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Réplique des autorités militaires : le couvre-feu a empêché rassemblements, manifestations et affrontements avec l'armée, donc limité les victimes.

Quoi qu'il en soit, la politique des couvre-feux a dévasté l'économie des territoires, affirmant les

Palestiniens et les organisations humanitaires présentes en Cisjordanie et à Gaza. Toute activité industrielle a pratiquement cessé depuis plus d'un mois : cela représenterait une perte sèche de quatre à cinq millions de dollars par jour. Plus des trois quarts des Palestiniens qui travaillent en Israël n'ont plus le droit de s'y rendre : le manque à gagner, là encore, se chiffrait en millions de dollars.

Les services de santé ont été sérieusement affectés. Le couvre-feu a interrompu certains programmes sanitaires collectifs et traitements médicaux individuels. Dans un établissement médical comme celui de Makassed, à Jérusalem, une moitié du personnel serait bloquée en Cisjordanie du fait du couvre-feu et cet hôpital, un des plus importants pour les résidents des territoires, ne fonctionne plus qu'à 50 % de ses capacités.

## La santé : un « privilège »

Les autorités répondent qu'elles distribuent des « passes » ou « permis de circuler » devant maintenir un minimum d'activités économiques, permettre aux médecins de circuler et aux malades d'aller se faire soigner. Les ONG disent que l'attribution de ces permis se fait souvent selon des critères qui n'ont rien à voir avec la santé ou les besoins économiques mais relèvent du contrôle politique de la population : pas de permis, par exemple, si l'on n'a pas acquitté tous ses impôts ou si l'on a des « suspects » recherchés dans la famille... « La santé, dans ces circonstances, n'est plus un droit, elle est devenue un privilège », ont affirmé les responsables des ONG.

Durant ce mois de couvre-feu où les protections juridiques sont réduites à peu de choses, quatre mille personnes ont été arrêtées dans les territoires, vingt-cinq ont

scellées, huit Palestiniens ont été tués par l'armée et un autre par un civil israélien. huit bureaux de presse fermés (et vingt-huit journalistes arrêtés), ont indiqué les responsables des ONG.

Les violences inter-palestiniennes n'ont pas cessé non plus : enlèvements et assassinats — au moins huit — au nom de la « lutte contre les collaborateurs » se sont poursuivis.

La guerre du Golfe a accentué le climat de haine et de confrontation entre Israéliens et Palestiniens. Ces derniers affirment que le régime du couvre-feu est appliqué avec un esprit de « vengeance » par des soldats qui sont témoins des manifestations de joie des résidents des territoires lorsque le Scud de Saddam Hussein viennent atterrir sur les villes israéliennes. Les autorités relèvent le ton de plus en plus pro-irakien du dernier des communiqués de la Direction unifiée du soulèvement (UOLP). Ce document appelle les Palestiniens « à boycotter les consulats européens de Jérusalem, l'ambassade d'Égypte à Tel-Aviv et les médias sionistes ».

Parallèlement, plusieurs parlementaires de la gauche israélienne accusent le gouvernement de poursuivre la politique de colonisation par la force dans les relations entre Israël et les Etats-Unis (...). Les coups qu'il ont portés aux efforts pour tenter d'ouvrir un peu de compréhension entre Israéliens et Palestiniens, la haine qui est ainsi accumulée chez les Palestiniens parce que la colonisation menace leurs terres et leurs maisons ».

A. Fr.

هنا من الأصل



الجمهورية العربية السورية

# LA GUERRE DU GOLFE

## Les réactions en France après le discours de M. Saddam Hussein...

La plupart des responsables politiques français qui se sont exprimés sans attendre le résultat de la visite de M. Tarek Aziz à Moscou ont été piégés par le discours de M. Saddam Hussein. Tous d'ont pas eu la brutalité de M. Jean-Michel Boucheron, président socialiste de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, qui, à la sortie de la réunion hebdomadaire des parlementaires à l'hôtel Matignon, avait déclaré : « Il est évident que Tarek Aziz ne va pas dire quelque chose de différent de ce qu'a dit Saddam Hussein. (...) On n'attend plus rien de la rencontre de Moscou. » Au terme de la même rencontre, M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, avait affirmé : « Tout est prêt pour l'acte final. (...) M. Rocard nous a indiqué que l'offensive terrestre est imminente ».

M. Pierre Méhaignerie partageait cette analyse puisque, jeudi 21 février en fin d'après-midi, il a publié un communiqué assurant que « l'espoir d'un règlement pacifique dans le Golfe s'est éteint ». M. Valéry Giscard d'Estaing était sur la même ligne puisqu'il a même moment il déclarait à Strasbourg :

dans les couloirs du Parlement européen : « Saddam Hussein a fait son choix. Nous devons maintenant confirmer le nôtre. Je souhaite qu'il soit clair et net : celui d'entreprendre l'action nécessaire qui permettra de libérer le territoire du Koweït ».

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni exceptionnellement jeudi en fin d'après-midi, affirmait : « Persistant dans son refus des résolutions des Nations unies, faisant silence sur les dernières propositions américaines, ignorant le dernier appel de la France, Saddam Hussein vient de confirmer que c'est bien une logique de guerre et de conquête qu'il poursuit depuis son invasion du Koweït ». Cette déclaration a été adoptée à l'unanimité, y compris par les représentants de Socialisme et République.

### La prudence du PCF

Certaines dirigeants avaient été plus prudents. Ainsi M. André Lajoinie, dans un entretien accordé à TF1, jeudi 19 heures, constatait : « Le discours de Saddam Hussein ne rejette pas explicitement le plan de paix soviétique. Nous attendons donc la réponse que doit apporter Tarek Aziz à Moscou. Je constate que le plan de paix soviétique a déjà été rejeté point par point par George Bush. Si l'Irak le rejette aussi, nous serons devant une double intransigence tout à fait condamnable ». M. Claude Estier, président du groupe socialiste au Sénat, à l'issue de la réunion de Matignon, jugeait lui aussi qu'« une intransigence demeure » en évoquant le message que devait transmettre M. Tarek Aziz à M. Gorbatchev : « On peut imaginer qu'il enverra la déclaration irakienne de considérations un peu différentes, et toute la question est de savoir si cette différence constitue encore une marge de discussion ».

Le bureau politique du Parti républicain s'étant réuni jeudi matin, l'analyse faite par ses membres ne pouvait tenir compte ni du discours du président irakien ni des négociations de Moscou. Son président, M. Gérard Longuet, s'était quand même inquiété de voir « réapparaitre en force une diplomatie soviétique qui constitue une menace dans la mesure où elle accorde un soutien conduit au régime dictatorial de Bagdad ». M. François Léotard avait alors estimé qu'il n'y avait « pas d'alternative diplomatique » à la guerre car « il serait inconvenant qu'un dédit international ne corresponde pas à une sanction internationale ». Il avait ajouté qu'il souhaitait qu'après la fin des hostilités, la France « rompe avec sa diplomatie d'aveuglement ».

M. Le Pen propose de donner le Koweït aux Palestiniens. Dans un entretien accordé à la publication d'extrême droite *National-Hebdo*, avant l'acceptation du plan de paix soviétique par l'Irak, M. Jean-Marie, notant que « le homme de discipline, c'est le Koweït », demande : « Pourquoi ne pas déclarer tout simplement que ce territoire est confié à l'ONU ? » « On pourrait aussi envisager de faire du Koweït une terre d'accueil pour les Palestiniens désireux de s'y établir, sous une tutelle arabo-irakienne », indique M. Le Pen.

## ... et après la proposition de retrait

M. Gérard Fochs, membre adjoint du secrétariat national du PS : « La détermination de la coalition internationale semble conduire l'Irak à accepter le principe d'une évacuation inconditionnelle du Koweït. (...) Encore faut-il que cette évacuation soit confirmée par les autorités irakiennes elles-mêmes, qu'un délai précis et assez court soit fixé pour l'évacuation, que les conditions de contrôle de cette dernière soient sérieuses ».

M. Denis Langlais, porte-parole de l'appel des 75 : « Voilà enfin une chance pour que cette guerre affreuse se termine. Il faut que le cessez-le-feu intervienne immédiatement et que s'ouvrent rapidement de véritables négociations. Le massacre du peuple irakien doit prendre fin et la raison d'empêcher son rôle meurtrier des va-et-vient en guerre ».

M. Jean-François Poncelet, ancien ministre des affaires étrangères : « Qui fous-tu croire, Saddam Hussein qui parle dans l'après-midi d'engager la guerre ou son ministre qui accepte le plan de paix soviétique dans la nuit ? M. François Poncelet remarque que les conditions du retrait ne sont pas précises et que « l'Irak n'a pas renoncé à ses revendications sur le Koweït ».

M. Bernard Stasi, vice-président du CDS : « Les Alliés ne peuvent pas prendre le risque de repousser la proposition de paix irako-soviétique d'un revers de main. Il faut pour le moins s'en remettre au Conseil de sécurité de l'ONU ».

M. Valéry Giscard d'Estaing : « Il faut continuer les opérations militaires » en attendant une décision claire de l'Irak. L'ancien président de la République estime que le double langage de l'Irak est destiné à « retarder » le déclenchement de l'attaque terroriste et, pour M. Saddam Hussein, à « garder le pouvoir et ses forces aussi intactes que possible ».

M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale : « Je suis partisan de la fermeté de la coalition. En même temps, s'il existe une moindre chance que cela ne soit pas une manipulation, il faut la saisir. (...) On est obligé d'examiner de très près le plan de règlement soviétique, mais on ne peut en aucun cas avoir une attitude qui récompense l'agresseur ».

M. Max Gallo : « Si nous restons dans le cadre de la guerre du droit, nous sommes obligés de considérer que le plan soviétique donne presque entière satisfaction sur l'essentiel à toutes les résolutions des Nations unies ».

PHILIPPE BOUCHER

Entrevue avec Alain Delon à l'Elysée

## La star et le président

Les bras croisés sur son costume sombre à l'élégance sobre, le regard légèrement camouflé sous des lunettes teintées, le visage impénétrable, comme il sied à une star, Alain Delon attend le début du tournage. On l'a placé au milieu de la rangée des neuf acteurs qui se partagent la vedette, en ce jeudi soir 21 février, dans le décor naturel de la salle des fêtes du palais de l'Elysée.

Sur la gauche, les figurants sont en place, et on remarque parmi eux du beau linge. Le ministre de la culture, Jack Lang, s'est personnellement déplacé. Sur la droite, les caméras sont prêtes à tourner. On dirait la première scène d'un film sur les deux autres sur une république mondiale. Une scène très anachronique sur fond de lointaine guerre du Golfe.

Alain Delon échange à voix basse quelques mots avec l'un de ses partenaires, le professeur japonais Hiroshi Nakajima, aujourd'hui directeur général de l'Organisation mondiale de la santé. Tous deux partagent la tête d'affiche avec un évêque bourgeois, un architecte suisse, un pasteur protestant, un pianiste, un ancien sous-préfet, un maire nivernais et un gendarme. Le scénario officiel prévoit que sept d'entre eux - les premiers rôles - vont recevoir les insignes de chevalier de la Légion d'honneur, tandis que les deux autres auront droit à la médaille de l'ordre national du Mérite.

Il est 18 h 15. Un huissier annonce l'arrivée du président de la République. Instinctivement, tous ces récipiendaires se figent presque au garde-à-vous. Sauf lui, le héros, Alain Delon. Immobile, très concentré, il garde les bras croisés, sous les lambris dorés et les lustres de cristal, pendant que François Mitterrand s'avance lentement pour rendre l'hommage rituel de la République aux hommes méritants.

### Hygiène mentale

Le chef de l'Etat aime ces cérémonies. Il les pratique comme un exercice d'hygiène mentale. Elles contribuent à maintenir sa mémoire en éveil. Il n'a pas droit à l'erreur lorsqu'il doit résumer en quelques mots, sans l'aide de notes, devant des panémes illustres, la personnalité et le caractère de chacun de ses hôtes. En plus, ce soir, plus jamais, cette remise de décorations s'apparente à un dérivatif bienvenu dans les circonstances présentes.

François Mitterrand donne en effet l'impression d'être soudain sorti du temps. Il ne pense plus au président du Sénat, qu'il vient de recevoir pour lui confirmer l'importance de la bataille terrestre, sauf revirement spectaculaire de Saddam Hussein. Enigmatisque, Alain Delon a lancé aux journalistes une phrase cryptée en sortant de l'Elysée : « Sene doute, par la suite, vous entendrez parler de ce qui s'est passé aujourd'hui et demain... ».

François Mitterrand se souvient-il même de son entretien avec Laurent Fabius ? Le président de l'Assemblée nationale a pourtant été plus clair que celui du Sénat : il a porté de « discours suicide » à propos de la dernière déclaration du dictateur irakien. Et Raymond Barre, avec lequel il s'entretenait il y a à peine vingt minutes, s'est montré très solidaire : « Je soutiens l'action du président et du gouvernement », a-t-il l'ancien premier ministre. Je souhaite que le pays tout entier se rassemble derrière les forces qui sont engagées ».

Le président de la République s'avance vers Alain Delon. Il ne doute pas que les autres chefs de l'opposition, attendus vendredi à l'Elysée, Jacques Chirac, Gérard Longuet, Pierre Méhaignerie, se montreront, dans l'épreuve, aussi solidaires que Raymond Barre. Il n'y aura que les communistes, l'extrême

droite et les Verts, aujourd'hui comme hier, pour faire bande à part. Son choix est fait depuis longtemps.

Une seule chose l'embarrasse peut-être un peu : le plan de paix soviétique. Les propositions de Mikhail Gorbatchev, dont il a informé Michel Rocard, rejoignent en partie celles qu'il avait présentées lui-même devant l'ONU au début de la crise. Si les Irakiens acceptent finalement de se retirer inconditionnellement du Koweït, on lui fera observer que la France doit cesser de faire la guerre puisque son objectif - la libération du Koweït - est atteint. A tout cela, François Mitterrand en s'arrêtant, il l'a déjà fait comprendre, la veille, devant le conseil des ministres. Quand Roland Dumas a souligné cette similitude entre le plan de Moscou et la position française, il a noté qu'on ne pouvait plus raisonnablement comme si rien ne s'était passé depuis un mois : « Entre nos propositions d'hier et le plan soviétique d'aujourd'hui, il y a une différence, parce qu'entre les deux il y a eu la guerre... ».

### « Préserver la part de soi-même... »

« Vous êtes des nôtres, vous appartenez au paysage de la France », dit François Mitterrand en s'arrêtant à l'acteur. Il se remémore le contenu de la fiche qu'il a soigneusement lue, dans son bureau, avant la cérémonie, et la restitue sans la moindre difficulté. Il sait tout, ce soir, sur la carrière de cet homme qui le toise en le regardant droit dans les yeux. Il lui parle de son premier film, en 1957, « un film au nom significatif : Quand la femme s'en mêle... », d'Yves Allégret. L'assistance sourit. François Mitterrand évoque aussi *Platin soleil*, *Rocco et ses frères*, *le Samourai* (le président, très pointilleux, respecte scrupuleusement le tréma en prononçant séparément le « r »). Il ramonte dans la pensée de l'artiste, cite Edwige Fenech, Bernard Blier, Jean Servais, tous ces comédiens qui l'aidèrent naguère à monter sur les planches.

Alain Delon, un professionnel, apprécie la performance. Son visage se fait plus grave quand François Mitterrand, en quelques mots, carna sa personnalité, sa « surcharge de sensibilité », fibre et ombre, « Vous avez reçu des coups, je me demande parfois si vous n'avez pas ça... », lui dit le président en rappelant la « vacance » provoquée par *Dancing machines*, son dernier film. Alain Delon, souriant sous les projecteurs, secoue la tête pour nier. On dirait deux vieux compères. Près de Jean Gabin dormant la réplique à un jeune : « Vous avez traversé plusieurs générations d'acteurs et vous êtes toujours là... ».

Mais François Mitterrand ne parle-t-il pas aussi de lui-même quand il évoque ces hommes de talent « qui doivent démontrer à chaque génération que, s'ils sont encore là, ils ont du mérite... » ? Quand il parle de ces hommes qui éprouvent parfois le besoin de « s'effacer dans le silence », au faite de leur gloire, parce qu'il est « difficile de préserver la part de soi-même... » ?

ALAIN ROLLAT

M. Mélenchon partisan d'un « transcourant anti-guerre » au PS. M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur socialiste de l'Essonne, a appelé, jeudi 21 février, à la création d'un « transcourant officiel anti-guerre au PS » afin que « se regroupent tous ceux qui respectent assez leur parti pour ne pas lui cacher leur point de vue ». L'animateur de la Nouvelle école socialiste

(NES) a enoncé que « des dizaines d'initiatives départementales sont en cours » et souligné qu'un « véritable transcourant anti-guerre existe au PS ». « Le moment est venu de revendiquer haut et fort sa légitimité. Je participerai à la réunion nationale du 9 mars des socialistes contre la guerre », a ajouté M. Mélenchon.

## JOURNAL D'UN AMATEUR

**A** l'abri de la guerre, la France dort. Sans que l'on puisse encore savoir si la guerre la protège ou si elle est protégée de la guerre ; si elle joue à sa faire parce qu'elle est, en fond, ne pas risquer grand-chose, ou bien si la guerre lui donne un avertissement de plus avant de devoir regarder en face cet Hexagone dont la guerre a accru la torpé. La guerre permet de ne plus penser à autre chose. La guerre diffuse les urgences. La guerre tient de l'absolution pour ceux qui n'aiment pas à s'interroger. Il se raconte que durant la deuxième guerre mondiale les Français étaient moins malades et que le suicide les frappait moins. La guerre comme divertissement ou mal de vivre.

Quid la France fasse la guerre sans être en guerre, selon la bien subtile distinction de M. Pierre Joxa, il ne se trouve pas grand monde pour le nier. Jamais guerre, en effet, ne fut si peu subie. Elle est lointaine. Elle n'expose la vie que de professionnelle. Elle n'est pas, budgétairement, intolérable.

Cette guerre que fait la France n'est, territorialement, rien à voir avec elle. Elle ne peut être ressentie comme française que par un effort (ou une concession) de la volonté. Elle est plus une guerre de l'Etat qu'une guerre de la Nation. Elle n'est rien à voir, dans sa nature, avec les (précédentes) guerres mondiales ; pas même avec les guerres coloniales où, pour de bonnes et de mauvaises raisons, des Français défendaient une terre qu'ils considéraient sincèrement comme la leur.

Si ce qu'indiquent les sondages est exact, les Français soutiennent donc largement une guerre qui ne les concerne pas mais dont assurément ils comprennent tout. Mieux vaudrait pas sonder les cœurs pour éviter de découvrir des motifs rien moins que nobles : atavisme goût du sang, de la mort et de la destruction ; revanche sur des défaites plutôt récentes et infligées par des pays du tiers-monde, grâce à l'écroulement d'un autre de ces pays. A moins que le souvenir d'une erreur collective n'ait précipité l'opinion vers une autre et que l'engagement pour la Koweït ne soit destiné à gommer la faute de Munich.

**C**ETTE guerre distante (critère qui n'est, cependant, pas suffisant pour juger de sa légitimité) n'est distante qu'apparemment. Elle est aussi bien utile. Outre les gestaculations patronales pour recuser a priori toute idée de revendication, elle permet, en particulier, de faire passer des économies budgétaires (en cours mais aussi à venir) qui auraient été ordonnées de toutes les manières et dans lesquelles la guerre du Golfe ne passe que très partiellement ; très en deçà de la mol-

tié, probablement, des douze (premiers) milliards que réclame l'Etat.

C'est pourquoi la suggestion d'un Impôt Golfa, si elle était suivie, aurait à peu près aussi honnête que la fut, après la canicule de 1976, l'impôt sécheresse de M. Raymond Barre. Le coupable, s'il en faut un, de ces restrictions, ce n'est pas la Golfe, c'est l'Europe et ce qu'exige sa construction monétaire. Que la France draine et c'est la participation de la France qui serait compromise. Mais la guerre évite d'avoir à trop l'avouer. Encore une question escamotée. La guerre est une grande camouflée qui ne maquille pas que ses matériels.

## Camouflage

**E**n fait de camouflage, il est à peine besoin de s'étarder sur cet avatar imprévu du consensus et de la cohabitation réunis, né de ce conflit. Des dirigeants de droite ont beau déclarer (et encore, pas trop fort) que leur consentement ne vaut que pour la guerre, celle-là est pain bénit puisqu'elle leur donne une bonne occasion de se taire pour ne pas avoir à exhiber leurs dissensions.

Paradoxalement, au regard du fait majoritaire, c'est à gauche que l'on renâcle le plus ; et pas seulement du côté de ce pauvre Parti communiste. C'est de là, en effet, que peut partir ce réveil de la vie politique sans laquelle la vie démocratique ne saurait se maintenir.

La massive approbation parlementaire du début de l'année en est l'annonce à contrario, tant elle était faite de silences et de mauvais vouloir. Trivialement soit dit, les langues finiront bien par se délier, et ce ne sera pas seulement pour parler de la guerre et de l'Orient voisin. Mais aussi de la France. Mais aussi des Etats-Unis qui ont de nouveau entrepris de donner une signification évidente au mot d'impérialisme. L'Europe politiquement désolée à l'occasion de la guerre du Golfe en donne plus qu'un aperçu.

L'unité européenne est, de fait, une mauvaise plaisanterie, on n'ose dire un leurre, quand chacun joue son jeu indépendamment du projet commun lancé malheureusement depuis trente-cinq ans. De cette dislocation, la Grande-Bretagne donne l'exemple, plus chuchotée que jamais, montrant une fois de plus avec M. John Major la pérennité de ce que disait le « vieux Ron » à Charles De Gaulle : « Entre le continent et le grand large, nous choisirons toujours le grand large », c'est-à-

dire les Etats-Unis et non pas l'Europe. Cela aussi est une donnée politique des débats de demain.

**B**ien malin, toutefois, qui pourrait dire ce que sera le destin des forces politiques françaises au sortir de la guerre. Mais il est difficile de croire qu'il sera le même qu'avant son déclenchement et avant ce qui a précédé le déclenchement.

Avec, pourtant, un espoir : que cette répartition nouvelle soit le fruit d'une volonté venue des citoyens, qu'il existe une véritable expression populaire ; et non pas des constructions partisans bâties de guingoise comme il s'en voit à droite actuellement et comme on ne voudrait pas qu'il en existât à gauche.

La guerre, dans ce cas, et ce n'est pas une révélation, amènerait ceux qui le veulent bien à réfléchir, mais pas seulement sur la guerre. Car si une partie de l'opinion s'est, en un sens, réfugiée dans la guerre, histoire de ne pas penser à autre chose, une autre, qui s'appellerait naguère « l'Europe militante », est sortie de sa sieste qui était plus proche de la bouderie et de la lassitude que de la paresse et du désintérêt. Elle s'est retrouvée une cause dont la guerre n'est que l'apparence et le premier pas. Le reste suivra.

**P. S.** - Même durant de telles périodes, il n'est pas interdit de rire. C'est à quoi s'est essayé M. Serge Raynal, demeurant à Albi, qui, prenant au mot un « remède » intitulé « Chevenement », s'est mis en vers à la manière de Corneille la démission du ministre de la défense. En voici un extrait, l'auteur n'identifiant ses personnages que par des initiales.

**F. M. (sec)**  
Donc, vous me remettez, de Mars, le porte-feuille ?  
(le part)  
Si j'étais assuré qu'Harlem Désir en veuille !  
(haut)  
Je fus para trop doux pour ce fils adoptif !  
Vous me quittez, brutal ! (pathétique) Tu pars !

**J. P. C.**  
Affirmatif !  
(il sort)  
**F. M.**  
Ce type est étonnant... Un vivant paradoxe.  
(à J. L. B.) Chevenement s'en va. Appelez Pierre Joxa.

**J. L. B.**  
Seigneur, dans l'entichambre, il est là, qui attend.  
**F. M.**  
Eh bien, en voilà un qui ne pard pas de temps !

Ce passage du *Lion de Belfort* rappellera de bons souvenirs à ceux qui se sont délectés des pastiches de Paul Reboux et de Charles Muller.



## LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

## Un bilan des pertes

Sept soldats américains ont trouvé la mort jeudi 21 février, dans la soirée, dans un accident d'hélicoptère en Arabie saoudite, a annoncé un porte-parole du Pentagone. Il s'agit des plus lourdes pertes américaines non dues aux combats depuis le début de l'opération « Tempête du désert », le 17 janvier. D'autre part, le contingent saoudien a connu ses premières victimes à la suite d'un bombardement de missiles sol-sol irakiens. Les pertes irakiennes, dont deux atteints grièvement.

Ces pertes s'ajoutent au bilan établi jeudi, à 21 heures GMT, d'après les informations alliées disponibles. Les chiffres fournis par les Irakiens sont beaucoup plus élevés :

● Morts ou combat : 36 (18 Américains et 18 Saoudiens), auxquels s'ajoutent 30 Américains morts hors combat depuis le début de la guerre et 105 morts au cours de l'opération « Bouclier du désert ».

● Disparus : 52 (32 Américains, 10 Saoudiens, 8 Britanniques, un Italien et un Koweïtien).

● Prisonniers : 13 (9 Américains, 2 Britanniques, un Italien et un Koweïtien).

● Avions : 42 détruits (dont 32 perdus au combat). 31 américains, 7 britanniques, 2 saoudiens, un italien et un koweïtien, plus 8 hélicoptères américains.

● En outre, les bombardements de Soud irakiens ont fait 2 morts et 76 blessés en Arabie saoudite et 2 morts et 304 blessés en Israël. A Amman, on indique que les bombardements de camions jordaniens sur la route de Bagdad ont tué 14 Jordaniens et en ont blessé 26.

Toujours selon les alliés, les pertes militaires irakiennes seraient les suivantes : 135 avions, 73 unités navales, 1 400 chars (sur environ 4 200), plus de 1 200 pièces d'artillerie (sur plus de 3 000), et plus de 300 blindés détruits. Les alliés se refusent à fournir un bilan de pertes militaires irakiennes. Mais ils donnent le nombre de prisonniers et de transfuges (près de 1 900), auxquels s'ajoutent 418 soldats ayant fait défection avant le début des combats et 930 réfugiés en Turquie. Bagdad, pour sa part, affirme avoir détruit 390 appareils et missiles alliés et fait plus de vingt prisonniers.

Aucun bilan global des pertes civiles irakiennes et koweïtiennes n'est disponible. La presse irakienne a toutefois cité des chiffres fournis par des responsables irakiens et qui se monteraient à 20 000 morts et à 60 000 blessés au cours des vingt-six premiers jours de la guerre.

## Importants tirs d'artillerie

Sur le terrain, nous câble notre correspondant à Londres, les forces britanniques se sont livrées jeudi à des tirs d'artillerie sur les positions irakiennes. Ces tirs sont présentés comme les plus importants depuis la guerre du Golfe. Ce bombardement a duré deux heures et était coordonné avec celui des autres pays de la coalition tout en long de la frontière de l'Irak et du Koweït. 1 300 obus et 144 roquettes ont été

tirés ; chaque roquette contient 644 grenades.

Les chefs militaires irakiens ont transporté vers l'avant des armes chimiques qui peuvent être placées dans des roquettes et des obus et tout indique qu'ils sont prêts à les utiliser, a-t-on appris de source militaire britannique. Mais cette décision, attendue depuis longtemps et qui inquiète les alliés, peut aussi être interprétée comme la preuve que le commandement central irakien n'est plus opérationnel. Les commandants locaux isolés devront prendre eux-mêmes la décision d'utiliser ces armes.

Les militaires s'emploient ici à faire savoir que, de leur point de vue, la guerre continue sans répit. Telle est l'impression recueillie par M. Gérard Remy, secrétaire d'Etat français à la Défense, en visite jeudi à Londres. Pour les Britanniques, en réalité, l'offensive terrestre a déjà commencé avec les tirs massifs d'artillerie. Les opérations se poursuivent donc quelles que soient les péripéties de l'activité diplomatique.

Le sort des musées

## et des sites archéologiques au Koweït

A la suite de notre article « Chefs d'œuvre en péril » (le Monde du 13 février), qui faisait état des inquiétudes de la communauté scientifique quant au sort des musées et des sites historiques de la région du Golfe, nous avons reçu d'Yves Calvet et de Jean-François Salles, responsables de la mission archéologique française au Koweït, les précisions suivantes : « D'après les informations que nous avons pu obtenir de la part des collègues koweïtiens du Musée national et d'un collègue britannique qui travaillait à la conservation de la collection islamique Al Sabay au moment de l'invasion du 2 août et qui n'a pu rentrer que beaucoup plus tard (...), la collection de Cheikh Nasser Al Sabah exposée au Musée national du Koweït a été pillée et volée après l'invasion - sans, bien entendu, les pièces qui étaient alors en exposition à Leningrad ; selon certaines autres informations récentes, une partie des pièces de la collection auraient été présentées récemment chez Christie's, à Londres. La directrice de la collection, Cheikha Hana Al Sabah, en Europe au moment de l'invasion, n'a pu s'opposer à ce pillage.

« Des sites archéologiques importants existent également au Koweït. A la suite des fouilles qu'une équipe danoise avait menées dans l'île de Faylaka, au large de Koweït-Ville, en 1953-1963, une mission archéologique française a repris des recherches sur ce site en 1983, programme qui se poursuivait à la date du 2 août et qui devait se concrétiser par une nouvelle campagne de fouilles sur l'île en novembre-décembre 1990, annulée bien sûr.

« Etape importante de la navigation dans le golfe antique (...), l'île de Faylaka abritait, dans sa partie sud-est, les vestiges d'importants bâtiments du début du deuxième millénaire avant J.-C. (village, bâtiment public ou palais, terrasse sacrée, temple-tour en cours de fouilles), au moment où les habitants de Dilmoun (Koweït, Bahreïn, Arabie orientale) servaient d'intermédiaires entre les grandes civilisations suméro-babyloniennes de l'Irak et la brillante civilisation de l'Indus. Plus tard, après l'expédition d'Alexandre en Inde, les souverains grecs séleucides qui régnaient sur le Proche-Orient ont installé une garnison à Faylaka : une forteresse grecque abritait plusieurs sanctuaires et un habitat dense, daté des quatrième-deuxième siècles avant J.-C. étaient en cours d'exploration. Plus tard encore, une communauté chrétienne s'est installée sur l'île et la fouille de 1989 avait commencé de mettre au jour les ruines d'une vaste église de type syriaque orientale, peut-être construite vers le cinquième-sixième siècle de notre ère. Enfin, des vestiges importants d'époque islamique sont visibles en plusieurs autres sites de l'île.

« Une information parue dans la presse française en novembre dernier faisait état d'une décision irakienne de viduer l'île de ses habitants (environ trois mille) ; nous connaissons bien, d'expérience, la présence d'une importante station de radar à 1 kilomètre à peine des sites que nous fouillions (...). Il faut rappeler que l'île est longue d'environ 8 kilomètres de large et large de 2 kilomètres seulement ; seule sa partie orientale est habitable. (...) Il est à craindre que le véritable patrimoine antique de Koweït ne disparaisse au cours de cette guerre.

« La crainte de voir disparaître une bonne partie du patrimoine antique du Koweït est d'autant plus justifiée que des bombes de 7 000 kilos ont été larguées, le 20 février, sur l'île de Faylaka (le Monde du 22 février). Le bombardement a été si intense que l'île s'est rasée. « Il ne reste plus grand-chose à bas », a précisé un capitaine de l'aviation américaine.

## Le Sénat américain repousse la loi sur les « orphelins du Golfe »

WASHINGTON correspondance

Le Sénat a rejeté, mercredi 20 février, un projet de résolution qui invitait le Pentagone à dispenser les militaires ayant des enfants de servir, dans la zone des combats de la guerre du Golfe. L'exemption recommandée concernait les 2 200 couples mais aussi les 13 600 hommes et femmes, parents uniques, assumant seuls la garde de leurs enfants. La résolution des « orphelins du Golfe » comme on l'a rapidement qualifiée, avait été présentée par le sénateur républicain de Pennsylvanie, M. Jobo Heinz, qui demandait au président « de se montrer aussi préoccupé des enfants américains que des enfants irakiens ».

Selon les chefs militaires et le secrétaire à la Défense, M. Dick Cheney, il était inconcevable, à la veille d'une opération d'envergure, de prévoir des exemptions ou même simplement des transferts vers les unités non combattantes. Au demeurant, les femmes soldats

bénéficient de congés avant et après la maternité d'une durée variant entre six semaines et quatre mois. Un certain nombre de femmes réservistes ont cependant été appelées dans le Golfe, quelques semaines après leur accouchement.

Selon M. Schroeder, député de Californie, « il y a eu des cas où des bébés de deux semaines ont été séparés de leur mère et de leur père... ». « Nous avons certes une armée de volontaires mais pas d'enfants volontaires », a dit M. Boxer, également représentant de Californie. A en juger par un sondage de l'Associated Press, 65 % des Américains estiment que les mères ne devraient pas être envoyées dans la zone des combats.

L'affaire provoque des remous dans la communauté féministe. M. Smeal, leader d'une grande organisation féministe, craint que les mères ne développent un complexe de culpabilité. Après tout, dit-elle, ces jeunes femmes se sont engagées pour des raisons économiques, la plupart du temps pour payer leurs études. « Au lieu de les féliciter pour leur bravoure, et leur courage, nous paraissions leur dire qu'elles ont pris une décision irréfutable et qu'elles sont prêtes à abandonner leurs enfants... ».

Le ministre de la défense, M. Cheney, retourne évidemment contre les féministes l'argument de l'égalité. Lui-même, cependant, obtint la dispense d'aller au Vietnam en faisant état d'une paternité prochaine...

HENRI PIERRE

## Vingt-quatre heures au Quai d'Orsay comme si vous y étiez...

Dernière le langage policé des communiqués officiels, décourageant pour le profane à force d'être lisse, abstrait : les rendez-vous, les réunions, les consultations, les coups de téléphone, la presse, les secrétaires du ministre, la personnalité des ambassadeurs...

Dans sa prochaine émission, « 24 heures » (1) lève le voile sur une journée de diplomatie française, celle du mercredi 20 février, particulièrement chargée pour M. Roland Dumas puisque, en plus des rencontres avec le président de la République, il devait entre

autres ce jour-là recevoir son homologue iranien M. Velayat et s'entretenir avec la commission des affaires étrangères du Sénat.

Selon le principe de cette émission, des caméras indiscrettes ont suivi pendant une journée le ministre des affaires étrangères et ses collaborateurs au Quai d'Orsay et, simultanément, les ambassadeurs de France à Alger, à Riyad, à Téhéran et aux Nations unies à New-York.

(1) « 24 heures », sur Canal Plus, en décodé, samedi 23 février à midi.

## Les artilleurs français sont « nickel »

FRONTIÈRE IRAKIENNE de notre envoyé spécial

Comme dans tout le régiment, le Padre porte un casque camouflé et le masque à gaz à la ceinture. Sur son casque, il a inscrit au feutre : « Il n'y a pas de soldat qui s'embarrasse des affaires de la vie ». C'est une citation de Saint-Paul. « Chez moi, j'ai un mixeur pour faire la soupe, explique par exemple le Padre, ici dans le désert je me passe de mixeur. »

Alain Auceps, dit le Padre, dit aussi PTT (Pasteur tout terrain), cinquante-six ans, est l'un des deux érudits, protestants de la division « Deguet », qui compte aussi cinq érudits catholiques. Depuis plus d'un mois, il prêche la parole de Dieu entre les dunes et tente d'imprimer les âmes, éprouvées par « un terrain un peu hostile », de quelques simples certitudes. Aumônier militaire depuis de longues années au 11<sup>e</sup> RAMA (régiment d'artillerie de marine) en Bretagne, il ne doute d'aucun moment de la justesse de sa mission : « Me Bible à moi ne dit rien contre un conflit qui est juste. La guerre n'est ni sainte, ni propre. Elle s'impose parfois. Nous avons en face de nous un homme animé d'un orgueil démesuré. »

Le Padre ne parle jamais de la mort ou le moins possible. « Je crois à la vie. C'est à cette lumière là que j'annonce le message de l'Evangile. Quand mes jeunes doutent, je leur dis : « Bien sûr, on va tous rentrer à la maison ». Mais si lui-même évite le sujet, il arrive que les « jeunes » lui en parlent : « Un jour, un jeune

m'a demandé ce que je dirais si quelqu'un me claquait entre les mains. Je n'en sais rien. Je crois que je saurais simplement être un ami pour lui, pour qu'il puisse affronter l'éternité avec autre chose que le désespoir. » Le regard du Padre se perd sur la dune et les sommets des tentes. « Et puis, je lui dirais que je l'aime et que Dieu l'aime. »

Le fait de se trouver en terre musulmane ne dérange nullement le Padre. « Nous n'avons pas à avoir honte de ce que nous sommes. Et puis bientôt, de toute façon, nous n'y serons plus. » Son équipement ? Le même que celui de Paul encore, d'une de ses épouses : « Le casque du soldat, la ceinture de vérité, la ceinture de la justice, le bouchier de la foi, les chaussures que donne la zèle de l'Evangile et l'épée de l'esprit qui est la parole de Dieu. »

## Une mission simple

Muni de cet arsenal, le Padre est investi d'une mission simple : « Ramener chez eux des jeunes qui soient restés nickel sans avoir voulu bouffer de l'Irakien à tout prix. Nous avons le devoir de les préparer à quelque chose où ils ne se compromettent pas. » Nickel, c'est-à-dire préservés de la haine. « Un jour, un jeune vient me voir : « Padre, je crois que j'ai la haine. » Eh bien, quand il est ressorti de ma guitoune, il ne l'avait plus, la haine. »

Disseminé dans les sables, dans le matin presque friquet d'innombrables pousses traissent des pluies récentes - le 11<sup>e</sup> RAMA

tout entier paraît presque aussi seréni que le Padre. Rien n'indique que qu'il se soit à la veille d'une échéance importante. Commandant le régiment, le colonel Jean Novack, qui a reçu, jeudi 21 février, le « pool » de presse, parle sans réserve de tout ce que l'on souhaite. Et de préférence, de son arsenal qui n'est pas précisément le même que celui du Padre.

## La révolution des années 70

De ses obus d'abord : « L'arme de l'artillerie c'est l'obus. » De ses dix-huit canons et des dix-huit autres américains placés sous ses ordres. « Mes dix-huit canons en valent cinquante américains. » De la révolution dans l'artillerie, au cours des années 70, qui permet aujourd'hui un ajustement du tir entièrement électronique prenant en compte à la fois la localisation de la cible et tous les facteurs atmosphériques. « Le plus gênant pour nous, c'est le vent. » Ou encore du gilet pare-balles que portent tous les hommes : « C'est vital, les jambes ne sont pas protégées. Moins un éclat dans le cuissard, c'est glorieux, alors qu'un éclat dans la poitrine c'est gênant. »

De tout, donc, sauf du sujet du moment : les artilleurs français précédents, depuis quelques jours, en compagnie des Américains, à des tirs sur les lignes ennemies comme le rumeur en court à Ryad avec de plus en plus d'insistance ? Avec un large sourire, le colonel se refuse à toute confirmation. En tout cas, les Irakiens, eux, ne tirent pas. Mais la

colonel Novack n'en conclut rien. Une brève visite sur le site d'une des batteries du régiment donne l'impression d'un moral toujours équanime. L'ordinaire s'est amélioré depuis les premiers temps.

Pour le reste, il doute, il impatience, il nervosité particulière. Le soir venu, les hommes tentent de suivre les voyages de M. Terek Aziz sur Radio-France internationale, mais la réception laisse à désirer. Il ne se démolissent pas. « Tous les soirs, je les réunis pour leur rappeler qu'il ne faut pas baisser la garde, expliquer un lieutenant qui commande l'un des canons de la batterie. Si demain il y avait un cessez-le-feu, je leur dirais la même chose. »

Plus loin, le poste de secours de campagne est prêt à recevoir ses premiers blessés. Les cartons de matériel médical n'ont pas encore été descendus des camions, mais il n'y a rien à en conclure sur la date d'un éventuel déclenchement de l'offensive terrestre : « Tout peut être prêt en une demi-heure », assure le médecin.

Pour le reste, tout va bien. Le régiment dispose de trois véhicules blindés sentinelles « alors que normalement on ne devrait avoir que des camionnettes », se félicite le médecin-chef. « Mais l'autorité politique a donné la consigne d'avoir le moins de casse possible. Aussi, avec deux cents médecins sur le terrain, nos effectifs sont-ils presque doublés par rapport à la norme habituelle. » Des armes aux bistouilles, le 11<sup>e</sup> RAMA est « nickel ». DANIEL SCHNEIDERMAN

## Selon deux organisations humanitaires Un journaliste saoudien est détenu depuis plus de trois mois à Ryad

L'association Reporters sans frontières et Amnesty International demandent la libération de Salih Al Azzaz, un journaliste saoudien arrêté à Ryad le 6 novembre 1990 après avoir pris des photos lors d'une manifestation de femmes saoudiennes.

Salih Al Azzaz, le rédacteur en chef du magazine de la Chambre de commerce et d'industrie d'Arabie saoudite, Tejjara al-Riyad, est, selon Amnesty International et l'association Reporters sans frontières, détenu depuis le 6 novembre 1990 sans inculpation ni procès.

Ce jour-là, Salih Al Azzaz, trente-deux ans, avait filmé une manifestation de quarante-sept femmes protestant, au volant de leurs voitures, contre la tradition saoudienne qui leur interdit de conduire (le Monde du 14 novembre). Sa femme, Fawziya Al Bakr, professeur au département de sociologie de l'université de Ryad, en faisait partie. Arrêtée elle aussi après la manifestation, elle a été libérée au bout de quelques heures.

La présence d'une caméra a-t-elle suffi à irriter les autorités saoudiennes ? Salih Al Azzaz était-il

soupçonné d'être l'un des « organisateurs » de cette manifestation bravant un interdit plus social que légal ? A-t-il eu le « tort » de prévenir certains journalistes occidentaux de la tenue de ce rassemblement ? Sa famille, qui a pu lui rendre visite à trois reprises depuis le 6 novembre, ignore encore aujourd'hui les motifs officiels de son arrestation. L'ambassade d'Arabie saoudite à Paris ne se montre guère plus précise sur son sort. Il n'est pas facile, y dit-on, de vérifier ce type d'information. « A l'heure actuelle, précise-t-on à l'ambassade, nous ne savons pas exactement ce qui s'est passé. »

Selon Amnesty International, qui demande la libération de ce prisonnier d'opinion détenu uniquement pour le rôle qu'il aurait joué dans l'organisation d'une manifestation pacifique, Salih Al Azzaz serait actuellement détenu au Mabhihi al-Amma, le quartier général du renseignement de Ryad. Maintenu au secret depuis son arrestation, le journaliste n'a été ni inculpé ni jugé. Aucune charge n'a encore été retenue contre lui, et Amnesty International craint « sérieusement » qu'il ait été torturé.

A. Co.

A l'issue d'un voyage mouvementé en Israël

## M. Ströbele, porte-parole des Verts allemands a présenté sa démission

BONN

de notre correspondant

La guerre du Golfe vient de faire une première victime politique en Allemagne : le porte-parole des Verts, l'avocat berlinois Hans Christian Ströbele. A la veille de son départ, lundi 18 février, à la tête d'une délégation des Verts en Israël, il avait déclaré au Jerusalem Post que les attaques de Soud irakiens contre l'Etat juif « étaient la conséquence logique, presque obligatoire, de la politique d'Israël envers les Palestiniens et les Etats arabes, y compris l'Irak ».

Cette prise de position a eu pour conséquence un boycottage total de la délégation. Le mouvement La Paix maintenant, ainsi que les partis de gauche Ratz et Mapam, partenaires habituels des Verts, ont annulé leurs rencontres avec la délégation, et plusieurs députés ont déclaré qu'ils ne participeraient pas à cette dernière l'accès de la Knesset. Le mouvement d'extrême droite Kach avait de son côté annoncé que les membres de cette délégation risquaient des représailles physiques en restant sur le territoire israélien. L'ambassade d'Allemagne à Tel-Aviv a alors fait savoir qu'elle n'était pas en mesure de garantir la

sécurité de M. Ströbele et de ses amis. La délégation a donc pris rapidement le chemin du retour, et elle a pu se rendre compte, à l'arrivée, des dégâts provoqués dans le parti par les déclarations de son porte-parole.

Le chef de file de la tendance « réaliste », favorable à une coopération avec le SPD, M. Joschka Fischer, s'est mis en colère, traitant M. Ströbele de « nerve de Saddam Hussein ».

La fracture est actuellement très profonde, au sein des écolo-pacifistes allemands, entre ceux qui, comme les « réalistes » rassemblés derrière M. Joschka Fischer et Dany Cohn-Bendit, font passer la solidarité avec Israël avant toute autre considération et l'aile « fondamentaliste », très pro-arshe, dont M. Ströbele, ancien évêque de la Fraktion armée rouge, était jusqu'à la représentation à la direction du parti.

Cette dernière tendance, majoritaire dans les instances nationales, est contestée de plus en plus ouvertement par un nombre grandissant d'organisations régionales du parti, qui le redoutent responsable de l'échec des Verts lors des élections législatives du 2 décembre 1990. La démission de M. Ströbele prive

la tendance gauchiste des Verts du seul leader capable, grâce à son talent oratoire et à son expérience politique, de barrer la route à la reprise en main de la direction par M. Fischer, qui a esquivé qu'il briguerait, au printemps prochain, la présidence du parti.

L. R.

هنا من أصل



EUROPE

ALBANIE

Tirana a connu une seconde journée de manifestations

Tirana a connu jeudi 21 février une seconde journée de manifestations contre le culte de l'ancien leader Enver Hoxha, mais de moindre ampleur que celle de la veille. La police anti-émeute a tiré quelques salves en l'air pour disperser des manifestants. La situation, d'après des diplomates sur place, demeure tendue.

Selon l'envoyé spécial de Radio-Belgrade à Tirana, rapporte notre correspondant en Yougoslavie, Florence Hartmann, les manifestations se sont poursuivies sans incidents graves pendant la journée de jeudi 21 février.

Les manifestants ont envahi la place Skanderbeg et le promenade à long de laquelle se trouve le Musée Enver-Hoxha, en scandant « Liberté ! », « Démocratie ! », « A bas le pouvoir ! », ou encore « Enver Hoxha égale Hitler ». Le journaliste de la radio yougoslave a notamment relevé que les lettres de l'inscription « Gloire au parti du travail » (le PC albanais) qui se trouvaient sur la façade du

centre culturel et sportif de la capitale avaient été arrachées et jetées à terre, puis piétinées par les manifestants.

La télévision de Tirana, citée par l'agence de presse yougoslave Tanyug, a confirmé le reportage de Radio-Belgrade et ajouté que les manifestants ont incendié des portraits et des livres de Enver Hoxha. Malgré la présence d'un grand nombre de policiers, les manifestants ont réussi à rejoindre le Musée Enver-Hoxha et à y détruire l'inscription « Vive Enver Hoxha ». La foule, beaucoup moins importante que la veille, se serait dispersée au bout de deux heures.

Selon plusieurs sources, c'est la présence de chars de l'armée, déployés dans la ville pour garder certains lieux stratégiques, qui a fait éclater ces nouvelles manifestations jeudi. Les chars ont disparu dans la soirée des rues de Tirana, a indiqué l'AFP, mais des patrouilles militaires et policières continuaient de quadriller la ville. Le comité

central du Parti du travail s'est réuni jeudi après-midi et aurait annoncé la formation d'un nouveau gouvernement d'ici à deux ou trois jours, a indiqué pour sa part la télévision de Skopje (Macédoine). Le président Ramiz Alia avait annoncé, mercredi soir, qu'il prenait directement le contrôle du gouvernement et allait nommer un conseil présidentiel.

Selon la télévision macédonienne, le Parti républicain, l'un des trois partis d'opposition récemment légalisés en Albanie, aurait accepté de participer au nouveau gouvernement. Le principal mouvement d'opposition, le Parti démocratique, aurait également accepté mais en posant d'importantes conditions. Cependant, dans une interview à l'agence britannique Reuter, M. Gramoz Pashko, l'un des dirigeants du Parti démocratique, a démenti que le président Alia ait invité l'opposition à participer à la direction du pays. « Il n'y a pas eu de proposition, et s'il y en avait une, nous ne l'accepterions pas, a-t-il déclaré. Le numéro un albanais a dit qu'il invitait d'autres partis à coopérer pour apaiser la situation, mais cela reste une idée tout à fait abstraite, a poursuivi M. Pashko. Nous-mêmes avons lancé notre propre appel au calme : notre parti ne voulait pas en diffuser un avec les communistes. (...) Notre conception de la société est radicalement différente de la leur : nous avons besoin d'une autre Constitution ».

« La situation est calmée et va rester calme, parce que les gens ont eu ce qu'ils voulaient », a affirmé de son côté un journaliste de Radio-Tirana, Ilir Ikonomi. Mais, pour M. Gramoz Pashko, la situation politique reste très incertaine. « Chaque moment compte car maintenant, en ce qui concerne le gouvernement, tout est entre les mains d'une seule personne, Ramiz Alia, et c'est lui qui a à présent l'initiative ».

Le grand hiver de l'écrivain Ismail Kadaré

« C'était un des hivers les plus maussades qu'il ait connus l'Albanie. Partout on éprouvait angoisse, nervosité, exaspération. Cependant, on rapportait qu'à Skopje s'était déroulée une manifestation silencieuse. La foule avait tenté de renverser la statue de Staline. On disait que les gens étaient même parvenus à lui passer la corde au cou... La nuit de nombreuses arrestations avaient eu lieu (...) On racontait encore beaucoup d'autres choses, mais on ne sut la vérité avec exactitude que deux ou trois jours plus tard. » C'était en décembre 1989... L'image de Ceausescu mort dans la cage démembrée dans toutes les têtes. En Albanie aussi.

Resté muet depuis l'annonce de sa demande d'asile à la France le 25 octobre dernier (lire *Le Monde* du 26 octobre 1990), Ismail Kadaré, le plus grand écrivain albanais, qui avait utilisé les vieilles ballades comme un antidote aux dogmes stalinien, publie *Printemps albanais*. Justement, le jour même où on abat sur la place

Skanderbeg de Tirana la statue d'Enver Hoxha et qu'on débaptise l'université... Un livre écrit à chaud en novembre-décembre (avec un post-scriptum de janvier), dans lequel il explique, clairement, sans se cacher derrière les métaphores, le lent mûrissement qui l'a conduit à cette décision.

Un livre en trois parties : Chronique, de décembre 1989 à son départ en septembre 1990, puisque « le petit printemps albanais, le plus timide de tous, avait pris fin » ; Lettres, son échange de lettres avec Ramiz Alia, le président qui a succédé à Enver Hoxha, qu'il connaît bien puisqu'il a dirigé pendant vingt-cinq ans le département de la propagande et de la culture du parti et qui, lors d'une rencontre, lui avait donné l'espoir d'un changement (« Tu es raison. En Albanie, on viole les droits de l'homme ») ; Espoir, ses réflexions et, notamment, l'espoir, plusieurs fois répété, que l'Albanie puisse faire sa rentrée dans l'Europe.

« Manger de l'herbe... »

Un écrivain honoré, à peu près le seul Albanais qu'on ait connu à l'étranger. A la fois caustique de la responsabilité d'un régime et prisonnier d'un rôle dont il dit avoir voulu plusieurs fois déjà s'évader. Ainsi, quand en 1962 il avait pensé quitter son pays, il s'était enjambé d'un d'avoir souhaité partir pour l'Union soviétique et ooo pour

l'Occident (« J'avais été tellement endoctriné, tellement abruti par l'opium »). Et pourtant, à cette époque où il rédigeait le *Crépuscule des dieux* de la steppe, il savait à quoi s'en tenir sur ce monde-là.

Il accumule les détails iodés sur le fonctionnement d'un régime totalitaire dans lequel « pour toute chose il faut exprimer sa reconnaissance au parti », dont il se peut répéter les slogans (« Nous mangerons de l'herbe afin de mieux défendre le marxisme-léninisme ») et traite le bureau politique de « ramassis d'analphabètes, d'imbéciles et d'ostrogots ». Il dénonce la fabrication de « comptes » comme celui, en 1973, d'un groupe fantôme qui aurait été dirigé par T. Luboja, alors directeur de la radio-télévision, pseudo-coopération dans le domaine de la culture qui inaugurerait une « ère de condamnations de 1973 à 1976. Il désigne la méfiance du système à l'égard de l'intelligence, de la part des cohortes de fonctionnaires qui dominent cet univers. Il connaît le

fonctionnement de la Sigurimi (la police secrète) et celui de la peur très particulière qui se présente « sous différents masques qui tendent à simuler adoration, enthousiasme, joie, extase et plaisir masochiste, tantôt grimaces d'épouvante. Ceux qui arborent ces masques ignorent eux-mêmes ce qu'ils ont dans le fond de leur cœur ». Cependant, repoussant l'ombre menaçante pour lui d'oo Vasilav Havel, il se semble pas souhaiter avoir un autre pouvoir que littéraire et o'a d'ailleurs pas encore donné de réponse précise à la proposition d'être candidat aux élections du 31 mars prochain...

« J'ai décidé de quitter notre pays du jour où j'ai été convaincu que mes efforts d'intellectuel en vue de favoriser un adoucissement du régime, se révéleraient vains. Dès lors, je ne pouvais plus continuer à participer à cette parodie de démocratie ni contribuer à perpétuer l'illusion », écrit-il à Ramiz Alia, comme s'il s'enfermait dans une prison intérieure.

NICOLE ZAND

► « Printemps albanais. Chronique, lettres, réflexions », d'Ismail Kadaré. Traduit de l'albanais par Michel Métais. Fayard, 320 p., 98 francs (la livre paraît simultanément en albanais chez le même éditeur).

TCHÉCOSLOVAQUIE : le débat sur la dénationalisation

Le Parlement opte pour de larges restitutions

Premier pays d'Europe de l'Est - hormis l'ex-RDA - à s'engager dans la restitution des biens nationalisés après l'arrivée au pouvoir des communistes, la Tchécoslovaquie a décidé d'indemniser en nature les anciens propriétaires d'usines, de commerces et d'immeubles confisqués après le « coup de Prague » du 25 février 1948.

correspondance

A quatre jours de la date anniversaire de la « Victoire du peuple tchèque », l'Assemblée fédérale tchécoslovaque a adopté, jeudi 21 février, ce deuxième texte, après plusieurs mois de passes d'armes entre le gouvernement et les députés, une loi se proposant d'« atténuer les conséquences des injustices perpétrées par le régime communiste envers les Tchécoslovaques ».

La valeur des biens que leurs anciens détenteurs, citoyens tchécoslovaques résidant dans le pays, pourront réclamer dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la loi, est estimée à près de 300 milliards de couronnes (59 milliards de francs), soit 6 % des propriétés de l'Etat, selon le ministre des finances, M. Václav Klaus.

130 milliards de couronnes (25 milliards de francs) représenteront des entreprises moyennes seront restitués sous forme de coupons, dans le cadre de la loi sur la grande privatisation que les députés devaient adopter vendredi ; 40 milliards de couronnes (7,9 milliards de francs) représenteront la valeur d'immeubles à rendre en nature et 110 milliards de couronnes (20 milliards de francs) correspondront à de petites usines. Une partie sera restituée en nature, une autre sous forme d'obligations et une vingtaine de milliards en liquidités ou en bons du Trésor, a

estimé M. Klaus. Jugée trop timorée par certains députés de droite qui ont réclamé d'étendre les indemnités aux entreprises nationalisées entre 1945 et 1948 et aux biens confisqués de quelque 380 000 Tchécoslovaques émigrés, la loi sur les restitutions a été également critiquée par les communistes et les nationalistes slovaques.

Le premier ministre de Slovaquie, M. Vladimír Mečiar, avait donné le ton, mardi, en coéditant cette « mauvaise loi qui coûtera cher aux contribuables ».

Cette convergence des extrêmes a néanmoins permis le rejet de la presque totalité des 97 amendements, élargissant ou restreignant le cadre de la loi, qui ont été déposés pendant les deux jours de débat. Ainsi, les députés de droite ne pourront réclamer leurs anciennes propriétés, en particulier les institutions religieuses dont le cas sera réglé par une loi spécifique.

MARTIN PLUCHTA

ROUMANIE

Fin de la grève des chemins de fer

La grève des chemins de fer qui paralysait le nord et l'ouest de la Roumanie depuis quatorze jours a pris fin, jeudi 21 février, après des pourparlers entre des représentants du gouvernement et les syndicats. Les grévistes demandaient notamment la mise en application de certaines lois sur le travail, le paiement par l'Etat de leurs uniformes et un salaire en devises chaque année.

D'autre part, M. Ion Aurel Stoica, ministre de la qualité de la vie et de la protection sociale, a présenté jeudi sa démission pour protester contre la poursuite des négociations avec les chemistes. M. Stoica a expliqué qu'il avait « été obligé de ne pas respecter une loi, ce qui lui a posé un problème de conscience ». Cette démission a été refusée par le premier ministre M. Petre Roman. — (AFP, UPI)

YUGOSLAVIE : après la Slovénie

La Croatie s'engage à son tour sur la voie de la « dissociation »

BELGRADE

de notre correspondant

Après la Slovénie, la République voisine de Croatie s'est engagée, jeudi 21 février, sur la voie de la « dissociation » de la fédération yougoslave (le *Monde* du 22 février). Le Parlement de Croatie a adopté une loi constitutionnelle qui permet au gouvernement de Zagreb d'abroger la législation fédérale lorsqu'elle est en accord avec la Constitution de la République et lorsqu'elle va à l'encontre des intérêts et de la souveraineté de la Croatie. D'autre part, cette loi stipule que les organes fédéraux ne peuvent plus, sans le consentement des autorités croates, proclamer l'état d'urgence, prendre des mesures d'exception et ordonner l'utilisation des forces armées en temps de paix sur le ter-

ritoire de la Croatie. Les parlementaires croates ont également approuvé deux résolutions présentées par le président de leur République, M. Franjo Tudjman. La première, intitulée « Résolution sur la dissociation de la Yougoslavie », se fonde sur cette votée mercredi par le Parlement de Slovénie et propose la division de la Yougoslavie en plusieurs Etats souverains et autonomes.

La Croatie, qui conserve ses frontières actuelles, d'exclut pas une éventuelle union avec d'autres Républiques à condition qu'elles reconnaissent la souveraineté et l'intégrité territoriale de chacune des Etats. Elle se déclare également prête à s'unir avec d'autres Etats européens et précise que les Républiques yougoslaves devront se mettre d'accord avant le 30 juin 1991.

La deuxième résolution, coécrite par la « protection de l'ordre constitutionnel de la République de Croatie », demande à la présidence collégiale d'annuler sa décision du 9 janvier dernier selon laquelle toutes les formations paramilitaires illégales devaient être démantelées et désarmées. Aux termes de la résolution, le ministre fédéral de la défense et des forces armées yougoslaves, qui est à l'origine de cette mesure, a agi illégalement et a violé l'ordre constitutionnel de la Croatie. Le Parlement croate a enfin déclaré qu'il était résolu à retirer tous ses représentants au niveau des organes fédéraux si la présidence ne revenait pas sur sa décision.

FLORENCE HARTMANN

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Le général Aoun ne semble pas près de gagner la France

BEYROUTH

de notre correspondant

Lors de la visite à Paris du ministre libanais des affaires étrangères, M. Fares Bouze, la semaine dernière, le rumeur de l'arrivée du général Michel Aoun en France s'était répandue comme une traînée de poudre à Beyrouth. Mais, depuis, il est apparu que le séjour forcé du général à l'ambassade de France dans la capitale libanaise n'est pas près de prendre fin.

Selon cette rumeur, Paris, avant de recevoir le chef de la diplomatie libanaise, aurait exigé que le gouvernement de Beyrouth laisse partir l'ancien homme fort du régime chrétien éviqué le 13 octobre 1990, grâce à une opération de l'armée syrienne, et obligé de se réfugier à l'ambassade de

France. Mais, en fait, il semble que le dossier n'ait guère progressé, malgré la visite de M. Bouze.

L'affaire implique trois parties - l'Etat libanais, la France et la Syrie - dont les positions officielles sont connues. Pour Beyrouth, le général doit, avant tout, être jugé pour rébellion et détournement de fonds. Pour Paris, il bénéficie de l'asile politique et doit pouvoir gagner le territoire français ; il y va de « l'honneur de la France ». Pour Damas, c'est une question à débattre entre l'Etat libanais et la France. En réalité, les Syriens partagent plutôt le point de vue des autorités libanaises.

A M. Bouze, le gouvernement français a rappelé sa position mais, à Beyrouth, on n'a pas ressenti une insistance particulière et on n'a pas eu l'impression que Paris faisait du régle-

ment de cette affaire un préalable à toute discussion sur les relations bilatérales, par exemple sur l'aide de la France à la reconstruction du Liban. Aussi, dans les milieux gouvernementaux à Beyrouth, estime-t-on que la présence du général à l'ambassade de France ne fera pas problème, côté libanais, lors de la présentation des lettres de créance d'un nouvel ambassadeur, l'actuel, M. René Ala, devant prochainement quitter son poste. Pour les autorités libanaises, l'affaire Aoun reste finalement « négociable » et les Syriens semblent accepter cette éventualité. Mais, en attendant, le général Aoun risque d'être encore pour un bon moment l'hôte de l'ambassade. On se demande d'ailleurs, à Beyrouth, si cela l'arrange pas tout le monde.

LUCIEN GEORGE

Le sort des musées  
sites archéologiques au Koweït

Le Sénat américain  
loi sur les... (partiellement visible)



## AFRIQUE

## Somalie : Mogadiscio exsangue

Malgré l'arrivée d'une première aide alimentaire, trois semaines après le renversement du président Siyaad Barré, la capitale dévastée est menacée par la famine et les épidémies

## MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

Daos la capitale dévastée, les petits commerçants ont repris possession du pavé, bien décidés à effacer deux décennies de dictature et à tout reprendre à zéro. Devant sa boutique saccagée par les pillards, Mohamed Robleh, épicière de son état, a installé sur un tréteau ce qu'il a pu récupérer de son stock de marchandises. « Les affaires reprennent petit à petit », dit-il avec un optimisme un peu forcé, approuvé par les éternelles vendeuses de thé, au carrefour voisin.

Un peu plus loin dans l'avenue, la piste centrale s'anime à nouveau. Tout en sachant qu'ils ne seront pas payés, les employés ont repris place derrière les comptoirs, obéissant aux consignes de leur directeur qui, tous les jours, va porter un sac de lettres d'unant obliques jusqu'à l'aéroport et le dépose dans un avion en partance pour le Kenya.

## Les ânes imperturbables

Vu de la Villa Somalia - l'ancienne résidence présidentielle aujourd'hui désertée -, le quartier de Wardigley, qui a servi de champ de tir aux blindés de l'ancien président Siyaad Barré tout le mois de janvier, semble troué comme une passoire. Pas une maison n'a été épargnée. Dans les rues, la vie reprend ses droits, les enfants se balancent aux câbles électriques qui pendent jusqu'à terre, inutiles.

Devant l'hôtel Tawfiq, devenu le quartier général des maquisards victorieux du Congrès de la Somalie unifiée (CSU), une foule bilieuse s'amuse des caricatures placardées sur un mur : on y voit l'ancien chef de l'Etat, une valise pleine de dol-

lars à la main, fuyant devant un rebelle, avec cette légende reprise sur tous les murs de la ville : « Victime du CSU ! Le Gaulo o décampé ! ».

Beaucoup s'inquiètent, pourtant. Les stocks de carburant s'épuisent et l'essence est déjà hors de prix. Mais cela fait l'affaire des propriétaires de voitures, qui offrent leurs services au tout-venant : à l'ancien réfugié, de retour à Mogadiscio avec sa famille et son mobilier, comme au boulanger, qui a réussi à se procurer quelques sacs de farine. Les ânes imperturbables tirent les charrettes, en évitant, ici et là, une carcasse de voiture ou un tank calciné - dont les gamins ont fait leurs nouveaux parcs de jeux.

Dans les avenues encore peu fréquentées, quelques minibus, rescapés des pillages, font le plein de passagers. Le trajet coûte pourtant trois fois plus cher qu'avant. Mais tous les prix n'ont pas subi cette inflation et l'économie parallèle, qui palie, depuis deux ans, la faillite du réseau bancaire, maintient une certaine activité en attendant la réorganisation des finances nationales.

Aujourd'hui, les gens pensent avant tout à manger : si les fruits ne manquent pas, les céréales deviennent de plus en plus difficiles à trouver - et puis « surtout les spaghettis » (consacrés plat national depuis la colonisation italienne), précise le gérant d'un restaurant populaire du quartier Médina. « A cause de l'absence de commerce extérieur », ajoute un jeune commerçant, « le dollar a perdu 20 % de sa valeur. Mais les taux de change vont flomber dès l'arrivée des premières importations ».

Malgré les vols à main armée quotidiens et quelques altercations meurtrières (relativement peu nombreuses, compte tenu des milliers d'armes en circulation), l'insécurité diminue ces jours-ci, dans la capi-

tales. Est-ce dû aux mesures prises par les autorités intérieures, qui ont mis en place des réseaux de miliciens volontaires, ou à un besoin général de paix - à laquelle tous aspirent après des semaines d'anarchie ? Sans doute un peu des deux. L'assommoir reste pourtant précaire et menacé. Une nouvelle vague de pénurie alimentaire pourrait faire rebasculer la capitale dans le chaos.

## Rancœur à l'égard des Italiens

« Pourquoi l'aide internationale n'arrive-t-elle pas ? », du ministre au simple badaud, en passant par le gardien de l'ambassade d'Italie (resté fidèle au poste), tout le pays se pose cette question.

Même si 42 tonnes de vivres et de médicaments, fournis par le Fonds d'urgence de la Communauté économique européenne (CEE) et de la Belgique, ont pu enfin être livrés la semaine dernière, « La guerre du Golfe n'explique pas tout », assure M. Omar Artch Ghaleb, premier ministre du gouvernement provisoire. « A l'étranger, on est mal informé sur la situation réelle en Somalie. Des négociations sont en cours entre les différentes forces politiques, afin de préparer la conférence de réconciliation nationale », plaide-t-il. « La réorganisation du pays est engagée et nous avons opté pour le libéralisme économique. Mais nous manquons de tout ! Siyaad Barré a laissé un pays détruit, exsangue. Jamais, de toute son histoire, la Somalie n'a vécu une telle catastrophe ».

La « déception » du premier ministre, à propos, notamment, des bésistations des Italiens, fait écho à celle de M. Mohamed Ibrahim Egal, ancien chef de gouverne-

ment, renversé par M. Siyaad Barré en 1969 : « Si pour des raisons diplomatiques, l'Italie ne veut pas traiter avec le gouvernement actuel, rien ne doit l'empêcher de le reconnaître sous conditions ».

Dans la rue, les Somaliens laissent deviner leur profond ressentiment contre l'Italie, qui « a soutenu si longtemps la dictature de Siyaad Barré ». En haut lieu, un préfète rejette sur le précédent régime la responsabilité des détournements de fonds - allégués par l'étranger - et le président par intérim, M. Ali Mahdi Mohamed, n'hésite pas à affirmer que « les relations italo-somalienne seront désormais bien meilleures que par le passé ».

Toujours est-il qu'actuellement seules deux organisations humanitaires étrangères travaillent ici. L'équipe de Médecins sans frontières, arrivée en plein conflit, est aujourd'hui installée à Mogadiscio, dans un hôpital qu'elle tente de réhabiliter. A la demande des autorités, elle s'est chargée de distribuer une donation des Emirats arabes unis et envisage de fournir de l'eau potable dans les quartiers déshérités. A l'autre bout de la ville, l'association SOS Villages, dont dépendent plusieurs orphelins de la région, a transformé sa maternité en un hôpital où, durant la bataille de Mogadiscio, les médecins somaliens opéraient sous les fusillades et les obus.

La Somalie, délaissée par les grandes organisations humanitaires, l'est à plus forte raison, par les entreprises privées. Seule ou presque, la société pétrolière Conoco-Somalia a osé revenir. Elle s'apprête à reprendre ses forages dans le nord, et son directeur, M. Raymond Marchand, évoque ce pas comme le début des négociations de baillures de fonds.

Certains observateurs évoquent « l'erreur » des diplomates italiens, « incapables d'envisager le renverse-

ment du président Barré » et persuadés qu'une victoire militaire des rebelles du CSU ne pouvait que se solder par de nouveaux affrontements entre les différentes factions claniques. Aujourd'hui, le CSU (dominé par le clan Hawiye) émerge comme le plus puissant mouvement dans le sud du pays.

## Tendances sécessionnistes

Après avoir repoussé les forces alliées à l'ancien président Barré jusqu'à la frontière éthiopienne, le CSU serait sur le point de prendre le port de Kisimayo, où se sont retranchés les derniers fidèles de l'ancien chef d'Etat. Que va faire le CSU de ces victoires militaires ? Dès la formation du gouvernement provisoire, il s'est prononcé pour la tenue d'une conférence de réconciliation nationale. Mais sa grande inquiétude, reconnaît-on en privé, est de savoir si le puissant clan nuriiste des Isaks, majoritaire au sein du Mouvement national somalien (MNS), acceptera d'y participer.

Le MNS, qui vient de conquérir les dernières garnisons gouvernementales de son fief, doit aujourd'hui reconstruire la région, épuisée par près de dix ans de guérilla. Il pourrait être tenté de faire cavalier seul ou, de moins, de vouloir résoudre ses propres problèmes avant de penser à l'unité nationale. Une tentation d'autant plus vive qu'existent, parmi les dirigeants du MNS, nouveaux maîtres de l'ex-Somaliland britannique, de fortes tendances sécessionnistes.

JEAN HÉLÈNE

## A TRAVERS LE MONDE

## MAROC

Le roi se prononce pour une amélioration du sort des détenus

Le roi Hassan II a approuvé l'ensemble des propositions que lui avait soumises, mercredi 20 février, le Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH). A-t-on annoncé officiellement, jeudi, à Rabat.

Dans une lettre, adressée au président du CCDH, le souverain chrétien a salué la « pertinence » de ces propositions, qui visent à un meilleur respect des droits des détenus (visites régulières des familles, soins et alimentation convenables), et que le conseil souhaite voir appliqués à un « plus grand nombre de détenus ». Le conseil, créé en mai 1989 par le roi, avait dernièrement sollicité et obtenu une réduction importante des délais de garde à vue et de détention préventive.

« Les membres du Conseil (...) rencontreront constamment après de nous l'écho le plus favorable à toutes leurs propositions au profit des droits de l'homme », a conclu le roi. - (AFP, AP.)

## NICARAGUA

Bonn promet une aide de 95 millions de DM

Le gouvernement allemand a promis au Nicaragua une aide de 95 millions de DM (environ 300 millions de francs) afin de soutenir le programme de réformes économiques de ce pays, a indiqué jeudi 21 février à Bonn le ministre allemand de l'aide au développement, M. Carl-Dieter Spranger.

L'aide allemande est soumise à la condition que le Nicaragua poursuive sa politique de réformes engagée avec l'aide de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, a précisé M. Spranger, à l'issue de la visite officielle de quatre jours de la présidente Violetta Chamorro.

Cette aide devrait permettre au gouvernement nicaraguayen de financer notamment des infrastructures de base comme la distribution d'eau et la formation professionnelle. « A-t-il ajouté. L'Allemagne réunifiée a de plus rapia à son compte les subventions accordées au Nicaragua par l'ex-RDA, notamment pour l'hôpital Carlos-Marx et un centre de formation professionnelle. - (AFP.)

## JAPON

Une famille réclame des indemnités pour un décès « par excès de travail »

La famille d'un homme de trente-trois ans, décédé d'une hémorragie cérébrale après avoir fait des centaines d'heures supplémentaires au cours des mois précédant sa mort, a réclamé devant le tribunal de Tokyo 615 000 dollars de dédommagement à son employeur. Le fœtus et son père de Hideo Hara estimant que ce dernier ast mort d'un « excès de travail » (karoshi).

M. Hara avait fait plus de 1 000 heures supplémentaires en 1989, en plus de ses 2 018 heures normales. Bien que souffrant d'une pression artérielle trop élevée, il avait continué à travailler treize heures par jour, effectuant trente à une heures supplémentaires le samedi précédant son décès.

Le « karoshi » fait environ dix mille morts par an, dont seulement quelques dizaines ont été reconnues par les tribunaux, donnant lieu à des indemnités. Avec la crise actuelle de la main-d'œuvre, le problème ne devrait guère s'améliorer dans un proche avenir. Selon une enquête récente du ministère du travail, les vacances effectivement prises ont baissé de 10 % au cours des dernières années, passent de 61,3 % de l'ensemble des congés payés accordés en 1980 à 51,5 % l'an dernier. - (AFP.)

## DIPLOMATIE

En raison des « tricheries » soviétiques

Les négociations de Vienne sur le désarmement sont en panne

Vienne de notre correspondante

Coup de semence contre Moscou jeudi 21 février aux négociations sur le désarmement conventionnel à Vienne : les réunions plénières hebdomadaires des vingt-deux délégations de l'OTAN et du pacte de Varsovie resteront suspendues jusqu'au 21 mars, même si des groupes de travail continuent de se réunir.

Les Etats-Unis avaient voulu carrément geler la négociation, en raison de ce qu'ils considéraient comme une « tricherie » des Soviétiques par rapport au premier traité de réduction des armes conventionnelles signé en novembre. L'URSS n'en a fait affecté trois divisions d'infanterie avec quelque 1000 chars à ses forces navales, pour les faire échapper aux réductions prévues dans ce traité. Elle a d'autre part transféré des quantités importantes d'équipement militaire au-delà de l'Oural, dans une zone qui n'est pas non plus concernée par le traité.

La poursuite des discussions dans les groupes de travail est le résultat d'un compromis subit

par les Européens, notamment par l'Allemagne. En cas de besoin, on pourra revenir à tout moment sur la suspension et convoquer une séance plénière.

La position soviétique a été exposée par le général Bronislav Omelitchev, dans une interview publiée dans la revue militaire *Krasnaja Svezda* : face à la nette supériorité des forces navales des Etats-Unis et de l'OTAN, l'Union soviétique a renforcé la protection de ses régions côtières, avait déclaré le général en rejetant catégoriquement le reproche de vouloir contourner le traité de désarmement.

Le président George Bush aurait adressé un message à M. Mikhail Gorbatchev pour relancer la négociation, a-t-on appris dans les milieux diplomatiques à Vienne. Ces questions, qui préoccupent particulièrement les pays anciennement alliés de l'URSS, seront également au menu de la réunion du pacte de Varsovie le 25 février prochain à Budapest qui devra sonner le glas pour l'alliance militaire de l'Est.

WALTRAUD BARYLI

## Nominations d'ambassadeurs

M. Gérard Errera a été nommé ambassadeur à la Conférence du désarmement des Nations unies. M. Gérard Errera a été nommé ambassadeur représentant de la France à la Conférence du désarmement des Nations unies à Genève, en remplacement de M. Pierre Morel, nommé conseiller diplomatique à la présidence de la République.

[Né en 1943, M. Gérard Errera est diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'ENA. Il a été en poste à Washington et au cabinet du ministre (1975-1977, 1980-1981). Deuxième conseiller à Madrid (1977-1980), consul général à San Francisco (1982-1983), il a ensuite été détaché au Commissariat général à l'énergie atomique ; à partir de 1983, il a été gouverneur pour la France auprès de

l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne.]

M. Bernard Miyet a été nommé ambassadeur représentant de la France auprès des Nations unies à Genève. M. Bernard Miyet a été nommé ambassadeur représentant de la France auprès de l'Office des Nations unies à Genève en remplacement de M. David Levitte.

[Né en 1946, M. Bernard Miyet est diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble et ancien élève de l'ENA. Il a été en poste à la mission permanente de la France auprès des Nations unies à Genève de 1979 à 1981, puis directeur du cabinet du ministre de la communication de 1981 à 1983, président-directeur général de la Sofrad de 1983 à 1985, et consul général à Los Angeles. Depuis 1985, il était directeur général adjoint des relations culturelles, scientifiques et techniques au ministère des affaires étrangères.]

## EN BREF

AFGHANISTAN : une équipe du CICR cavière par des moudjahidines. - Une équipe de quatre représentants du Comité international de la Croix-Rouge de Genève est détenue depuis plus de cinq semaines dans le régime de Kandahar par un commandant du Hezb-e-Islami, a-t-on appris jeudi 21 février à Peshawar. Ce mouvement de moudjahidines fondamentalistes musulmans, dirigé par M. Gulbuddin Hekmatyar, avait déjà été accusé par le passé d'avoir enlevé ou attaqué des organisations humanitaires occidentales travaillant en Afghanistan. - (AFP, Reuters.)

ALLEMAGNE : restrictions à l'immigration des juifs soviétiques à Berlin. - Les autorités berlinoises ont annoncé, jeudi 21 février, que l'immigration des juifs soviétiques à Berlin ne serait autorisée que dans les cas graves. Le ministre régional des affaires sociales, Mme Ingrid Stammer, a justifié cette décision par « le grand nombre » de réfugiés, près de 3 000 juifs soviétiques, alors déjà installés à Berlin. Depuis le 15 février, les demandes de visas d'immigration des juifs soviétiques doivent être faites avant le départ d'URSS afin d'éviter les tentatives d'installation à Berlin avec un simple visa de tourisme. - (AFP.)

CAMEROUN : premier meeting autorisé de l'UPC. - L'Union des populations du Cameroun (UPC) s'est réunie publiquement pour la première fois depuis trente ans, a-t-on appris, jeudi 21 février, de sources informées, à Yaoundé. Lors de ce rassemblement, organisé en début de semaine à Douala, les dirigeants de l'UPC ont réclamé une amnistie générale, « afin que tous les enfants de ce pays puissent s'asseoir dans la concorde et la fraternité » et qu'ils définissent ensemble « les contours de la nouvelle démocratie camerounaise ». Créée en 1948, l'UPC, considérée comme prosoviétique, avait été interdite lors de l'indépendance, en 1960. Elle avait alors mené une guérilla saignante, violemment réprimée par l'armée française. Plus de 3 000 personnes avaient été tuées. - (AFP.)

COLOMBIE : la FBI s'apprête à capturer deux membres du cartel de Medellín. - La FBI et le parquet américain ont annoncé, mercredi 20 février, l'arrestation en mer de deux membres colombiens du cartel de Medellín. Les deux hommes, Jorge Ignacio Restrepo

Lopez et Julio Robledo ont été arrêtés le 11 février après une enquête de deux ans, alors qu'ils naviguaient en pleine mer, au large du Venezuela, à bord d'un yacht privé. En les arrêtant dans les eaux internationales, la FBI a évité d'avoir à demander leur extradition à la Colombie. - (Reuters.)

Sept morts lors de la libération d'un otage. - Des unités spéciales de la police colombienne ont tué sept ravisseurs en libérant une femme d'affaires enlevée il y a une semaine à Medellín, a annoncé, jeudi 21 février, la police locale. Les ravisseurs exigent une rançon de 860 000 dollars pour la libération de M. Maria del Rio Vargas. Par ailleurs, la police a annoncé la découverte de corps de Conrado Prisco, un médecin dont les frères sont des teneurs reconnus agissant pour le compte du cartel des barons de la cocaïne. - (Reuters.)

ETHIOPIE : reprise des négociations avec les rebelles d'Erythrée. - Le gouvernement et les rebelles du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL) ont entamé, jeudi 21 février, à Washington, des pourparlers destinés à préparer d'éventuelles négociations pour mettre fin à une guerre civile qui dure depuis plus de trente ans. Ces pourparlers, qui devaient s'achever vendredi soir, sont présidés par le secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires africaines, M. Herman Cohen. - (AFP, Reuters.)

INDE : Démission acceptée de cinq ministres. - Le président Ramaswamy Venkataraman a accepté la démission du ministre des affaires étrangères M. Vidya Charan Shukla et de quatre autres membres du cabinet de M. Chandrasekhar, tous exclus du Parlement pour avoir quitté leur groupe parlementaire. Selon un communiqué, publié jeudi 21 février, par le palais présidentiel, M. Venkataraman a accepté mercredi soir ces démissions sur recommandation du premier ministre. Outre le ministre des affaires étrangères, le ministre de la santé M. Shaktelur Rahman et trois ministres d'Etat, MM. Bhage Gopabandhan, Sarwar Hussain et Sasavraj Patwari, ont donné leur démission. - (AFP.)

ITALIE : libération d'un chef de Mafia. - La cour d'appel de Palerme s'est prononcée, jeudi 21 février, sur la mise en liberté de Michele Greco, considéré comme le chef de la Mafia des

années 80 et qui avait été condamné à la réclusion à perpétuité lors du premier « maxi-procès » de décembre 1987. Il fait partie des condamnés qui, ayant pas été « rejoints » un an après l'entrée en vigueur du nouveau code pénal italien, sont considérés en détention préventive et donc libérables. La Cour de cassation avait jugé, le 11 février, que quarante-et-vo « peuples » de la Mafia sicilienne devaient être remis en liberté pour les mêmes raisons de procédure (le Monde du 14 février). - (AFP.)

NIGER : la mort d'un Français est confirmée. - Le ministre de l'intérieur a confirmé, jeudi 21 février, à Niamey, la mort de M. Pierre Blanchet, un logisticien français de 45 ans, tué lundi soir dans le nord du pays par un groupe de commandos armés (Le Monde du 22 février). Selon les autorités nigériennes, il n'y aurait pas eu d'autre victime. - (AFP.)

SENEGAL : nouveaux incidents meurtriers à Casamance. - Deux personnes ont été tuées, vendredi 15 février, lors de l'attaque par un groupe armé du village de Sinband-Balante, à une cinquantaine de kilomètres de Ziguinchor, dans le sud du pays, a-t-on appris de bonne source à Dakar. Les assaillants ont pillé le village, avant d'en brûler une partie, a confirmé, jeudi, le gouverneur de la région. La Casamance est le théâtre de violences, qui ont fait une centaine de morts ces dix derniers mois. - (AFP.)

ZAIRE : un journaliste emprisonné pour avoir dénoncé la corruption. - L'Association patronale des entreprises de presse (APEP) a demandé, mercredi 20 février, la libération de M. N'Sasse Ramazani, directeur régional du journal *Elima* à Goma (est du pays), emprisonné depuis deux semaines pour avoir écrit un article contre la corruption. M. Ramazani a été inculpé d'« outrage à la magistrature ». - (AFP.)

## L'HERMÈS Editeur

Collection « L'ESSENTIEL SUR » pour B.T.S.

deux nouveautés par Isabelle ZECH

• droit civil et droit commercial

• droit du travail et droit social

Diffusion: MEDILISSA, 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 78

هنا من لأصل



JUSTICE

Simone Weber devant les assises de Meurthe-et-Moselle

## Des grains de sable sur un parpaing

Pour la vingt-sixième audience du procès de Simone Weber, les jurés de la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle ont entendu jeudi 21 février les toutes dernières dépositions des témoins et des experts avant de recevoir les déclarations des membres de la famille de Bernard Hettier.

NANCY

de notre envoyé spécial

« Je voudrais rétablir la situation. Papa était un père formidable. On le saluait depuis cinq ans. Il était gentil, affectueux, câlin. Il rendait service à tout le monde. C'est ce qui l'a perdu. » Patricia Hettier, trente-deux ans, a lancé ces quelques phrases comme un cri qui se termine par un long sanglot. Sur un signe du président, l'huissier le raccompagne. La fille de Bernard Hettier, disparu le 22 juin 1985, est la dernière personne qui dépose, après plus d'une centaine

de témoins entendus depuis le 17 janvier. A la vingt-sixième journée de débat, cette ultime déclaration est la plus courte et Patricia Hettier est sans doute la seule à n'avoir pas parlé de Simone Weber.

Monique Goetz, la sœur de Bernard Hettier, a été montrée plus proche du climat général du procès. Elle n'a jamais aimé celle qu'elle qualifie de « harcelante ». Elle a désigné les écarts Weber comme des « sangsues ». M<sup>me</sup> Goetz parle vite, elle voudrait tout dire : sa folle inquiétude lors de la disparition de Bernard, sa conviction immédiate que M<sup>me</sup> Weber y était pour quelque chose, et ses carotides actuelles. Pêle-mêle, elle évoque son frère, ce « bon Samaritain » qui a aidé tant de gens, et les manies de M<sup>me</sup> Weber qui lui droguait son café et dormait avec un revolver sous son oreiller. Comme épuisée, elle conclut : « Il n'y a qu'une seule personne qui a pu faire du mal à Bernard, et elle est ici. »

M<sup>me</sup> Weber n'a pas changé d'at-

titude. Comme à l'accoutumée, elle a écrit pendant toute la déposition, ne relevant la tête que pour sourire en prenant ses gages à témoin. A son tour elle se lance dans un monologue : « C'est horrible, la méchanceté qui émane de cette femme. J'ai perdu des nuits, mais, enfin, faire mourir des gens en prison, ça ne leur vole leur vie, ça leur immonde. Je comprends très bien, ça ne doit pas être drôle de perdre quelqu'un sans savoir où il est. Mais quelle suffisance... » Les avocats des parties civiles protestant. La défense s'insurge. La public murmurait et M<sup>me</sup> Weber semblait à l'aise.

Peinture bleue

Elle paraît avoir oublié la longue déposition du professeur Luc Lortie, qui a notamment examiné le parpaing qui lestait la valise contenant un tronc humain repêché dans la Marne le 15 septembre 1985, tronc qui n'a jamais été identifié. Selon des spécialistes, le sable trouvé sur le parpaing est

identique à celui prélevé dans le jardin de M<sup>me</sup> Weber, à Rosière-aux-Salines. L'expert est formel : les sables sont facilement identifiables et, dans ce cas, les minuscules fragments de gré qu'il a décelés ne se trouvent que dans deux ou trois régions de France. De la même façon la peinture bleue relevée sur le parpaing possède les mêmes caractéristiques chimiques et morphologiques que la peinture bleue de la maison de Rosière-aux-Salines. Une fois de plus il ne s'agit pas de preuves puisque la porte est laissée ouverte aux coïncidences. Cependant, M<sup>me</sup> Paul Lombard, conseil de la famille Hettier, s'étonne de cette double similitude sur un même objet. Mais M<sup>me</sup> Weber lui répond sur un ton plaintif : « Parce qu'il y a des grains de sable et je ne sais plus pourquoi je suis ici depuis un mois. Je ne fais pas partie de ceux qui coupent des gens en morceaux pour les mettre dans une valise. »

MAURICE PEYROT

Au tribunal de Paris

## L'écrivain Frédéric Dard est condamné pour « imprudence fautive »

MARSEILLE

de notre correspondant

A la page 81 du roman de San Antonio, *Papa, achète-moi une pute*, paru en mai 1989 aux éditions Fleuve noir, il est écrit ceci : « De nombreux graffitis tracés ou sténographes sur les murs nous apprennent que Geneviève Maudru est une pute. »

Frédéric Dard pouvait-il se doter en situant l'action de son roman à Marseille qu'il existait en cette ville une Geneviève Maudru et une seule ? Et que, par une ironie dont le sort n'est jamais avarié, celle-ci était précisément propriétaire d'un magasin de presse dans lequel on vendait *Papa, achète-moi une pute* ?

Le résultat ne s'est pas fait attendre. Plusieurs graffitis, dessins et inscriptions « à caractère pornographique » ont fleuri sur les murs et le rideau métallique du magasin de Geneviève Maudru, mettant fortement en doute la moralité de sa propriété. Les lecteurs de San Antonio, trompés par l'homonymie,

avaient opéré un rapprochement abusif entre le personnage romanesque et l'honorable commerçante marseillaise.

Celle-ci a porté plainte par devant le tribunal de grande instance de Paris, réclamant 200 000 francs en réparation du préjudice. En son audience du 30 janvier, le tribunal lui a donné raison, estimant que, « en utilisant de tels noms et prénoms non usuels et en s'abstenant de vérifier si à Marseille, lieu choisi pour relater les faits incriminés, il existait ou non une personne susceptible d'être confondue avec le personnage de son livre, Frédéric Dard a commis une imprudence fautive engageant sa responsabilité, que le préjudice est certain et même important dès lors que Geneviève Maudru n'est pas présente sous un jour particulièrement flateur. »

L'imprudence du romancier et de son éditeur leur coûte 28 000 francs.

JEAN CONTRUCCI

## Le procès en diffamation de M. Guilhaume contre l'inspecteur Dufourg

### L'auscultation d'une manipulation

Annoncé comme une affaire de diffamation, le procès qui n'est tenu, mercredi 20 février devant la 17<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris, opposant l'ancien PDG d'Antenne 2 et de FR3, M. Philippe Guilhaume, à l'inspecteur des renseignements généraux Jean-Marc Dufourg, policier-vedette de l'affaire Doucou, et au journal *Le Figaro*, a tourné à l'examen d'une manipulation.

Ce fut une auscultation bien sommaire. Il manquait à la fois les témoins et documents pour éclairer le tribunal présidé par M. Alain Lacabarats sur la véracité des allégations formulées le 25 octobre lors d'une interview de M. Dufourg publiée dans le *Figaro* sous le titre « Mes chefs m'ont trahi » : « Oui, j'avais reçu l'ordre de recruter un jeune homosexuel chargé d'offrir ses charmes et de compromettre les deux personnalités, Philippe Guilhaume et Pierre Arpallange. Le mal était fait. Sans pouvoir offrir le moindre début de

preuve de la réalité de ces missions, au moment de l'interview comme lors de l'audience du mercredi 20 février, Jean-Marc Dufourg affirmait le feu qu'il avait déjà allumé un mois auparavant devant les policiers de la brigade criminelle.

Chargé d'enquêter sur le pasteur Doucou avant qu'il ne disparaisse, l'inspecteur Dufourg était alors dans la position inconfortable de figurer au premier rang des suspects sans pour autant être inculpé, faute de preuves sur son implication dans ce rapt. S'est-il défendu en contre-attaquant, impliquant la haute hiérarchie de la préfecture de police pour laisser suggérer au public qu'il avait affaire à l'un de ces crasseux scandales de la Ve République, comme aime à le répéter son avocat Jacques Vergès ? « Dans cette affaire, Dufourg a été traité dans la boue à partir d'informations faibles sur sa hiérarchie, accusé de trahison. Et on lui reproche aujourd'hui de s'être défendu. Le ministère de l'Intérieur a le droit de contrôler tout le monde et en particulier l'inspecteur Dufourg, et celui-ci aurait eu le droit de se taire ? »

qu'il semble être le lampiste. Nous avons tous senti le poids de la hiérarchie », M<sup>me</sup> Vergès a répliqué au tribunal la communication du dossier Jupiter » par les renseignements généraux. Le président Lacabarats a répondu qu'il l'ordonnerait s'il en éprouvait la nécessité.

Le jugement sera rendu le 20 mars.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX.

EN BREF

Les pompiers de Dordogne devront payer des indemnités pour incendie mal éteint. - La cour administrative d'appel de Bordeaux vient de condamner les pompiers de Dordogne à payer 164 029 francs d'indemnités au propriétaire d'un château pégué d'un incendie. La municipalité de Figeac (Dordogne), située entre Périgueux et Limoges, a également été condamnée à payer 776 811 F d'indemnités, soit la moitié de son budget annuel. La cour a considéré que les pompiers avaient commis une « négligence grave » en ne restant pas assez longtemps sur les lieux. L'incendie s'était déclaré le 20 janvier 1984. Les pompiers étaient

restés plus de huit heures sur place. Le lendemain, le feu avait cependant repris dans des dépendances du château.

Un industriel condamné pour la pollution du Lot. - Le tribunal correctionnel de Rodez a condamné, mercredi 20 février, à une peine de 30 000 francs d'amende et 2 000 francs de contravention, le directeur des usines « Vieille Montagne » de Viviez (Aveyron), spécialistes dans la production de zinc, qui avaient pollué le Lot sur une centaine de kilomètres. En voulant réparer la canalisation d'un bassin de décantation, le 8 juillet 1986, des ouvriers avaient ouvert une brèche qui avait déversé dans le Lot d'importantes

quantités de zinc et de cadmium. Plus d'une centaine d'agriculteurs, des collectivités locales et des associations s'étaient portés partie civile.

Supplément d'information dans l'affaire Maziz. - La chambre d'accusation d'Aix-en-Provence a ordonné jeudi 21 février un supplément d'information sur la mort du gardien de la paix d'Antibes Philippe Maziz, tué par ses collègues de Viviez (Aveyron), spécialistes dans la production de zinc, qui avaient pollué le Lot sur une centaine de kilomètres. En voulant réparer la canalisation d'un bassin de décantation, le 8 juillet 1986, des ouvriers avaient ouvert une brèche qui avait déversé dans le Lot d'importantes

quantités de zinc et de cadmium. Plus d'une centaine d'agriculteurs, des collectivités locales et des associations s'étaient portés partie civile. L'explosion d'un immeuble de Massy : un tuyau de raccordement de gaz responsable. - L'explosion d'un immeuble de quatre étages le 4 octobre dernier à Massy (Essonne), qui avait fait sept morts (le Monde du 5 octobre 1990), est due à un tuyau de raccordement de gaz, sous-dimensionné par rapport au robinet d'arrivée resté ouvert, dont il s'était détaché, indiquent le rapport du laboratoire central de la préfecture de police, communiqué mardi 19 février, par le juge d'instruction aux parties civiles. L'explosion avait détruit treize-sept appartements du square d'Auvergne. L'une des huit blessés graves, qui a perdu deux de ses enfants dans le sismo, est toujours dans le coma, brûlée à 80 %.

Création d'un Institut de biologie structurale. - Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ont signé une convention pour la création d'un Institut de biologie structurale (IBS). Ainsi que le précise un communiqué commun CEA-CNRS, publié 20 février, ce centre de recherche fondamentale, situé à Grenoble, aura pour objet « de mener des études structurales sur des macromolécules biologiques - comme les protéines et les acides nucléiques - afin de mieux comprendre la relation entre leurs structures spatiales et leurs fonctions ». L'IBS, dont le financement sera assuré à parité par le CEA et le CNRS, devrait accueillir environ 200 personnes à la fin de l'année 1991.

FOOTBALL : POGC Nice accuse un déficit comptable de 40 millions de francs. - Selon les résultats d'un audit demandé par la municipalité (le Monde du 10 janvier), le club de football professionnel de POGC Nice est, virtuellement, en état de cessation de paiement, avec un déficit comptable qui atteignait 40 millions de francs au 31 décembre 1990 et devrait être porté à plus de 52 millions de francs à la fin de l'exercice, au 30 juin prochain. Selon M. André Bonny, adjoint aux sports, le club doit trouver d'urgence 25 millions de francs « pour terminer la saison ». La municipalité a annoncé qu'elle n'augmenterait pas sa participation. Le sort de POGC Nice dépend, désormais, de l'aboutissement des négociations engagées avec deux candidats repren- (Corresp.)

La vie de l'entreprise, c'est comme la vie de tous les jours, elle gagne beaucoup à être simplifiée.

Il n'y a pas de choses compliquées dans la vie sans vouloir en inventer. Comment préparer l'avenir de l'entreprise, très simplement, sans se tromper ? Patrons, salariés, tous reconnaissez le rôle de la formation professionnelle dans l'épanouissement de l'entreprise.

Malheureusement, tous ne savent pas combien est indispensable l'investissement dans la formation des PME. Il suffit d'une entreprise de nous en faire la demande et nous sommes là.

**AGEFOS PME**

**NOTRE MÉTIER : FACILITER LA FORMATION**  
Date limite de versement : 28/02/1991

**LE LIVRE DU JOUR MARABOUT**

100 livres en un seul

**BEJART**  
BALLET LAUSANNE

DU 22 AU 21 FÉVRIER  
CRÉATION À PARIS

**PYRAMIDE**  
LE BALLET CRÉÉ AU CAIRE  
EN JUIN 1990

Les autres policiers présents se sont emparés dans des démentis imprécis, voire des refuges dans un babouin « secret-défense » sur une affaire qui pourtant a peu à voir avec la sécurité extérieure du pays, laissant à une impression de malaise qui s'ajoute à l'absence de la partie civile, M<sup>me</sup> Courteaud : « Il serait malhonnête de faire de Dufourg la cible principale alors



## SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

## Les cloaques de Candelaria

Suite de la première page

Au tout début de l'épidémie, lorsque les autorités locales ont interdit l'usage de cette eau, le propriétaire d'un puits a pensé faire quelque argent en vendant son précieux liquide. Il fut l'une des premières victimes du mal, l'absence de latrines signant la folie d'une telle entreprise.

## Manque d'antibiotiques

A cette eau trop rare se sont ajoutés d'autres facteurs de propagation de la maladie. Ne serait-ce que le poisson, consommé cru à la manière du plat national, le ceviche, ou bien les vendeurs ambulants qui cèdent à bon marché à une population démunie des produits à l'hygiène plus que douteuse. Actuellement, à Lima, la

douzaine d'hôpitaux que compte la capitale accueillent au total une cinquantaine de cas par jour. Chiffres qui arrachent au docteur Boutin ce commentaire réaliste : « Cette pathologie infectieuse répond à la loi de l'iceberg. » En d'autres termes, les cas recensés doivent être encore loin de refléter la réalité.

Devant les perspectives de développement d'un fléau que laissait prévoir un tel environnement, les autorités péruviennes ont vite et fortement réagi, lançant un appel à l'aide internationale et développant des campagnes d'information.

Les journaux, radios et télévisions ont multiplié les mises en garde et expliqué longuement les mesures préventives nécessaires. A l'aéroport, des affiches ont été placardées, comme dans nombre de lieux publics, donnant des conseils d'hygiène élémentaire.

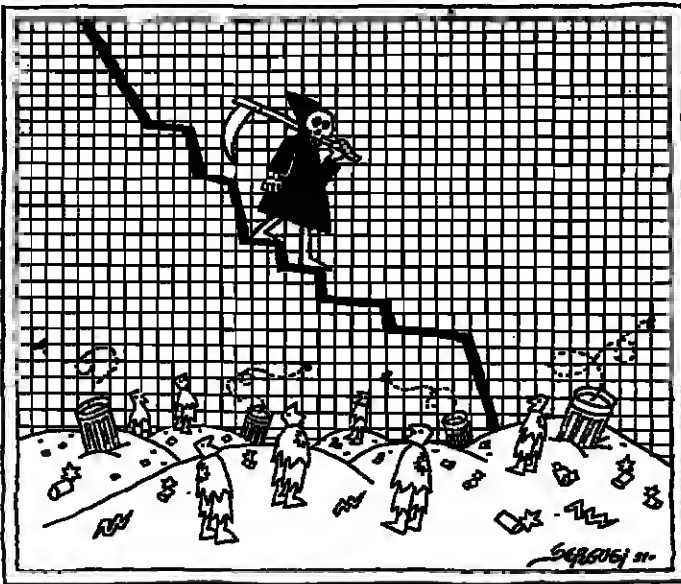
Diverses mesures, comme l'interdiction des vendeurs ambulants dans certaines localités, ont aussi été prises. Cette campagne s'est appuyée sur un réseau hospitalier efficace. Hôpitaux régionaux, dispensaires et postes de santé éparpillés dans la zone littorale du pays ont très vite été mobilisés.

Le personnel médical existait et, après quelques tâtonnements, il a été en mesure de faire face au développement de l'épidémie. Avec de gros problèmes, cependant, en ce qui concerne les produits « consommables ».

Désinfectants et antibiotiques, pour ne parler que des plus élémentaires, manquaient. « Ils continuent encore très souvent de nous faire défaut », dit le docteur Uribe, directeur de l'hôpital de Chancay, soulignant aussi l'absence de matériel courant comme les lits et les bassins pour les malades.

Mais, la première urgence passée, de nombreux problèmes demeurent et les craintes se multiplient. Comme le dit le docteur Boutin, « le problème médical est une chose, mais in fine, il s'agit d'organiser l'assainissement et de rétablir une hygiène correcte. Cela dépend d'autres instances et prendra beaucoup de temps. Les techniques en ingénierie sanitaire existent ici, mais ils ont un travail colossal ».

En attendant, l'épidémie commence déjà à toucher la montagne, compliquant sérieusement la tâche des médecins. « Il s'agit, dit un fonctionnaire du ministère de la santé, d'un danger énorme, car la population, dans ces lieux, est très disséminée, les services médicaux



moins bien implantés et souvent très déficients. Indépendamment de cette extension possible, toutes les conditions sont réunies pour que le mal reste endémique. » Il n'exclut pas non plus une possible contamination des pays voisins comme la Bolivie et le Brésil. Une opinion partagée par le coordinateur de Médecine sans frontières, M. Michel Van Herp.

## Effet dévastateur sur l'économie

Le gouvernement péruvien, après avoir pris une position très alarmiste, tente aujourd'hui de minimiser la réalité de l'épidémie. Cette attitude se traduit par un décalage de plus en plus important entre les chiffres cités par ses services et ceux avancés par des organisations bien implantées sur le terrain comme Caritas.

Le ministère de la santé n'annonce, ainsi, que cent dix cas pour la ville de Huacho, là où Caritas en dénombre six cent vingt-six. Le directeur de la santé de Caritas, José Lizarraga Trujillo, estime pour l'instant qu'il existe « dix gros foyers d'infection ». Le ministère de la santé a, pour sa part, annoncé que les chiffres ne seraient plus communiqués que deux fois par semaine.

La raison essentielle de ce revirement gouvernemental tient à l'effet dévastateur de l'épidémie sur l'économie du pays. L'image de ce restaurant spécialisé dans le ceviche se reconstruisant dans les grillades et changeant enseigne et décor en quelques jours est, certes, anecdotique.

Mais les exportations de poisson, légumes, fruits et fleurs sont presque totalement paralysées. Écou-

lop de pays – principalement latino-américains – n'ont pas eu la prudence de la CEE qui ne se prononce sur le sujet que le 15 mars et ont immédiatement interdit jusqu'à l'entrée des conserves péruviennes. Dans la ville même de Huacho, l'hôpital a dû supprimer une circulaire hâtivement rédigée demandant à la population de ne pas consommer de poisson dans un port de pêche, alors que, fût-il, est sans danger.

D'ores et déjà, quelques dizaines de millions de dollars ont été perdus. Le tourisme, vacillant depuis un moment en raison des menaces de terrorisme et d'insécurité, est pratiquement réduit à néant. La complexité de la situation rend incertaine toute prévision. « Nous aurons deux à quatre mois de toute manière très difficiles, dit le fonctionnaire du ministère de la santé, mais après, c'est de la futurologie. »

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Le G-CSF autorisé aux États-Unis. – La Food and Drug Administration (FDA) américaine a autorisé, jeudi 21 février, la mise sur le marché du G-CSF, une substance produite par génie génétique et capable, semble-t-il, de réduire le nombre d'infections survenant chez des patients cancéreux traités par chimiothérapie. Commercialisé sous le nom de Neupogen par la firme de biotechnologie californienne Amgen, le G-CSF (pour granulocyte-colony stimulating factor) agit en augmentant le nombre de globules blancs initialement détruits par la chimiothérapie. – (UPI)

## COMMUNICATION

Quatre banques alliées reprennent les actions de M. Maxwell

## Bouygues consolide son pouvoir à TF 1

Le groupe Bouygues renforce son emprise sur TF 1. Les 9,74 % du capital de la Une que Pergamon Press, filiale du groupe Maxwell, avait cédés à la surprise générale, le 4 février dernier, à la banque américaine Goldman Sachs, rejoignent des mains amies. Le Crédit lyonnais, la Société générale, la banque Indosuez ainsi que le groupe Worms et Cie se sont portés acquéreurs, au prix de 290 francs l'action, des 2 100 000 titres litigieux. Bouygues, qui avait assisté en justice le groupe Maxwell pour non-respect de la clause de préemption liant les actionnaires du « noyau dur » de la chaîne, s'est désisté en cours d'audience, jeudi 22 février, le référent étant selon son avocat, Me Bousquet, « devenu objet » (le Monde du 21 février).

La procédure judiciaire n'est pas achevée pour autant. M. Robert Maxwell, qui n'avait pas caché à plusieurs reprises son irritation à l'égard des dirigeants de TF 1, poursuit – symboliquement – son combat. Après avoir réaffirmé la « parfaite bonne foi » et la licéité de la cession des actions à Goldman Sachs, l'avocat du magnat britannique, Me Didier a dénoncé en cours d'audience le « stratagème » et le « détournement de procédure » du groupe Bouygues. L'assignation en référé et la demande de mise sous séquestre des actions n'avaient pas d'autres buts, selon l'avocat, que de contraindre la banque d'affaires américaine à revendre ses titres dans de mauvaises conditions. Me Didier a donc demandé pour son client 50 000 francs de dommages et intérêts à chacune des sociétés Bouygues et TF 1. Verdict du tribunal de commerce de Paris, lundi 25 février.

Encore brouillés, les deux principaux protagonistes de l'affaire peuvent toutefois afficher quelques motifs de satisfaction. En faisant appel à Goldman Sachs et en laissant planer un doute sur la destination finale des actions, M. Maxwell, qui a un urgent besoin de liquidités, a contraint les alliés du groupe Bouygues à agir en quelques semaines. Moins brutale, la Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF) qui cherche des repreneurs à ses 5,9 % du capital de TF 1, attend elle depuis huit mois. Quand à Bouygues, il a évité le pire et empêché que des mains

ennemies n'entrent au capital d'une chaîne qu'il dirige sans partage. Avec 1 260 000 titres achetés, le Crédit lyonnais (via sa filiale Clinvest) se hisse au deuxième rang des actionnaires de TF 1 (7,3 % du nouveau capital), ce qui devrait lui valoir d'entrer à son conseil d'administration. La Société générale renforce sa présence au tour de table de 300 000 actions supplémentaires. Indosuez (170 000 titres) et MM. Worms et Cie (150 000) se contentent d'un geste plus symbolique. Ces groupes financiers qui s'ambitionnent pas de jouer un rôle actif dans la gestion de la chaîne, occupent désormais une place déterminante dans le capital.

Reste à obtenir l'aval du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) à ces mouvements sur le capital de TF 1. Simple formalité a priori, puisque les banques acétieuses font toutes partie du tour de table de la Une depuis sa privatisation.

P.-A. G.

## Canal Plus entre dans le capital de Lyonnaise Communications

Canal Plus va prendre 5 % du capital de Lyonnaise Communications et 15 % de la chaîne Paris-Prémière, diffusée sur les réseaux d'Ile-de-France de la filiale ciblée de Lyonnaise-Dumex. Canal Plus renforce ainsi ses liens avec les câblo-opérateurs, puisque la chaîne cryptée détient déjà 3 % de Communication Développement (groupe Caisse des dépôts) et 5 % de la CGV-Télé-service (groupe Générale des eaux), et que les quatre partenaires exploitent en commun des chaînes thématiques (le Monde du 15 décembre).

L'accord prévoit aussi que Canal Plus sera diffusée en norme D2 MAC sur les réseaux de Lyonnaise Communications, dont Paris. L'abonné pourra ainsi choisir entre recevoir Canal Plus en Scam, avec son décodeur classique et au prix habituel, ou profiter d'un léger rabais en s'équipant d'un décodeur Visiopass pour le D2 MAC, qui permet en même temps l'accès aux nouvelles chaînes payantes diffusées par Lyonnaise Communications.

## WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS  
Samedi 23 février  
Drouot-Richelieu, 11 heures et 14 heures : photographies, appareils photographiques ; 14 heures : mobilier, bibelots ; 15 heures : argenterie, orfèvrerie ; 16 heures : tapis d'Orient.

ILE-DE-FRANCE  
Samedi 23 février  
Corbeil, 14 heures : timbres ; Le Raincy, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Verrières, 20 h 30 : montres, briquets.

Dimanche 24 février  
Fontainebleau, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Joigny, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Nogent-le-Rotrou, 14 heures : mobilier, porcelaine ; Provins, 14 heures : tableaux modernes ; Sens, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Verrières, 11 heures : livres ; 14 h 30 : tableaux modernes.

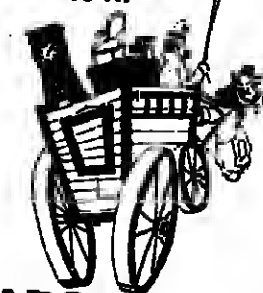
PLUS LOIN  
Samedi 23 février  
Bergame, 14 heures, mobilier, objets d'art ; Marseille Prado, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Montpellier, 14 heures : mobilier, objets

d'art ; Rouen, 15 heures : affiches ; Saint-Etienne, 10 heures : colportages ; 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Soissons, 14 h 30 : livres ; Vendôme, 14 h 30 : cartes postales.

Dimanche 24 février  
Angoulême, 14 h 30 : art nouveau, art déco ; Ambagne, 14 h 30 : tableaux modernes ; Anrillac, 10 heures : cadres ; 14 heures : mobilier, objets d'art ; Bernay, 14 h 15 : cartes postales, affiches ; Coutances, 14 h 30 : art d'Asie ; La Flèche, 16 heures : tableaux modernes ; Marseille Castellane, 14 h 30 : Orient, Extrême Orient ; Montauban, 14 h 30 : tableaux modernes ; Nancy, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Troie, 14 heures : mobilier, tableaux ; Vendôme, 14 h 30 : linges, dentelles ; Saint-Cast, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Vitry-le-François, 10 heures : tableaux ; 14 heures : mobilier, armes.

FOIRES ET SALONS  
Paris, parc floral de Vincennes, Suresnes, Pont-Audemer, Joigny (dimanche seulement).

## FOIRE LA FERRAILLE DE PARIS

ANTIQUITÉS - BROCANTE  
22 au 24 FÉVRIER 1991  
10 H. - 19 H.

on y chine  
on y mange  
on y boit  
Bois de Vincennes

PARC FLORAL DE PARIS

Organisation : SADERMA - Tél. : 45 85 01 85  
25, Quai de la Gare, C.E. 16, 75044 PARIS Cedex 13

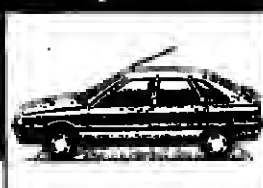
Il y a les exploits dont vous rêvez.



Et ceux dont vous profitez.

Copier l'un des plus beaux modèles, c'est quand le rêve devient réalité. Pourquoi continuer à rêver de financements auto, alors que la Diac accompli chaque jour pour vous des exploits financiers que vous n'imaginiez même pas possibles. Par exemple, jusqu'au 31 mars 91, la Diac vous offre une location avec option d'achat sur Renault 21 - 4 et 5 portes. Ainsi, 21 TL : un versement initial de 19500 F, 1000 F de plus par mois, majorés de 11700 F de dépôt de garantie. Renault 21 TL, 4 et 5 portes, 1000 F de plus par mois, majorés de 11700 F de dépôt de garantie. Renault 21 TL, 4 et 5 portes, 1000 F de plus par mois, majorés de 11700 F de dépôt de garantie. Renault 21 TL, 4 et 5 portes, 1000 F de plus par mois, majorés de 11700 F de dépôt de garantie.

Diac. L'exploit financier.



DANS TOUT LE RESEAU RENAULT PARIS - ILE-DE-FRANCE

مكتبة من الأدب



## DANSE

## Pina avant Bausch

Reprise de la première œuvre majeure de la chorégraphe allemande

IPHIGÉNIE EN TAURIDE à l'Opéra Garnier

Avec *Iphegéné en Tauride*, chorégraphe sur l'opéra de Gluck, on a pu constater mardi soir à l'Opéra Garnier, plein à craquer, ce que l'on savait sans jamais l'avoir vu : Pina Bausch était et excellait à chorégrapier sur les musiques et les opéras des compositeurs classiques. La chorégraphe s'était déplacée avec l'orchestre de Wuppertal, dirigé par Helmuth Sann, solistes et chorégraphes compris, parfaits.

## Images réussies

En 1974, quand Pina Bausch crée *Iphegéné en Tauride*, elle vient de prendre la direction de l'Opéra de Wuppertal. Elle est loin d'être une débutante : en 1962, elle avait rejoint la nouvelle compagnie que Kurt Jons avait fondée à Essen. Avec lui elle a enseigné à la Folkwangschule et chorégraphié pour la compagnie.

*Iphegéné* est sa deuxième création à Wuppertal : elle suit pas à pas les récitatifs des héros et les chœurs par lesquels l'action progresse. La danse y est omniprésente, tantôt dire que le public de Garnier savourait en connaissance. Fluide, sinuose, avec des bras magnifiques, tant chez les femmes que chez les hommes, cette danse folle parfois la pantomime, l'illustration. Elle prend appui sur le texte, le mot, avec un plaisir apparent. Mais déjà la force de la chorégraphe réside dans le traitement



Malou Aïraud dans « Iphegéné en Tauride », de Pina Bausch

psychologique qu'elle réserve aux personnages et dans sa manière d'incorporer la danse, et plus large-

ment le mouvement, à une scénographie qui allait devenir la signature de son génie, ou plutôt de

l'immense travail qu'elle effectuait, avec Rolf Borzik à son côté.

Malgré l'absence des énormes moyens financiers d'aujourd'hui, que d'idées, que d'images réussies : les mœurs dans la baignoire (ceux d'Agamemnon et de Clytemnestre), l'arrivée d'Oreste et de Pylade baignant dans une lumière d'écorchés à la Rembrandt, le quatrième acte dans son entier, avec la préparation du sacrifice, l'autel jonché de marguerites, la beauté et la justesse des éclairages.

Le personnage d'Iphegéné ne quitte quasiment pas la scène : elle devine, elle pressent, elle désespère, mais toujours combat. L'amitié qui unit Oreste à Pylade est l'objet de ducs très intenses et charnels parmi lesquels, peu à peu, l'Iphegéné se glisse. Hymne glorieux à la jeunesse triomphante, à l'amour fraternel. Relation triangulaire d'autant plus émuante que Malou Aïraud (Iphegéné), Dominique Mercy (Oreste) et Ed Korthaus (Pylade) représentent ici des rôles qu'ils créent, il y a dix-sept ans, à Wuppertal.

Que serait devenue Pina Bausch si elle avait continué à chorégrapier des partitions musicales existantes ? Après avoir vu *Iphegéné*, on émet l'hypothèse suivante : c'est en cassant son rapport privilégié et amoureux à la musique classique et à l'opéra — disons à partir de *Barbe-Bleue* en 1977 — en écartant ses propres livres avec ses danseurs, que la chorégraphe a trouvé en quelques années, à peine, sa geste originale, à joindre ses propres mythologies. Le théâtre dansé de Pina Bausch est l'opéra du vingtième siècle.

DOMINIQUE FRÉTARD  
Les 22 et 23, à 19 h 30.

## La mort de Margot Fonteyn

Une ballerine de cristal

La danseuse britannique Margot Fonteyn est morte, jeudi 21 février à Panama, des suites d'un cancer. Elle était âgée de soixante et onze ans.

Margot Fonteyn était une ballerine de cristal, comme d'autres sont des ballerines d'acier ou de velours. Tout en elle était élégance, raffinement, fragilité (apparente ?) et pudor. A commencer par un visage candide aux grands yeux noirs, au nez délicatement retroussé, une taille peu élevée mais de proportions idéales. D'une précision frôlant la perfection, sa technique ne fut jamais spectaculaire : elle hâssait, d'ailleurs, tout ce qui ressemblait à ces exhibitions de cirque que trop de danseuses cherchent à privilégier la sensibilité, la musicalité. Tant de discrétion lui fut parfois reprochée : les mauvaises langues (françaises, bien sûr) déclarèrent qu'elle était « la seule ballerine au monde à pouvoir danser la Belle au bois dormant sans renverser sa tasse de thé ». Elle eut été, par-dessus tout, la plus grande danseuse anglaise de ce siècle, suscitant dans son pays une idolâtrie qui se manifesta encore l'an dernier, lors d'un gala à son bénéfice où parurent plusieurs étoiles internationales.

De son vrai nom Peggy Hookham, elle naît le 18 mai 1919, à Reigate, et commence à étudier la danse lorsque les aînés familiaux la conduisent à Shanghai, où elle peut cependant continuer à travailler sous la direction de George Goncharov. De retour à Londres, elle est l'élève d'Aschewitz et de l'école du Sadler's Wells. Elle débute en 1934, et se voit confier dès l'année suivante son premier grand rôle dans *Le Baiser de la fée*.

de Frédéric Ashton, chorégraphe dont elle créa par la suite la plupart des ouvrages. C'est le rôle de la princesse Aurore dans *La Belle au bois dormant* qui lui apporte, en 1946, une réputation internationale : sa carrière est liée à l'histoire du Sadler's Ballet, devenu ensuite le Royal Ballet, où elle interprétera tous les grands rôles du répertoire classique. Mais elle sait parfois s'échapper, par exemple au bénéfice de Roland Petit, qui en fait une chatte blanche inoubliable dans *Les Femelles de la nuit*, en 1948.

## Un jeune dieu nommé Nource

Au début des années 60, elle songerait peut-être à la retraite si ne surgissait un jeune dieu nommé Rudolph Nource, qui vient d'accomplir le retentissant « saut de la liberté » que l'on sait. La Franco, pour raisons diplomatiques, ne souhaite pas le garder. A Londres, Margot Fonteyn le protège, l'impose, et connaît, grâce à lui, un « second souffle » éblouissant : ils formeront, malgré leur différence d'âge, une sorte de couple idéal de la scène dansante internationale, déchaînant partout l'enthousiasme (à Londres, des abonnements spéciaux devront être organisés pour leurs apparitions). Marguerite et Armand, *Roméo et Juliette*, *Paradis perdu*, illustrant cette langue idylle artistique.

Marité à Roberto Arias, ambassadeur de Panama à Londres, Dame Margot avait achevé de conquérir les cœurs de ses admirateurs en signant le diplomate, devenu infirme à la suite d'un attentat.

SYLVIE DE NUSSAC

## VENTES

## La saga de « la Gazette »

Le centenaire de l'hebdomadaire de l'hôtel Drouot

« LA GAZETTE » A CENT ANS à la mairie du neuvième arrondissement

1891 : Zola publie *l'Argent*, Rimbaud meurt à Marseille et Gauguin, avoût de l'embarquer pour Tahiti, met treize toiles en vente à Drouot. La vente s'élève à 9 635 francs. Les acheteurs s'appellent Natanson, Degas, Manfréd. Nouveau témoin de ces enchères, *l'Hôtel Drouot*, rebaptisé dès le quatorzième numéro la *Gazette de l'Hôtel Drouot*, sorte de déclaration d'indépendance face aux commissaires-priseurs. « Nous sommes un journal de renseignements pratiques et rien de plus, et nous voulons rester neutres dans toutes les questions qui parfois sont soulevées entre amateurs et experts », lit-on dans la « profession de foi » de cette revue fondée par Fernand Fau, un fils de famille qui a obtenu la concession touristique de l'opéra de Biskra, en Algérie.

Jusqu'en 1967, la *Gazette* restera une affaire familiale. Aujourd'hui, cent ans ont passé et l'hebdomadaire des ventes publiques donne pudiquement ses références : l'en-

semble de la collection 1990 s'aligne sur une largeur de 45 centimètres — contre 3 en 1967, — le tirage hebdomadaire atteint 75 000 exemplaires avec un volume moyen de 224 pages.

A l'occasion de cet anniversaire, la mairie du neuvième arrondissement, située en face de l'hôtel Drouot, accueille une exposition coquette et réalisée par Christian Bailly, directeur d'un Musée de la presse en attente de subventions. C'est mioc, très mince : panache placardé de gazettes agrandies, itinéraire fastidieux censé évoquer les temps forts du journal : 1891, époque où les curiosités côtoient les objets utilitaires ; 1897 et la disparition de la collection des Goncourt ; 1912 et la vente Doucet, qui rapporte au coureur 14 millions de francs-or, « soit quatre fois ce que les objets avaient coûté ». La période contemporaine est évoquée par une affiche rappelant l'ouverture de Drouot-Montaigne en 1987, date qui marque une petite révolution au sein du journal : des cartes, quadrichromes. Mais le centenaire ne semble pas peser sur cette publication sans âge.

LAURENCE BENAÏM  
6, rue Drouot, 75009. Jusqu'au 28 février.

## THÉÂTRE

## L'assistance des étoiles

Une pièce d'Anouilh, sciemment noire et méchante, éclairée par Sophie Marceau

EURYDICE au Théâtre de l'Œuvre

« Orphée chante, les pierres s'élèvent, et l'on voit grandir les murs d'un sanctuaire » : Paul Valéry nous rappelle qu'Orphée, fils d'Apollon, était capable, sans le secours de leviers, de poulies, d'ouvriers maçons, de découper, d'animer, d'assembler, les blocs de marbre et de pierre : à elles seules, les ondes de sa voix et de sa lyre bâtissaient des temples. « Les architectes perpétuaient les songes », ajoute Valéry.

Ce n'est pas tout. Il a tous les dons, Orphée. Eschyle, Ovide, Virgile, le sacré poète, astronome, philosophe... Sur quoi va se greffer le deuxième mystère, odieux, celui d'Eurydice. Elle aime Orphée d'amour fou. Afin d'échapper aux bras d'un autre homme, Aristée, elle se sauve à toutes jambes, tombe sur un serpent, qui la pique. Elle meurt. Orphée descend aux Enfers, et il va pouvoir reconquérir sa femme dans la vie s'il se retourne pas pour la regarder. Il se retourne, et la perd à jamais.

Cet Orphée qui fait voler les

montagnes, cette Eurydice rejetée à la mort par le regard de l'amour ou « ressuscitée » dramaturges, musiciens, peintres. Lope de Vega, Calderon, Monteverdi, Gluck, Haydn, Liszt, Le Tintoret, Poussin, Delacroix... Souvent des chefs-d'œuvre, comme irradiés d'émotion par la charge spirituelle du propos.

« Un filet d'amertume très âcre »

Cela jusqu'à un sombre soir de 1858 où Jacques Offenbach, avec son talent habituel, joue les affreux joies : dans son *Orphée aux Enfers*, Orphée détecte Eurydice, laquelle est presque une Messaline, et c'est un méchant coup de pied au tibia qui fait se retourner Orphée. Tout à l'avenant.

En 1941, l'*Eurydice* que donna Jean Anouilh est un peu la cousine germane de l'opérette d'Offenbach. Même massacre des saintes images. Le père d'Orphée est devenu une ruine d'homme, qui radote sur les menus des restaurants à prix fixe. Orphée n'est pas grand-chose ou plus, il joue de la flûte aux terrasses des brasseries. Eurydice est une petite théâtrale, pas trop regardante sur ses compe-

gnons de nuit. Cette *Eurydice*, comme plusieurs autres pièces de Jean Anouilh, est un comble de pessimisme. François Mauriac, qui prenait la défense d'Anouilh parce qu'il soutenait, par principe, tous les Bordelais, admettait, sous ce théâtre, « un filet d'amertume très âcre ». C'est bien dit, mais l'amertume, souvent, frise le sordide. Anouilh, sincèrement, voyait tout en noir, c'est son droit, même les bois qui, sous la harpe d'Orphée, s'emplissent de lumière. L'autre exclusivité d'Anouilh est qu'il emploie le théâtre, avant tout, délibérément, comme un instrument à manipuler l'auditoire : un instrument souple, percutant, efficace. Situations et dialogues d'Anouilh sont des vibrations qui excitent la peau, les nerfs, les zones sensibles élémentaires.

Jean Anouilh n'aura cessé de promouvoir, de soutenir, des auteurs comme Ionesco ou Beckett, et tout se passe comme si son rayon de pessimisme, son rayon de la mort, se retournait contre lui, lui faisant écrire des choses qui ne sont pas rien, puis, qu'elles sont d'Anouilh, mais qui rescent les pâquerettes, à force de

ralance et de massages épidémiques. Georges Wilson, avec l'appui de sa « haute stature » comme disait Vilar, prend un plaisir évident à bien éclairer les ruses du dialogue et à buriner les misères du papa d'Orphée. Lambert Wilson donne au sous-Orphée d'Anouilh sa belle présence, son charme franc, et cet art à la fois ferme et raffiné qui lui est particulier, comme si une intelligence scrupuleuse, pas pesante, « était » très vite tout ce qu'il fait, tout ce qu'il dit. Catherine Rouvel et Robert Pary jouent très bien un duo de énamorés ambulants, débranchés, drôles. Maxence Mailfort est l'envoyé spécial anonyme de la mort : courtis, discret, élégant, et comme secrètement « aimanté ».

Sophie Marceau joue Eurydice. C'est heureux. A cette pièce sciemment poulieuse et méchante, cette actrice apporte une clarté, un naturel, une modération, pas exactement une ingénuité mais une « volonté d'absence » en retrait de ces gadoues et de ces verberies. Plutôt que l'*Eurydice* passive de Jean Anouilh, Sophie Marceau semble avoir choisi celle, plus attachante, de Monteverdi, à qui Orphée peut chanter : « Laisse-moi t'entraîner avec moi, nous irons revoir les étoiles ».

MICHEL COURNOT

► A 20 h 45, du mardi au samedi, matinées dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-42-52.

## CINÉMA

## Retour vers le présent

Une extraordinaire histoire vraie transformée en mélo standard

L'ÉVIL de Penny Marshall

Fascinante histoire que celle de ces New-Yorkais atteints d'un mal étrange dans les années 20, qui furent hospitalisés dans un hôpital-dépôt du Bronx où ils vieillirent à l'état d'ectoplasmes figés, apparemment inconscients. Jusqu'à ce qu'en 1969, un médecin trouve une parade chimique et les ramène à la vie. Avant de redouter, ils eurent le temps de découvrir le monde tel que plusieurs décennies l'avaient changé. Si cette histoire n'avait pas été vraie (lire encadré ci-dessous), il aurait fallu l'inventer, et en faire un film. Malheureusement, cette bonne idée a paru suffire aux concepteurs de *L'Évil*, qui se sont contentés de la faire cahoter dans les plus habituelles ornières du

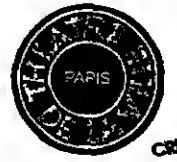
mélo hollywoodien. Le bon docteur lunaire face à sa hiérarchie bornée, la romance avec l'infirmière dévouée, Randy Newman (qui signe la musique) transformé en fabricant de mélo, et le cameraman traquant la larme sur le visage zébré de la brave maman du malade, celui que les lois du scénario imposent de distinguer parmi les patients pour la sacro-sainte identification.

Ce malade, c'est Robert De Niro. Un cas inquiétant (pas le malade, le comédien) : comment le fabuleux interprète de Scorsese et quelques autres grands peut-il se laisser aller à ce festival de grimaces et de poses. Sans doute la jeune réalisatrice Penny Marshall n'a pas fait le poids face à la star. Elle se fait d'ailleurs pas grand-chose. Mais, on le sait, les personnages « perturbés », fous, alcooliques, infirmes

(les *Enfants du silence*) ou autistes (*Rain Man*) sont de bons vecteurs pour la course aux Oscars (De Niro est d'ailleurs « nommé »). A côté de lui, Robin Williams, dans la sobriété n'est pas la qualité première, paraît presque économe en médecin au cœur gros comme un camion. Mais, de scène standard en réplique attendue, tout ce que l'aventure avait d'exceptionnel s'engaine irrémédiablement.

JEAN-MICHEL FRÉDOND

► Rectificatif. — La photo publiée dans le *Monde* du 20 février illustrant l'article consacré à l'exposition « Le monde de Proust » est celle de la comtesse de Greffulhe et non celle de la comtesse de Chevi-gé.



A PARTIR DU 28 FÉV 20H30

LA DUCHESSE DE MALFI

JOHN WEBSTER

texte français

Claude Duneton

mise en scène

Mathias Langhoff

LOC. 42 74 22 77

2 PL DU CHATELET PARIS 4°

des musées  
héologiques au Koweïtrepasser  
orphelins de







CARNET DU Monde

Naissances

François OLIVIERES  
et son épouse Kristin,  
née Scott Thomas,  
nisi que Hannah,  
sont heureux d'annoncer la naissance de  
Joseph,  
né à Paris, le 17 février 1991.

Décès

M<sup>me</sup> Christiane Jarnes-Autin,  
Sandrine et Angélique,  
ses filles,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Gruet,  
M. et M<sup>me</sup> Stephan Autin,  
ses enfants,  
Tristan, Nathalie, Bénédicte et  
Bertrand,  
ses petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Veyron  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Micheline-Marie Autin,  
M. et M<sup>me</sup> Claude Claude  
et leurs enfants,  
Ses sœurs, beaux-frères, neveux et  
nièces,  
Le docteur Pierre Luthia,  
son oncle,  
Les familles Javillier, Bataille, Stan-  
villain, Noyrey, Aulagnon, Le Riche,  
Verdoux et Devallois,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Jean AUTIN,  
inspecteur général  
des finances honoraire,  
commandeur de la Légion d'honneur,  
survenu le 20 février 1991 à l'âge de  
soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
mardi 26 février, à 10 h 30, en l'église  
Saint-Pierre de Chaillot, avenue Mar-  
ceau, Paris-16<sup>e</sup>, suivie de l'inhumation  
dans l'intimité au cimetière du Mont-  
parnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à  
l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm,  
Paris-5<sup>e</sup>. Pour la recherche sur le  
cancer.

19, avenue du Président-Wilson,  
75016 Paris.

Le président et le conseil d'adminis-  
tration de Media Participations  
ont le regret de faire part du décès de  
Jean AUTIN,  
président de Dargaud.

A sa famille, à ses amis, à ses colla-  
borateurs, ils expriment leur tristesse et  
leur sympathie.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à  
l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm,  
Paris-5<sup>e</sup>. Pour la recherche sur le  
cancer.

La direction générale de Dargaud  
Editeur,  
La direction générale de Rustica,  
La direction générale de Dargaud  
Films,  
L'ensemble du personnel de nos  
sociétés,  
ont la tristesse d'annoncer le décès de  
leur président,  
M. Jean AUTIN,  
survenu le 20 février 1991.

Il prie sa famille de trouver ici  
leurs sentiments émus.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à  
l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm,  
Paris-5<sup>e</sup>. Pour la recherche sur le  
cancer.

Le conseil d'administration de  
l'Ecole normale de musique de Paris  
Alfred Cortot,  
Le directeur général,  
Le personnel,  
Les professeurs,  
Les élèves,  
ont la douleur de faire part du décès de  
leur président,  
Jean AUTIN,  
survenu le 20 février 1991.

Les obsèques auront lieu le mardi  
26 février, à 10 h 30, en l'église Saint-  
Pierre de Chaillot, avenue Marceau,  
Paris-16<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à  
l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm,  
Paris-5<sup>e</sup>. Pour la recherche sur le  
cancer.

Le président du conseil d'adminis-  
tration,  
Les administrateurs,  
Le directeur et les professeurs  
de l'Ecole des hautes études internatio-  
nales,  
de l'Ecole des hautes études politiques  
et sociales,  
ont la douleur de faire part du décès du  
vice-président de son conseil d'adminis-  
tration,  
M. Jean AUTIN,  
commandeur de la Légion d'honneur,  
commandeur de l'Ordre national  
du Mérite,  
inspecteur général des finances  
honoraire,  
membre de l'Académie des sciences  
d'outre-mer,  
survenu le 20 février 1991.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à  
l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm,  
Paris-5<sup>e</sup>. Pour la recherche sur le  
cancer.

Les membres du conseil d'adminis-  
tration et l'ensemble du personnel du  
Bureau de vérification de la publicité,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
leur président,  
Jean AUTIN.

Les obsèques auront lieu le mardi  
26 février 1991, à 10 h 30, en l'église  
Saint-Pierre de Chaillot, avenue Mar-  
ceau, Paris-16<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à  
l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm,  
Paris-5<sup>e</sup>. Pour la recherche sur le  
cancer.

(Le Monde du 21 février.)

Olga Grizout,  
Anikine,  
Michèle et Yves Bremond,  
leurs enfants et petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
leur père, grand-père et arrière-grand-  
père,  
Alexandre ANIKINE,  
survenu le 13 février 1991.

M<sup>me</sup> Jacques Aurenche,  
son épouse,  
Olivier et Marie-Laure Aurenche  
et leurs enfants,  
Nicole et Gérard Schoch  
et leurs enfants,  
Patrick et Lora Aurenche,  
Jérôme et Colette Aurenche  
et leurs enfants,  
Thierry et Brigitte Aurenche  
et leurs enfants,  
Ses enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Marie Aurenche,  
sa sœur,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Jacques AURENCHÉ,  
survenu le 17 février 1991 dans sa qua-  
rante-troisième année.

Selon sa volonté, l'inhumation a eu  
lieu à Ploz dans l'intimité familiale.

83, rue Chazière,  
69004 Lyon.  
Les Murières,  
07190 Saint-Sauveur-de-Montagnat.

Le 14 février 1991, nous a quittés,  
dans sa quatre-vingt-troisième année, à  
l'hôpital de Neuilly,  
Maurice DANSETTE,  
HBC,  
notaire honoraire.

Ses cendres seront dispersées, selon  
son vœu, au large de cet Océan qu'il  
aimait.  
De la part de  
Sa femme,  
Ses enfants et petits-enfants,  
Son frère  
Et de toute la famille.

174, boulevard Périère,  
75017 Paris.

M<sup>me</sup> Pierre Desfontaines,  
son épouse,  
M<sup>me</sup> A. Desfontaines,  
M. et M<sup>me</sup> François Desfontaines,  
M. et M<sup>me</sup> Claude Guizard,  
M. et M<sup>me</sup> J.-M. Desfontaines,  
ses petits-enfants, ses beaux-enfants, et  
toute sa famille,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M. Pierre DESFONTAINES,  
survenu le 8 février 1991 à Sainte-Foy-  
la-Grande (Gironde).

Une messe en sa mémoire sera célé-  
brée à 10 heures, en l'église Saint-Au-  
gustin, à Paris, le 28 février.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

L'inhumation aura lieu au cimetière  
de Néville (Seine-Maritime), dans l'in-  
timité familiale.

M<sup>me</sup> Danielle Ledermann,  
Judith et Jérôme,  
ses enfants,  
Les familles Ledermann, Libine,  
Sussierak, Josephberg, Rusinovich,  
Rendler,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Samuel LEDERMANN.

L'inhumation a eu lieu le 18 février  
1991, au cimetière israélite de Luné-  
ville.

42, rue Sébastien-Keller,  
54300 Lunéville.

M. et M<sup>me</sup> Louis Marx,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Marx,  
M. et M<sup>me</sup> Bernard Weisgerber,  
leurs enfants et leurs petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Jacques MARX,  
née Jacqueline Faure de Larivière,  
survenue à Marseille, le 11 février 1991,  
à la veille de ses quatre-vingt-quinze  
ans.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-  
tion ont eu lieu dans l'intimité, à Sal-  
laines (Orléans), le 14 février.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue Cimara,  
75116 Paris.  
302, rue Paradis,  
13008 Marseille.  
102, rue de Verdun,  
68100 Mulhouse.

M<sup>me</sup> André Morel,  
sa sœur,  
Et sa famille,  
ont la douleur d'annoncer le décès de  
Christiane MOREL,  
professeur au lycée Jean-Renoir,  
à Bondy.

survenu le 20 février 1991, à l'âge de  
cinquante-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le lundi 25 février, à 10 h 30, en l'église  
Saint-Bernadette, 39, rue Pierre-Loti,  
à Champigny-sur-Marne.

11, rue Frémin,  
93140 Bondy.

Saint-Didier-au-Mont-d'Or  
(Rhône).

M<sup>me</sup> Georges Vaisière,  
son épouse,  
M<sup>me</sup> Jean-Jacques, Jean-Pierre,  
Jean-Noël, Franck Vaisière,  
ses enfants,  
et leurs familles,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Georges VAISIÈRE,  
survenu le 20 février 1991, à Saint-Di-  
dier-au-Mont-d'Or, dans sa soixante-  
dix-septième année.

La cérémonie religieuse aura lieu  
samedi 23 février, à 11 heures, en  
l'église de Saint-Didier-au-Mont-d'Or,  
suivie de l'inhumation dans le caveau  
familial, à Ecully.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Parc,  
chemin des Esses,  
69370 Saint-Didier-au-Mont-d'Or.

Anniversaires

Il y a cinq ans, le 23 février 1986,  
Mathias GALEY  
nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu et aimé  
aient, ce jour, une pensée pour lui.

Nîmes.

Il y a neuf ans,  
Magali GAUTIER  
disparaissait en montagne.

Le 22 octobre 1986, son père,  
Jacques GAUTIER,  
la rejoignait.

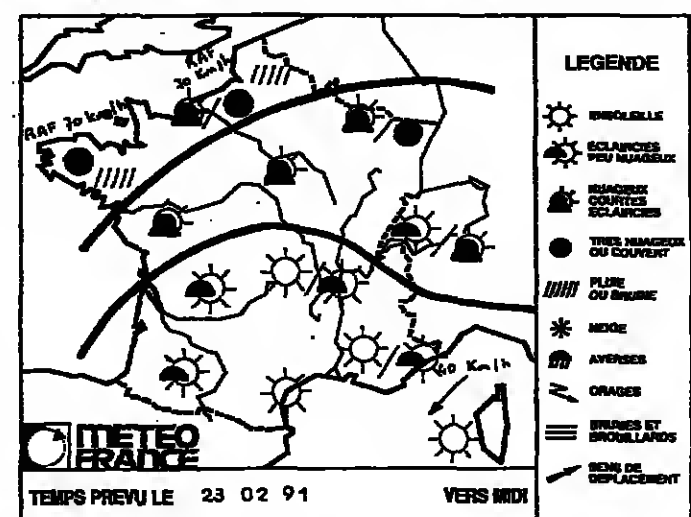
Leur souvenir nous accompagne.

Sciences pour demain. - L'uni-  
versité européenne de Paris orga-  
nise un colloque sur ce thème, les  
23 et 24 février, à la Sorbonne.

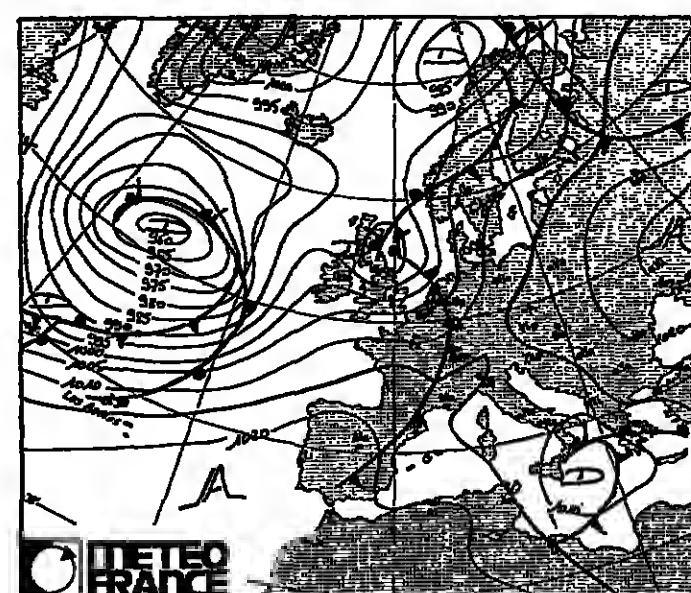
Renseignements auprès de  
l'UEP, 32, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-  
Serbie, 75008 Paris. Tél. : (1)  
47-23-47-28.

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le samedi 23 février  
Perturbé sur les côtes de la Manche et, d'une manière générale,  
des nuages sur la moitié nord, bien ensoleillé sur la moitié sud



SITUATION LE 22 FÉVRIER 1991 À 0 HEURE TU



Le temps reste calme et assez doux  
avec de belles éclaircies dans l'ensem-  
ble.

Dimanche : nuages au Nord-Ouest,  
soleil ailleurs. - Sur le Nord-Ouest, de  
la Bretagne au Nord, le ciel sera très  
nuageux à couvert et donnera quelques  
précipitations. Ailleurs, le matin,  
brumes et brouillards devraient se dis-  
siper assez facilement, laisser place à de  
belles éclaircies avec un petit vent de

secteur sud. Cependant quelques  
nuages pourront se développer sur la  
Corse et la Côte d'Azur.

Les températures minimales iront de  
0 à 4 degrés sur l'Est, 4 à 8 degrés sur  
l'Ouest et les régions méditerrané-  
ennes.

Les maximales atteindront 14 à  
17 degrés sur les régions méridionales,  
9 à 13 degrés ailleurs.

PRÉVISIONS POUR LE 24 FÉVRIER 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxime - minime et temps observé  
le 21-02-1991 à 8 heures TU et le 22-02-91 à 8 heures TU

FRANCE	TOURS	10	2	D	LOS ANGELES	24	11	N
AJACCIO	15	6	0	N	LUXEMBOURG	8	2	D
BARCELONE	17	6	N	N	MADRID	12	2	B
BORDEAUX	15	4	0	N	MARRAKECH	17	11	D
BOULOGNE	15	2	0	N	MEXICO	27	9	B
BREST	10	7	A	N	MILAN	8	-2	D
CAEN	8	1	D	N	MONTREAL	5	-1	A
CHERBOURG	8	3	N	N	MOSCOW	0	-1	C
CLERMONT-FR	15	4	D	N	NAIROBI	29	21	D
DIJON	13	3	B	N	NEW-YORK	17	3	0
GRENOBLE	15	1	C	N	OSLO	6	1	P
LYON	12	2	B	N	PALMA-DE-MAJ	15	6	0
LIMOGES	12	2	B	N	PEKIN	0	-12	0
LISE	14	4	N	N	RIO-DE-JANEIRO	23	23	D
MADEIRA	15	4	0	N	ROME	11	10	D
NANCY	15	2	0	N	SINGAPORE	32	24	C
NANTES	10	4	0	N	STOCKHOLM	3	0	D
NICE	14	8	D	N	SYDNEY	25	22	N
PARIS-MONTS	7	3	D	N	TOKYO	10	1	D
PAU	17	4	N	N	TUNIS	14	11	0
PERPIGNAN	14	9	C	N	YAKUTSK	2	-3	D
RENNES	9	4	0	N	YERKINE	12	7	C
STRASBOURG	11	1	C	N	YERKINE	8	-4	N

A = averse, B = brume, C = ciel couvert, D = ciel dégagé, N = nuageux, O = orage, P = pluie, T = tempête, \* = neige

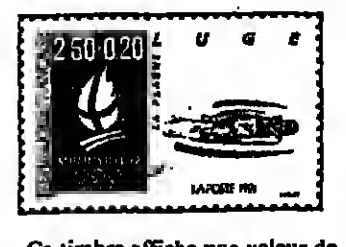
TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale  
moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

Albertville 92 :  
luge à La Plagne

La Poste mettra en vente géo-  
ral, lundi 4 mars, un timbre-poste  
à surtaxe d'une valeur de  
2,50 F + 0,20 F consacré à  
l'épreuve de luge qui se déroulera à  
La Plagne lors des prochains Jeux  
olympiques d'Albertville en 1992.



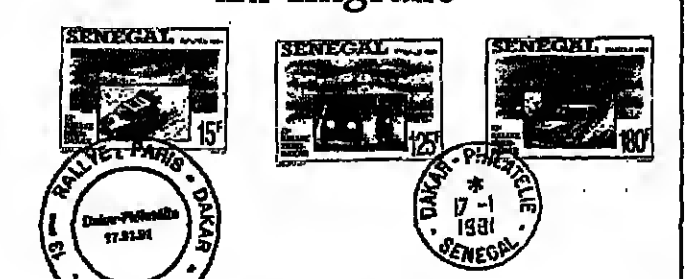
Ce timbre affiche une valeur de  
2,50 F, au lieu de 2,30 F pour les  
précédentes figurines de la même  
série, émises antérieurement, et  
préfigure ainsi la prochaine hausse  
du tarif « lettre » urgent. Le mon-  
nat de la surtaxe de 0,20 F,  
inchangé, doit permettre à la  
Croix-Rouge, à laquelle il sera  
entièrement reversé, de financer la  
couverture sanitaire et médicale  
des Jeux.

Le timbre, au format horizontal  
36 x 22 mm, conçu par Charles  
Bridoux, gravé par Pierre Béquet,  
est imprimé en taille-douce en  
feuilles de cinquante.

► Vente anticipée à Mécot-La-  
Plagne (Savoie), les 2 et 3 mars,  
de 9 heures à 18 heures, au  
bureau de poste temporaire  
« premier jour » ouvert à la Ga-  
lerie de la Cheminée : la 2<sup>e</sup> mar-  
che de 9 heures à 12 heures, au  
bureau de poste de Mécot-La-  
Plagne (boîte aux lettres spé-  
ciale).

Rubrique réalisée  
par la rédaction  
du Monde des philatélistes  
5, rue Antoine Bourdelle  
Tél. : 40-65-29-27

En filigrane



« Journées de l'Académie de  
philatélie. - Comme chaque  
année, l'Académie de philatélie  
organise, le samedi 2 mars 1991,  
une séance publique gratuite au  
cours de laquelle des membres  
titulaires et correspondants pré-  
senteront à l'aide de diapositives  
quelques pièces remarquables.  
Cette séance exceptionnelle se  
déroulera au Musée de la poste de  
Paris (34, boulevard de Vaugirard,  
Paris 15<sup>e</sup>). Au menu : la Marianne  
de Béquet (fautes en tous  
genres) ; le lion et sa symbolique ;  
les essais extraordinaires des pre-  
miers entiers postaux de Russie en  
1848 ; les 3 F au type Merson,  
etc.

« Paris-Dakar. - Les postes du  
Sénégal ont émis une série de  
quatre timbres à l'occasion du  
13<sup>e</sup> Rallye Paris-Dakar, d'une  
valeur de 15, 125, 180 et 220 F  
CFA. Souvenir philatélique à ap-  
porter le jour » auprès de l'Amicale phi-  
latélique dakaroise, J.-L. Buthier,  
BP 1209, Dakar, Sénégal.

« Ventes. - Vente sur offres  
J. Robineau (5, rue Drouot, 75008  
Paris. Tél. : (1) 47-70-18-90), date  
de clôture des offres le mardi  
12 mars. Au catalogue, plus de  
2 800 lots, dont une collection de  
marques d'armes, marques  
départementales (Corse et Drôme  
bien représentées), bel ensemble  
sur la guerre de 1870, classiques  
de France et du monde entier. A

noter, par exemple, un « ballon  
monté » avec cachet rouge à Répu-  
blique française 1 Adroitières  
Nadar-Dartois-Durouf (départ  
30 000 F) ; 1 F Cérés vermillon  
neuf (cote 350 000 F, prix de  
départ 145 000 F) ; deux Théma-  
isme 2,20 F rouge au lieu de bleu  
(départ 1 750 F).

Vente aux enchères à Corbell-  
Essonnes, le samedi 23 février,  
par le ministère de M<sup>me</sup> Bonduelle  
et Lancy (expert X. Pigeron).  
Trente-trois lots en classeurs et  
collections (renseignements au  
(1) 45-48-86-16).

Vente sur offres organisée par  
Jean Peyrieux (5, place Raspail,  
89007 Lyon. Tél. : 78-72-33-20),  
clôturée le 2 mars 1991 : docu-  
ments historiques, France anciens  
et modernes. En vedette, un 1 F  
vermillon vif sur lettre.

Ventes aux enchères Stanley  
Gibbons à Londres en Angleterre,  
les 28 février et 1<sup>er</sup> mars. Au pro-  
gramme, Grande-Bretagne toutes  
époques, comprennent de très  
nombreuses variétés (Stanley Gib-  
bons, 389 Strand, London WC2R  
0LX, Angleterre).

Superbe vente aux enchères  
Boiaffé en Italie, le 2 mars, cata-  
logue houx à l'appui, qui dispense  
une collection classique des  
anciens États d'Italie (Boiaffé, via  
Cavour, 17/F, 10123 Torino, Ita-  
lie. Tél. : (011) 5571655).



## AGENDA

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à voir ; \* On peut voir ; \*\* Ne pas manquer ; \*\*\* Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 22 février

## TF 1

21.00 Variétés : Tous à la Une. Avec Lino de Suza, Sacha Distel, Les Forbans, Félix Gray et Didier Barbelivien. L'Affaire Luis Trio...

23.00 Magazine : Et si on se disait tout... Série : Crimes passionnels. 0.50 Au trot. 0.55 Journal, Météo, Trafic Infos et Bourse.

## A 2

20.50 Divertissement : Balhazar. Magazine : Caractères. Présenté par Bernard Rapp. Les caractères du mois. Invités : Dominique Fernandez (l'École du Sud), Philippe Solers (la Fête à Venise), Jean-Marie Gouletot (Ces livres qu'on ne tient que d'une main), Jean-Pierre Sicre (Renaissance noire, En marge de Casanova, de Miklos Szantkuty).

23.25 Journal et Météo. 23.50 Cinéma : Cycle Charles Chaplin. Une vie de chien (1918) ; Idylle aux champs (1919) ; Une journée de plaisir (1919) ; Jour de paye (1922).

## FR 3

**"L'ANTENNE EST A NOUS"**  
LE MAGAZINE TÉLÉ  
DU CONSEIL GÉNÉRAL  
DE SEINE-SAINT-DENIS  
SAMEDI A 11 H 30  
SUR R3

20.40 Magazine : Thalassa. La lagune des Molécules.

## 21.15

Faibleton : Les survivants du Goliath. 22.30 Journal et Météo. 22.50 Magazine : Hors sujet. 23.45 Magazine : Mille Bravo. 0.40 Musique : Cornet de notes.

## CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Ballade pour un traître. Après un attentat meurtrier, un membre de l'IRA dénonce ses anciens amis à la police. ► Documentaire : Condom, la grande aventure du préservatif. D'Alvaro Pardo. 22.50 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : L'ennemi est une grande aventure. Film américain de Blake Edwards (1988). Avec John Ritter, Vincent Gardenia, Alyson Reed. 0.40 Cinéma : Chacun sa chance. Film américain de Karol Reisz (1989). Avec Debra Winger, Nick Nolte, Will Patton (v.o.).

## LA 5

20.45 Téléfilm : Deux crimes presque parfaits. Dans une galerie de peinture. Série : L'inspecteur Derrick. 23.25 Bergerac (et à 0.10). 0.00 Journal de minuit. 0.40 Série : Les globe-trotters.

## M 6

20.35 Téléfilm : Seuls contre Capone. Répliques de comptes dans le Chicago des années 20. 22.20 Série : Equalizer.

## 23.15

Magazine : Le 6<sup>e</sup> dimension. 23.45 Capital. 23.55 Six minutes d'informations. 0.00 Musique : Live. Zia et N'Gue Kiambe. 0.40 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Rediffusions.

## LA SEPT

21.00 Téléfilm : Homard. 22.00 Série : Quand passent les sorcières. 22.30 Enfance. 23.00 Documentaire : Harlem années 30. 23.45 Danse : Gustave, la Tour Eiffel. Chorégraphie de Régine Chopinot.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Un nouvel art sacré. Portrait de Bill Evans. 21.30 Musique : Black end blues. Portrait de Bill Evans. 22.40 Les nuits magnétiques. Les doubles cordes ou les enfants du luth. 0.05 Du jour eu lendemain. 0.50 Musique : Codé. Jefferson Airplane.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 4 février à Tokyo) : Palles et Médaille en 30, de Fauré ; Concerto pour violon et orchestre n° 5 en la majeur K 219, de Mozart ; Symphonie n° 3 en ut mineur op. 78, de Saint-Saëns, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski. 23.07 Poussières d'étoiles.

## Dimanche 24 février

## TF 1

10.55 Magazine : Les animaux de mon cœur. 11.22 La minute du trotteur. 11.25 Magazine : Auto-moto. 12.00 Jeu : Tournez-mariage. 12.30 Jeu : Le juste prix. 12.55 Météo et Journal. 13.20 Série : Hooker. 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 15.10 Tiercé à Vincennes. 15.20 Série : Agence tous risques. Divertissement : Vidéo gag. 16.50 Disney parade. 18.10 Magazine : Téléfoot. 19.00 Magazine : 7 sur 7. 19.50 Loto sportif. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.

20.55 Cinéma : La zézanie. Film français de Claude Zidi (1978). Avec Louis de Funès, Annie Girardot. 22.35 Magazine : Ciné dimanche. 22.40 Les fous de Bassan. Film franco-canadien d'Yves Simoneau (1986). Avec Steve Benner, Charlotte Valandry, Laure Manac. 0.30 Au trot. 0.35 Journal et Météo. 1.25 Musique : L'Orchestre de chambre Primavera.

## A 2

11.00 Messe, célébrée en l'abbaye Notre-Dame-de-Chaux (21). 12.00 Flash d'informations (et à 18.30). 12.05 Dimanche Martin (et à 13.20, 15.50). 13.00 Journal et Météo. 15.00 Série : Mac Giver. 16.40 Série : Hôtel de police. 17.30 Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. 500 millions d'années sous la mer.

16.35 Magazine : Stade 2. Basket-ball ; Athlétisme ; Football ; Rugby ; Ski nordique ; Ski acrobatique ; Les résultats de la semaine ; Handball ; Cyclisme ; Biathlon. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo. 20.50 Série : Le gorille. 22.20 Magazine : L'œil en coulisses. Talia Chelton ; Maurice Séjart ; Jacques Villaret ; Anadour ; Hommage à Louis Seigner. 23.20 Journal et Météo. 23.45 Histoire courtes. L'impossible train d'Anvers ; Jalousie.

0.10 Série : Le saint. **FR 3** 10.30 Magazine : Mascarnes. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. Wagner, ouverture et monologues. 14.30 Sports 3 dimanche. Sports : KV de France. Courses sur glace ; Basket-ball. 17.30 Magazine : Montagne. Chronique berbère. Années 2. 18.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, Mag-Cité. 20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Palmiers de la chanson. 22.00 Magazine : La divan. Invité : Pavel Lounguine, cinéaste soviétique.

22.00 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. Wagner, ouverture et monologues. 14.30 Sports 3 dimanche. Sports : KV de France. Courses sur glace ; Basket-ball. 17.30 Magazine : Montagne. Chronique berbère. Années 2. 18.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, Mag-Cité. 20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Palmiers de la chanson. 22.00 Magazine : La divan. Invité : Pavel Lounguine, cinéaste soviétique.

22.00 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. Wagner, ouverture et monologues. 14.30 Sports 3 dimanche. Sports : KV de France. Courses sur glace ; Basket-ball. 17.30 Magazine : Montagne. Chronique berbère. Années 2. 18.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, Mag-Cité. 20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Palmiers de la chanson. 22.00 Magazine : La divan. Invité : Pavel Lounguine, cinéaste soviétique.

22.00 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. Wagner, ouverture et monologues. 14.30 Sports 3 dimanche. Sports : KV de France. Courses sur glace ; Basket-ball. 17.30 Magazine : Montagne. Chronique berbère. Années 2. 18.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, Mag-Cité. 20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Palmiers de la chanson. 22.00 Magazine : La divan. Invité : Pavel Lounguine, cinéaste soviétique.

22.00 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. Wagner, ouverture et monologues. 14.30 Sports 3 dimanche. Sports : KV de France. Courses sur glace ; Basket-ball. 17.30 Magazine : Montagne. Chronique berbère. Années 2. 18.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, Mag-Cité. 20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Palmiers de la chanson. 22.00 Magazine : La divan. Invité : Pavel Lounguine, cinéaste soviétique.

22.00 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. Wagner, ouverture et monologues. 14.30 Sports 3 dimanche. Sports : KV de France. Courses sur glace ; Basket-ball. 17.30 Magazine : Montagne. Chronique berbère. Années 2. 18.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, Mag-Cité. 20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Palmiers de la chanson. 22.00 Magazine : La divan. Invité : Pavel Lounguine, cinéaste soviétique.

22.00 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. Wagner, ouverture et monologues. 14.30 Sports 3 dimanche. Sports : KV de France. Courses sur glace ; Basket-ball. 17.30 Magazine : Montagne. Chronique berbère. Années 2. 18.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, Mag-Cité. 20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Palmiers de la chanson. 22.00 Magazine : La divan. Invité : Pavel Lounguine, cinéaste soviétique.

22.00 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. Wagner, ouverture et monologues. 14.30 Sports 3 dimanche. Sports : KV de France. Courses sur glace ; Basket-ball. 17.30 Magazine : Montagne. Chronique berbère. Années 2. 18.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, Mag-Cité. 20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Palmiers de la chanson. 22.00 Magazine : La divan. Invité : Pavel Lounguine, cinéaste soviétique.

22.00 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. Wagner, ouverture et monologues. 14.30 Sports 3 dimanche. Sports : KV de France. Courses sur glace ; Basket-ball. 17.30 Magazine : Montagne. Chronique berbère. Années 2. 18.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, Mag-Cité. 20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Palmiers de la chanson. 22.00 Magazine : La divan. Invité : Pavel Lounguine, cinéaste soviétique.

22.00 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. Wagner, ouverture et monologues. 14.30 Sports 3 dimanche. Sports : KV de France. Courses sur glace ; Basket-ball. 17.30 Magazine : Montagne. Chronique berbère. Années 2. 18.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, Mag-Cité. 20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Palmiers de la chanson. 22.00 Magazine : La divan. Invité : Pavel Lounguine, cinéaste soviétique.

22.00 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. Wagner, ouverture et monologues. 14.30 Sports 3 dimanche. Sports : KV de France. Courses sur glace ; Basket-ball. 17.30 Magazine : Montagne. Chronique berbère. Années 2. 18.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, Mag-Cité. 20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Palmiers de la chanson. 22.00 Magazine : La divan. Invité : Pavel Lounguine, cinéaste soviétique.

22.00 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. Wagner, ouverture et monologues. 14.30 Sports 3 dimanche. Sports : KV de France. Courses sur glace ; Basket-ball. 17.30 Magazine : Montagne. Chronique berbère. Années 2. 18.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, Mag-Cité. 20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Palmiers de la chanson. 22.00 Magazine : La divan. Invité : Pavel Lounguine, cinéaste soviétique.

22.00 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. Wagner, ouverture et monologues. 14.30 Sports 3 dimanche. Sports : KV de France. Courses sur glace ; Basket-ball. 17.30 Magazine : Montagne. Chronique berbère. Années 2. 18.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, Mag-Cité. 20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Palmiers de la chanson. 22.00 Magazine : La divan. Invité : Pavel Lounguine, cinéaste soviétique.

22.00 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. Wagner, ouverture et monologues. 14.30 Sports 3 dimanche. Sports : KV de France. Courses sur glace ; Basket-ball. 17.30 Magazine : Montagne. Chronique berbère. Années 2. 18.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, Mag-Cité. 20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Palmiers de la chanson. 22.00 Magazine : La divan. Invité : Pavel Lounguine, cinéaste soviétique.

22.00 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. Wagner, ouverture et monologues. 14.30 Sports 3 dimanche. Sports : KV de France. Courses sur glace ; Basket-ball. 17.30 Magazine : Montagne. Chronique berbère. Années 2. 18.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, Mag-Cité. 20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Palmiers de la chanson. 22.00 Magazine : La divan. Invité : Pavel Lounguine, cinéaste soviétique.

22.00 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. Wagner, ouverture et monologues. 14.30 Sports 3 dimanche. Sports : KV de France. Courses sur glace ; Basket-ball. 17.30 Magazine : Montagne. Chronique berbère. Années 2. 18.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, Mag-Cité. 20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Palmiers de la chanson. 22.00 Magazine : La divan. Invité : Pavel Lounguine, cinéaste soviétique.

22.00 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. Wagner, ouverture et monologues. 14.30 Sports 3 dimanche. Sports : KV de France. Courses sur glace ; Basket-ball. 17.30 Magazine : Montagne. Chronique berbère. Années 2. 18.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, Mag-Cité. 20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Palmiers de la chanson. 22.00 Magazine : La divan. Invité : Pavel Lounguine, cinéaste soviétique.

## 22.20

Journal et Météo. 22.40 Cinéma : Docteur Mabuse, le démon du crime. Film allemand de Fritz Lang (1922). 0.20 Musique : Carnet de notes. La mémoire en chantant : A Paris, par Yves Montand.

## CANAL PLUS

10.50 Cinéma : L'amour est une grande aventure. Film américain de Blake Edwards (1988).

En clair jusqu'à 14.00

12.30 Flash d'informations. 12.35 Magazine : Mon zénith à moi. 13.30 Magazine : Rapido. 14.00 Téléfilm : L'ambassade en folie. 16.30 Magazine : 24 heures (rediff.). 16.30 ► Docs d'or, docs d'argent. Les grands prix du FPA. Dessin animé : Les Simpson.

18.00 Cinéma : Jonathan Livingston, le goéland. Film américain de Hall Bartlett (1976).

En clair jusqu'à 20.33

19.35 Flash d'informations. 19.40 Dessins animés : Ça cartoon. 20.30 Magazine : L'équipe du dimanche. 20.33 Cinéma : Coloré. Film américain de Dennis Hooper (1969). 22.30 Flash d'informations. 22.40 Magazine : L'équipe du dimanche. Football ; boxa ; basket-ball américain. 1.20 Cinéma : Piranha 2, les tueurs volants. ◻

## LA 5

11.00 Série : Bonanza. 11.55 Série : Buck Rogers. 12.45 Journal. 13.20 Série : Wonder woman. 14.45 Série : Simon et Simon. 15.30 Tiercé à Vincennes. 15.50 Série : Arnold et Willy. 16.15 Série : Lou Grant. 17.10 Série : Bergerac. 18.10 Série : La loi de Los Angeles. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 20.00 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.45 Cinéma : Pourquoi pas nous ? Film français de Michel Berny (1981). 22.10 Ciné Cinq. 22.55 Cinéma : La fièvre du samedi soir. Film américain de John Badham (1978). 0.30 Journal de minuit.

## M 6

10.50 Série : Hongkong connection. 11.50 Magazine : Sport 6 première. Informations : M6 express. 12.00 Informations : Murphy Brown. 12.30 Série : La loi de Los Angeles. 13.00 Série : Alina et Cathy. 13.25 Série : Madame est servie (rediff.). 13.55 Série : La famille Ramdam. 14.20 Téléfilm : Minutrip. 15.50 Série : L'ami des bêtes. 16.40 Série : Roseanne. 17.10 Série : Vic Daniels, flic à Los Angeles.

11.00 Série : Bonanza. 11.55 Série : Buck Rogers. 12.45 Journal. 13.20 Série : Wonder woman. 14.45 Série : Simon et Simon. 15.30 Tiercé à Vincennes. 15.50 Série : Arnold et Willy. 16.15 Série : Lou Grant. 17.10 Série : Bergerac. 18.10 Série : La loi de Los Angeles. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 20.00 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.45 Cinéma : Pourquoi pas nous ? Film français de Michel Berny (1981). 22.10 Ciné Cinq. 22.55 Cinéma : La fièvre du samedi soir. Film américain de John Badham (1978). 0.30 Journal de minuit.

11.00 Série : Bonanza. 11.55 Série : Buck Rogers. 12.45 Journal. 13.20 Série : Wonder woman. 14.45 Série : Simon et Simon. 15.30 Tiercé à Vincennes. 15.50 Série : Arnold et Willy. 16.15 Série : Lou Grant. 17.10 Série : Bergerac. 18.10 Série : La loi de Los Angeles. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 20.00 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.45 Cinéma : Pourquoi pas nous ? Film français de Michel Berny (1981). 22.10 Ciné Cinq. 22.55 Cinéma : La fièvre du samedi soir. Film américain de John Badham (1978). 0.30 Journal de minuit.

11.00 Série : Bonanza. 11.55 Série : Buck Rogers. 12.45 Journal. 13.20 Série : Wonder woman. 14.45 Série : Simon et Simon. 15.30 Tiercé à Vincennes. 15.50 Série : Arnold et Willy. 16.15 Série : Lou Grant. 17.10 Série : Bergerac. 18.10 Série : La loi de Los Angeles. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 20.00 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.45 Cinéma : Pourquoi pas nous ? Film français de Michel Berny (1981). 22.10 Ciné Cinq. 22.55 Cinéma : La fièvre du samedi soir. Film américain de John Badham (1978). 0.30 Journal de minuit.

11.00 Série : Bonanza. 11.55 Série : Buck Rogers. 12.45 Journal. 13.20 Série : Wonder woman. 14.45 Série : Simon et Simon. 15.30 Tiercé à Vincennes. 15.50 Série : Arnold et Willy. 16.15 Série : Lou Grant. 17.10 Série : Bergerac. 18.10 Série : La loi de Los Angeles. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 20.00 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.45 Cinéma : Pourquoi pas nous ? Film français de Michel Berny (1981). 22.10 Ciné Cinq. 22.55 Cinéma : La fièvre du samedi soir. Film américain de John Badham (1978). 0.30 Journal de minuit.

11.00 Série : Bonanza. 11.55 Série : Buck Rogers. 12.45 Journal. 13.20 Série : Wonder woman. 14.45 Série : Simon et Simon. 15.30 Tiercé à Vincennes. 15.50 Série : Arnold et Willy. 16.15 Série : Lou Grant. 17.10 Série : Bergerac. 18.10 Série : La loi de Los Angeles. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 20.00 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.45 Cinéma : Pourquoi pas nous ? Film français de Michel Berny (1981). 22.10 Ciné Cinq. 22.55 Cinéma : La fièvre du samedi soir. Film américain de John Badham (1978). 0.30 Journal de minuit.

11.00 Série : Bonanza. 11.55 Série : Buck Rogers. 12.45 Journal. 13.20 Série : Wonder woman. 14.45 Série : Simon et Simon. 15.30 Tiercé à Vincennes. 15.50 Série : Arnold et Willy. 16.15 Série : Lou Grant. 17.10 Série : Bergerac. 18.10 Série : La loi de Los Angeles. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 20.00 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.45 Cinéma : Pourquoi pas nous ? Film français de Michel Berny (1981). 22.10 Ciné Cinq. 22.55 Cinéma : La fièvre du samedi soir. Film américain de John Badham (1978). 0.30 Journal de minuit.

11.00 Série : Bonanza. 11.55 Série : Buck Rogers. 12.45 Journal. 13.20 Série : Wonder woman. 14.45 Série : Simon et Simon. 15.30 Tiercé à Vincennes. 15.50 Série : Arnold et Willy. 16.15 Série : Lou Grant. 17.10 Série : Bergerac. 18.10 Série : La loi de Los Angeles. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 20.00 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.45 Cinéma : Pourquoi pas nous ? Film français de Michel Berny (1981). 22.10 Ciné Cinq. 22.55 Cinéma : La fièvre du samedi soir. Film américain de John Badham (1978). 0.30 Journal de minuit.

11.00 Série : Bonanza. 11.55 Série : Buck Rogers. 12.45 Journal. 13.20 Série : Wonder woman. 14.45 Série : Simon et Simon. 15.30 Tiercé à Vincennes. 15.50 Série : Arnold et Willy. 16.15 Série : Lou Grant. 17.10 Série : Bergerac. 18.10 Série : La loi de Los Angeles. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 20.00 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.45 Cinéma : Pourquoi pas nous ? Film français de Michel Berny (1981). 22.10 Ciné Cinq. 22.55 Cinéma : La fièvre du samedi soir. Film américain de John Badham (1978). 0.30 Journal de minuit.

11.00 Série : Bonanza. 11.55 Série : Buck Rogers. 12.45 Journal. 13.20 Série : Wonder woman. 14.45 Série : Simon et Simon. 15.30 Tiercé à Vincennes. 15.50 Série : Arnold et Willy. 16.15 Série : Lou Grant. 17.10 Série : Bergerac. 18.10 Série : La loi de Los Angeles. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 20.00 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.45 Cinéma : Pourquoi pas nous ? Film français de Michel Berny (1981). 22.10 Ciné Cinq. 22.55 Cinéma : La fièvre du samedi soir. Film américain de John Badham (1978). 0.30 Journal de minuit.

11.00 Série : Bonanza. 11.55 Série : Buck Rogers. 12.45 Journal. 13.20 Série : Wonder woman. 14.45 Série : Simon et Simon. 15.30 Tiercé à Vincennes. 15.50 Série : Arnold et Willy. 16.15 Série : Lou Grant. 17.10 Série : Bergerac. 18.10 Série : La loi de Los Angeles. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 20.00 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.45 Cinéma : Pourquoi pas nous ? Film français de Michel Berny (1981). 22.10 Ciné Cinq. 22.55 Cinéma : La fièvre du samedi soir. Film américain de John Badham (1978). 0.30 Journal de minuit.

11.00 Série : Bonanza. 11.55 Série : Buck Rogers. 12.45 Journal. 13.20 Série : Wonder woman. 14.45 Série : Simon et Simon. 15.30 Tiercé à Vincennes. 15.50 Série : Arnold et Willy. 16.15 Série : Lou Grant. 17.10 Série : Bergerac. 18.10 Série : La loi de Los Angeles. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 20.00 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.45 Cinéma : Pourquoi pas nous ? Film français de Michel Berny (1981). 22.10 Ciné Cinq. 22.55 Cinéma : La fièvre du samedi soir. Film américain de John Badham (1978). 0.30 Journal de minuit.

11.00 Série : Bonanza. 11.55 Série : Buck Rogers. 12.45 Journal. 13.20 Série : Wonder woman. 14.45 Série : Simon et Simon. 15.30 Tiercé à Vincennes. 15.50 Série : Arnold et Willy. 16.15 Série : Lou Grant. 17.10 Série : Bergerac. 18.10 Série : La loi de Los Angeles. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 20.00 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.45 Cinéma : Pourquoi pas nous ? Film français de Michel Berny (1981). 22.10 Ciné Cinq. 22.55 Cinéma : La fièvre du samedi soir. Film américain de John Badham (1978). 0.30 Journal de minuit.

11.00 Série : Bonanza. 11.55 Série : Buck Rogers. 12.45 Journal. 13.20 Série : Wonder woman. 14.45 Série : Simon et Simon. 15.30 Tiercé à Vincennes. 15.50 Série : Arnold et Willy. 16.15 Série : Lou Grant. 17.10 Série : Bergerac. 18.10 Série : La loi de Los Angeles. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 20.00 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.45 Cinéma : Pourquoi pas nous ? Film français de Michel Berny (1981). 22.10 Ciné Cinq. 22.55 Cinéma : La fièvre du samedi soir. Film américain de John Badham (1978). 0.30 Journal de minuit.

11.00 Série : Bonanza. 11.55 Série : Buck Rogers. 12.45 Journal. 13.20 Série : Wonder woman. 14.45 Série : Simon et Simon. 15.30 Tiercé à Vincennes. 15.50 Série : Arnold et Willy. 16.15 Série : Lou Grant. 17.10 Série : Bergerac. 18.10 Série : La loi de Los Angeles. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 20.00 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.45 Cinéma : Pourquoi pas nous ? Film français de Michel Berny (1981). 22.10 Ciné Cinq. 22.55 Cinéma : La fièvre du samedi soir. Film américain de John Badham (1978). 0.30 Journal de minuit.

11.00 Série : Bonanza. 11.55 Série : Buck Rogers. 12.45 Journal. 13.20 Série : Wonder woman. 14.45 Série : Simon et Simon. 15.30 Tiercé à Vincennes. 15.50 Série : Arnold et Willy. 16.15 Série : Lou Grant. 17.10 Série : Bergerac. 18.10 Série : La loi de Los Angeles. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 20.00 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.45 Cinéma : Pourquoi pas nous ? Film français de Michel Berny (1981). 22.10 Ciné Cinq. 22.55 Cinéma : La fièvre du samedi soir. Film américain de John Badham (1978). 0.30 Journal de minuit.

11.00 Série : Bonanza. 11.55 Série : Buck Rogers. 12.45 Journal. 13.20 Série : Wonder woman. 14.45 Série : Simon et Simon. 15.30 Tiercé à Vincennes. 15.50 Série : Arnold et Wil



BILLET

Les mauvaises surprises de la CSG

Dans le domaine fiscal, le concept de « service après-vente » paraît être une notion encore inconnue. La mise en application de la contribution sociale généralisée (CSG), présentée comme une mesure de justice sociale, engendra ainsi plusieurs inégalités de traitement.

Compte tenu du report d'un mois pour des raisons techniques du recouvrement de la CSG (soit un manque à gagner de 1,2 milliard de francs pour la « Sécurité », les salariés ne vont pas être payés par la CSG, mais par la CSG, ce qui est une nouveauté, et qui est équilibré par une baisse de leur cotisation vieillesse — que sur leur bulletin de paie de février. En revanche, les retraités du régime général de la Sécurité sociale dont la pension de janvier a été versée le 8 février dernier ont déjà acquitté la CSG, ce qui est une nouveauté, et qui est équilibré par une baisse de leur cotisation vieillesse — que sur leur bulletin de paie de février.

Pour les retraités complémentaires, versées trimestriellement en avril, les sommes en retard sont de 1,1 %, puis de 1,2 % pour la CSG. Certains salariés payés avec retard risquent aussi une surprise désagréable.

Ces différences de traitement sont d'autant plus ressenties que, pour les retraités, la CSG induit une perte de pouvoir d'achat de 0,8 %. Certes, seuls les titulaires de pensions redevables de l'impôt sur le revenu (soit 55 % des retraités) sont concernés par cette contribution, mais ils ne bénéficient ni d'une baisse de la cotisation vieillesse — qu'ils n'acquittent plus — ni de l'abattement de 5 % pour frais professionnels consenti aux salariés. De quoi irriter nombre d'anciens actifs déjà échaudés par la modération du relèvement des pensions du régime général (+ 1,7 % au 1<sup>er</sup> janvier).

Regrettables, ces maladroites risquent surtout d'apparaître comme l'arbre qui cache la forêt. En effet, il est assez logique que les retraités, disposant de revenus largement comparables à ceux de la moyenne des ménages et acquittant des cotisations d'assurance-maladie inférieures à celles des actifs, participent davantage, via la CSG, au financement de la protection sociale. C'est pourquoi le gouvernement assure aujourd'hui d'étaler la prévision de la CSG, au moins pour les pensions non mensualisées. Une préoccupation pour la moins tardive.

J.-M. N.

Précisions. — Le taux barbare d'indemnisation du chômage partiel par l'Etat n'est pas fixé à 10,54 %, ainsi que nous l'avions indiqué (le Monde du 21 février) sur la fin d'une note technique du ministère du travail, mais à 10,38 %.

PÉTROLE

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

	21 fev.	Variation par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate), à New York	18,05	- 1,00
Brent à Londres	16,65	- 0,80

(Source : Arbitrages pétroliers France)

A New York comme à Londres, le prix du baril a baissé après l'annonce de l'occupation irakienne du plan de paix soviétique. Pour la première fois depuis le début de la crise du Golfe, il est passé en dessous de 18 dollars aux Etats-Unis. A Londres, sur un marché peu actif mais très attentif, il est tombé en dessous de 17 dollars.

Avec la Chevignon, la SEITA veut se développer sur le marché des cigarettes blondes

Une polémique s'est instaurée entre le ministre du budget, celui des affaires sociales et le premier ministre à propos de l'utilisation de la marque Chevignon pour une nouvelle cigarette de la SEITA (le Monde du 22 février). La SEITA, entreprise publique employant 8 000 personnes et réalisant 11 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1990, veut améliorer ses positions sur un marché stagnant. Cette ambition se traduit par une politique de diversification et d'élargissement de la gamme des produits.

Ni morale, ni politique, la logique de la SEITA (Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes) est désespérément commerciale et économique. « La publicité n'entraîne pas d'augmentation de la consommation. D'ailleurs globalement le marché est stagnant. Toute notre stratégie consiste donc à essayer d'empêcher sur les parts de marché de nos concurrents », explique-t-on à la SEITA pour défendre le lancement de la cigarette Chevignon.

Bien que l'arrêté des prix de cette cigarette ait été publié au Journal officiel du 15 septembre 1990, la création de ce produit s'est faite dans la plus grande discrétion. Il a pourtant fallu deux ans pour le mettre au point. C'est en effet dès 1988 que les responsables de la SEITA ont contacté les dirigeants de Chevignon pour leur proposer un accord sur l'utilisation de leur marque. Ceux-ci, qui gagnent 10 centimes par paquet vendu, ont accepté à condition notamment d'être associés au graphisme de l'emballage et de la campagne de publicité.

Après quatre lancements en 1990, il s'agissait pour la SEITA de continuer à élargir son portefeuille de marques. Sur un marché stable depuis quatre ans (95,8 milliards de cigarettes ont été fumées en France en 1990), l'essentiel de la bataille entre les fabricants se situe sur le secteur des blondes. Finie la mode de la Gauloise : les cigarettes brunes ne représentent plus que 38 % des ventes. Les blondes ont définitivement séduit 62 % des fumeurs. Mais la SEITA, qui a longtemps été spécialiste des



brunes, détient seulement 22 % de ce marché, même si elle se vante d'avoir augmenté sa présence de 1,8 % en 1990.

Marketing et diversification

Pour y réussir, la société a utilisé le double système de la déclinisation des marques et de la création de produits : mieux qu'une automobile, la bonne vieille Royale se décline maintenant en quatre versions. La conception d'un nouveau produit, en revanche, peut être aléatoire : la SEITA l'a appris à ses dépens avec l'échec de la Nova, dont l'idée, qui était d'évoquer l'univers des reporters, n'a pas trouvé d'écho chez les consommateurs.

Cette politique de marketing est, avec la diversification, la stratégie mise en place par les dirigeants de la SEITA pour équilibrer les comptes de leur société. Depuis 1983, en effet l'Etat-actionnaire refuse de n'être là que pour combler les pertes des entreprises publiques. La SEITA n'a donc

théoriquement plus droit au déficit. D'ailleurs, depuis 1986, elle affiche des résultats positifs. En 1989, le bénéfice net était de 421 millions de francs, pour 10,3 milliards de francs de chiffre d'affaires. 1990 devrait être moins faste : 370 millions de francs pour 11 milliards de francs.

L'accroissement du chiffre d'affaires provient de l'activité de distribution et de développement des produits : bars tabac, notamment les cartes téléphone et de parking et le développement de services télématiques pour les bureaux. En 1989, ces activités ont représenté 60 % du chiffre d'affaires.

L'activité production, en revanche, ne cesse de décliner : depuis dix ans, les effectifs de la SEITA ont chuté de moitié et sont tombés à 6 000 personnes. Après la fermeture en 1990 de l'usine de Marseille, il reste seulement six sites de fabrication dont un à Riom (Puy-de-Dôme), qui produit la Chevignon et qui est situé à quelques kilomètres de la circonscription de M. Michel Charasse.

FRANÇOISE CHIROT

Cacophonie

par Franck Nouchi

A cacophonie gouvernementale continue de plus belle. Le lancement par la SEITA, le 18 février, de la cigarette Chevignon, une blonde portant le nom d'une marque de vêtements, est le prétexte, depuis quelques jours, à une bien curieuse — et inédite — polémique opposant le ministre des affaires sociales et de la solidarité, M. Claude Evin, le ministre du budget, M. Michel Charasse, et le premier ministre, M. Michel Rocard.

Après que le premier ait estimé que la décision de la SEITA de sortir ce produit à destination des jeunes déstabilisait l'esprit de la toute récente loi contre le tabagisme et l'alcoolisme, et que le second ait répliqué qu'il prenait la défense de la liberté d'action de la SEITA, M. Rocard avait cru mettre une bonne fois pour toutes les choses au point en déclarant, jeudi 21 février, que la SEITA avait violé l'esprit de la loi de la manière la plus explicite, que cela n'était pas admissible et qu'il allait y mettre bon ordre (le Monde du 22 février).

Peine perdue : quelques heures plus tard, M. Charasse, décidément très en verra, revenait à la charge, déclarant que si « la SEITA n'a évidemment pas eu l'intention de violer la loi du 10 janvier 1991 », et qu'il fallait « permettre à cette société, dans un marché stagnant, d'accroître la part de notre industrie nationale du tabac, tant en France qu'à l'étranger », « il ne s'agit pas, indiquait en outre M. Charasse, d'inciter à fumer ceux qui ne fument pas, mais de convaincre ceux qui persistent à consommer les produits du tabac à choisir la SEITA plutôt qu'une marque étrangère ». En clair : fumez français !

Venant de la part d'un ministre, les arguments développés par M. Charasse ne manquent pas d'étonner. On ne lui fera pas l'injure de penser qu'il n'a pas lu les dispositions de la loi Evin contre le tabagisme, et singulièrement son article 3 relatif à la publicité indirecte. Persuadé que le texte de la loi est sur ce point techniquement

mal ficelé — ce que M. Evin conteste — M. Charasse feint-il vraiment de croire que le fait de baptiser une cigarette d'un nom de marque très connu ne constitue pas une publicité indirecte pour cette marque ?

Ministre de tutelle de la SEITA, M. Charasse souhaite légitimement accroître les parts de marché de cette dernière. Pour autant, peut-il la faire au mépris d'une loi qui plus est promulguée par le gouvernement auquel il appartient et alors même que le premier ministre, M. Rocard, entend « mettre bon ordre » dans cette affaire ? Imagine-t-on le ministre de l'Industrie faire fi de la loi sur la limitation de vitesse sur les routes sans le prétexte que l'Etat est acclamé de Renault ?

En se plaçant délibérément au-dessus des lois et des règles habituelles du fonctionnement gouvernemental, M. Charasse ne sert en tout cas pas les intérêts de la santé publique. Avec sa faconde toute « colchienne », il s'emploie au contraire à ridiculiser des mesures réclamées depuis longtemps par les médecins, légitimement inquiets du développement du tabagisme chez les plus jeunes. Branchés contre rigarde, ce débat n'est pas digne d'un bon fonctionnement démocratique.

Les Verts dénoncent les « excès fumeux » de M. Charasse. — M. Christian Brodhag, porte-parole des Verts, a réagi, jeudi 21 février, au soutien apporté à la SEITA par M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, à propos de la polémique sur la sortie de la cigarette Chevignon. « Excès verbaux, excès de vitesse, excès de cigarettes », affirment les Verts, M. Charasse n'est pas à son premier excès. En prenant aujourd'hui fait et cause pour la cigarette Chevignon, le ministre du budget développe des arguments mercantiles inacceptables.

FRANÇOIS GROSCHARD

Le glas des terre-neuvas

A Saint-Malo, le chalutier congélateur « Joseph-Roty » a été désarmé. La ville s'inquiète

SAINT-MALO

de notre envoyé spécial

Dans la ville corsaire, altière et toujours romantique de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), la nouvelle a fait l'effet d'un coup de bombe. L'un des quatre chalutiers de grande pêche vient d'être désarmé et mis en vente. Dans les métiers de la mer, l'arrêt d'un navire, la faillite d'un armement ou les naufrages représentent davantage qu'un échec économique ou un accident. Aux chiffres viennent se mêler le mauvais sort, la trahison des ancêtres, la colère ou les remords. Les marins emploient leur vocabulaire spécifique : la fortune de mer, le navire à la chaîne, le dépit du rôle d'équipage ou le dernier appareillage du port d'attache pour aller arborer un pavillon paumot ou chinnois et finir sous les chalmes des forailleurs de Taiwan.

Connaissant parfaitement ce contexte émotionnel, le président de la Compagnie, M. Fernand Leborgne, lui-même ancien patron de chalutier, a veillé haut et an large, en vain, à la mise en scène. C'est du haut de la passerelle du navire condamné, un bâtiment blanc et vert de 90 mètres construit en 1974 en Pologne, le Joseph-Roty, qu'il a proclamé la nouvelle.

Quelques jours auparavant, la séance du conseil d'administration avait été houleuse, plusieurs actionnaires exigeant l'arrêt immédiat des quatre navires congélateurs. Mais, appuyé par son directeur général, M. Patrick Soisson, M. Fernand Leborgne a obtenu un sursis : court puisque, à partir de juillet prochain, les quotas de pêche dont pourrait disposer l'armement dans les eaux norvégiennes, groenlandaises et surtout canadiennes sont aléatoires. Un nouveau rendez-vous a été pris pour fin mars.

L'an dernier, Compagnie a accusé quelque 18 millions de francs de déficit pour un chiffre d'affaires de 80 millions de francs. En 1987, les comptes étaient confortables : 136 millions de francs d'affaires, 15 millions de bénéfice et les traits de chèque — 30 tonnes de morue en dix minutes — valaient de l'or.

Depuis quatre ans, le Canada, au large duquel s'étendent les eaux les plus poissonneuses du monde, appli-

que une politique de protection de ses ressources de plus en plus rigoureuse. Des pêcheurs et des conserves de Terre-Neuve ou de Nouvelle-Ecosse en ont fait eux-mêmes les frais. Progressivement, Ottawa a chassé de ses eaux les flottilles étrangères, et, pour celles, françaises, qui revendiquent des droits historiques dans ces parages, il leur accorde des quotas de cabillaud de manière parcimonieuse, ce qui a donné lieu à des campagnes violentes entre les deux pays. Bruxelles, d'ailleurs, n'apprécie pas que la France ait pu jouer d'un régime privilégié au Canada par rapport aux autres Etats de la CEE.

Une succession de coups de tabac

A cela se superpose une querelle purement franco-française. Pour avoir la paix avec les six mille habitants de Saint-Pierre-et-Miquelon (dont certains sont d'origine malouine), qui ne vivent que de la morue... et de la fonction publique, le gouvernement, en janvier 1989, a opéré une délicate répartition des quotas attribués aux bateaux français. Un partage qui a pu être interprété comme une faveur manifeste faite à Saint-Pierre, qui arme sept navires sur le dos de Saint-Malo, et une victoire de M. Louis Le Penec (ministre des DOM-TOM mais aussi élu breton) sur M. Jacques Mellick, ministre de la mer, maire de Béhague.

A partir de ce moment, M. Fernand Leborgne, qui, il y a dix ans, bondissait dans les eaux glacées du Saint-Laurent sur la passerelle des navires de l'entreprise dont il allait devenir le PDG, savait bien que l'avenir ne serait qu'une succession de coups de tabac car, quand les quotas se réduisent, les mailles des filets se resserrent. « D'autant, martèle-t-il, que l'Etat n'a pas tenu ses engagements ».

Et de dénoncer une situation il est vrai paradoxale. Après que les flottilles de Fécamp, du Havre et de Bordeaux eurent successivement déclaré forfait dans le grand métier des terre-neuvas, Compagnie était resté le seul en métropole à y croire.

Et voilà qu'après ministères après ministères, on lui ménage quelques centaines de tonnes, que le gouvernement lui refuse des licences, qu'on lui interdit l'accès à la banque du Labrador sous prétexte que ses navires ont épuisé leurs quotas de morue, alors qu'ils pourraient fort bien y pêcher une autre espèce.

C'est une entreprise espagnole puissante, l'Escamora, qui, depuis quelques mois, contrôle majoritairement la flotte de pêche et les usines de Saint-Pierre. « Dans le contexte franco-canadien, Paris sert d'abord les intérêts espagnols, ensuite ceux de Saint-Pierre, et il programme la mort lente des Malouins ».

Ne manquant jamais la langue de bois, M. Fernand Leborgne accuse : « Le ministre de la mer ne sert plus à rien. On pourra bientôt l'appeler le ministre de la plaisance ». Dans l'entourage de M. Mellick, précisément, on est habitué aux « coups de gueule » et aux « gestulations » de M. Leborgne. A l'automne dernier, il avait tenté un coup de force avec l'un de ses navires, précisément le Joseph-Roty, et avait bravé l'interdiction que lui avaient signifiée les pouvoirs publics d'aller jeter ses chaluts dans la zone dite 3 PS, réservée en priorité aux Saint-Pierrais. Un recours est actuellement examiné par le tribunal administratif de Rennes.

« En quelques semaines, Compagnie a épuisé ses derniers quotas disponibles au large du Labrador. Il est irréaliste de penser que le Canada nous accordera du rab. Fernand Leborgne, de la sorte, a programmé lui-même ses propres difficultés. Lui et nous n'avons plus grand-chose à nous dire », tranche un conseiller de M. Mellick.

Le gouvernement estime n'avoir en rien dévalorisé Compagnie au cours des dernières années. Il l'a même aidée dans tous ses projets de diversification. L'entreprise a obtenu dix licences pour exploiter une flotte crevettière en Guyane. A Saint-Malo même, des subventions lui ont été versées pour constituer un armement de pêche fraîche. Et l'usine de transformation de pâte de poisson (surimi), dans laquelle le groupe japonais Marubeni a pris une participation, est quasiment assurée de recevoir le soutien financier des pouvoirs publics. Son inauguration est

prévue pour fin mars, au moment où se réunira un conseil d'administration de Compagnie, qui s'annonce crucial. « Je me demande si ce n'est pas le commencement de la fin », commente, amer, M. René Cousneau, CDS, dans sa mairie installée dans une aile du château. Et il fait ses comptes : « Un emploi de marin procure deux emplois indirects à terre. Sur le Joseph-Roty, il y avait cinquante-cinq hommes et Saint-Malo compte déjà six mille chômeurs ». Les équipages des trois derniers navires fondent les espoirs

fragiles qui leur restent sur quelques quotas de crevette au Groenland, de cabillauds au Spitzberg, de merlan bleu ou de lieu noir dans les mers démontées de l'Ouest-Ecosse. Une misère. Et chacun redoute que le verdict que rendra le tribunal arbitral de New-York cet été, pour dire la limite précise franco-canadienne des eaux territoriales devant Saint-Pierre-et-Miquelon, ne retentisse comme un coup de mort.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Société d'investissement à capital variable

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 12 février 1991 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 28 décembre 1990. Les revenus distribuables permettent de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se réunira le 3 avril 1991, de fixer la dividende de l'exercice 1990 à 23,00 francs par action assorti d'un crédit d'impôt de 0,59 franc. Pour les personnes morales, les OPCVM ou les entrepreneurs individuels, ces revenus sont assortis d'un crédit d'impôt de 0,66 franc ; pour ces personnes, les revenus perçus sur des titres souscrits après la clôture de l'exercice ne donnent pas droit au crédit d'impôt.

Ce dividende sera détaché le 11 avril 1991 et mis en paiement le 12 avril 1991. Il est rappelé que l'abatement prévu par la loi du 17 juin 1987 pour les revenus d'actions et d'obligations françaises est de 8 000 francs pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés, et de 16 000 francs pour les couples mariés soumis à une imposition commune.

Le conseil d'administration a par ailleurs décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire le 19 mars 1991, à qui il sera proposé d'adopter l'article 9 modifié des statuts de la SICAV relatif à la valorisation des titres de créances négociables afin de se conformer aux recommandations de la Commission des opérations de bourse.

Siège social et bureaux : 5, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS - tél. : (1) 49.27.63.00







سلاسل البحر



## ICI, LA MER SUSCITE L'INNOVATION



Ici la mer suscite l'implantation des entreprises innovantes. Marseille-Europort s'inscrit dans une région où les activités de haute technologie, électronique, biotechnologies, astronautique spatiale, offshore... représentent 40% des nouveaux emplois créés. Cette forte concentration de matière grise la place au second rang des régions françaises pour le développement et la recherche et dote son activité portuaire d'un fort potentiel

d'innovation. Premier port de France, Marseille-Europort est aussi le premier Europort technologique. Au cœur de la Route des Hautes Technologies, l'installation d'un système informatique portuaire (PROTIS) relié au réseau Méditel des ports de la Méditerranée et la mise en place, actuellement à l'étude, d'une zone de télécommunications avancée positionne déjà Marseille-Europort comme l'Europole des huit régions de l'Europe du Sud.



CONSEIL RÉGIONAL  
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

PORT AUTONOME  
DE MARSEILLE

CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE

**MARSEILLE EUROPORT, EUROPOLÉ DES ENTREPRENEURS.**

Crédit Photo: Jean-Pierre L. 1991



## MARCHÉS FINANCIERS

Un prince saoudien prêt à investir  
590 millions de dollars dans la Citicorp

Le prince Alwaleed Bin Talal, homme d'affaires saoudien basé à Ryad, est prêt à investir 590 millions de dollars (environ 3 milliards de francs) dans la Citicorp, ce qui lui donnerait quelque 15 % du capital du principal groupe bancaire américain.

Le prince Alwaleed est déjà le principal actionnaire individuel de Citicorp avec 4,9 % des titres, achetés pour la plupart à l'automne 1990, quand les cours de Bourse ont plongé à la suite de la dégradation de la situation des banques américaines. Fragilisée comme les

autres établissements par le poids de ses créances douteuses dans l'immobilier, la Citicorp cherchait depuis cette époque à augmenter son capital d'au moins 1 milliard de dollars.

Le prince Alwaleed lui apporterait une partie de cette somme, représentant du même coup le plus important investissement réalisé par un Saoudien dans une banque américaine. Cela ne constitue pas un problème, selon un porte-parole de la Réserve fédérale américaine cité par le *Wall Street Journal* du 22 février 1991.

Deuxième banque commerciale  
américaineLa Chase Manhattan  
cède une filiale à  
l'Union de banques suisses

La Chase Manhattan, deuxième banque commerciale américaine, cède Chase Investors, sa filiale chargée des activités de gestion de patrimoine d'institutionnels, à l'Union de banques suisses (UBS), principale banque helvétique.

Chase Investors gère 30 milliards de dollars (environ 150 milliards de francs) d'actifs. Sa vente pourrait rapporter quelque 100 millions de dollars à la Chase, en quête de capitaux.

Si la Réserve fédérale approuve la transaction, l'UBS deviendrait l'un des principaux gestionnaires d'actifs aux Etats-Unis.

Forte progression  
des résultats de Total  
en 1990

Total a annoncé jeudi 21 février un résultat net (part du groupe) estimé à 4 milliards de francs pour 1990, ce chiffre s'entendait « hors effet de stocks de pétrole », selon la nouvelle méthode comptable du groupe pétrolier dit « au coût de remplacement ». Le résultat net (part du groupe) s'était élevé en 1989 à 2,2 milliards de francs, y compris les gains sur stocks, selon l'ancienne méthode comptable dite « au coût historique ».

Les marges ont continué à se redresser, a commenté en substance le président du groupe, M. Serge Tchuruk. Les investissements totaux (19,5 milliards de francs) ont été financés notamment par la marge brute d'autofinancement, qui s'est élevée à 11,3 milliards en 1990 contre 10,1 en 1989. L'endettement du groupe a diminué en 1990.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## ÉPARGNE PREMIÈRE

Sicav de la Caisse Centrale du Crédit Mutuel

Fusion par absorption  
du Fonds Commun de Placement (FCP)  
CM PREMIÈRE

Soucieux d'apporter à leur clientèle une gamme plus rationnelle d'OPCVM (SICAV et FCP) ayant les mêmes objectifs de gestion, les conseils d'administration de la SICAV ÉPARGNE PREMIÈRE et de la SOCIÉTÉ DE GESTION DU CRÉDIT MUTUEL ont décidé l'absorption du FCP CM PREMIÈRE par la SICAV ÉPARGNE PREMIÈRE sous réserve de l'agrément préalable de la Commission des Opérations de Bourse et de l'approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire d'ÉPARGNE PREMIÈRE qui se tiendra le 21 février 1991 et, à défaut de quorum, le 7 mars 1991.

La date de l'opération est fixée au 8 mars 1991. Les porteurs de parts du FCP cité ci-dessus seront informés personnellement des modalités de cette opération.

**Crédit Mutuel**  
une banque à qui parler

## ALIZES PIERRE

Sicav de la Caisse Centrale du Crédit Mutuel

Fusion par absorption  
du Fonds Commun de Placement (FCP)  
CM IMMO

Soucieux d'apporter à leur clientèle une gamme plus rationnelle d'OPCVM (SICAV et FCP) ayant les mêmes objectifs de gestion, les conseils d'administration de la SICAV ALIZES PIERRE et de la SOCIÉTÉ DE GESTION DU CRÉDIT MUTUEL ont décidé l'absorption du FCP CM IMMO par la SICAV ALIZES PIERRE sous réserve de l'agrément préalable de la Commission des Opérations de Bourse et de l'approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire d'ALIZES PIERRE qui se tiendra le 7 mars 1991 et, à défaut de quorum, le 21 mars 1991.

La date de l'opération est fixée au 22 mars 1991. Les porteurs de parts du FCP cité ci-dessus seront informés personnellement des modalités de cette opération.

**Crédit Mutuel**  
une banque à qui parler

## NEW-YORK, 21 février

## Effacement

N'ayant pas pu prendre connaissance de l'exception par l'Irak du plan de paix novatrice, la Bourse de New-York s'est cantonnée jeudi dans une grande réserve en attendant les nouveaux développements. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a obtenu à 2 991,83, en baisse de 7,18 points (0,25 %).

Quelques 180 millions d'ordres ont été échangés. La hausse a tiré en hausse le décaissement des valeurs en baisse : 843 contre 693. L'appel du président Irakien à poursuivre la lutte armée n'a eu que peu d'impact sur les marchés américains. L'annonce de la vente d'une progression plus forte que prévu de l'inflation en janvier aux Etats-Unis, continuait à préoccuper les investisseurs.

VALEURS	Cours du 20 février	Cours du 21 février
Alcoa	88 3/8	88 3/8
AT&T	21 1/8	21 1/8
Boeing	47 3/8	47 1/2
Chase Manhattan Bank	14 3/8	14 3/8
Eastman Kodak	30 1/2	30 3/4
Exxon	53 3/4	53 3/4
General Electric	60 1/4	60 1/4
General Motors	35	35 1/8
IBM	138 1/2	138 1/2
Intel	51 1/4	51 1/4
Johnson & Johnson	89 7/8	89 7/8
Merck	101 1/4	102 3/4
Pharmacia	58 1/4	58 1/2
Rockwell	81 3/8	81 3/8
Union Carbide	139 1/2	142 3/4
US Steel	29 3/4	30 1/8
Westinghouse	29 3/4	29 3/8
Yale	54 3/8	54 1/2

## LONDRES, 21 février

## Petite reprise

La Bourse de Londres a terminé la séance de jeudi en hausse. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a été apprécié de 15,8 points à 2 212,4, soit un gain de 0,7 %. Le volume des échanges a atteint 539,6 millions de titres contre 512,4 millions la veille.

Après une ouverture en baisse dans le sillage de Wall Street, la Stock Exchange s'est orientée vers la hausse au cours de la matinée. Plus tard dans la séance, il a marqué un peu le pas, après les déclarations du président américain et les diminutions des espoirs de paix dans le Golfe, avant de rebondir.

La plupart des secteurs ont progressé, notamment les banques, les compagnies d'eau, les métaux et les brasseries. Le plus fort gain de la séance a été enregistré par le secteur des médias et des relations publiques. Saatchi & Saatchi, qui a cédé 10,25 pence à 18,75 pence, en réaction à l'annonce d'une augmentation du capital accompagnant la recapitalisation dévolue le mois dernier.

## FAITS ET RÉSULTATS

Grand Met vend deux chaînes de restaurants. Le groupe alimentaire britannique Grand Metropolitan a annoncé, jeudi 21 février, la vente de deux chaînes de restaurants au groupe Ciments Français. Il s'agit de la chaîne Bretonne - Pizzaland (101 établissements) et Pastificio (35) - à Bright Reasons, société constituée par d'anciens responsables de Mecca Leisure Group (racheté l'an dernier par Rank Organisation). Le prix, non révélé, avoisinerait les 25 millions de livres (environ 235 millions de francs). Grand Met cherche actuellement à vendre trois autres chaînes, Perfect Pizza, Wienerwald et Spaghetti Factory (les deux dernières acquises pour 20 millions de livres en 1989).

Michael Milken pourrait être libéré après deux ans de prison. Le financier américain Michael Milken, inventeur des obligations pourries (junk bonds), pourrait être libéré au bout de deux ans, a estimé le juge fédéral qui le condamne à dix années de prison pour enfreinte aux réglementations boursières, sur la base d'une nouvelle estimation du tort causé par cet homme d'affaires aux investisseurs. Le bureau fédéral de l'application des lois a en effet estimé que le total des infractions reconnues par Michael Milken avait coûté 885 614 dollars aux investisseurs, soit beaucoup moins que l'estimation de 4,7 milliards avancée par l'accusation lors du procès Milken en novembre 1990. L'évaluation du tort causé par Michael Milken devra finalement passer derrière les barreaux émanant du juge Kimba Wood, qui l'avait elle-même condamné à dix ans de prison « pour l'exemple », à la surprise générale. Les experts s'attendent plutôt à une peine de deux à trois années, équivalente à celle infligée en 1986 à un autre financier coupable de malversations, Ilya Borsky. La condamnation de Milken est la plus lourde jamais prononcée dans le cadre d'un scandale financier à Wall Street. Le financier avait également été condamné à une amende de 600 millions de dollars. Michael Milken, quarante-quatre ans, a fait appel de la sentence. Il devra néanmoins intégrer sa cellule le 4 mars.

Ciments français regroupe ses activités industrielles en Turquie. Le groupe Ciments français a annoncé qu'il allait regrouper l'ensemble de ses activités industrielles en Turquie au sein de la société Set Group Holding As. M. Faruk Yagiz, l'actuel directeur général de la société nationale de pétrochimie Petkim, est nommé président de la nouvelle société. Ciments français, numéro 2 du ciment en France, est présent en Turquie dans ses quatre usines : le ciment, le granulat (Set Tas), le béton prêt à l'emploi (Set Beton) et

## PARIS, 21 février

## Raffermissement

La Bourse de Paris s'est rassaisie jeudi, après la pause de la veille. Pour la première séance du nouveau trimestre, les têtes d'affiche ont pesé dans la hausse. Les valeurs françaises ont continué leur progression, non sans avoir un peu marqué le pas au cours de la matinée. A la mi-journée, l'indice de la CAC 40 était en hausse de 1,44 %, soit 12,22 points. L'après-midi, l'annonce de la place parisienne n'inscrivait en hausse de 1,22 %. Toutefois, le résultat de la séance a été en clôture, n'affichant plus qu'une avance de 0,98 %.

Les bonnes dispositions affichées par la place parisienne ont été trouvées, en partie, leurs appuis sur le sentiment selon lequel la guerre du Golfe serait courte. Par ailleurs, les ordres de crédit ont été en une possible détente des taux américains : certains ont cru déceler dans le discours de M. Alan Greenspan, prononcé devant le Congrès, des allusions allant en ce sens. Des déclarations à la presse faites par M. Nicholas Brady, secrétaire américain au Trésor, à l'issue d'une intervention devant le Congrès, ont conforté ce sentiment. M. Brady continuait de croire qu'une grande marge de manœuvre existe pour pouvoir baisser les taux.

Cela étant, le palais Brongniart s'est démarqué plus franchement de Wall Street qui a abandonné plus de 1 % en clôture.

## TOKYO, 22 février

## Nouveau repli

Rompant avec le rythme de l'attente, la Bourse de Tokyo s'est repliée vendredi pour la deuxième journée consécutive. Le mouvement ne s'est toutefois pas amorcé, immédiatement. Une reprise s'était produite en séance et ce n'est qu'un peu plus tard dans l'après-midi que le marché devait se resserrer. A la clôture, l'indice Nikkei s'établissait à 25 902,81, soit à 121,56 points (-0,47 %) en dessous de son niveau précédent.

VALEURS	Cours du 21 février	Cours du 22 février
Alcoa	88 3/8	88 3/8
Boeing	47 3/8	47 1/2
Chase Manhattan Bank	14 3/8	14 3/8
Eastman Kodak	30 1/2	30 3/4
Exxon	53 3/4	53 3/4
General Electric	60 1/4	60 1/4
General Motors	35	35 1/8
IBM	138 1/2	138 1/2
Intel	51 1/4	51 1/4
Johnson & Johnson	89 7/8	89 7/8
Merck	101 1/4	102 3/4
Pharmacia	58 1/4	58 1/2
Rockwell	81 3/8	81 3/8
Union Carbide	139 1/2	142 3/4
US Steel	29 3/4	30 1/8
Westinghouse	29 3/4	29 3/8
Yale	54 3/8	54 1/2

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa	3305	3290	Groupe Ogey	606	604
Amstel	252 70	258	Géral	560	558
Amstel	105	105	LCC	235	235
S.A.C.	172 40	172 40	IDA	280	280
Agis Verve (ex BOM)	820	820	Idemex	123	123
Boiron (L)	398	397	Idemex Hénar	710	710
Boiron (L)	200	200	Idemex	110	110
CAL de Fr. (C.C.I.)	1000	999	Idemex	270	270
Calsonic	380	380	Idemex	55 10	55 10
Carif	594	594	Idemex	148 70	148 70
C.E.R.P.	178	178	Idemex	590	589
C.F.P.I.	287 50	283 50	Idemex	83	83
C.N.I.M.	850	870	Idemex	356	359
Colson	278	278	Idemex	565	565
Comptex	288 50	288	Idemex	300	300
Conform	819	819	Idemex	174 80	174 80
Covis	245 20	245 20	Idemex	90 50	90 50
Dalme	770	770	Idemex	280 50	280 50
Danachy Worms Co.	385	385	Idemex	172	174
Danachy et Gir.	249	250	Idemex	204	200
Dowling	1044	1044	Idemex	249 80	259 80
Dreier	400	400	Idemex	173	173
Dufresne	145	140 70	Idemex	115	118
Editions Belfond	280	280	Idemex	676	677
Europ. Propriété	358	358			
Finacor	125	125			
Financière	153 40	153 40			
FFI (groupement)	270	270			
Grand Lys	365	365			
Gravograph	214	214 10			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 21 février 1991

Nombre de contrats : 85 479.

COURS	Mars 91	Sept 91
Dernier	104,92	105,44
Précédent	104,90	105,48

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
	Mars 91	Sept 91
106	0,06	1,16
	1,33	1,65

## CAC 40 A TERME

COURS	Février	Mars	Avril
Dernier	1 712	1 728	1 731
Précédent	1 713	1 721,5	1 732

## CHANGES

## Dollar : 5,06 ↓

Le dollar s'est orienté à la baisse vendredi 22 février après l'annonce de l'accord donné par l'Irak au plan de paix soviétique. Cependant, les opérateurs restaient prudents en attendant de savoir quel serait le développement exact du conflit dans le Golfe. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,06 francs contre 5,0720 francs la veille à la cotation officielle.

FRANCOFON 21 février 22 février  
Dollar (en DM) 1,490 1,4875  
TOKYO 21 février 22 février  
Dollar (en yen) 131,43 130,85

MARCHÉ MONÉTAIRE  
(effets privés)  
Paris (22 février) 93/16-51/63 %  
New-York (21 février) 65/58 %

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

20 février 21 février  
Valeurs françaises 111,80 112,70  
Valeurs étrangères 105,60 104,20  
(SIBF, base 100 : 31-12-81)  
Indice général CAC 40 448,25 453,47  
(SIBF, base 1000 : 31-12-87)  
Indice CAC 40 1 693,07 1 709,72

NEW-YORK (indice Dow Jones)

20 février 21 février  
Industriel 2 899,01 2 891,83  
LONDRES (indice Financial Times)

20 février 21 février  
100 valeurs 2 296,80 2 312,40  
30 valeurs 1 826,28 1 844,60  
Mises d'Etat 131,70 132,20  
Fonds d'Etat 85,78 85,72

FRANCOFON

20 février 21 février  
Dax 1 567,32 1 566,32  
TOKYO  
21 février 22 février  
Nikkei Dow Jones 26 624,31 25 902,81  
Indice général 1 934,52 1 922,88

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ base	+ base	+ base	+ base
\$ E.-U.	5,0620 5,0640	+ 112 + 122 + 218	+ 700 + 760
S. can.	4,3941 4,3997	- 25 + 3 - 58	- 55 + 48
Yen (100)	3,8730 3,8775	+ 32 + 61 + 108	+ 341 + 417
DM	3,4837 3,4867	+ 2 + 22 + 9	+ 36 + 63 + 125
Franc	3,0158 3,0188	+ 19 + 4	+ 34 + 55 + 117
FR (100)	16,5182 16,5325	- 66 - 97	- 127 - 133
PS	3,9780 3,9827	+ 35 + 52 + 71	+ 99 + 304 + 532
L (1 000)	4,5389 4,5448	- 131 - 174 - 260	- 172 - 636 - 508
	5,9190 5,9220	- 298 - 348 - 559	- 405 - 1287 - 1121

## TAUX DES EUROMONNAIES

	6 3/8	6 1/2	6 5/8	6 3/4	6 7/8	6 11/16
\$ E.-U.	7 7/8	8 1/8	7 15/16	8 1/8	8 1/4	7 5/8
DM	8 11/16	8 15/16	8 13/16	8 15/16	9 1/16	8 11/16
Franc	8 7/8	9 1/8	8 7/8	8 15/16	9 1/16	8 11/16
FR (100)	8 1/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	9 1/16	8 11/16
PS	8 1/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	9 1/16	8 11/16
L (1 000)	12 1/2	13 1/2	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/2
	13 9/16	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
Franc	9 1/8	9 3/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## Le Monde-RTL

ENTREPRISES  
à 22h15 sur RTL

Vendredi 22 février  
Hosni Djermail,  
PDG du groupe Sangho,  
de Tunisie et Maroc Contact.

Lundi 25 février  
Maurice Tchenio,  
associé-gérant  
de MM. Patricot,



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 22 FEVRIER

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

VALEURS				% du nom	% du coupon	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS				Cours préc.	Dernier cours	VALEURS				Cours préc.	Dernier cours				
Obligations								Etrangères															
Emp. État 8,967/77								6 83		CLYRAM R.	2605		Mind Delypi	570		A.E.G.	620						
Emp. État 9,976/78								8 04		Colong	266		Mors	115 20	118		Alco Niv Sion	276					
10,895 78/84								8 04		Coyil	382	378	Navigation (M)	214 80		Alco Aluminat	214						
Emp. État 13,258/80								100	13 17	Comptex	525		Openg	285	278		American Bonds	115					
Emp. État 16/82								100 01	16 50	Cy Industrie	4020		Ordel (C)	255		Arbed	655						
Emp. État 14,6 83								100	14 56	Cy Linc Aluminat	388	388	Origny-Dennois	350		Autismen Mines	153						
Emp. État 13,49/83								....	2 31	Concoctis	885	885	Palat Hainaut	570		Banco Popular Esp.	280						
Emp. État 12,25 84								....	4 57	Couss. M. de Prov.	29 50	29 50	Palat Hainaut	655		B. Raghments Int	24000						
Emp. État 11/85								....	7 02	Côte de l'Inde	330		Parafin (C)	200		B. Raghments Int	24000						
10,285 86								....	9 75	C. Universal (C)	529		Parafin (C)	680	548	B. Raghments Int	24000						
DT 10% 52000								....	0 43	Crédit	122 70	122 70	Parafin (C)	199 80		B. Raghments Int	24000						
DAT 9,5% 12/1397								....	1 92	Darby	635		Parafin (C)	227	232	B. Raghments Int	24000						
DT 9,6% 11/1936								....	0 61	Degremont	1386	1408	Parafin (C)	402		B. Raghments Int	24000						
DTT 11,2% 86								105 86	2 45	Delaunay	1750		Parafin (C)	375		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 46	Delaunay Vélipar	4080		Pipe Hebelint	1920	1987	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Delaunay Vélipar	1200		Forcher	727	727	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Bessin Vichy	2885		Franchot	1198		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1640		Publicis	700	700	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	219 80	225	Ruchefort	110	110	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	774		Ruchefort	231 10		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	341 20	341 20	Ruchefort	460	460	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	4000		Ruchefort	385	381	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1520	1528	Ruchefort	270		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	280 10		Ruchefort	185	182 40	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	125	114 50	Ruchefort	1198		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1510		Ruchefort	224		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	630		Ruchefort	130 70	133 80	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	826		Ruchefort	685	655	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	715		Ruchefort	155		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	840	840	Ruchefort	785	800	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1520	1528	Ruchefort	270		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	280 10		Ruchefort	185	182 40	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	125	114 50	Ruchefort	1198		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1510		Ruchefort	224		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	630		Ruchefort	130 70	133 80	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	826		Ruchefort	685	655	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	715		Ruchefort	155		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	840	840	Ruchefort	785	800	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1520	1528	Ruchefort	270		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	280 10		Ruchefort	185	182 40	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	125	114 50	Ruchefort	1198		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1510		Ruchefort	224		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	630		Ruchefort	130 70	133 80	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	826		Ruchefort	685	655	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	715		Ruchefort	155		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	840	840	Ruchefort	785	800	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1520	1528	Ruchefort	270		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	280 10		Ruchefort	185	182 40	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	125	114 50	Ruchefort	1198		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1510		Ruchefort	224		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	630		Ruchefort	130 70	133 80	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	826		Ruchefort	685	655	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	715		Ruchefort	155		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	840	840	Ruchefort	785	800	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1520	1528	Ruchefort	270		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	280 10		Ruchefort	185	182 40	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	125	114 50	Ruchefort	1198		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1510		Ruchefort	224		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	630		Ruchefort	130 70	133 80	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	826		Ruchefort	685	655	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	715		Ruchefort	155		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	840	840	Ruchefort	785	800	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1520	1528	Ruchefort	270		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	280 10		Ruchefort	185	182 40	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	125	114 50	Ruchefort	1198		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1510		Ruchefort	224		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	630		Ruchefort	130 70	133 80	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	826		Ruchefort	685	655	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	715		Ruchefort	155		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	840	840	Ruchefort	785	800	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1520	1528	Ruchefort	270		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	280 10		Ruchefort	185	182 40	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	125	114 50	Ruchefort	1198		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1510		Ruchefort	224		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	630		Ruchefort	130 70	133 80	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	826		Ruchefort	685	655	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	715		Ruchefort	155		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	840	840	Ruchefort	785	800	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1520	1528	Ruchefort	270		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	280 10		Ruchefort	185	182 40	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	125	114 50	Ruchefort	1198		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1510		Ruchefort	224		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	630		Ruchefort	130 70	133 80	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	826		Ruchefort	685	655	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	715		Ruchefort	155		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	840	840	Ruchefort	785	800	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1520	1528	Ruchefort	270		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	280 10		Ruchefort	185	182 40	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	125	114 50	Ruchefort	1198		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1510		Ruchefort	224		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	630		Ruchefort	130 70	133 80	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	826		Ruchefort	685	655	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	715		Ruchefort	155		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	840	840	Ruchefort	785	800	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1520	1528	Ruchefort	270		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	280 10		Ruchefort	185	182 40	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	125	114 50	Ruchefort	1198		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1510		Ruchefort	224		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	630		Ruchefort	130 70	133 80	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	826		Ruchefort	685	655	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	715		Ruchefort	155		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	840	840	Ruchefort	785	800	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1520	1528	Ruchefort	270		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	280 10		Ruchefort	185	182 40	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	125	114 50	Ruchefort	1198		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1510		Ruchefort	224		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	630		Ruchefort	130 70	133 80	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	826		Ruchefort	685	655	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	715		Ruchefort	155		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	840	840	Ruchefort	785	800	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	1520	1528	Ruchefort	270		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	280 10		Ruchefort	185	182 40	B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45	Elas Vichy	125	114 50	Ruchefort	1198		B. Raghments Int	24000						
DN Bepes 5000								....	1 45</														

**SICAV** (sélection)[illegible]

Cote des Changes		
	COURS	COURS

MARCHE OFFICIEL	préc.	22/2	achet	vente
Baux-Usine (1 usin)	5 072		4 660	6 350
Aluminium (100 dm)	5 007			
Nickel (100 kg)	340 150	320	340	340
Pour-Us (100 m)	100 000	16 050	17 050	17 050
Pour-Us (100 m)	301 730	280	300	310
Indemnité (100 lot)	88 480	84	85	82
Gold-Brenging (1 l)	5 328	4 050	4 050	4 050
Orbion (100 lot)	387 590	385	377	405
Orbion (100 lot)	51 000	51	51	51
Norville (100 lot)	57 050	53	53	53
Autriche (100 ach)	48 345	48	48	48
France (100 ach)	51 000	51	51	51
Portugal (100 ach)	3 857	8 130	8 130	8 280
Canada (100 ach)	3 857	3 660	3 660	3 660
Japan (100 ach)	3 857	3 660	3 660	3 660

Marché libre de l'or		
MONNAIES	COURS	COURS

MONTAGNES ET DEVISES	COUROS préc.	COUROS 22/2
fin fin (silo en barre)	83000	
fin fin (en lingot)	8450	
capitoin (20)	39859	
the Fr (10 \$)	400	
Race Suisse (20 \$)	406	
the Lucine (20 \$)	352	
couverain	466	
the 20 dollars	2330	
the 10 dollars	1385	
Race 6 dollars	690	
the 50 pesos	2305	
Race 10 florins	356	

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
**45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - < : prix précédent - ■ : marché continu



## La guerre du Golfe

## Le dernier mot de M. Saddam Hussein ?

« Notre peuple et notre armée veulent continuer la lutte, ils sont prêts au sacrifice. (...) Je (nos adversaires) veulent que nous nous rendions mais ils seront déçus. » Comme dans ses précédents discours, Saddam Hussein n'a cessé d'affirmer, jeudi 21 février, au cours des trente-cinq minutes de son allocution radiodiffusée, une étonnante volonté de poursuivre la guerre.

Il était alors difficile d'imaginer que quelques heures plus tard le ministre irakien des affaires étrangères, à Moscou, accepterait les propositions de paix soviétiques et donc le principe d'une évacuation du Koweït, encore qualifié les jours précédents de « dix-neuvième province » irakienne. A noter, d'ailleurs, que Radio-Bagdad, vendredi matin, n'avait toujours pas fait la moindre allusion à cette acceptation transmise au Kremlin par Tarek Aziz.

Nombre de dirigeants arabes, avant Saddam Hussein, ont souvent traversé de la sorte leurs réelles décisions et la véritable situation dans laquelle ils se trouvaient. Par exemple, Nasser, dont le président irakien a voulu retrouver le prestige, était passé maître

dans ce genre d'exercice et l'avait notamment prouvé après la cuisante défaite de l'Égypte en 1967.

Ce discours de jeudi a donc été on ne peut plus ambigu, sinon contradictoire avec la démarche de Tarek Aziz auprès de Mikhaïl Gorbatchev. Il semble bien que le chef de la diplomatie irakienne ait été chargé de dire « oui » à un plan de paix qui ne reprend pas les principales conditions à un retrait des troupes irakiennes énoncées par Bagdad le 15 février.

Dans le projet soviétique, il n'est pas question du « retrait » des forces américaines et alliées de la région demandée dans le texte irakien de la semaine dernière. Sur tout, l'irak n'obtient apparemment pas que l'on mentionne une quelconque discussion à venir sur les autres conflits du Proche-Orient. Ce fameux lien auquel tient tant Saddam Hussein depuis le début de la crise et dont l'évocation, d'une manière ou d'une autre, lui aurait permis de « sauver la face ». N'avait-il pas relâché tous les otages occidentaux, qu'il avait pris pour « boucliers » contre une offensive alliée, dans l'espoir que George Bush accepterait de promouvoir un débat sur le problème

palestinien. Promesse fermement refusée.

La détermination quasi belliqueuse manifestée par Saddam Hussein, dans son discours, a certainement pour but de faire passer, aux yeux de l'opinion arabe qui le soutient, une dramatique concession. Saddam Hussein cède beaucoup, mais il n'a pas dit son dernier mot.

## « Victoire ultérieure »

D'abord, il accuse les États-Unis de vouloir beaucoup plus que le retrait du Koweït et reproche au président Bush d'avoir rejeté ses « initiatives de paix ». Sachant les réticences de Washington devant le plan soviétique, il renvoie la balle dans le camp des États-Unis en déclarant que, si la démarche de Tarek Aziz à Moscou est réduite à néant par un nouveau rejet américain, « cela fera tomber tous les voiles, laissant les intentions d'agression contre nous à découvert et sans confusion ». Et, une fois de plus, Saddam Hussein essaye ainsi de diviser la coalition.

« Nous continuerons la lutte, confiant que nous remporterons ultérieurement la victoire », a lancé le président irakien à la fin de son

allocution. Tout n'est pas joué, semble-t-il. Il est contraint à une concession majeure, mais il peut arguer qu'il sauve déjà la face après avoir tenu tête, depuis le 2 août et davantage encore depuis plus d'un mois de guerre, à une formidable coalition, tout en préservant une partie de sa puissance militaire, c'est-à-dire le moyen de maintenir son pouvoir. Il ne peut oublier que des irakiens ont osé manifester leur joie quand, le 15 février, ils ont appris que leur chef envisageait sérieusement d'évacuer le Koweït. Il a probablement senti le danger d'une révolte de même qu'il a mesuré le péril de la situation quand l'aviation alliée a bombardé Bagdad au moment où son discours était diffusé.

Mais Saddam Hussein croit encore à une victoire « ultérieure » et il est vrai qu'il s'est joué avec ses engagements. Après la fin de la guerre Irak-Iran, en 1988, il a fallu attendre... août 1990 pour qu'il applique complètement les conditions du cessez-le-feu. Vraisemblablement, le dernier mot de Saddam Hussein est encore à venir.

FRANCIS CORNU

## Le débat sur le statut de l'île

## Le « peuple corse » au Sénat

M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, s'est entendu, mercredi 20 février, par la commission des finances du Sénat sur le projet de loi relatif au statut de la Corse. Saisis pour avis, les sénateurs de cette commission ont examiné avec le ministre les dispositions fiscales du texte. Le ministre a refusé de reprendre à son compte les idées, en matière fiscale, de l'Assemblée de Corse, dont le président est M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député RPR de Corse-du-Sud. Il n'est pas concevable, à ses yeux, de faire de la Corse une zone franche, ni souhaitable d'aligner sa fiscalité sur celle des départements outre-mer.

M. Marchand a également évoqué la taxe sur les transports de voyageurs, créée par les députés pendant le débat à l'Assemblée nationale et destinée à alimenter un fonds d'intervention pour l'aménagement de la Corse. M. Marchand a indiqué que cette taxe devrait sans doute être remplacée par une ressource d'une autre nature. Lors de la première lecture à l'Assemblée, M. Pierre Joxe, alors ministre de l'intérieur, avait souligné qu'il comprenait le souci des députés mais que l'institution d'une telle taxe — à laquelle était très attaché le rapporteur du projet, M. José Rossi, député UDF-PR de Corse-du-Sud — posait des problèmes juridiques, notamment européens.

Cette audition a donné un premier aperçu de l'accueil que la majorité sénatoriale pourrait réserver au texte. Au cours de la discussion, MM. Christian Poncelet (RPR), président de la commission des finances, René Monory (centriste) et Paul Lorient (PS, consultant Chevenement), ont exprimé leur opposition à l'article premier du texte qui reconnaît le « peuple corse » comme « composante du peuple français ». En revanche,

deux sénateurs de l'Union centriste, récemment en mission pour leur groupe dans l'île, MM. Jacques Golliet (Haute-Savoie) et Marcel Rudloff (Bas-Rhin), avaient approuvé, à Ajaccio, le principe d'une réforme institutionnelle, en signalant que, à l'exception de M. de Rocca-Serra, « la quasi-totalité » de leurs interlocuteurs en Corse-du-Sud « avait exprimé la volonté de voir le statut modifié pour une plus large autonomie ».

La commission des finances a également entendu M. de Rocca-Serra. Elle recevra bientôt M. François Giacobbi (MRG), président du conseil général de Haute-Corse. L'un et l'autre sont opposés au projet.

Par ailleurs, M. Laurent Croze, premier secrétaire de la fédération du PS de Haute-Corse, a demandé, lundi 20 février, que les instances nationales du PS « envisagent l'existence du MRG de la majorité présidentielle » après que les élus MRG ont voté, le 14 février, le « budget de la droite » à l'Assemblée régionale, tandis que les élus socialistes, communistes et autonomistes votaient contre. Le projet de budget régional avait été adopté par quarante-trois voix contre quinze. M. Croze a écrit à M. Michel Rocard, au ministre de l'intérieur et au premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, pour dénoncer la « trahison » du MRG.

Le MRG de Corse, qui détient la mairie de Bastia et le conseil général de Haute-Corse, fait partie, avec la majorité de la droite, des forces conservatrices de l'île qui s'opposent à toute évolution statutaire et en particulier au projet de loi préparé par M. Joxe. Le PS, notamment celui de Haute-Corse, soutient le projet Joxe. Pour le moment, les socialistes de Bastia font partie, avec les communistes, de la majorité municipale de M. Emilio Zaccarelli, maire MRG de Bastia. M. Croze est troisième adjoint.

## Les réactions en France

## La polémique sur la couverture médiatique

## Un « super-pool » français

RYAD

de notre envoyé spécial

Si la « grande offensive terrestre » doit avoir lieu, elle risque d'être quasi-exclusivement « couverte », pour la presse française, par des journalistes sélectionnés selon des critères très particuliers.

Dans le plus grand secret, au cours de la nuit du jeudi 21 février au vendredi 22 février, le SIRPA a emmené au front une dizaine de confrères appartenant à des quotidiens, des agences de presse, ou des magazines. Presque tous ces journalistes sont officiers de réserve. Ceux qui ne le sont pas sont accrédités de longue date auprès du ministère de la Défense. Tous ont été choisis individuellement par l'état-major et le cabinet de M. Joxe. Ils vont passer plusieurs jours en toute première ligne, jusqu'au déclenchement éventuel de la bataille.

Ce dispositif qui s'ajoute aux deux formations déjà existantes — le pool normal de quelques heures et le pool d'« immersion » de vingt-quatre heures — est considéré par certains comme la manifestation de la volonté de l'état-major de ne voir couvrir les combats que par des observateurs considérés comme « sûrs ». Pour sa part le SIRPA justifie ce choix par des raisons d'« aptitudes militaires », et fait valoir le danger physique que représente cette présence en première ligne.

D. S.

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 22 février

## Calme et soutenu

Devant le doute soulevé par l'acceptation irakienne du plan de paix soviétique, la Bourse de Paris s'est montrée très réservée sur l'attitude à prendre. La tendance était soutenue à l'ouverture (+0,48 %). Mais au fil des cotations, le meagre terrain gagné se réduisait. Vers 11 heures, le marché ne progressait plus que de 0,30 %.

Le mensuel  
**PASSAGES**  
**SHIMON PERES**  
ENTRETIEN EXCLUSIF  
**D'abord la paix avec les Palestiniens**  
VENTE EN ROSQUE 90 F

M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de la Défense : « L'objectif fixé par l'ONU, c'est l'évacuation du Koweït par l'Irak. Celui-ci vient de l'accepter. L'honneur de la France, le respect du droit, l'intérêt national commandent d'agir pour que les États-Unis renoncent à poursuivre une guerre qui a déjà fait trop de victimes et qui n'aurait plus rien à voir avec les objectifs de l'Organisation des Nations unies. »

M. Jean-Claude Gaysot, membre du secrétariat du comité central du RCF : « C'est avec un grand soulagement que nous avons appris l'acceptation par l'Irak du plan de paix soviétique qui prévoit le retrait du Koweït comme le stipule la résolution 660. La porte de la paix est à présent ouverte. Il faut saisir cette chance sans tergiverser. Les armes doivent se taire. Il faut appliquer le cessez-le-feu pour permettre le retrait de l'Irak du Koweït et la France doit peser de tout son poids pour l'application du plan de paix soviétique. »

M. Jean Lecanuet (UDF), président de la commission des affaires étrangères du Sénat : « Il faut que les forces militaires alliées poursuivent leur action d'une manière ferme jusqu'à ce que le retrait soit un fait accompli. Ce qu'il faut, c'est que l'Irak évacue complètement le territoire du Koweït et qu'il laisse sur place son matériel de guerre pour éviter que Saddam Hussein ne récupère une force armée, ne retrouve la richesse du pétrole dans quelques années et ne relance des offensives. »

Les Verts : « C'est une solution à la guerre, une victoire diplomatique de Gorbatchev, par conséquent un répit pour la perestroïka, une opportunité pour l'Europe et en par-

UNE FEMME :  
— « CHEZ RODIN, IL Y A UN MONDE FOU ! »  
SON AMIE :  
— « FORCÉMENT ILS JETTENT LEURS TISSUS PAR LES FENÊTRES... »  
COUPONS-SOULES (MODE ET DÉCORATION)  
**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

ticulièrement pour la France d'exister politiquement par rapport aux États-Unis. Le gouvernement doit soutenir les efforts de Moscou. L'humiliation du monde arabe à travers l'écrasement de l'Irak n'est ni de l'intérêt de la France ni de celui du droit international. »

Le nombre de postes proposés aux différents concours de recrutement d'enseignants du second degré ainsi que leur répartition disciplinaires par discipline ont été publiés au Journal officiel du 20 février.

Les candidats au métier d'enseignant qui se présenteront au CAPES, au CAPET (éducation physique) ou au CAPET (enseignement technique), et les professeurs en poste devant obtenir une promotion par le biais des concours internes se partageront, cette année, 23 000 postes. Une hausse de 17 % par rapport à 1990, où 19 600 postes étaient proposés. La progression subit toutefois un net fléchissement, puisque le volume des postes avait augmenté de 24 % l'an dernier, après l'effort très important (+40 %) consenti en 1989 par le gouvernement pour tenter d'enrayer la crise de recrutement que connaît l'éducation nationale.

Si l'on considère seulement les postes mis aux concours externes réservés aux étudiants, qui permettent d'augmenter le stock d'enseignants et de pourvoir aux départs en retraite, la baisse est de 13 % par rapport à 1990 (le Monde du 16 février), également répartie sur l'ensemble des disciplines. Au CAPES externe, celles qui reçoivent le plus gros contingent de postes sont les mathématiques (1 543 postes), les sciences physiques (1 432), l'histoire-géographie (1 427), les lettres modernes (1 320) et l'anglais (1 317). Enfin 680 postes sont offerts au CAPET (éducation physique).

Le nombre de postes offerts au CAPES interne double par rapport à 1990 : 9 400 contre 4 600 en 1990.

Si le directeur de la Caisse d'épargne de Nancy incrimine dans une affaire de drogue, M. Jacques Brzezinski a été inculpé jeudi 21 février par un juge d'instruction du tribunal de Nancy (Meurthe-et-Moselle) de « facilitation d'usage de stupéfiants par fourniture d'un local », un chef d'inculpation extrêmement rare. M. Brzezinski, directeur de la Caisse d'épargne de la ville et ancien président de l'AS Nancy-Lorraine, a quitté, le palais de justice en fin de matinée. Il lui est reproché d'avoir organisé, en 1988, des soirées au cours desquelles aurait circulé de la drogue. « J'ai en tort de ne pas chasser les gens qui fumaient des joints chez moi. Mais je suis heureux d'avoir pu m'expliquer parce que la rumeur commençait à enfler », a-t-il dit à sa sortie du palais. L'ancien international Olivier Rouyer, entraîneur adjoint du club, également entendu dans le cadre de cette affaire, avait été relâché mercredi soir. (Corresp.)

## Le recrutement des enseignants

## Les candidats au CAPES sont encore trop peu nombreux

Ce sont cette fois les lettres modernes qui sont le mieux pourvues (1 732 postes), suivies de l'anglais (1 262), de l'histoire-géographie (1 231) et des mathématiques (1 231). En outre, 650 postes sont mis aux concours de CAPES internes. Les candidats au professorat dans les disciplines technologiques se partageront, enfin, 2 900 postes répartis à égalité entre concours externe et concours interne.

Mais la solution à la crise du recrutement de professeurs dépend pour une large part de l'augmentation du vivier d'étudiants candidats au métier d'enseignant. Ils sont 41 897 cette année, soit environ un candidat pour quatre postes en moyenne. Une augmentation de 4,4 % par rapport à 1990 (+2 % au CAPES et +8 % au CAPET) qui ne sera sans doute pas suffisante pour

améliorer véritablement le rendement des concours. Ce dernier est très faible. En 1990, sur les 13 300 postes mis aux concours externes du CAPES, CAPET et CAPET, 4 240, soit plus de 30 %, n'ont pas trouvé preneurs. Le déficit était particulièrement important en sciences économiques et sociales, en sciences physiques et en mathématiques : un poste sur deux seulement avait été pourvu dans ces disciplines.

Aux concours internes, après une chute très importante du nombre des candidats (-19 % entre 1989 et 1990), ce dernier se stabilise. Mais le nombre de postes doublant cette année, le rendement des concours internes ne devrait pas s'améliorer. En 1990, 39 % des postes offerts au CAPES interne n'avaient pas été pourvus.

Ch. G.

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

- Débats**  
La guerre du Golfe : « Interdire les ventes d'armes », par Pierre Beckouche ; « Entre la bien et le mal », par Hélène Bleskine ..... 2  
**La guerre du Golfe** ..... 3 à 8  
**Journal d'un amateur**  
« Camouflage », par Philippe Bouchet ..... 7  
**La tension en Albanie**  
Nouvelles manifestations anti-communistes à Tirane ..... 9  
**Procès en diffamation**  
L'inspecteur Dufour poursuivi par M. Philippe Guillemin ..... 11  
**La mort de Margot Fonteyn**  
Une balladine de cristal ..... 13  
**Sophie Marceau joue Anouilh**  
« Eurydice », une pièce noire et méchante ..... 13  
**Le glas des terre-neuvas**  
Un châtiment congélateur désarmé à Saint-Malo. La ville s'inquiète... 17  
**Accroissement des impôts en Allemagne** ..... 18  
**Réorganisation dans la restauration collective**  
Deux grosses sociétés redistribuent leurs cartes ..... 18  
**4 milliards de francs de profit pour Total**  
Les bénéfices du groupe pétrolier se sont fortement accrus en 1990 ..... 20

## SECTION B

## SANS VISA

- Ténérife, refuge de haute mer
- Coup d'œil : Rendez-vous à Strasbourg
- Le mistral, fidèle compagnon des Baux-de-Provence
- Époque : retour à Katmandou
- Les Jeux
- La table
- Parcourez les grandes vendanges de Cubatambo...

## Services

- Abonnements ..... 2
- Annonces classées ..... 18
- Camel ..... 15
- Jeux ..... 28
- Marchés financiers ..... 20-21
- Météorologie ..... 15
- Philatélie ..... 18
- Radio-Télévision ..... 18
- Spectacles ..... 14
- La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM
- Le numéro du « Monde » daté 22 février 1991 a été tiré à 542 632 exemplaires.

LETO 1991	
2 17 23 28 38 42 19	
6 14 339 795 F	
2 14 339 795 F	
2 14 339 795 F	
2 14 339 795 F	
2 14 339 795 F	
2 14 339 795 F	
2 14 339 795 F	
2 14 339 795 F	
2 14 339 795 F	

TACOTAC	
LE N° 272 035 GAGNE 400 000 F	
TOUTES LES BILLES DE TACOTAC	
72 095 40 000 F	
2 035 4 000 F	
095 400 F	
95 40 F	
5 10 F	
DATE LIMITE DE PARTICIPATION DES JOUEURS : 31 MARS 1991	
8 • TRANCHE TIRAGE DU 21 FÉVRIER 1991	

**PRATIQUEZ**  
Le sport de la personnalité !  
**ET GAGNEZ**  
• Impact sur un public  
• qualité des contacts  
• influence en réunions  
• maîtrise en entretiens  
• force de conviction  
• rayonnement de votre personnalité  
**CONFÉRENCES D'INFORMATION**  
de 19h à 20h45  
• PARIS Gare de Lyon  
lundi 26 février  
Hôtel Fontaine  
2 M Louis Armand  
• PARIS 33 Av. de Wagram  
les 25, 26 et 28 février  
**ENTRAÎNEMENT DALE CARNEGIE**  
Leader mondial de la Formation  
Présenté en France par la SNE  
2, Rue de Marly - 75001 Le Châtelet  
Tél 1-30 54 61 06 - Fax 1-30 54 61 25

هنا من الأصل



# S A N S • V I S A

## Ténériffe, refuge de haute mer



Faire provision de soleil à tout prix. Partir coûte que coûte. Ne pas se laisser impressionner par les événements. Mais sur quel territoire, près de quels rivages peut-on actuellement débarquer sans craindre le pire ? Il restait les Canaries. Les Français s'y sont réfugiés. Enquête.

On croyait avoir perdu leurs traces. Ils avaient déserté les aéroports. On les voyait devant un bon feu de cheminée chez une cousine de Marvejols, ou repêcher tout simplement les volets de leur pavillon de banlieue.

Ils sont frileusement serrés les uns contre les autres. Les serviettes à touche-touche sur un sable couleur de marbre noir, les appareils de photo crépitent peut-être un peu moins, les Caméscopes se font plus discrets comme s'il y avait quelque indécence à filmer du bonheur sur fond de palmiers et de dunes argentées. Peut-être aussi les couples sont-ils subitement plus tendres.

Ténériffe frissonne en ce milieu de février sous son volcan qui s'est noué une écharpe de neige autour du cou. Ténériffe, l'île égoïste, avec sa cargaison de touristes, essaie de rompre les amarres. Pour une destination incertaine, l'oubli.

Dans un va-et-vient continu, les avions déversent les candidats à l'invasion impossible, ceux qui veulent échapper au feuilleton quotidien des aventures de Saddam, ceux que le spectacle du déluge de feu qui s'abat sur Bagdad commence à chavaler, ceux qui regrettent que le successeur de Nabuchodonosor ait volé la vedette à Simone Weber, ceux qui jettent l'éponge enfin et ne peuvent suivre le rythme macabre.

Dans la seule journée du samedi 16 février, sept cents Français ont débarqué à Reina-Sofia, l'aéroport de l'île. Les hôtesses, débordées, toutes de bleu vêtues, ont accueilli ces « naufragés » de l'Europe. Les touristes de l'Hexagone mettent le cap sur les Canaries. On peut même parler de boom depuis le mois de novembre. Le groupe Chorus par exemple, qui contrôle le quart du marché français des Canaries, annonce 50 % d'entrées supplémentaires par rapport à 1989-1990 qui était déjà « une

bonne année ». Alors que pour les autres nationalités européennes la progression n'a été que de 8 % en janvier 1991 par rapport à janvier 1990.

Sur les quatre millions de touristes qui fréquentent annuellement les Canaries (le flot est comparable à celui qui submerge la Grèce), il y a cent cinquante mille Français seulement ; les Anglais et les Allemands fournissent les gros bataillons. Le « débarquement » français est donc peu conséquent, mais il est significatif. À n'en pas douter, les habitudes du Maghreb ou du pourtour oriental de la Méditerranée préfèrent des rives moins troublées et ont opté ce que les agences appellent pudiquement depuis quelques semaines un « recentrage à l'ouest » de leurs déplacements.

« On a fait comme tout le monde », murmure à la sortie de l'avion un couple de retraités de Cognac, qui a annulé un safari au Kenya et baisse les yeux en s'excusant presque de cet incivisme touristique. Un commerçant chinois, originaire de Shanghai, restaurateur à Bruxelles, avait en point de mire le Maroc, parce que son rêve est de « faire le maximum de pays d'expression française ». Son agence l'a détourné « d'une façon commercialement élégante » sur les Canaries. Qu'importe ! Il tient surtout à placer sa dernière histoire belge dans la file d'attente morose : « Savez-vous pourquoi Bush veut divorcer ? Parce qu'il n'aime pas Saddam. » Et il se sauve dans un grand éclat de rire.

Singulière destinée que celle de ces îles altières, placées naguère aux avant-postes de la conquête des Amériques, où les flottes de Colomb, de Cortès, de Magellan ont mouillé avant de basculer dans les mers inconnues pour en revenir gorgées d'or ; réduites à gêner aujourd'hui l'oisiveté européenne, morceau de tropique aseptisé où

les strates de touristes se déposent comme des couches géologiques, où le béton sans doute a autant coulé que la lave qui s'échappait des flancs lunaires du Teide. L'opulence canarienne s'était bâtie sur l'audace des découvreurs ; elle se fonde aujourd'hui sur l'obsession de tranquillité des populations nantaises. Siège enfui des Champs Élysées sous les anciens Grecs - l'enfer, à l'époque, se situait au niveau des vivants, c'est le Moyen Âge qui le placera sous terre, - aujourd'hui paradis obligatoire des dépliant touristiques.

Il faut lire les pages émerveillées du grand naturaliste Alexandre de Humboldt lorsqu'il entreprend l'ascension du pic après avoir jeté l'ancre en 1799 dans le port de Santa-Cruz : « Quel endroit extraordinaire, écrit-il à son frère. Nous sommes descendus dans le cratère, plus avant sans doute qu'aucun autre voyageur scientifique avant nous. Les vapeurs sulfureuses ont troué nos vêtements... De ces hauteurs désolées le regard plonge sur

le monde. Quand il vomissait des gerbes d'étincelles et des torrents de feu, le Ténériffe servait de phare à plus de 100 kilomètres à la ronde. » Et pourtant l'ascension s'est mal déroulée du fait de « la mauvaise volonté » des guides. « Ils s'affalèrent par terre toutes les dix minutes pour récupérer », continue Alexandre. Ils dispersent dans notre dos les obsidiennes et les pierres ponces mises soigneusement de côté pour le retour. Nous finissons par saisir que pas un seul n'a encore gravi le sommet du volcan. »

Il faut pourtant regagner les vaisseaux : « Je pleure à la pensée de quitter ces lieux. Si seulement tu pouvais voir ces champs luxuriants, ces forêts de lauriers séculaires, ces vignobles, ces roses ! Figure-toi, on engraisse les porcs avec des abricots ! » Aujourd'hui un téléphérique hisse le long de la montagne majestueuse des poignées de randonneurs qui arrivent à s'extirper des chambres moites. Dans la gare de départ, perdue au milieu du cratère, des écrivains préviennent les

cardiaques des dangers d'une expédition dans les cimes et pour 100 pesetas on peut glisser le bras dans un appareil de tension. Pas de montée dans les airs ce jour, non pour raison de guerre, mais pour cause de vent.

Les vies, secourues par des semaines de traumatisme télévisé, se réorganisent autour des piscines purificatrices. « Ici, pas de mendiants, pas de flics, pas de mosquées ! », résume un responsable touristique. A la barrière de l'océan s'ajoute celles du club, du complexe hôtelier, qui dressent leurs remparts protecteurs où l'on se regroupe de préférence par nationalité. On s'isole même de l'océan parce que le bruit des vagues réveille le pressentiment et parce que du rivage sourd toujours la menace. Topographie idéale pour une stratégie de l'entre-soi. Tristes robinsonnades. Comme si l'île s'accrochait à « la scandaleuse illusion d'ignorer la table rase du destin » (F. Arrabal).

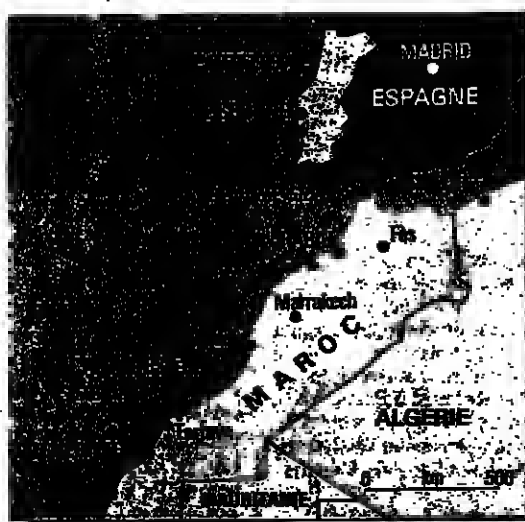
Dans ce club de la Costa-del-Silencio où la masticade commence, la rumeur de l'affaire du « bunker-abri » de Bagdad a réussi néanmoins à trouver une faille dans le dispositif, à pénétrer dans les étages, à s'infiltrer dans les chambres privées de radio et de télévision mais dotées en échange d'un véritable mobilier rustique canarien ; puis elle a rôdé autour de la piscine. Un homme, la quarantaine un peu militaire, saisi brusquement par la fièvre du Golfe, a bondi de son transat. Il fouille nerveusement les présentoirs des journaux déjà vides et se précipite sur l'animateur. Celui-ci, « rapatrié » de Turquie en octobre, distribue des propos qui agissent comme une potion apaisante. « Après tout, on verra bien », lance l'homme qui replonge sur son matelas.

Régis Guyotat  
Lire la suite page 26

### AU SOMMAIRE



Cuba à la saison de la récolte du tabac p. 30  
La géographie ne sait plus à quelle orthographe se fier p. 24  
Les Baux-de-Provence dans la solitude de l'hiver p. 25  
Katmandou n'est plus la capitale des paradis artificiels p. 27  
Escapes (p. 24) • Table (p. 29)  
Jeux (p. 28) • Table (p. 29)





NE cherchez plus Bouddha, Abdelkader, Ibn Séoud, Pékin, Aix-la-Chapelle, Bois-le-Duc, Cambodge ou persan dans vos dictionnaires ou vos journaux : *Buddha, Abd al-Qadir, Ibn Saïd, Beijing, Aachen, S'Herogenbosch, Kampuchéa ou Jarsi*, graphies naguère utilisées seulement par des spécialistes confidentiels ou par quelques anglo-manes ou germanomanes, tendent désormais à s'imposer dans les livres pour enfants ou la presse populaire. Comme si l'orthographe française de ces mots, patinée par les générations, charriant avec elle sa part de légende et de savoir, était périmée...

Il faut que ce soit un lecteur britannique de Cantorbéry qui nous écrive pour protester contre l'emploi dans ces colonnes de la dénomination anglaise de sa ville, *Canterbury*. « Sachez que c'est un précieux privilège auquel tient la cité du primat de l'Eglise anglicane d'avoir une écriture française de son nom ! » Privilège dont ne se soucie guère le Petit Robert, qui donne *Canterbury*, indiquant seulement en petits caractères et entre parenthèses « Cantorbéry », alors que ce devrait être le contraire.

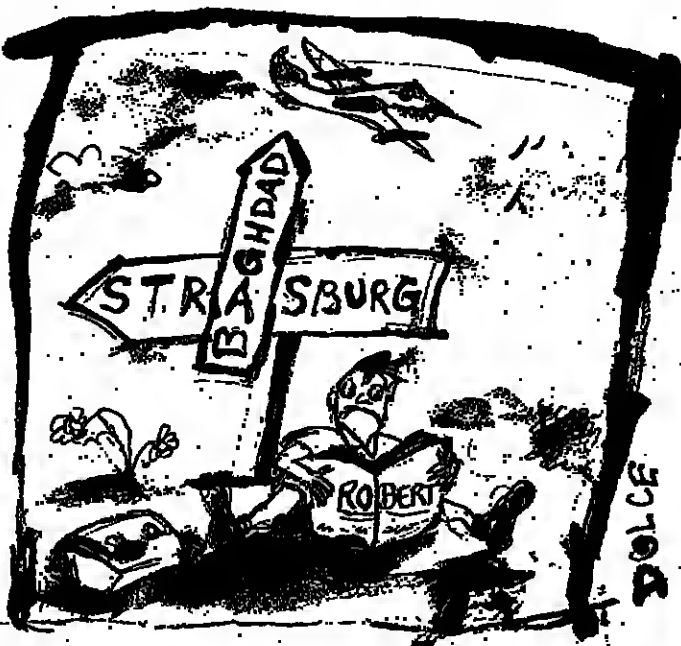
Réactions identiques, parmi les lecteurs allemands ou hollandais, indignés ou ébahis de voir leur bonnes villes d'Aix-la-Chapelle ou Bois-le-Duc de plus en plus fréquemment ramenées à leur appellation indigène dans les médias de l'Hexagone. Sans oublier ce Français de *Johannesburg* (ex-Johannesbourg) qui nous interroge ironiquement : « A quand *Strasbourg* ou *Luxemburg* ? » En bonne logique, en effet...

Donc une lettre nous manque et tout est changé. Au fondamentalisme toponymique, au tiers-mondisme sémantique, aux manies de « chercheurs » dont tout l'apport à une science se limite parfois à un bonvernement de la graphie de son vocabulaire, à la soumission à une prétendue « orthographe scientifique internationale », en réalité

simplement anglo-saxonne, est venue s'ajouter, ces dernières années, la confusion entre les changements de dénominations dus essentiellement à la décolonisation - auxquels chacun doit naturellement se soumettre - et les retours à la sonorité ou à l'écriture originelles de noms de personne ou de lieu décidés par tel gouvernement étranger ou tel théoricien, et auxquels nul Français n'est tenu de souscrire. Sauf évidemment dans la langue du cru.

Lorsque Christiania redevint Oslo ou Bône Annaba, quand la Haute-Volta se rebaptisa Burkina-Faso, il convenait évidemment de s'y conformer. Toute différence est la prétention de certaines capitales, relayées à Paris par tels sinologues, africanistes ou orientalistes, de voir Pékin s'écrire désormais en français *Beijing* ou Mao Tsé-toung, *Mao Zé-dong*, Tananarive, *Antananarivo*, et Constantine, *Qacentina*.

Parfois, des distinctions s'imposent : Ceylan est devenu Sri-Lanka sans pour autant renoncer à sa première identité, conservée notamment pour vanter son thé. Le pays a en somme deux noms, comme longtemps on a pu dire au choix Constantinople (le seul nom de cette ville que toute sa vie Churchill accepta d'utiliser...) ou Stamboul, orthographiée ensuite en français Istanbul (les habitants restant les Stambouliotes), de plus en plus fautive transcrit chez nous *Istanbul*, qui est seulement la graphie turque de l'ancienne capitale, comme *Izmir* est celle de Smyrne, *Trabzon* celle de Trebizonde, *Antalya* celle d'Antioche.



De même, si le Burkina doit obligatoirement remplacer la Haute-Volta, ses habitants sont en français des Burkinabés et des Burkinabaises et non pas des *Burkinabés* (invariable), expression africaine. Si on accédait à l'exigence burkinabaise d'écrire *Burkinabé*, il faudrait logiquement dire les *English* ou les *Italiani* pour désigner nos voisins anglais ou italiens, *Lihsba* au lieu de Lisbonne, *Venezia* en place de Venise et ainsi de suite, jusqu'à abolir le travail multilingue de notre langue pour digérer, polir selon notre oreille la terminologie de l'histoire et de la géographie étrangères.

Et se plier à l'emploi de *Beijing*, de *Sichuan* (Setchouan), *Guangzhou* (Canton) ou *Shanghai* (Changhai) impliquerait,

par exemple, qu'on prie les Chinois de ne plus nommer la France *Fago*, mais *France*.

Dans cet ordre d'idée, la seule question à poser aux musulmans qui se courroucent de voir leur prophète appelé Mahomet par les francophones au lieu de *Mohamed* ou *Muhammad* est : pourquoi nomment-ils Jésus *Aïssa* et non pas comme nous Jésus, saint Jean-Baptiste, *Yohanna El Mahamidane*, Moïse, *Moussa*, etc.

La seconde guerre du golfe Persique (et non pas du « Golfe » ni du golfe Arabo-Persique, car *Sinus Persicus* est la dénomination universelle de cette région depuis l'Antiquité) et il n'y a aucune raison d'en changer par complaisance à l'égard des Arabes, lesquels possèdent déjà à

leur nom une péninsule, une mer et un... golfe, celui d'Alexandrie d'Egypte) s'est tout de suite caractérisée par une recrudescence de termes français avec l'entrée en scène du monstrueux *Koweït-City*. A tout prendre, il fallait avoir le courage d'être anglo-américain jusqu'au bout et d'employer *Kuwait-City*. Comme si la langue française n'avait pas la faculté de discerner si on est à Koweït (la ville) ou au Koweït (l'émirat) ! Les Américains ont besoin, en revanche, de distinguer entre la province du Québec et sa capitale, d'où *Quebec-City*, *Mexico et Mexico-City*, etc.

An-dé-là du Koweït, si Bagdad résiste encore à l'insultement compliqué *Baghdad*, Kirkouk s'est mué du jour au lendemain en *Kirkuk*. Oum-Kasr en *Umm-Kasr* (et fin la chantage égyptien *Oum Kulsoum* en *Umm Kulthum*...), comme si le n, ce son français typique, se prononçait désormais ou : en somme, *Oursoule* au lieu d'Ursule.

Le Chott-el-Arab, le « rivage des Arabes » (chott, lac salé, est même un nom commun français depuis 1860), s'est transformé sans autre motif que notre mimétisme linguistique en *Shatt ou Chatt-al-Arab* ; le traditionnel article « el » (El Golea, El Sadate, Dar-el-Beida) est en train de virer au « al » dans le golfe Persique et ailleurs : *Al Amara*, *Alar-al-Batin*, etc.

A moins d'un ressuscitisme, la « guerre du Golfe » sera perdue pour le français sur le plan linguistique : Dbaran restera doté d'un à superlatif *Dhakar* ; les Qatarotes dénommeront les *Qatar* (invariable) et les Omanais, les *Oman*. Sauf dans la bouche ou sous la plume de Michel Jobert, Gisèle Halimi ou Jean-Pierre Chevènement et de quelques autres, comme par

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

► On lira avec profit le sévère et savoureux *Ce français qu'on malmène*, de Pierre-Valentin Berthier et Jean-Pierre Collignon (correcteur en chef du *Monde*), publié tout récemment par Belfin (250 p.). Signalons aussi la réédition enrichie des *Croniques de la France* de Louis Depecker (Belfin).

## Rendez-vous à Strasbourg...

### ESCALES

#### La Sorbonne en voyage

Les professeurs de la Sorbonne partagent leurs recherches avec le grand public dans le cadre de l'université Inter-Ages. Pour son dixième anniversaire, cette université part en voyage, ajoutant à son cycle de conférences, l'étude sur le terrain. Une première qui comporte six projets dont un en Norvège du 11 au 18 juin, avec en coéquipiers le *Mormoz* et des conférences de Régis Boyer, professeur d'études germaniques et scandinaves, sur les Vikings notamment (huit jours, à partir de 8 910 francs). L'Indonésie sera commentée par Olivier Sevin, maître de conférences. Un circuit très complet. Par les lieux visités et les sujets traités. Principales étapes : Djakarta, Bogor, Bandung, Jogjakarta avec le temple de Boroboudour et le Kraton, palais du sultan, le mini Bromo, un volcan en activité, le lac Batubulan, les bains sacrés de Tampaksiring et deux jours à Bali. Au nombre des conférences : « De la fondation de Batavia à la ville contemporaine de Djakarta », « Le jardin botanique de Bogor », « Le Raffles et l'intermède anglais », « A propos de Praban et Boroboudour », « Les Etats hindouisés d'Indonésie », « Les arts de cour », « Java, un modèle de révolutions vertes », « L'économie de plantation ». Quinze jours, du 4 au 18 septembre, 18 850 francs de Paris à Paris, en pension complète. Supplément chambre individuelle : 2 575 francs. Renseignements et inscriptions auprès de l'université Inter-Ages de Paris-Sorbonne, galerie Richelieu, salle n° 11, 1, rue Victor-Cousin, 75005 Paris, tél. : 40-46-26-18/19.

#### La Norvège de l'Express côtier

La ligne de l'Express côtier existe depuis presque un siècle. De Bergen (à la même latitude que les Shetland) à Kirkenes (à la frontière de l'Union Soviétique), ses onze bateaux longent les côtes de Norvège, transportant hommes, marchandises et courrier. Un parcours de 2 500 milles marins avec trente-cinq escales. On peut monter sur l'un de ces bateaux pour une croisière de huit ou treize jours. Scanditours (dans les agences de voyages) consacre une très belle brochure à cette croisière inhabituelle. Les départs sont



quotidiens, l'itinéraire possible dans les deux sens. Huit jours, de 11 350 F à 14 180 F selon l'emplacement de la cabine. Un prix comprenant les vols Paris-Oslo-Kirkenes et retour, la croisière de Kirkenes à Bergen en pension complète, la nuit d'hôtel à Oslo en demi-pension et l'assistance d'un guide parlant anglais. Départs entre le 1<sup>er</sup> mars et le 30 avril. Treize jours, de 11 190 F à 15 370 F.

#### Voyage dans ma chambre

Nouveau venu parmi les magazines de voyage, *Parance*, trimestriel issu du groupe Géo présente, dans son deuxième numéro, Berlin. Une équipe rédactionnelle franco-allemande prépare le terrain. Pour commencer, quelques flashes qui s'entrechoient sur la réalité berlinoise. Vient alors la partie forte de ce magazine : cinq carrousels de route qui sont en fait cinq itinéraires culturels, poétiques, et informatifs à travers la ville et ses environs : la voie impériale, les années 60, en

suivant le mur, au fil de la Spree, le long de la Havel. Couronnement de ce dossier, une carte détachable boursée, au dos, d'informations et d'adresses d'un étudiant berlinois chauffeur de taxi. Un mini-guide en soi. En complément, l'Allemagne orientale et un cahier indépendant sur l'art baroque, superbement illustré. En kiosque, le numéro : 160 p., 45 F.

#### Trésors en Bourgogne

Elle aime à se qualifier de « belle endormie ». Une expression qui lui convient parfaitement. Provinciale, Dijon le reste - c'est son charme - malgré ses deux cent mille habitants, agglomération comprise. Une ville-atmosphère à une heure vingt minutes de Paris seulement en TGV. L'ancienne capitale des ducs de Bourgogne garde de ce passé brillant un héritage impressionnant avec ses huit musées, dont celui des beaux-arts. En trois jours, on peut connaître Dijon et les hauts lieux que sont Fontenay et son abbaye cistercienne romane, Semur-en-Auxois, cité médiévale fortifiée avec sa collégiale et l'ancien couvent des Jacobins, Vézelay sur sa colline, Beaune, ses hospices et ses Rencontres internationales de musique (en juillet). Une agence de voyages, Bourgogne Tour Incoming (14, rue du Chapeau-Rouge, 21000 Dijon, tél. : 80-30-49-49), propose un forfait week-end de trois jours francs (du vendredi matin au lundi matin) qui plaira, car il allie l'hébergement et un programme de visites à la liberté de déplacements en voiture, avec présence d'un guide. Le prix est fonction de la saison, de la catégorie de l'hôtel et du nombre de personnes. En basse saison (de novembre à mars et en juillet-août), sur la base de deux participants, 3 233 F par personne, en 4 étoiles, véhicule et un dîner gastronomique compris ; en haute saison, 3 648 F. S'il y a quatre participants, de 2 095 F (2 étoiles) à 2 188 F (4 étoiles) en basse saison et de 2 240 F à 2 603 F en haute saison.

Sélection établie par Patrick Franck et Danielle Tramard

### TELEX

La montagne française affiche complet ? Pas tout à fait. Ainsi La Tania, dernière station du domaine des Trois Vallées, en Savoie, propose, pour son lancement, 30 % de réduction sur l'hébergement hôtelier jusqu'au 5 avril, vacances de février comprises. Réservation au (1) 47-58-50-00.

Sri-Lanka, dix jours, 4 500 F tout compris : vols, hébergement en hôtel de 1<sup>re</sup> catégorie, pension complète, visites en car climatisé. Départ le 7 mars. Pas de visa, un passeport suffit. Auprès de Voyagers en Inde (45bis, rue Sainte-Anne, 75001 Paris, tél. : 42-61-77-08).

Que choisir consacre, dans son numéro de février (24 F), un dossier de sept pages aux séjours linguistiques des jeunes à l'étranger. Sans recommander tel ou tel organisme, le mensuel des consommateurs analyse les écarts et donne des conseils.

Week-ends musicaux à Saint-Jean-de-Luz sous la direction artistique de Catherine Collard. Trois concerts par mois, les vendredis (21 h 30), samedis (21 h) et dimanches (11 h). Du 29 au 31 mars, 17 au 19 mai, 7 au 9 juin. Programme différent chaque jour, répertoire classique. Avec Bruno Pasquier et Pascal Moragues notamment. Les trois concerts, 300 F. L'hébergement, de 100 F/nuît en 2 étoiles à 480 F en 4 étoiles et demi-pension.

Week-end Mozart, à Vienne : nn opéra (*Idoménée* le 25 mai, *Così fan tutte* le 1<sup>er</sup> juin, *la Flûte enchantée* le 27 septembre), une causerie de la cantatrice Christa Ludwig à l'hôtel Sacher et deux nuits à l'hôtel impérial. Trois jours, 7 950 F au départ de Paris ; 7 725 F au départ de Nice. Agences de voyages,

agences Air France et Jet Tours (47-05-01-95 et 47-42-06-92 à Paris).

Les disponibilités hôtelières, prix et réservations des 700 hôtels des chaînes Lucien Barrière, Sofitel, Novotel, Mercure, Ibis et Urbis, 58 pays au total, sont accessibles par Minitel, code 3615 Resinter. Réservations de 24 heures à un an à l'avance avec carte de crédit. Si les hôtels sont complets, Resinter propose une solution de rechange le plus proche possible.

Paris Passion aide les sociétés à recevoir leur clients de marque et se flatte de leur faire découvrir une capitale inédite. Renseignements : 5, rue de Provence, 75009 Paris, tél. : 42-46-61-84.

Tarifs réduits sur vols réguliers vers les Etats-Unis, le Canada et l'Asie avec VIA voyages. Une brochure à demander dans les agences VIA voyages (notamment 34, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris, tél. : 45-41-52-58) avec les explications qui s'imposent.

Le Bristol et le Sacher à Vienne, le Grand Hôtel et l'Hotel Diplomat à Stockholm, Le Négresco à Nice sont quelques-uns de ces 228 hôtels de grand luxe recensés dans le guide illustré « Steigenberger Reservation Service ». Pour l'obtenir ou réserver, former le numéro vert 05-12-24-36.

Le Sénégal, du 2 au 9 mars, 4 710 F par personne, comprenant les vols, les transferts et sept nuits en demi-pension dans deux établissements au choix, situés à 70 km de Dakar. Avec Go Voyages (22, rue de l'Arcade, 75008 Paris, tél. : 42-66-18-18 ou minitel 3615 GO Voyages).

هنا من الأصل



# Le mistral, fidèle compagnon des Baux



« Les Baux ont toujours été un haut lieu de Provence et sont restés un conservatoire des traditions. » L'homme qui parle, Louis Slaud, libraire-bibliophile et félibre avignonnais, ajoute : « C'est un peu notre Lourdes à nous, notre lieu de pèlerinage. » Voyage et rencontres dans le village cher à l'auteur de *Mireille*.

A nuit. La mort. Le vent. Telles sont les trois divinités compliquées qui semblent veiller sur le promontoire des Baux-de-Provence en 1945, au lendemain de la guerre. « En pénétrant à l'intérieur du village, pourra écrire quelques années plus tard l'architecte Fernand Pouillon lors d'un relevé des lieux (1), on est saisi par le silence, la sensation de mort, de fin... Le visiteur ressent une angoisse qui l'incite au recueillement... Si l'on devait donner une devise à la cité figée comme après un cataclysme, on inverserait (celle de son oratoire protestant) Post tenebras lux, pour graver : *Après les ténèbres de la vie, les ténèbres.* »

Deux hommes aux cheminement fort divers, qui auront en commun d'avoir foulé trente ans auparavant, dans l'enthousiasme, le sol de cet « amoncellement de pierres, ossuaires de rochers où transparence de l'air, silence, solitude font naître le sentiment de la grandeur (2) », deux autodidactes, artisans d'exception dans leur domaine, ont été suffisamment séduits par ces ténèbres-là pour penser qu'ils pourraient bien ne pas être les seuls à céder à leurs charmes et attirer à eux, qui des compagnons, qui des hôtes.

Louis Jou, le Catalan (mort en 1968), typographe et illustrateur, esprit d'entière dévotion au livre, qu'il conçoit du dessin et de la fonte de la lettre A à l'impression du Z, s'installa le premier dans la commune en 1940 (3). Son atelier sera inauguré le 6 mars 1946 au son du violoncelle d'un frère en liberté, Pablo Casals. Le second, Raymond Thuillier, le Savoyard, se lancera à la veille de Noël 1945. Jou lui prêtera ses bras pour la transformation de la bergerie de Baumanière en Oustau, l'une des auberges qui commanderont si bien le voyage, selon la hiérarchie du bonhomme Michelin, que les souverains du plus lointain étranger ne sauront plus passer sur le sol de France sans venir faire soumission aux Baux.

Deux hommes de savoir, d'intransigeance et de tradition, producteurs de ces choses précieuses et chères qui ne se laissent pleinement aborder que par leurs semblables en culture. L'un perché sur le roc, au plus près du ciel, avec ses gouges et ses compoteurs, l'autre au bord du fertile vallon de la Fontaine, tout contre la terre pourri-cière. Après les Provençaux comme le poète populaire Charles Rieu, si prisé de Mistral, et la coutume Marie Maunon, qui fut institutrice des Baux entre les deux guerres, ils ont commencé, non sans paradoxe au fond, à dissiper les ténèbres du lieu et contribué à le faire revenir du côté des vivants. A le réanimer. Après tout, cela n'empêche pas le vent de souffler.

C'est ce mistral gorgé d'histoire, impitoyable aux ennemis de sa liberté, qui faillit emporter, un jour d'avant printemps, le menu Deng Xiaoping. Car, rite ou épreuve, les invités que Baumanière honore au nom de l'Etat doivent payer tribut à la commune, aux pierres et aux paysages et se hisser sur le roc. Dans un cahuchemar de *paparrazzo*, défilèrent ainsi (même heure, même endroit, comme interchangeable) la reine Elizabeth II, Churchill, Truman, le chah, de Gaulle, Kennedy, les premiers Soviétiques ou japonais, et, en compagnie d'un jeune et souriant Jacques Chirac en tenue d'été, un non moins souriant jeune homme qui n'avait pas encore abandonné le costume civil (mal coupé) pour le battle-dress : Saddam Hussein.

De vent. Pels de la lumière. Non pas celle qui met à portée de regard l'étang de Berre, distant d'une quinzaine de kilomètres, ni celle qui accorde à chaque visiteur l'acuité du guetteur sur les routes, le reconduisant vers le passé et sa forteresse, mais celle, tout intérieure, qui imagine, qui prévoit, qui transforme. Celle que le libraire-bibliophile félibre avignonnais Louis Slaud (Roumanille) a

rencontrée chez Louis Jou et Raymond Thuillier, « phare qui illumine, qui annoblit », puisqu'il s'agit bien d'une nouvelle noblesse engendrée d'elle-même, l'ancienne ayant failli en abandonnant la cité.

« Les Baux ont toujours été un haut lieu de Provence et sont restés un conservatoire des traditions, estime Louis Slaud. C'est un peu notre Lourdes à nous, notre lieu de pèlerinage. Et puis, en quelques années, ils ont plongé du Moyen

dépassant sciemment le million et demi (mais dont un tiers seulement parvient jusqu'au château) et qui font des Baux l'un des tout premiers monuments visités de France. L'imagination sera sommée d'affronter le réel, non sans pédagogie, pour conduire au savoir. Par quels détours multipliera-t-elle le nombre d'« élus », comme Fernand Pouillon, qui se félicitait que « Les Baux offerts, ouverts à tous, gardent un secret

debout et fardé. » D'un lieu où la mort est si familière et si proche, qu'attendre d'autre que l'exigence d'un testament ?

Testament que Jean Cocteau-Orphée devait y filmer-écrire en 1959 : « Je bois vers l'appel du Val d'Enfer des Baux / Et j'orne par les trous de sa funèbre éponge / Une nuit attentive au choix de mes tombeaux. » C'est dans un tournant de ce Val d'Enfer (sur la D27, ancienne et belle route venant de Saint-Rémy) où Les Baux semblent émerger soudainement de leur gangue de pierre, qu'Orphée rencontrera l'émissole de sa mortelle et raisonnable ennemie Minerve : échange d'un long regard, sans curiosité ni haine, de repérage approfondi.

Au jeu de mort et de résurrection à travers la marche avant-marche arrière du cinématographe, l'Histoire avait formé Les Baux depuis longtemps. Et quel Bausse aurait pu s'étonner de croiser Edipe sur les chemins de ce film-cinéma, lorsqu'il peut passer chaque jour devant le Sphinx (de Roquetaillière, il est vrai). Restait à trouver le logis d'une nouvelle mythologie qui ne portât pas ombre à celles, provençales et populaires, de la *cabro d'or* (la chèvre d'or) ou de la sonnette Tavon que Frédéric Mistral fit logiquement ériger dans la grotte des Fées. Qui, avant Cocteau, avait pris garde que, depuis des siècles, des hommes s'affairaient à cet ouvrage ? Les carriers, qui, à chaque bloc extrait du roc, ouvraient un espace supplémentaire aux héros à venir ?

La melasse des Baux sur laquelle et dans laquelle est construite la cité autorise une rare intimité entre les extravagances de la nature et la géométrie humaine. L'extraction de la pierre se fonda d'ailleurs si bien dans le paysage que l'on croirait jusqu'à la fin du siècle dernier, au pèlerin du passé, dans le cœur de la ville et sous les fondations du château. Plus loin, chaque pierre emportée vers les bâtiments de Fontvieille ou d'Arles nuirait un peu plus dans la montagne les portes des tombeaux des rois.

« Ce lieu n'est ni égyptien, ni grec, mais culturel et cultuel, dit le comédien-scénographe Jean Deschamps, qui a repris la plus importante carrière en activité, celle de Sarragan. Arles est fin, il n'y a plus qu'à tendre un vélum de Chagall et c'est l'Opéra. Ils ont tué l'ant-théâtre que nous avons recherché avec Villar. Ici, je tente de marier gestion et esthétique, et de répondre à l'injonction de Valéry : « Fais que ta carrière soit une statue ! » Lentement s'est élaboré un théâtre par ablation : on enlève la pierre et on laisse les piliers. 30 000 mètres cubes ont été évacués depuis douze ans. L'approche

du point où je devrai m'arrêter, ce point d'accord où un mouvement émotionnel sera créé avant que le spectacle commence. Cela tient au rapport des volumes et à la conscience de la qualité acoustique. »

Si Jean Deschamps songe à ce qu'un Jean Vautier saurait écrire pour le lieu, c'est Ariane Mnouchkine (elle l'aurait déclaré « plus beau théâtre d'Europe ») qui devrait y conduire ses *Atrides* dès cet été. Lucien Clergue, qui avait accompagné Jean Cocteau à Mycènes lors de la préparation du *Testament d'Orphée*, ne raconte-t-il pas que, déjà, le poète n'envisageait pas ailleurs le tombeau d'Agamemnon. Comment échapper à la Grèce ? A l'Egypte ? A la Méditerranée ? Et pourquoi ? Lorsque toute l'Histoire se mêle de mythologie et que Les Baux se veulent descendre du mage Baltazar, dont ils conservent la belle devise : « A l'azard Boutezcar », et les armoiries d'étoile d'argent à seize rais sur fond de gueules ?

« Quand je suis allé à Jérusalem, j'ai retrouvé ces mêmes collines des Alpilles, cette sensualité de seins et de croupes, dit Lucien Clergue. Et lorsque je monte sur le plateau, sans que je puisse précisément en définir la raison, la vue m'évoque toujours l'Egypte. Trop de légendes, trop d'Histoire. On ne peut pas désigner Les Baux. On ne peut pas les photographier non plus. Seul le cinéma a pu y réintroduire la taille humaine. »

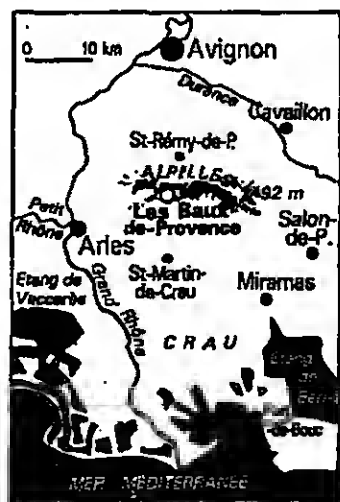
Envoi vers les tenants d'un régionalisme pictural qui n'ont pas l'ombre de l'ombre du talent des gastronomes locaux, quand bien même ils logent en site classé ? Envoi vers les milliers de possesseurs d'appareils photos quotidiennement pressés ? Ou hommage aux Baux éternels et romantiques de son enfance, « prolongement de Montmajour où commence la route sacrée qui y conduit ». Après avoir dévoré le jour, les cars de touristes grignotent la nuit d'été. Pas un qui ne sache les clairs de lune sur le roc. Loin est le temps où, raconte Lucien Clergue, Picasso pouvait passer une pleine nuit en tête à tête avec Malraux sur le plateau, avec pour seul témoin le vent. Car reste le mistral. Le mistral d'hiver, dont aucune Californie n'aura raison.

de notre envoyé spécial  
Jean-Louis Perrier

(1) Il serait avisé de rééditer sous une forme accessible le texte de ses *Baux-de-Provence*, tirés à deux cent cinquante exemplaires chez F. de Nobele en 1973.

(2) Pierre Seghers, dans son *Louis Jou, architecte du Livre et des Baux* (1980).

(3) Jusqu'en 21 mars, exposition « Louis Jou, architecte du Livre » au Musée Gutenberg, à Mayence.



Age en pleine Californie. Celle-ci s'étend de plus en plus au bas, tandis qu'en haut on croit encore voir les sorcières sortir de la pierre. » Une Californie trop coasse, qui pour un peu ferait passer au présent les strophes de Frédéric Mistral dans *Mireille* : « Des Baux je ferais ma capitale / Sur le rocher où il rampe aujourd'hui, je rebâtirais notre vieux château en ruine : j'y ajouterais une touraille qui, de sa pointe blanche, atteindrait les étoiles !... »

Ces Baux-là, qu'aurait pu rêver un Viollet-le-Duc, ne sont plus de mise. Raymond Thuillier, maire et maître de la commune, vient de lancer du haut de ses quatre-vingt-quinze ans un plan d'une quinzaine d'années de fouilles et d'aménagement de la partie nord essentiellement, où se trouvait la forteresse démantelée en 1633 à la demande des habitants, les de violences. « Ainsi, commente l'architecte Hugues Bosc, le plateau abandonné depuis trois siècles et demi, qui est l'âme des Baux, en redeviendra l'élément central. » Outre un immense lieu scénique sur le « terrass », on envisage l'installation de musées *in situ*, gorgés des découvertes que ne manqueront pas de faire les archéologues sur ce terrain parcouru par les hommes depuis que ce temps est le leur.

Voilà qui signera la fin du « crapahutage anecdotaire », selon le mot d'Hubert Bosc, de visiteurs

qu'ils ne divulguent qu'aux élus : à ceux qui peuvent, face au paysage étonnant, imaginer la sensation initiale, le choc des premiers occupants ?

Un choix qui offre tous les contours de la nécessité : site imprégnable (sans cesse pris et repris), entouré de riches terres rouges d'alumine, couvertes d'oliviers, et qui paraît avoir été dressé et dessiné comme modèle pour un Moyen Âge d'écolier. Quant à la sensation, sans doute s'embarrasse-t-elle moins d'histoire que de mythologie. La montée jusqu'au village – pour peu qu'on renonce à l'automobile – à travers la pierre qui partout repousse le maquis, telle un squelette qui aurait centimètre après centimètre, raison de la chair, apparaît comme l'inquiétante et fortifiante traversée d'un Styx minéral, prolongeant la vie jusque dans l'au-delà.

Nécropole si naturelle, que l'on peut, comme Alexandre Dumas, imaginer une continuité entre vie et mort, et, en décrivant le cimetière de la Vayède en 1835, peindre avec la plus grande précision Les Baux un hiver d'aujourd'hui : « Je m'assis au milieu de cet étrange cimetière, les pieds pendant dans une tombe, et je restai les yeux fixés sur cette ville extraordinaire, habitée et qui n'est point habitée, morte et conservant les apparences de la vie, enfin pareille à un trépassé revêtu de ses habits.

## Guide

• Les Baux-de-Provence sont à 20 km d'Arles et 30 km d'Avignon (gares SNCF). Aéroports d'Avignon-Caumont et de Nîmes-Garons (à 40 km). Un sentier de grande randonnée, la GR6 y mène.

Lire les Baux de Provence, de Marcel Bonnet, auquel nous avons emprunté quelques références, 96 p., 95 F aux éditions de l'Equinoxe, Mes du Sacré-Cœur, 30 320, Marguerites. A

compléter par la précieuse brochure trilingue de l'office du tourisme (*Histoire et plans pour visiter les Baux*) 48 p., 5 F et le Guide Bleu Provence, Alpes, Côte-d'Azur, 912 p., 178 F.

L'étroit vallon de la Fontaine, au pied du roc, recèle trois grandes tables et ilaux du séjour : l'Oustau de Baumanière et la Ribote de Tavon (fermées durant l'hiver) et la Cabro d'or (tél. : 90-54-33-21). •

**OFFRE SPÉCIALE**  
**JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1991**

**RAMADA HÔTEL VENISE**

Seulement 750 FF  
par personne pour 3 nuits  
Avec le petit-déjeuner compris

Pour réserver téléphoner :  
1939-41-5310500  
Fax : 1939-41-5312278  
Téléc : 433294 RAMVE



# Ténériffe refuge de haute mer

Suite de la page 23

« A leur arrivée, les gens qui sont saturés de télé se trouvent en manque. Ils cherchent des informations partout comme des drogues, et puis, après, on oublie tout », commente le même responsable touristique sur le ton du clinicien. Les palaces du front de mer ressemblent à des établissements thérapeutiques où l'Occident soigne ses chimères et ses égarements.

Optimisme chez un agent immobilier italien tout proche, qui travaille pour le compte d'une société américaine spécialisée dans la multipropriété : « Les gens, au début, ont annulé autour du 15 janvier. Tout le monde a eu peur. Même les Canariens ont fait des stocks, comme chez vous. Il a fallu que le gouverneur parle à la télé... Maintenant les affaires reprennent. Vous verrez, dans quinze jours, la guerre sera finie, mais hélas pas le terrorisme. » Un geste fou dans un aéroport, c'est en effet la grande crainte des professionnels.

Les Américains, la nouvelle station (35000 lits) de la côte sud où l'on dit en plaisantant qu'un hôtel se construit tous les jours, est une colonie anglaise, contrairement à ce que son nom indique. La ruée hivernale britannique (une progression de 25 % en janvier 1991 par rapport à janvier 1990) a été moindre. Question de solidarité avec les boys, estime un promoteur. Le patron local de l'agence espagnole Insular explique : « On a perdu deux semaines, du 15 au 30 janvier. Avant la guerre, les réservations étaient très bonnes. On pensait que la crise qui règne aux Canaries - en effet on a beaucoup construit, comme des fous - allait se résorber. Le 15 janvier, les réservations se sont taries. Les gens ont eu peur de prendre l'avion. L'argent du voyage a peut-être servi à faire des stocks... Et puis la presse allemande a raconté que des Scud étaient pointés sur les Canaries depuis le rivage mauritanien. Il y a eu des démentis. Nos ministres sont en train de visiter

le Maghreb. Maintenant ça repart, cela va même beaucoup mieux. »

Il est 13 heures ce vendredi 15. Le téléphone sonne dans le petit bureau de notre interlocuteur. Une voix luxembourgeoise excitée annonce que Saddam met un genou en terre et se déclare prêt à traiter. Le pic de Ténériffe enfila se dévoile comme pour mieux capter le soulagement des hommes. Le directeur reprend : « Nous sommes très loin de la guerre ici. Nous allons avoir un boom cet été. C'est sûr. Ce n'est pas agréable de voir souffrir les collègues mais la mort de l'un c'est toujours le pain de l'autre. »

Dans le soir qui tombe, Puerto de la Cruz s'habille pour le carnaval. Des diables masqués, toutes cornes dehors, virevoltent, se coulent dans les ruelles. Des touristes hilares et des perroquets ocréonieux posent ensemble sur les trottoirs. Dans ce petit stade orné par l'océan, dominé par un onirisme où s'accrochent des grappes humaines, deux équipes de foot s'affrontent sous les projecteurs. Un petit groupe d'Andalécis déambule craintivement



pour leurs premières vacances hors de France. Ils lorgnaient la Tunisie qu'ils pensaient cueillir comme un gros fruit mûr. Les voilà aux Canaries. Place Chaurio, ils se réfugient dans le Rincon de la Puente où Franco - la plus belle arête de Puerto porte encore le nom du gé-

néralisme - tint son QG, assure-t-on, avant de s'élancer dans sa croisade antirépublicaine, aujourd'hui transformée en restaurants planiféraires. Les hôtels absorbent leurs réfugiés touristiques. Saddam rôde encore autour des réceptions. Les espoirs de paix du matin fondent. Au fur et à

mesure que la liste des conditions irakiennes s'allonge, les visages se referment. « Là-bas, c'est la guerre, ici c'est la guerre économique », lance tristement une voix.

de notre envoyé spécial  
Régis Guyotat

Retou  
Katma

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

06400 CANNES

**HÔTEL LIGURE** \*\*\* NV  
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES  
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275  
FAX 93-39-19-48  
A deux pas du Palais des Congrès.  
Climatisé, insonorisé, chambres  
TV couleur. Tél. direct, minibar.

#### NICE

HÔTEL LA MALMAISON

Best Western \*\*\* NV  
Hôtel de charme près mer,  
calme, grand confort.  
38 CLIMATISÉS ET CLIMATISÉS  
TV COULEUR PAR SATELLITE  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. : 93-97-42-55 - Tél. 478418.  
Télécopie 93-16-17-99.

HÔTEL VICTORIA \*\*\*

33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.  
Plein centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur, câble.  
Téléphone direct, minibar.

#### Montagne

05350 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)  
2 040 m. site classé du XVIII<sup>e</sup> siècle  
Eti-Hiver, plus haute comm. d'Europe  
2 hôtels 2 étoiles  
Logis de France  
Ski de fond, piste, promenade  
Meubles, chambres studios, chambres,  
1/2 pens., pens. complète, séj. libres  
LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08  
LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-62.  
FAX : 92-45-80-10.

74740 SIXT

HÔTEL PETIT TETRAS \*\*\* NV

Logis de France  
Au pied des pistes en hiver.  
Au départ des randonnées en été.  
26 chambres calmes et confortables.  
Piscine chauffée en été.  
Tél. : 50-34-42-51. Fax : 50-34-12-02.

#### Paris

PORTE DES LILAS

**HÔTEL LILAS GAMBETTA** \*\*  
223, avenue Gambetta  
Tél. : 43-62-35-60  
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27  
Chambres insonorisées (290 F à 340 F)  
TV couleur. Tél. direct, minibar.

#### Paris

SORBONNE

HÔTEL DIANA \*\*

73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bains, w.-c.  
TV couleur.  
Tél. direct.  
De 280 F à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.

#### Provence

LE MAS DE GARRIGON \*\*\*

Le petit hôtel de charme du Luberon  
vous attend pour quelques jours de  
détente, au calme et en sécurité.  
Cuisine du marché - Bibliothèque  
Fou de chaudières - Équitation  
ROUSSILLON 84220 GORDRES  
Tél. : 90-85-63-22

#### Ile Maurice

HÔTEL BELLE MARE

Plage magnifique.  
Chambres spacieuses.  
Cuisine internationale raffinée.  
Sports nautiques gratuits.  
Golf à proximité. Animations.  
Renseignements et réservations :  
PARIS, tél. : (33-1) 45-61-92-58.  
Fax : (33-1) 42-25-66-40.

#### Suisse

3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE

Hôtel HOLIDAY

60 lits, situation tranquille et ensoleillée, à proximité du funiculaire  
Sunnegga. Chambres avec balcon  
cuisinette - bar - bains - w.-c. -  
radio - téléphone - TV. Hall d'ac-  
cueil avec bar. Restaurant. Entrée  
gratuite dans une piscine couverte.  
Téléphone : 1941/28/67 12 03, famille  
R. Perren, fax 1941/28/67 50 14.

### TOURISME

SKI DE FOND

Haut Jura 3 h Paris TGV

Yves et Liliane vous accueillent  
dans une ancienne ferme franco-com-  
toise du XVII<sup>e</sup>, confortable, rénovée,  
clébre 2 personnes avec s. de bas, w.-c.  
Ambiance conviviale, détente, repos.  
Accueil 14 pers. max., tables d'hôte.  
Cuisine mijotée (produits locaux et  
pain cuit au vieux four à bois). Poss.  
rand. pédestres, petit à grand, tennis,  
VTT. Pension complète + vin  
+ matériel de ski + accompagnement  
2 300 F à 2 750 F pers/semaine.  
Renseignements et réservations  
(16) 81-58-12-51. LE CRÉT L'AGNEAU  
La Longeville - 25650 MONTBENOIT.

### A PARIS

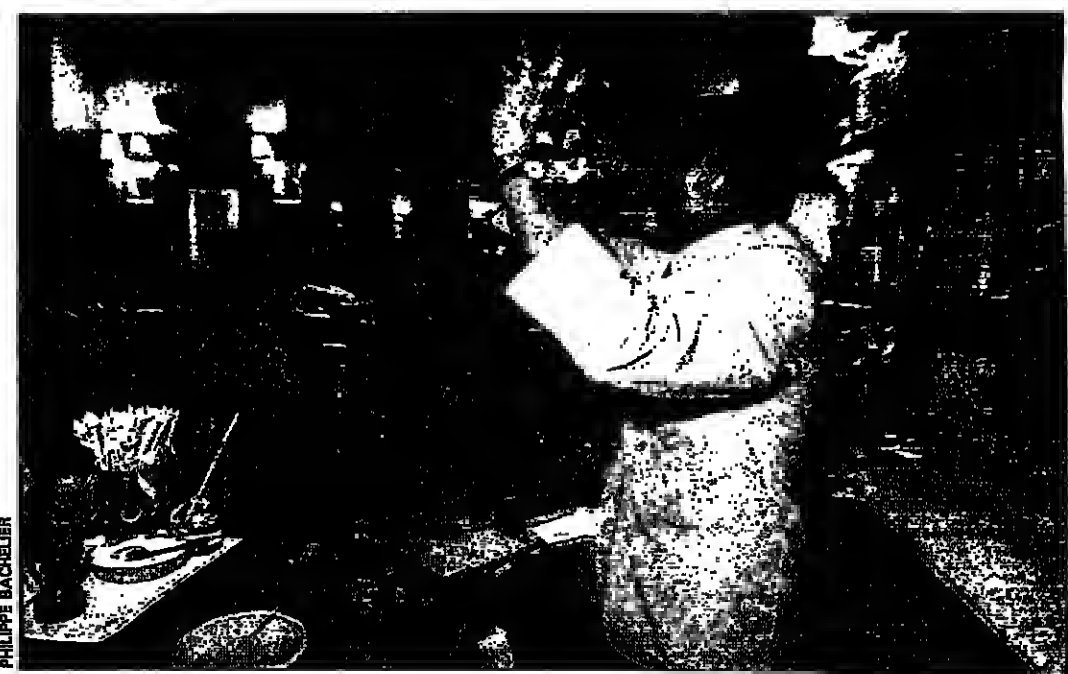
## Une plume à La Closerie

**S**i La Closerie des lilas a pu être - et rester - un lieu éminemment stratégique, c'est d'abord, bien sûr, à cause de sa position : carrefour, croisée des chemins, Montparnasse à l'abri de Montparnasse, Observatoire en retrait, Luxembourg comme marge d'air vivante. Trois mondes, donc : le parc, la ville agitée, le sommeil en plein jour des télescopes donnant sur la nuit. Et, là, plus qu'un restaurant, un bar où une terrasse : un angle de métamorphoses.

La Closerie n'est pas fermée mais ouverte, c'est un espace tournant qui a échappé à l'aplatissement généralisé des endroits de consommation. On connaît le programme de la marchandise : affadissement, normalisation, nervosité, évacuation des clients en série, kitsch martelé en boucle. Ici, résistance du vieux monde : piano, chalcour complice du service, temps qui s'écoule comme si rien, vraiment, ne pressait. Qu'un soit à la brasserie, au bar ou au restaurant, dedans ou dehors (l'été), une même circulation fluide se poursuit sans ordres.

Les clients ont l'air de se parler comme si l'usage de la parole était encore possible au-delà des affaires en cours. On est « de La Closerie » comme on est « de chez Lipp » (je cherche en vain un troisième exemple). Il faut mettre un nom propre sur cette histoire gaie et détendue, de mère et de fils : Jacqueline et Jean-Pierre Milan. Ils sont chez eux, et tant mieux. Un bouquet de lilas, en passant, à leur intention, ainsi qu'à l'intention de tous ceux qui, ici, travaillent.

Hemingway, dans Paris est une fête, raconte sa rencontre avec Fitzgerald à La Closerie : « Il me demanda pourquoi j'aimais ce café, et je lui parlai du bon vieux



temps, et il s'efforça de l'aimer à son tour, et nous nous assimes, moi avec plaisir, et il me posa des questions et me parla des écrivains et des éditeurs et des agents littéraires et des critiques et des potins et de la situation économique que doit affronter un auteur à succès, et il était cynique et amusant, et très sympathique et affectueux et plein de charme, même pour un homme qui a l'habitude d'être sur ses gardes dès qu'on commence à lui montrer de l'affection. »

Cette scène s'est déroulée il y a soixante-dix ans, mais elle pourrait être d'aujourd'hui. Je veux dire qu'un écrivain peut encore avoir l'impression d'exister en ce

lien, et même sortir un carnet de sa poche, noter sa journée, les souvenirs ou les pensées qui lui sont venues pendant qu'il marchait vers son whisky, ses huîtres, son champagne ou ses langoustes, ou simplement son café. Il peut se taire ou parler, rêver, discuter, regarder. Au dix-huitième siècle, il serait allé au Palais-Royal, à La Régence. Mais peut-être le neveu de Rameau, devenu tout autre, a-t-il une chance, un jour, de reprendre ses improvisations de ce côté-ci ?

J'observe cette jeune femme. Que lit-elle ? *Lolita*, de Nabokov. Et cette autre ? *Les Ecrits de Lacan*. Et cette autre encore ? Je n'aperçois pas le titre du livre. C'est l'hiver. Un jeune couple

fatigué flirte quand même dans un coin. Il paraît qu'il y a un grave conflit sur la planète. L'information désinformée fait rage, les journaux et les magazines s'interrogent fiévreusement sur la vraie nature du Coran. Encore un verre avant de rentrer travailler dans le soir télévisé du Golfe. Le pianiste commence à jouer. C'est l'année Mozart, paraît-il. On reverra ça au printemps. La Closerie des lilas, où des surréalistes, autrefois, ont crié « A bas la France » en pleine guerre du Rif, en a vu d'autres. Je repense à la phrase qu'Hemingway écrivait en capitales dans une de ses lettres à Fitzgerald : UN ECRIVAIN DOIT ÉCRIRE. C'est tout.

Philippe Sollers



Libre en couleur de 320 p. Prix 145 F  
Vente en librairie ou sur commande adressée  
avec votre règlement (port offert)  
BUSINESS DIFFUSION - Garbojolo 107  
06600 VALBONNE - (1) 93.95.82.15



### IMMOBILIER DE TOURISME

Chaque deuxième semaine du mois  
le VENDREDI, daté SAMEDI,  
dans le supplément MONDE SANS VISA  
en couplage avec LE MONDE RADIO-TV

Noir, bichromie. Possibilité quadrichromie.  
Renseignements insertions : 45-55-91-82, p. 4324.

هنا من الأصل



Jusqu'en 1973, le Népal ne restreignait en rien la vente du haschich et de l'opium : les chemins de Katmandou avaient su se parer de « séductions » propres à retenir en foule une génération désespérée venue d'Occident. Ce monde d'artifices est mort. Vérification dans Freaks Street.

## Retour à Katmandou

Pour peu que vous échappiez le nom du souverain de Tonga, ce petit royaume insulaire du Pacifique sud, il est un moyen assuré de se le remettre en mémoire : le roi Tanja Aha Tupauto IV est largement évoqué dans la dernière livraison du magazine bimestriel népalais *Himal*, publié en langue anglaise. Signe avant-coureur de l'ouverture effective d'une monarchie où s'affronteront quarante-sept partis lors des premières élections libres de mai prochain, la presse locale ose de plaisants rapprochements : puisque à son tour le Tonga aspire à la démocratie, pourquoi pas le Népal ? Pourquoi le pays, serré entre ses encombrants voisins chinois et indien avec leurs deux milliards d'habitants, ne suivrait-il pas sa propre voie ? Sur le mur d'un hôtel de Lalitpur, la deuxième ville du royaume, ce slogan : « A bas le féodalisme local, l'expansionnisme indien, l'impérialisme américain, l'impérialisme socia-

mique. Et si, dans le quartier de Thamel et dans Freaks Street - la rue des Monstres - abondent encore les boutiques à tuniques et les échoppes à braconniers, le gros des visiteurs s'attarde moins en fumeries dans la vallée qu'il ne s'apprête, dûment équipé de Nike, de Converse et de Fila, pour un trekking encadré, autrement dit une randonnée sur les pentes himalayennes. Le temps du Népal a passé comme une mode. Le pays natal de Bouddha retourne à ses bêtises vingt millions d'habitants, au rythme sans à-coups du cycle rural.

L'aéroport de Katmandou, la construction la plus moderne de la ville, est flanqué d'un premier étage concédé à la modernité et à l'aide internationale : un terrain de golf répat permet aux émigrés japonais de ne pas perdre leur swing. Autour, maisons de torche, carcasses de voitures abandonnées, petits potagers verts, animaux en liberté forment un paysage urbain que l'on trou-

veint d'une corde, offrent leur force : ils peuvent porter les sacs de riz jusqu'à 4 000 onces, 110 kilos bissés à 4 000 onces, 110 kilos bissés à 4 000 onces de rochers. Les enfants jouent aux billes, les soldats, les fameux *ghurkas*, montent la garde, de vieilles baganes se traînent un chemin entre les débris de légumes somptueux, potirons, gingembre, oignons, aubergines. La main-d'œuvre est partout, comme la marque des dieux.

Traversée par la rivière Bagmati, Katmandou est moins une seule ville qu'une vallée fertile, un ensemble de bourgs et de cités adossés à l'agriculture et au culte divin. Le Népal, à l'origine plus hindouiste que bouddhiste, a fini par ne plus différencier les deux religions, et les réunir en un étrange syncrétisme dont les temples portent témoignage : bien des fidèles s'inclinent tour à tour devant les monuments des deux religions. Dans un périmètre de vingt kilomètres autour de Katmandou, un grand pan du Népal se donne sans prétention au regard étranger. Les travaux des champs, qui mobilisent chaque citoyen de ce pays sans industrie, ne sont qu'une manière de rendre hommage à l'harmoneuse divinité du monde.

Quittent-ils Katmandou et ses longues nuits enfumées, les « flower people » d'il y a vingt ans, pour parcourir les campagnes le long des chemins de rocaïlle et de poussière qui s'élevaient autour de la capitale ? La Ring Road, route circulaire construite par les Chinois, venait d'être achevée, un seul coup l'accès aux collines cultivées en étages, du lit de la rivière au sommet couronné par un temple. Pas un pouce carré de terre, déjà, n'était en friche : blé, riz, colza, légumes. A Thimi, le potier savait depuis des lustres comment faire un tour d'un vieux pneu, et les

fermiers, de tout temps, avaient fait eux-mêmes les briques nécessaires à l'édification de leur maison. Tissus et masques, marionnettes et bijoux n'ont jamais cessé d'y être manufacturés. Et à Changu Narayan, stèles et grilles, portails et sculptures récompensent de leur équilibre et de leur silence le pèlerin attiré depuis des siècles par le bronze doré des statues. Les villageois jouent aux cartes ou à cet immémorial billard de table appelé « carroum », les épis de maïs séchent aux fenêtres et les courges sur les toits, les chevaux en liberté rejoignent les petites filles clochant à la marelle.

Pasaut, capitale d'un royaume déchû, mourut à son tour. Ses monuments sacrés sur le fleuve se sont installés dans la mort, qui seule, étrangement, leur redonne parfois vie : on brûle encore des corps sur une dalle face au cours d'eau, là-bas au bout de la passerelle gracieuse qu'un aveugle mène par un enfant franchit avec précaution, comme à l'aveugle des temps, comme dans un Pissarro de la période bleue. Rien ici, assurément, n'a changé depuis l'an mil.

A Swayambunath, au petit matin. Le plus vieux temple de la vallée, au faite de trois cents marches inondées de brume. Dès l'aube, les fidèles font tourner les moulins à prière et livrent leurs offrandes aux cinq sens : le feu pour la vue, l'encens pour l'odorat, les fruits pour le goût, les fleurs pour le toucher, les cloches pour l'ouïe. Dans le monde vide de la foi bouddhique où la vie n'est qu'apparence, seuls comptent l'instant présent et la plénitude mute provisoire des sensations. Un croyant toque l'énorme bourdon posé à hauteur d'homme, signale sa présence aux dieux, s'approprie le sanctuaire. Au-dessus de lui, sur le dôme

blanc du stupa encore drapé des brouillards de la nuit, des familles entières de singes glissent sur le derrière en épiant des immundices, comme dans une grotesque mimique de dérision.

Mais le stupa lui aussi est sacré : à Patan, dite aussi Lalitpur, où demeurent les plus beaux temples, les plus belles fontaines du Népal, la statue écarlate de l'un d'eux orne la cour du palais royal. Sans doute le Népal a-t-il aussi séduit naguère par sa porosité : le sacré y paraît moins hiératique qu'en Inde, moins étranger qu'en Chine. Le roi de Patan trône certes au sommet d'un pilier, protégé par le cobra et l'oiseau ; mais à son pied, une marchande de graines multicolores et un vendeur de sel étalonnent la juste place, le digne lot de l'espèce humaine.

Il n'est rien que d'humain dans la vallée de Katmandou : l'irrigation parfaite des cultures, les écoliers sortant de classe s'éclaboussant dans les canaux, les porteurs de fagots on de glace, et même ces lions de pierre du seizième siècle renversés le long des chemins. Des experts affirment que le pays a un siècle et demi de retard sur l'Europe : c'est trop, ou trop peu. A la ligne électrique près, en quoi par exemple le village de Bungamati n'a-t-il évolué depuis notre Moyen Âge ?

Pour être survolé par les avions de la Royal Nepal Air-lines, il évoque pour nous les tableaux de Bruegel : des vicieux de long parageant des madiers, des gamins qui nu patangent dans les mares avec truies et canards, des fileuses et des sculpteurs sur bois travaillent dans leur atelier de plain-pied avec la rue fangeuse.

Au milieu d'une belle place en terre battue entourée de maisons de briques et de bois, deux temples dédiés à Machedranath,

« Quittent-ils Katmandou et ses longues nuits enfumées, les « flower people » d'il y a vingt ans, pour parcourir les campagnes le long des chemins de rocaïlle et de poussière qui s'élevaient autour de la capitale ? »

Dieu de la pluie. Mais voici que s'annoncent les élections : les candidats ont peint sur les façades les symboles de leur parti, la charrue, le parapluie, espérant le suffrage des villageois sans autre repère. Ce qui fascine les enfants de Bungamati chez le visiteur, ce n'est ni la voiture, ni le jean, ni l'argent, mais le stylin à bille : ils effleurent timidement l'instrument et surtout, de longues minutes, vous regardent écrier.

La petite éphémère à Pashupatinath. Sur la rivière Bagmati, affluent du Gange, une autre Boudha, dédiée à Shiva. Dans la stupéfiante mêlée du pèlerinage annuel de Shiva Ratri, des milliers de fidèles font de l'eau sacrée leur but, parfois ultime. On s'y purifie, on y meurt, on s'y consume. Visage couvert de cendres, front marqué de trois traits, chevelure torsadée, les « sadhus » méditent et intercèdent, attendant l'extase que confère la drogue. Des beures durant, les fidèles attendent leur tour pour déposer leur dot au pied d'un temple. Toujours, ce fut ainsi. Comment imaginer qu'il puisse un jour en être autrement ?

De notre envoyé spécial  
Olivier Barrot

► Tourisme ou trekking, il est préférable de se rendre au Népal en voyage organisé. Le monde de l'Inde et de l'Asie est un bon spécialiste du pays [15, rue des Ecoles, 75005 Paris. Tél. : 46-34-03-20].



liste soviétique, le révisinnisme chinois et toutes les réactions.

Un tel refus des théories importées s'explique dans ce pays qui ne se laissera jamais coloniser et ne s'est ouvert aux visiteurs que tard : comment entrer sans effraction dans les temps modernes ? Le Népal n'a jamais été seulement cette collection de vignettes que le dernier quart de siècle a annoncées sur son compte.

Dans *Tintin au Tibet*, c'est de Katmandou qu'Hergé faisait partir son héros à la recherche de son ami en perdition dans l'Himalaya : pour être moins inaccessible que Lhassa, la capitale du Népal n'en a pas moins abrité de tout temps les expéditions en partance pour les sommets du monde, Everest, Lhotse, Annapurna. Or, jusqu'en 1973, le pays ne restreignait en rien la vente du haschich et de l'opium : les chemins de Katmandou avaient su se parer de séductions délectées propres à retenir en foule une génération désespérée venue d'Occident. Ce monde d'artifices est mort, comme s'en va la jeunesse, la quarantaine venue.

Le Népal s'est rendu à lui-même, pauvre et isolé, sale et illettré, mais sans désespoir. L'Inde finance, le Japon s'installe. On se déplace toujours à vélo à Katmandou, moins par vocation écologique que par nécessité écono-

verait aussi bien au Pérou qu'au Burkina. Si l'on roule à gauche, c'est la marque de l'influence indienne qui perdure : les Népalais n'aiment guère le cricket, c'est là le signe infallible d'une résistance au mode de vie britannique.

New Road même à Durbar Square : la rue neuve aboutit à la place du Palais. Au cœur de la capitale, un foisonnement de tours et de statues, de pagodes et de monastères. Les façades de brique rouge, ornées de fenêtres et de portes en bois de teck ouvragé, les escaliers rouges, les sculptures et les façonnages rouges, couleur de la force. Mais les coupes des temples sont blanches, couleur de la sagesse, et les sages sont vêtus de jaune, couleur du savoir. Au milieu de la foule, une déesse vivante de huit ans apparaît à la fenêtre de sa maison sanctuaire : sur la pierre d'une borne sacrificielle, le sang des bêtes a peu à peu pénétré la matière, le granit semble du marbre rose. Les livres sur le Népal d'aujourd'hui parlent de Moyen Âge, c'est bien plus le monde antique qui, d'un coup, s'insinue dans les mémoires.

Figures animales des dieux, comme en Egypte. Confrontation de luxe sacré et du profane misérable, comme en Chine. Au pied du « hippy temple », de petits hommes au torse nu, la taille



### Interalpen-Hotel Tyrol. Tout au superlatif.

C'est en plein cœur des montagnes du Tyrol que vous attend cet hôtel de haute classe internationale avec restaurants, bars, cafés et salons aménagés avec raffinement.

Offre exceptionnelle à partir du 4 mars 1991 (voyage non compris) : 5 jours demi-pension dans un appartement spacieux (45 à 78 m²). Piscine couverte (bassin de 50 m), bains bouillonnants, sauna, bain de vapeur et fitness club sans supplément. Selon catégorie, de 7800 à 10 200 ATS par personne (appartements occupés par 2 personnes).

Randonnées hivernales gratuites (du lundi au vendredi) : Randonnées pédestres - grands espaces - dans un paysage de rêve sur chemins bien déblayés. Les circuits de randonnée s'étendent sur environ 120 km.

Semaines de randonnées nordiques (du lundi au vendredi) : Fascinantes randonnées nordiques dans un des plus beaux domaines skiables. Forfait pour 5 jours d'accompagnement : 800 ATS par personne. Programmes beauté et mise en forme : de 2990 à 6100 ATS - demandez notre brochure détaillée.

A quand votre visite ?

INTERALPEN-HOTEL TYROL  
\*\*\*\*\*

INTERALPEN-HOTEL TYROL - Postfach 96 - A-6410 Telfs-Baden, Österreich - Tel. 19-43/52 62/6 06  
Tél. 047 06, 5 34 654 (NROB - Télécopie 19-43/52 62/6 06 61 90 - Réservations Téléphone 19-43/52 62/6 02 81)





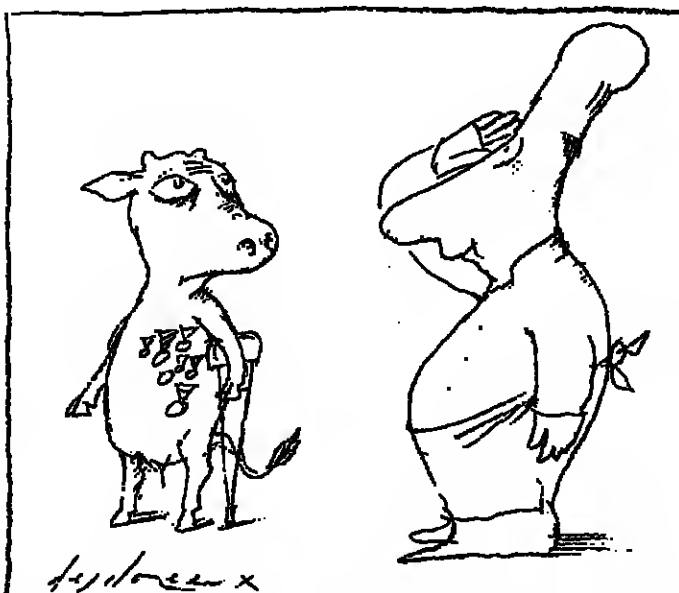


TABLE

# Veau

**L**ISANT le *Fouquet* de Jacques Castelot (Perrin éditeur), je retrouve l'anecdote : le 21 juin 1800, un courrier arrivait à Paris pour avertir d'une défaite du général Bonaparte dans la plaine de Marengo... Panique chez les deux autres consuls, panique à la Bourse, panique populaire... Mais, le surlendemain, un second courrier arrivait aux Tuileries annonçant la « victoire de Marengo ».

Paris respire ! Et, comme toute délivrance, c'est à table que celle-ci se fête. Il y a alors, au début de la rue Montmartre, presque en face la rue du Croissant (noms au passage que la rue du Croissant doit son nom à une enseigne du n° 18, depuis l'an 1612), un vieux restaurant, *A la grâce de Dieu*. C'est là que l'on prépare un veau à l'italienne (tendron de veau sauté à l'huile d'olive, avec bien entendu de



l'ail, des champignons et beaucoup de tomates, du vin blanc et, au moment de servir, des croûtons frits. Aussitôt le veau à l'italienne devient, sur la carte, veau Marengo. On raconte que Joséphine est une des premières à y goûter (emmenée peut-être par Barras, qui fut son amant avant Napoléon ?).

Mais, parallèlement, il y eut le soir du 14 juin, où les charges

désespérées des futurs « grognards » du futur empereur avaient retourné le destin, malgré la mort du brave Desaix, et décidé du gain de la bataille. Bonaparte avait faim. Il ordonna que l'on préparât le repas qu'il partageait avec ses généraux. Ce n'était point un gastronome : « Il mangeait vite et mal », dira Brillat-Savarin. Mais il exigeait de pouvoir à tout instant se voir

# ou poulet Marengo ?

servir de la volaille, des côtelettes, du café. Les fourgons de cuisine étaient perdus on ne sait où, et il n'y avait là que le cuisinier, le chef helvétique Duman, qui, voyant au loin une ferme achevant de brûler, y envoya quelques grenadiers au ravitaillement du hasard. Ils ramènèrent des poulets, des tomates, de l'ail. Duman avait avec lui une fiasque d'huile et du cognac.

On se sait si le vainqueur apprécia, mais ses généraux, affamés et heureux, se régalèrent : « Quel est ce plat ? », demandèrent-ils devant ce sauté de volaille de ferme parfumé d'ail, à la sauce rougeâtre des tomates relevée d'un peu de cognac. Le plat n'avait évidemment pas de nom : il devint le poulet Marengo.

D'autant que les cuisiniers, moins pour célébrer la victoire que pour démostrer leur classe,

adaptèrent, dès qu'elle arriva sur Paris, la recette initiale. Le poulet Marengo, selon le *Répertoire de la cuisine*, est donc à présent une volaille décapée à cru, les morceaux sautés à l'huile d'olive. On déglace alors le plat au vin blanc, on ajoute des tomates concassées, un fond dit demi-glace fortement tamaté, une pointe d'ail. En fin de cuisson, on ajoute des têtes de champignons et des lames de truffe. On sert en nappant de la sauce de cuisson et on entoure d'écrevisses truffées, d'œufs frits, de croûtons également frits, et on poudre de persil haché.

Est-ce trop emphatique pour paraître aujourd'hui sur nos cartes ? Ou pas assez nouvelle cuisine ? Ou, truffes et écrevisses hors de prix, trop coûteux pour les petits « restos » et trop (mal) connus pour les grands ? En tout cas, je n'ai vu de longtemps ce

plat sur les cartes, alors que le veau Marengo figure quelquefois sur celles modestes des « petites boîtes ». Mais, à la lecture du *Fouquet* de Castelot, une idée me vient. L'auteur nous dit que Fouquet, après le 9 Thermidor, réfugié dans sa résidence de la vallée de Montmorency, s'associa avec un ami, acheta des cochons de lait pour les engraisser et en faire commerce. Quel chef aura l'idée de nous offrir un coq au lait à la Marengo ?

Je le déteste d'avance : des dés de porclet bien rissolés, cuits avec champignons et sauce tomate, longuement. Un léger arrière-goût alliacé, une « teinte » vineuse et, comme légumes d'accompagnement, des brocolis. Après tout, il y eut peut-être autour de la ferme de Marengo puisqu'ils nous viennent d'Italie, cadeau de Catherine de Médicis !

La Reynière

## GRANDS ANCIENS

# Alexandre Dumaine

**S**ALADE de thon aux légumes et aux œufs, bœuf miroton, pommes de terre aux lardons.

C'est le menu servi à Georges Clemenceau, en 1917, lors d'une de ses inspections du front. Il avait été réalisé par le cuisinier Dumaine, du 238<sup>e</sup> régiment d'artillerie.

Le jeune soldat Alexandre Dumaine avait alors vingt-deux ans. Né à Digoin, entre Charolais et Bourbonnais, région pépinière de cuisiniers renommés, de Lapautre (chef du Pré-Catelan à la Belle Époque), de Delorme (Laprouse), de Victor Burtin à Fernand Poirot (né à Louhaud), il avait débuté comme commis de Louis Bonnavay à l'hôtel de la Poste de Paray-le-Monial puis aux Carlton (de Vichy et de Cannes) avant d'arriver au Café de Paris, la célèbre maison de l'avenue de l'Opéra.

La guerre l'avait arraché « premier commis tournant » à l'Elysée-Palace pour en faire un servant de canot de 75 du côté de Soignes. Mais l'arrivée inopinée de la « Tigre » avait inspiré son colonel : « Pourquoi ne pas demander à ce jeune de métier de tirer, des moyens du bord, un menu pour le président du conseil ? » Ce fut une réussite. Le bruit en vint jusqu'aux papilles du général Franchet d'Espèrey qui convoqua le canonnier Dumaine pour suppléer son « popotier ». De fameux premiers clients, n'est-ce pas ?

Démobilisé en 1919, on retrouve Dumaine chef saucier, puis chef de cuisine à Paris. Il vient d'épouser une jeune femme, collaboratrice d'une

agence de presse et correspondante de la revue yankee *Harper's Bazaar* : Jeanne. Jeanne Dumaine allait devenir une des rares grandes dames de la restauration (avec Mado Point), d'abord lors de l'aventure africaine du couple puis enfin, jusqu'à sa mort, à Saulieu.

La Compagnie générale transatlantique veut ouvrir une chaîne d'hôtels en Afrique du Nord. Francis Carton (autre nom glorieux du métier) lui propose d'engager ce jeune qui non seulement promet mais tient déjà ses promesses d'hier. Et voilà Alexandre et Jeanne Dumaine tour à tour en Haute-Kabylie, à Michelet, puis à Biskra. Mais les années passent, le terroir leur manque. L'hôtel de la Côte-d'Or à Saulieu est à vendre, Jeanne et Alexandre s'y installent. Et bientôt on ne dira plus Paris-Saulieu : 260 kilomètres, mais Paris-Dumaine : 260 kilomètres !

Le livre d'or (qu'est-il devenu ?) de la Côte-d'Or témoigne de ce succès de Salvador Dali à Orson Welles, de Colette à Reynaldo Hahn, de Saint-Exupéry à Charlie Chaplin. Sans oublier le maréchal Juin pour qui il cuisina l'oreiller de la Belle Aurore (le pâté de gibier qui régala la mère de Brillat-Savarin). Il en avait, par crainte d'un manque de perfection, réalisé deux. Le premier triompha au dîner du maréchal. Le lendemain matin, en guise de mébon, nous devorâmes l'autre au petit déjeuner. J'étais là avec Raymond Oliver, René Lasserre et Topolinsky (le patron alors de Laprouse).

Nous devions plus tard, au déjeuner, goûter les « truites du

Morvan » (ainsi appelait-il, lorsqu'il n'avait pu se procurer des truites sauvages, des ris de veau aux épinards en branches). Je me souviens. Lasserre se pencha vers moi : « Je n'ai jamais mangé d'épinards aussi savoureux ! » A la fin du repas je dis à Dumaine que ses épinards étaient remarquables et qu'il devait avoir un secret. Alors, de sa voix un peu zotante et jouant de ses petites mains potelées, le grand Alexandre déclara : « Mes amis, c'est tout simple, les épinards. Je les prépare comme vous tous. Mais je n'ai pas oublié un « truc » de mon maître Burtin. Au moment de servir, je pique une gousse d'ail dans une fourchette en bois et je la tourne trois fois en huit dans mon légume. C'est tout ! »

La cuisine de Dumaine, c'était cela : les grands classiques comme le Germany, les écrevisses de Monsieur le Prieur, la carpe à la Chambord, l'oreiller de la Belle Aurore ou les truites au champagne, ou des plats merveilleusement simples d'apparence mais savoureusement médités car, selon ses propres termes : « Les produits employés font partie des connaissances indispensables. Il faut tenir compte des provenances, des saisons, de leur fraîcheur. Il n'y a qu'une seule cuisine : la bonne ! »

La mort de Jeanne Dumaine fut celle de l'hôtel de la Côte-d'Or (1). Alexandre Dumaine se retira à Digoin, sa ville natale, où il mourut à son tour en 1974.

L. R.

(1) Aujourd'hui la Côte-d'Or, à Saulieu, revit sous la houlette de Bernard Loiseau.

## Semaine gourmande

### Faucher

Gérard Faucher et sa bien jolie compagne Nicole sont à présent bien en place, eux aussi, dans leur nouvelle maison. Une originalité dans les entrées : le saumon Balik (norvégien mais préparé en Suisse III), un foie gras exceptionnel, un œuf mollet aux truffes foie gras et l'original millefeuille de bœuf cru « digoinais » (doit-il quelque chose au cher Dumaine ?) (*Lire ci-contre*). Les filets de rouget au velouté de foie gras, le lieu vapeur à la tapenade, le haddock aux lentilles, le rognon entier cuit dans sa graisse, etc. sont des plats « logiques » autant que rares. Belle cave et un menu au déjeuner (entrée, plat, dessert) à 180 francs. A la carte, compter 400 francs à 500 francs à moins que vous n'optiez pour le menu dégustation à 380 francs.

► Faucher, 123, av. de Wagram, 17<sup>e</sup>, tél. : 42-27-61-50. Fermé samedi midi et dimanche. Voturier. Carte bleue. Chiens acceptés.

### Croquant

Sur l'autre rive et plus modeste, le gentil restaurant bien tenu et main par Yves Bigot contigue son bonhomme de chemin avec ses foies gras (au naturel, en escalope aux cépes), sa compote de queue de bœuf escordée de billes de melon paprikées, la houlange de bonard aux artichauts, de bons poissons, un rible de lapereau crème de crustacés et le simple cœur de filet nappé et enrobé d'une sauce foie gras et porto. Dégustation à 260 francs. Un menu dégustation à 350 francs et la carte : compter 350 francs surtout si vous faites appel à la très bonne cave « maison ». Le 15<sup>e</sup> est riche en honnêtes adresses, mais on ne pense pas assez au Croquant !

► Le Croquant, 28, rue Jean-Maridor, 15<sup>e</sup>, tél. : 45-58-50-83. Fermé dimanche et lundi midi. Parking : 98, rue de la Convention. A.E., D.C., C.B. Chiens acceptés.

## Honneur aux dames

**L'**ACADÉMIE des Mères cuisinières a choisi pour thème de son Trophée (l'an dernier consacré à la cuisine lyonnaise et remporté par Elisabeth Bourgeois, du Mas Tourteron, à Gordes), cette année, la cuisine provençale. La finale aura lieu le 16 avril à Vichy.

La présélection est assurée par deux dames de l'ARC à la retraite : la chère Paule Castaing (de Condrieu) et Léa Bidant, dont le com reste inséparable du tablier de sapeur de La Voûte, à Lyon.

Parallèlement sera décerné le diplôme « Espoir des cuisinières », réservé aux commises de cuisine et élèves des écoles. Et, contrairement à trop de concours culinaires, les concurrentes ne devront apporter que des denrées brutes.

Le Trophée des Mères cui-

nières est doté d'un premier prix de 10000 F qui sera remis par le sénateur Cluzel, président du conseil général de l'Allier. Le prix Espoir des cuisinières, d'un montant de 5000 F, est offert par le maire de Vichy.

Courtière

P.S. — Conscrit à la cuisine méditerranéenne, ce trophée ne pouvait mieux être dédié qu'à Marie Venturino. C'est après la guerre de 14-18 que, sur le port de Saint-Jean-Cap-Ferrat, la petite Marie apprit à faire, retou, de pêche, la bouillabaisse des pêcheurs. Les *hironnelles* devinrent, jusqu'à sa mort, l'an dernier, à plus de quatre-vingts ans, une adresse gourmande touristique de la Côte. Oui, un trophée Marie Venturino honorerait la lauréat.

## GASTRONOMIE

**LE POL'NOR**  
Spécialiste de poissons du monde du livre et du cinéma  
39, rue Monsieur-le-Prince (6<sup>e</sup>)  
Rés. : 42-25-16-55  
F. dim. Serv. jusqu'à 22 h 30

**ALLIGATORS**  
BAR AMÉRICAIN  
Restaurant : cuisine italienne.  
Dîner avec orchestre de jazz de 21 h à 2 h du matin.  
Réservation 42 84 11 27  
23, av. du Maine (15<sup>e</sup>)

EN L'AN 2000... 1 MILLIARD 200 MILLIONS DE CHINOIS... ET MOI, ET MOI...

## CHEZ DIEP A L'OPÉRA

ou le plus grand restaurant asiatique à Paris avec 350 places, dans un décor somptueux, comme à Hongkong

Des MENUS EXPRESS, 72 F et 78 F. Entrée, plat et dessert au choix. Exemple : raviolis aux crevettes, saumon, cantonnais ou ailerons de requins. Si vous êtes passionné par le « chinois » : crevettes à l'ail, travers de porc sauté, porclet ou canard laqué. Mais aussi le pâté de soja, les calamars ou le crabe au gingembre. Si vous « voyagez thaïlandais », le rouleau printanier, la salade de fruits de mer à la citronnelle, les brochettes de gambas grillées.

Tous les jours, le MENU « D » avec un assortiment à la vapeur ou les pièces de crabe farcies en beignets, un 1/2 canard laqué à la pékinoise, servi en

2 façons (la peau croustillante avec galettes de riz, et sa chair). Un magnifique vivier de langoustes. La délicieuse : canchon de lait, ou porclet laqué, de la volaille et toutes les viandes au choix.

Pour inviter vos amis, les surprendre par le décor époustouflant et la richesse des matériaux, tout sera dépayssé.

Salons diaphanes. Ouvert tous les jours. Service assuré jusqu'à 23 h 30.

28, rue Louis-le-Grand (2<sup>e</sup>). Tél. 47-42-31-58 et 94-47 et aussi, dans le 8<sup>e</sup> arrondissement : chez DIEP, 22, rue de Ponthieu. Tél. 42-56-23-96, tous les jours : chez DIEP, 55, rue Pierre-Charbon. Tél. 45-63-52-76, tous les jours.

## INDEX DES RESTAURANTS

### Spécialités françaises et étrangères

#### BOURGIGNONNES

**CHEZ PIERRROT**, 18, rue E-Marcel, Tél. : 45-08-05/48/17-64  
F. sam., dim. Cuisine bourgeoise.

#### CRÉOLES

**LA VILLA CRÉOLE**, 19, r. d'Antio, 2<sup>e</sup>, Tél. : 42-64-92  
Recam. Rotin Gourmand-Pino le soir. F. sam.-dim. et dim.

#### FRANÇAISES TRADITIONNELLES

**RELAIS BELLMAN**, 37, rue François-1<sup>er</sup>, 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé samedi, dimanche.

**LA COUR COLBERT**, 12, rue Hôtel-Colbert (5<sup>e</sup>). 43-54-61-99. Tél. Cadre XVII<sup>e</sup> authent. PMR 200 F.

#### L'ARTOIS

Tél. : 42-25-01-10 - 45-63-51-50. 13, r. d'Artois, 8<sup>e</sup>. F. sam. midi, dim. SUD-OUEST

#### LYONNAISES

**LA FOUX**, 2, rue Clément (6<sup>e</sup>). F. dim. Tél. : 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.

#### DANOISES ET SCANDINAVES

142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41. COPENHAGUE 1<sup>er</sup> étage. FLORA DANICA et son agréable jardin.

#### ETHIOPIENNES

**ENTOTTO**, 45-87-08-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13<sup>e</sup>. Dorowott, Beyegastou av. l'Indjara.

#### INDIENNES

**MAHARAJAH**, 43-54-26-07. 7 jours sur 7. 72, bd St-Germain. M<sup>re</sup> Maubert. SCE NON-STOP : 23 h 30. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.

#### ITALIENNES

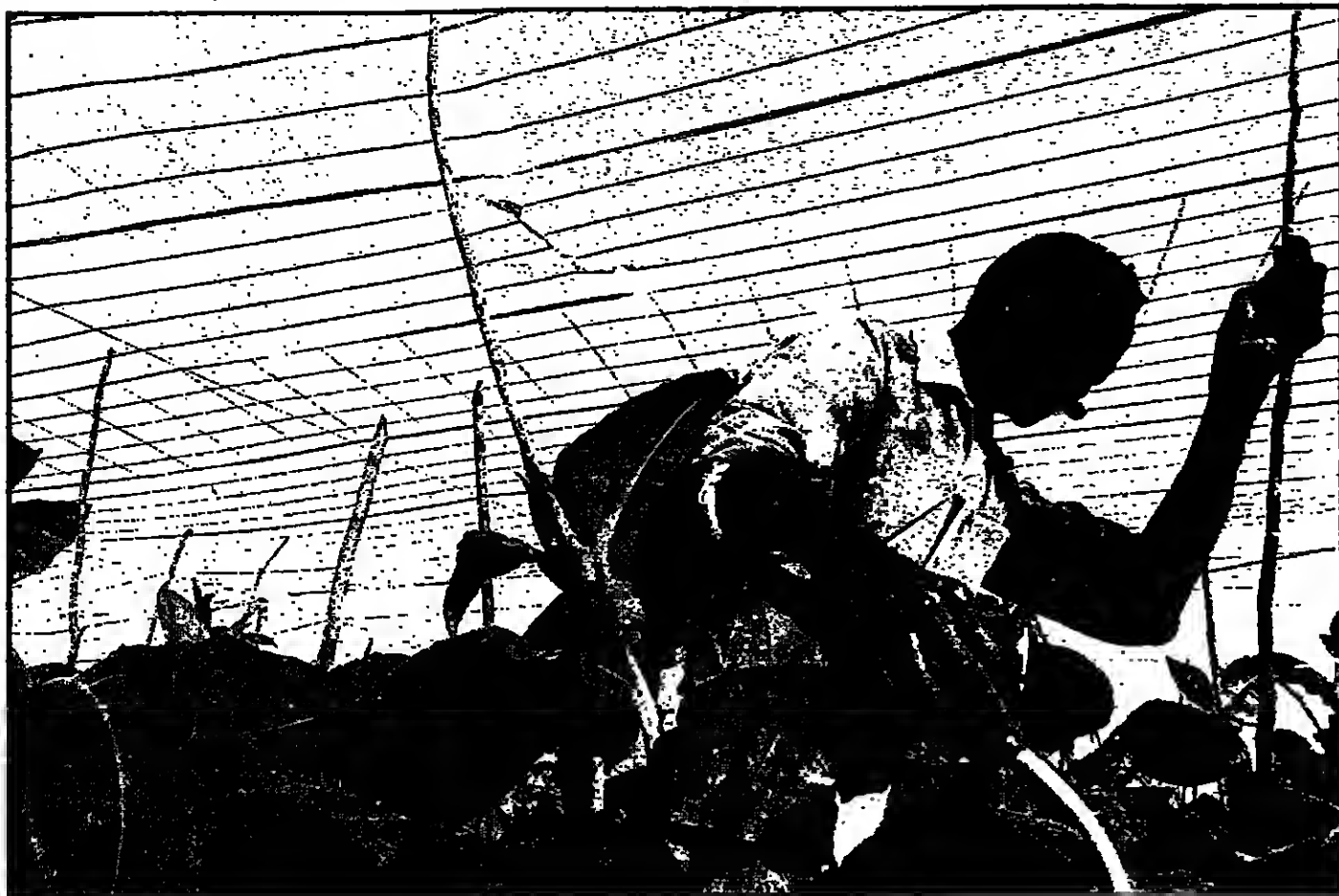
**L'APPENNINO**, 61, rue Amiral-Mouchez, 14<sup>e</sup>. 45-89-08-15. F. dim., lundi. EMILIE-ROMAGNE.

#### VIETNAMIENNES

**NEM**, 66, 66, rue Lauriston (16<sup>e</sup>). 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.



# Les grandes vendanges



Pour l'amateur de cigares, c'est un peu entrer dans les champs du paradis que de se retrouver à Cuba en janvier, au moment de la récolte de tabac. Cette année, la pluie est tombée avec justesse. 1991 serait un bon cru.

L'EFFERVESCENCE est grande à Pinar-del-Rio, capitale de la province de l'Ouest, à la mi-janvier, lorsque approche la date fatidique de la récolte du tabac. Quelques touristes, identifiés par l'immatriculation de leur voiture japonaise, sillonnent la sierra de Los Organos. Les Cubains, eux, depuis les restrictions, vont à pied ou en car, les guaguas (prononcez oua-oua). Cette année, les vergueros (planteurs) scrutent le ciel, gros de nuages pluvieux, avec inquiétude. « Le tabac n'a besoin que de deux orages par mois : l'excès d'eau vole son miel », notait, au dix-septième siècle déjà, un planteur de la Vuelta Abajo, terre ancestrale de la culture du tabac à Cuba. Paradoxe de la fabrication du cigare, auquel il faudra plus tard assurer une stricte maintenance hygrométrique, à 70 % d'humidité ! Les nuages sont passés ; 1991 sera une bonne année.

Repiqués à la mi-octobre dans chaque finca (petite propriété des planteurs), les plants de tabac - hauts d'une quinzaine de centimètres - sont élevés dans des pépinières (semilleros), sous le contrôle attentif d'ingénieurs agronomes publics. Cette opération s'effectue avec un soin et une hygiène analogues aux manipulations des grands domaines de Bourgogne et de Bordeaux. Chaque pied de tabac est buté dans les vegas : chaque feuille est examinée et soignée dès la formation des premières nervures. D'abord mates et revêtues d'un duvet, elles acquièrent bientôt un aspect brillant.

À la fin janvier, le spectacle est exceptionnel dans les vallées de Vinales, à San-Luis, à San-Juan-y-Martinez. Les plants de tabac ont atteint la hauteur d'un homme ; ils ont développé seize ou dix-sept grandes feuilles grasses, tendues et fermes au petit matin, avant l'apparition du soleil, qui octroie généreusement force, arôme et puissance. Elles serviront, les unes, à la confection des capes, les autres, à la préparation de la « tripe », qui est le corps du cigare. La s'esquisse déjà

le capiteux, le charnu, le rond ou le velouté du futur puro. Les plus belles feuilles sont protégées des excès du climat par d'immenses mousselines - tapados - tendues par les planteurs, et qui jouent le rôle de serres ventilées. Elles impriment au paysage une dimension irréaliste en juxtaposant aux masses de verdure tropicale des étendues laiteuses d'où jaillissent par endroit les toitures pentues des casas de tabaco. Au loin, des éperons rocheux, parfois boisés, évoquent le profil des Alpes, ou celui - volcanique - des collines éogéniques de Padoue. Les terres, par endroits, ont la couleur des ocres rouges du Roussillon, ou de la vallée des Baux.

Pour l'amateur de cigares, approcher cette zone au moment de la récolte, pénétrer sous les tapados, c'est s'exposer à l'émotion du mélomane admis dans la loge de la diva ! Un bien grand plaisir, il est vrai, qui permet de comprendre les premières étapes de la culture - sinon l'art lui-même - des cigares de la Vuelta Abajo.

Couvertes par les tapados qui favorisent une texture uniforme, ou cultivées à l'air libre (tabaco del sol), les feuilles sont cueillies, une à une, avec un soin jaloux. Auparavant, le planteur aura pris soin d'interrompre la croissance de la tige par l'éclatage du dernier bourgeon floral. Il procédera alors à la récolte des sept niveaux de feuilles, en commençant par les plus basses, « libres de pied », les moins gorgées de soleil. Sept jours plus tard est récoltée la feuille unique, uno y medio. C'est au tour, ensuite, des trois feuilles de la primera ligero et ainsi de suite jusqu'aux coronas du sommet de la plante.

La cueillette sur une même tige s'effectue sur une période d'environ un mois, comme les vendanges tardives de Vouvray ou d'Alsace. Par l'étalement des repiquages, la récolte dure jusqu'à la fin avril. L'analogie également est grande avec la culture du thé, dont les classifications et les « grades » dépendent aussi de la position des feuilles sur la tige et de leur traitement, également artisanal. Toutes ces opérations, à Cuba, sont effectuées manuellement par une main-d'œuvre locale, augmentée de saisonniers, qui suspendent les feuilles, deux par deux, sur des perches horizontales entreposées dans les casas de tabaco.

En quelques semaines, elles perdront les trois quarts de leur humidité. C'est le séchage naturel, à la différence du thé dont la dessiccation est accélérée par une tréfaction dans des chambres à air chaud. Une pratique analogue était en vogue autrefois à Cuba, pour fixer la chlorophylle et obtenir ainsi des capes vertes. La mode, qui plaisait surtout aux Américains, est passée. Pour cause d'embargo. Aujourd'hui le séchage fait alterner des « cures » d'air et de soleil, avant la première fermentation, d'une durée de deux mois, qui a pour rôle de faire disparaître les résines et les matières azotées par l'action des bactéries, telles les moisissures d'un bon roquefort.

Les feuilles, dont la provenance est toujours identifiée, sont assemblées en boisseaux et empilées (entercos) dans des caisses d'écorce de palmier royal. Là s'arrête le travail des vergueros, ces planteurs privés qui assurent les premières séquences d'un processus étonnamment complexe. La fête du triage - escogida - se déroule ensuite dans chaque village, sous le contrôle des experts de la Cubatabaco, entreprise nationale, qui procèdent - tels les acheteurs sur le marché de la truffe - au choix et à l'enlèvement des tercios, roulés en balles numérotées et destinées aux fabriques, presque toutes situées à La Havane. La division des tâches est très stricte : chaque étape est tenue secrète, comme dans une cérémonie vaudou !

La seconde fermentation, effectuée à la fabrique, provoquée par adjonction de tabac macéré et d'eau, à température constante et contrôlée, durera plus d'une année. La troisième et dernière fermentation des feuilles se prolongera plus longtemps encore. Cnoteous dans des barils, les feuilles font alors l'objet de soins identiques à ceux qu'un maître de chai prodigue, en pays de Cognac, à ses eaux-de-vie, avant l'assemblage. Maturatio et vieillissement favorisent alors les arômes que l'on retrouvera plus tard dans chaque vitole, de manière « discrète, généreuse ou provocante ». C'est à ce stade qu'interviennent les « écoteuses », assises sur des taburets, qui arrachent avec doigt la nervure centrale de la feuille, appliquée sur une planchette soigneusement calée entre leurs cuisses. C'est là qu'a pris naissance le mythe de Carmen, et

non lors du « roulage », effectué à la main par le torcedor - autrefois toujours un homme, - dont la planchette mobile est obligatoirement posée sur un établi.

Un ultime dosage intervient ensuite dans le choix des feuilles de tabac : il est destiné à équilibrer le goût et à assurer une vitesse de combustion régulière. Il ne faut pas moins de cinq qualités de tabac différentes et de provenances le plus souvent diverses : trois pour la « tripe », une pour la « sous-cape », et une pour l'enveloppe extérieure, la « cape », dont la texture donne au cigare son aspect fini, mais influe assez peu sur son caractère.

Les Cohiba, dernière création de la Cubatabaco, répondent aux critères les plus sévères, mais nombre de marques, qui offrent plus de trois cents formats différents, satisfont aux mêmes exigences : ainsi les Partagas Lusitanias, Juan Lopez numéro un, les Partagas Série D n° 4, les Montecristo A, les Bolivar Coronas Extra, ou encore les Flor de Cano Diademas, un cigare, doux et onctueux, compagnon d'un après-midi de méditation. La récolte est le seul moment du processus d'élaboration des cigares qu'un amateur pourra approcher. Pas plus qu'on ne visite le domaine de la Romanée-Conti en période de vinification, il ne pourra entrer dans les fabriques - Montecristo, Partagas et bien d'autres - sans passe-droit. Une école de vergueros, à Pinar-del-Rio, permet toutefois de suivre jusqu'au bout la fabrication des cigares. Un vieux maître y enseigne à une vingtaine de jeunes cigarieros (torcedoras), l'art et la manière du roulage et la sélection des couleurs.

Aucune de ces jeunes filles n'était née lorsque Fidel Castro, à la fin des années 50, se lança à la conquête du pouvoir. Ces descendantes des compagnes de Carmen apprennent à rouler le cigare comme le faisaient leurs pères et leurs grands-pères. Mais elles rêvent aussi de la grande cité, La Havane, qui grossit chaque année d'une forte migration intérieure et compte plus de deux millions d'habitants, sur dix millions de Cubains. C'est à La Havane que sont les fabriques. Certaines y travailleront ; d'autres rêveront de devenir ballerines au Tropicana, un immense jardin tropical investi de chaises peu - mais pudiquement - vêtues. Le Tropicana,

lui, le plus rutilant cabaret des Caraïbes, est antérieur à la révolution. Il vient de fêter son cinquantième. D'autres seront mannequins à la Maison de la culture (I) ou au Pavillon de Cuba, telles Ambra, Mildrey ou Daisy, charmantes maitresses que l'on voit le dimanche à la télévision, et qui présentent chaque soir les dernières créations des stylistes cubains. Une activité débordante à La Havane, mimétisme des défilés de la Dnm Moda, rue Prospekt-Mira à Moscou.

Depuis plusieurs années, les autorités encouragent le tourisme. Le tourisme « vert », disent, amusés, les Cubains, contraints aujourd'hui - avec le dollar - de diversifier leurs échanges extérieurs et d'acheter en devises. Pourtant Cuba n'est pas une destination « Caraïbes » comme les autres, même sur les sites aménagés de Marina-Hemingway ou de Varadero. La bronzette, l'artisanat et le shopping ont des destinations plus judicieuses. Cuba, c'est d'abord le cigare, le sport, la culture, les paysages naturels, l'architecture.

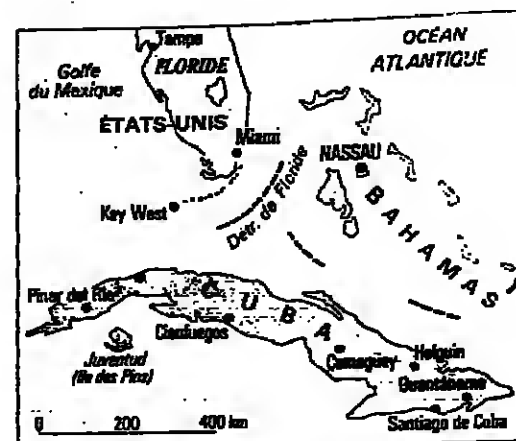
Depuis les plages de l'est (playas del Este) dirigées par une équipe dynamique et sympathique, on pourra embarquer (à Guanabo) pour la pêche au gros, jusque dans le golfe du Mexique, sur les traces d'Hemingway. Pinar-del-Rio est la capitale du cigare. Une mission parlementaire française,

dit-on, y est attendue prochainement. On y pratique aussi la chasse. De nombreux sites sont accessibles à la plongée sous-marine. Pen développée jusqu'ici, le tourisme n'a entraîné aucune construction massive ni grave déséquilibre écologique.

Cuba a une habile politique de protection du littoral. La Havane, qui réhabilite peu à peu son patrimoine architectural avec l'aide de l'UNESCO, offre au curieux de baroque colonial quelques beaux exemples et une supramodern organisation urbaine. La promenade du Malecon, où la ville semble se retourner sur elle-même pour s'admire, en offrant son flanc à l'écume du large, est un livre de cinq siècles d'architecture, nuvert au lendemain du débarquement de Christophe Colomb, le 28 octobre 1492. Il y aura cinq cents ans en 1992.

Aujourd'hui, à La Havane, les restrictions d'essence limitent les déplacements des particuliers au strict nécessaire. Les rues sont désertées par les automobiles. Des queues impressionnantes, mais paisibles, attendent les transports publics. Cette gigantesque ville piétonne vit au ralenti, sûre de son destin, pourtant, comme ce Cubain, chanté par Los Van Van : « J'ai les mains vides à force de tout donner sans rien avoir ; mais que puis-je y faire si mes mains à moi sont comme ça ? »

De notre envoyé spécial  
Jean-Claude Ribaut



La production annuelle de cigares de La Havane tourne autour de trois cents millions. Environ cent millions sont réservés à l'exportation, tous des meilleurs crus. La France en consomme près de dix millions par an, ce qui la place au deuxième rang mondial après l'Espagne, juste devant la Suisse et la Grande-Bretagne.



هكذا من الأصل